

Emilio MENTASTI



La « Garde rouge » raconte

**Histoire du Comité ouvrier de la Magneti Marelli
(Milan, 1975-78).**

les nuits rouges

Emilio MENTASTI

La « Garde rouge » raconte

Histoire du Comité ouvrier de la Magneti Marelli
(Milan, 1975-78)

Traduit de l'italien
par Yves Coleman et Antoine Hasard

Les nuits rouges

2009

SOMMAIRE

Préface à l'édition française	7
Introduction de l'auteur	9
CHAPITRE 1	13
La Magneti Marelli	13
La naissance	13
L'entre-deux-guerres	13
De la Seconde Guerre mondiale au milieu des années 1980.....	15
CHAPITRE 2	19
Luttes d'usine (1945-1972)	19
L'évolution de la composition ouvrière	20
Les conflits ouvriers à la Magneti Marelli de Crescenzago.....	22
a) De la fin de la Seconde Guerre mondiale à 1968.....	22
b) La période de 1968 à 1972.....	28
La période après 1972	38
CHAPITRE 3	41
Histoire du Comité ouvrier.....	41
Le salaire aux pièces	42
L'égalitarisme	47
Les effectifs	51
Le Comité ouvrier et « Senza Tregua »	53
La restructuration de l'entreprise	55
« Que les délégués sortent du “palais des patrons”! »	58
Les « journées d'avril »	60
La lutte s'élargit à d'autres entreprises	63
Les licenciements politiques	65
L'expulsion	71
Le jugement du 15 juillet	74
Répression et restructuration.....	79
La Coordination ouvrière autonome de Milan	82
« Contre le pacte social syndicat-gouvernement-Confindustria »	84
La fin du mouvement	91
Notes	93

Préface à l'édition française

Chaque assaut révolutionnaire du prolétariat affronte une situation nouvelle. Mais le poids du passé, l'expérience de la défaite précédente, jouent évidemment un rôle crucial dans le déroulement des opérations. Comprendre les forces et faiblesses des tentatives d'hier est donc vital pour le mouvement d'aujourd'hui. Parmi celles-ci, la dernière en date est constituée par le cycle de luttes ouvrières autonomes qui ont secoué l'Italie entre 1968 et 1979. Ce cycle est remarquable :

— par sa durée : il débute avec la fondation du Comité unitaire de base à la Pirelli de Milan, en février 1968, et s'achève à Turin, le 14 octobre 1980, lors de la « manifestation des 40 000 » cadres et employés de la FIAT venus soutenir leur employeur face à la grève en cours contre les licenciements –soit près de douze ans ;

— par les formes d'organisation que se sont données les ouvriers qui ont permis d'impulser et de diriger les grèves et, pendant longtemps, d'être aussi influents que le PCI ;

— par sa « composition de classe ». Le mouvement a touché toutes les industries (et d'abord les grandes usines de la péninsule), de la chimie à l'électronique, en passant par la métallurgie, la mécanique, et bien sûr l'automobile. Il a mis en branle toutes les catégories ouvrières, des moins qualifiées aux plus qualifiées, des techniciens (cas de la Montedison de Porto Marghera ou de la Sit Siemens de Milan) aux ingénieurs (cas de l'IBM de Vimercate près de Milan) ;

— par la réaffirmation de la centralité de l'usine. En partant de la réalité concrète de l'exploitation, le mouvement s'est opposé, non seulement au despotisme d'usine mais a remis en cause la hiérarchie des salaires, les différences de traitement entre ouvriers et employés, imposant le contrôle des rythmes de travail, jusqu'à remettre en cause le travail salarié lui-même ;

— par une centralisation politique bâtie à partir des ateliers, fondée sur le refus de la délégation et la participation active du plus grand nombre ;

— par sa propagation à l'extérieur de l'usine. Très rapidement, il s'est emparé des questions du logement, des transports, de l'énergie et des biens de subsistance en organisant les auto-réductions de prix et la réquisition des logements. Les groupes ouvriers se coordonnent et se centralisent par zone puis à l'échelle régionale, comme une dernière fois à Milan en 1977.

Le mouvement italien a connu plusieurs périodes. La première, en 1968-1969, commence par les grèves à Pirelli et Borletti (Milan) et s'épanouit dans « l'automne chaud » de 1969. Elle est traversée par un vent d'optimisme, à la mesure de la consternation que provoque chez les patrons, syndicats et partis, le surgissement de l'initiative ouvrière autonome. Toutefois, cette période se termine le 12 décembre 1969, jour de l'attentat à la Banque de l'Agriculture de la Piazza Fontana, à Milan, qui fit 12 morts. Attentat par lequel l'Etat, ou tout au moins une fraction de son appareil, a montré qu'il était prêt à user de tous les moyens possibles pour arrêter le mouvement.

Le mouvement en Italie présente aussi cette originalité, pour l'époque, que les noyaux ouvriers se sont formés suite à l'intervention de jeunes militants extérieurs (cas de Montedison à Porto Marghera, par exemple) ou/et de la scission des partis traditionnels ; le PCI, le PSI et le PSIUP (cas de Pirelli à Milan, par exemple).

Remettant en cause les méthodes de luttes et d'organisation traditionnelles des partis et des syndicats institutionnels, les noyaux ouvriers aidés par les « extérieurs » se sont donnés des outils théoriques propres. Une fois apparus au grand jour à l'occasion des luttes que souvent ils ont impulsées, les groupes d'usine ont en retour poussé à la création de groupes politiques

nationaux¹, premières tentatives de centralisation à l'échelle du pays, organisées autour de journaux d'agitation².

La deuxième période (1971-1973) se termine par l'échec de l'occupation de l'usine FIAT de Mirafiori.

La troisième (1975-1977) est marquée par la fin des groupes politiques³, du regain des comités ouvriers et de l'entrée dans la lutte des travailleurs de plusieurs petites et moyennes entreprises des aires industrielles les plus importantes du Nord de l'Italie. C'est dans cette période que se déploie l'activité du comité ouvrier de la Magneti Marelli. Mais le contexte a changé. Il est devenu nettement moins favorable aux travailleurs. Le patronat a repris l'offensive et, progressivement, le contrôle de ses usines. La crise de 1973 l'a aidé et lui a permis de se restructurer par les licenciements de masse, les fermetures d'usine, et le gel des salaires.

Les groupes politiques sont devenus des freins à l'autonomie ouvrière. Incapables d'incarner et d'organiser la centralisation politique du mouvement, ils se dissolvent ou changent de nature. C'est donc une nouvelle fois à partir du terrain et des organismes de base que la gauche ouvrière reprend le fil rouge de ses combats. Le centre de gravité en sera la région milanaise, la capitale industrielle italienne où existe déjà l'Assemblée autonome de l'Alfa Romeo, le CUB Pirelli, le comité de la SIT-Siemens, parmi bien d'autres organes ouvriers autonomes. Pourtant c'est le comité ouvrier de Magneti Marelli de l'usine de Crescenzago qui va être la pointe la plus avancée des comités de la région milanaise et, par-là, du pays tout entier.

La vigueur et la durée du mouvement révolutionnaire italien surpasse donc d'assez loin le Mai-68 français⁴, même s'il est aujourd'hui calomnié, et au fond largement méconnu, en Italie même. Toutefois, quelques rares chercheurs et historiens tentent de réhabiliter la période et au-delà toutes les expériences d'autonomie ouvrière. C'est dans ce cadre que s'inscrit le travail d'Emilio Mentasti. Travail difficile par son sujet même et par les sources constituées quasi exclusivement par les tracts, les brochures, les affiches de l'époque, au style souvent répétitif et hermétique, et qui, malgré les efforts des traducteurs, risque fort de rendre le texte français assez compact.

Néanmoins, les grands moments de la vie du comité y sont (très) précisément narrés : les grèves pour les salaires et contre les cadences, appuyées par des cortèges qui traversent l'usine ; celles destinées à soutenir les ouvriers de la cantine ou du nettoyage; les batailles de rue lors des chaudes journées d'avril 1975; l'acharnement à faire rentrer dans l'usine tous les jours, à partir du 10 septembre 1975, et pendant dix mois les membres du comité licenciés; les affrontements autour du tribunal de Milan ; les « rondes ouvrières » organisées pour soutenir les travailleurs des petites entreprises; les auto-réductions dans les magasins ; et enfin la manifestation du 18 mars 1977 appelée par la Coordination des comités ouvriers et qui réunit à Milan 20 000 prolétaires, soit autant que la manifestation syndicale officielle du même jour.

Le comité s'est dissous progressivement en 1979, sous les coups de la répression. L'usine qui l'a vu naître, vivre et se battre a été rasée. Mais la relation de cette expérience nous paraît utile et nécessaire à tous ceux qui savent l'inévitabilité des combats à venir. Peut-être proches....

Antoine Hasard

¹ Les trois groupes sont Avanguardia Operaia fondé, en décembre 1968, autour de l'expérience des CUB milanais ; Potere Operaio fondé, en août 1969, principalement autour de l'expérience de l'assemblée ouvrière de Porto Marghera ; Lotta Continua fondé, en octobre 1969, autour de l'assemblée étudiants-ouvriers de la FIAT à Turin.

² Tout ceci est relaté en détail dans « La Fiat aux mains des ouvriers. L'automne chaud de 1969 à Turin » de D.Giachetti et M.Scavino. Les Nuits Rouges, n°22, Paris 2005.

³ Potere Operaio se dissout à l'été 1973 ; Lotta Continua se disloque à l'été 1976 mais sa mort a été prononcée au congrès de Rome de janvier 1975 lorsque les groupes ouvriers partirent ; Avanguardia Operaia connaît une involution syndicaliste et électoraliste.

⁴ On comprend alors l'ineptie que constitue le « concept » de « Mai rampant » pour qualifier le mouvement en Italie.

Introduction de l'auteur

L'histoire ouvrière a bénéficié d'un considérable regain d'intérêt à la suite de l'expérience extraordinaire qui a culminé avec l'« automne chaud » de 1969. En ces années 1960 et 1970, la classe ouvrière apparaissait comme une force qui luttait consciemment pour elle-même, comme une « classe pour soi » et pas seulement comme une « classe en soi ». Selon une opinion bien partagée, elle devait « faire Etat », c'est-à-dire qu'on la créditait du pouvoir de diriger l'Italie mieux que la classe politique de l'époque, du fait de sa droiture morale et de l'esprit de « sacrifice » dicté par la « valeur » qu'elle donnait au travail ; de plus, elle représentait le noyau irremplaçable de la révolution socialiste, capable de se fonder sur les idéaux communistes pour créer une société plus libre et plus juste, en vertu de son « autonomie » et de son « refus du travail »

D'autres courants qui avaient des positions, très divergentes quant à l'objectif final, arrivaient eux-aussi à la conclusion que le véritable acteur de toute transformation réformatrice ou révolutionnaire en Italie devait être la classe ouvrière.

Cependant, au cours des années 1980, lorsque la défaite politique des ouvriers fut consommée, les projecteurs se sont éteints et toute l'attention qui s'était portée sur ces questions est retombée subitement. De fait, les recherches, les articles, les livres et les documents sur les luttes ouvrières de la fin de la seconde guerre mondiale à la fin des années 1970 sont devenus rares. Il est vrai que ces années 1980/90, période de défaites successives dans les usines, n'étaient guère enthousiasmantes. L'intérêt de réétudier les transitions historiques ne peut être partagé si l'on ne comprend pas que cette période, absolument exaltante des luttes dans les usines (qui court du début des années 1960 à la fin des années 1970) correspond à un bouleversement à tous les niveaux de la société italienne.

Quelles sont les raisons de ce désintérêt ? A mon sens, il faut y voir la volonté de cacher un mouvement des « gens d'en bas » qui a produit des résultats concrets ; mais aussi la difficulté à reconnaître que les partis politiques réformatrice et radicaux d'aujourd'hui ne sont pas capables de répéter cette expérience, ni de prendre exemple sur elle. Ceux qui, aujourd'hui, considèrent qu'ils font partie de la « classe » (ouvrière) défendent uniquement leur propre position ; ils se proclament avec arrogance ses représentants, sans vouloir reconnaître que, lorsque la classe ouvrière relève la tête, les premiers qui sont éjectés de leur position sont justement ses « vieux représentants »

Il faut reprendre le fil de l'histoire ouvrière par respect pour ses acteurs (les ouvriers eux-mêmes) et aussi parce qu'elle peut nous aider à mieux comprendre ce que nous sommes et comment nous en sommes arrivés à la situation actuelle. Il est donc essentiel de partir des documents produits à l'époque et d'abord ceux des acteurs de ces luttes ; il est important de comprendre comment ils s'organisaient, quels étaient les mots d'ordre et les objectifs immédiats, mais aussi les buts plus lointains, les erreurs politiques éventuelles et d'apprécier l'importance des diverses pratiques dans cette phase de bouleversements qui ont affecté les entreprises, les syndicats et la société.

Une des expériences les plus passionnantes de cette période est celle du Comité ouvrier de la Magneti Marelli, une usine située à Crescenzago, entre Milan et Sesto San Giovanni, qui, à partir de 1975, a été l'un des acteurs de l'« extrémisme ouvrier » italien. Elle a un caractère exemplaire, car ses protagonistes se sont affrontés à l'ensemble des problèmes ouvriers, syndicaux, politiques et organisationnels de l'époque.

Cette expérience se situe dans une période historique fondamentale, quelques années après l'« automne chaud », : la crise économique est désormais explicite et il devient évident pour le patronat qu'il faut restructurer le système industriel et restaurer l'ordre dans les usines. La force des travailleurs est encore importante mais leur cohésion amoindrie au niveau des mots d'ordre. Déchirés entre le « compromis historique » et la révolution, les ouvriers choisissent très

souvent de se désintéresser de la question. C'est donc au moment où l'Italie se trouve en pleine restructuration industrielle, au cours d'une période de transition extrêmement difficile, que se forme le Comité ouvrier : il revendique pleinement l'égalitarisme et le refus de la délégation qui caractérisaient le passé récent, et considère que la classe ouvrière peut s'organiser de façon autonome.

A cette époque, de nombreuses autres expériences d'organisation autonome sont menées dans les usines, mais peu d'entre elles auront la force du Comité Marelli qui put faire réélire Baglioni au Conseil d'usine, quoiqu'il fut accusé par la justice d'être un partisan de la lutte armée. Dans la région de Milan, seule l'Assemblée autonome de l'Alfa Romeo a pu se vanter d'avoir exercé une influence majeure sur les événements survenus à l'intérieur de l'entreprise. Pour trouver un exemple semblable, il faut remonter au Comité unitaire de base (CUB) de la Pirelli en 1968.

En ces années 1970, les syndicats et le PCI veulent absolument reprendre le contrôle des usines. Ils veulent imposer le « compromis historique », aussi ne tolèrent-ils aucune présence organisée autre que les structures officielles. Ils attaquent violemment ceux qui s'opposent à la restauration de l'ordre dans les usines : ils les accusent de manquer d'expérience politique et les empêchent d'exercer la moindre activité syndicale (ils ne peuvent participer aux assemblées d'usine, aux grèves, à la rédaction des tracts ou à leur distribution) ; ils font l'objet de mesures d'intimidation et d'agressions physiques, sont dénoncés à la justice et à la direction, expulsés des structures syndicales de base et des Conseils d'usine. Ces méthodes seront employées chaque fois que des ouvriers « extrémistes » tenteront de développer une activité politique et syndicale. Il est évident que les rapports entre les deux composantes du mouvement social se sont traduites le plus souvent par des affrontements violents et une incompatibilité totale, mais le fait que le Comité Marelli ait réussi à fonctionner malgré des heurts extrêmement durs avec les structures syndicales et que parfois il ait eu une influence plus importante que les syndicats parmi les ouvriers, confirme à quel point les membres du Comité étaient implantés à l'intérieur de l'entreprise.

Le Comité ouvrier de Marelli incarne aussi « l'organisation ouvrière complète » : les ouvriers se dotent d'un instrument propre (la « Garde rouge ») en mesure de répondre de façon globale aux besoins des prolétaires dans l'usine et sur le territoire environnant. Il s'agissait de démontrer que la classe ouvrière n'avait pas besoin de superstructures syndicales ou politiques qui imposent des choix ou des moyens d'action échappant au contrôle direct des ouvriers.

L'implication des ouvrières dans les luttes revêtit aussi un caractère exceptionnel : leur participation et la qualité de leur intervention illustrent le rôle décisif des femmes dans les luttes ouvrières de cette époque.

Pendant cette période, il apparut que les luttes ouvrières devaient sortir des usines parce que les contradictions touchaient toute la société : rien ne sert d'obtenir une augmentation de salaire substantielle, ou d'améliorer la situation des droits dans l'usine, si ensuite les prix augmentent de façon exponentielle, si le droit au logement est remis en cause ou si d'autres ouvriers sont exploités à la place de ceux qui ont remporté une victoire. Vivement intéressé par cet aspect des choses, le Comité ouvrier est donc intervenu dans les quartiers proches de l'usine, servant de référence à toute une série d'entreprises (y compris des petites et des moyennes) lourdement touchées par le processus de restructurations. Ces entreprises, qui devaient faire face à des licenciements massifs et à des fermetures de sites, étaient aussi concernées par d'autres questions, sans lien direct avec l'usine, comme celle de l'augmentation du coût de la vie. C'est ainsi que le Comité fut à l'origine de plusieurs initiatives : rondes contre les heures supplémentaires ; piquets devant les petites entreprises, où les ouvriers ont plus de mal à s'imposer face au patron ; ripostes aux provocations fascistes et à la répression policière. Extrêmement présent dans les occupations de logements de Sesto San Giovanni, il organise l'autoréduction dans les supermarchés des quartiers populaires, imposant aux gérants de ne pas

augmenter inconsidérément leurs prix et ouvrant la cantine de l'usine aux travailleurs qui occupent leurs boîtes.

Le Comité est conscient de son rôle de locomotive des luttes ouvrières. Il participe donc au lancement de la Coordination autonome ouvrière milanaise qui naît à la fin de 1976 et s'affronte ouvertement aux organisations syndicales officielles. La Coordination rassemble tous les groupes ouvriers « extrémistes » de la région de Milan. En mesure de lancer des grèves générales et d'organiser des manifestations sans les syndicats, elle représente l'une des expériences les plus avancées du mouvement autonome de cette époque.

Le Comité s'insère dans le débat sur la justice prolétarienne et la nécessité de l'armement des ouvriers. Certains de ses représentants furent arrêtés après un entraînement militaire clandestin. Dans la salle du tribunal, ils revendiquent, comme un droit des travailleurs, la possibilité de répondre aux attaques patronales. Ce ne sont certainement pas les premiers à défendre de telles positions, puisque les Brigades rouges avaient déjà choisi la lutte armée. De plus, de larges couches du mouvement avaient déjà eu recours à la violence, qu'elles justifiaient en raison des circonstances, ou comme le fruit d'un choix stratégique précis. Il faut cependant souligner qu'à l'intérieur de la Magneti, on n'assistera jamais à la formation d'une brigade armée, même si certains ouvriers seront condamnés en raison de cette inculpation.

Le Comité s'honore aussi de sa participation à la revue *Senza Tregua* (Sans Trêve), publication dont certains membres ont ensuite formé l'organisation communiste combattante Prima Linea. Le Comité de la Marelli, ainsi que les autres comités ouvriers qui soutenaient la revue *Senza Tregua*, formaient la fine fleur de ce mouvement qui s'était attelé à la construction de « pôles ouvriers » d'une future organisation révolutionnaire.

La première partie de ce livre est consacrée à l'histoire de la Magneti Marelli. Elle illustre l'évolution de la restructuration intervenue durant les années 1970, et souligne que la société a été l'une des premières usines italiennes à introduire le « *scientific management* » (la gestion scientifique). Elle montrera aussi comment la Fiat (patron et principal client de l'usine) avait influencé de façon décisive les choix productifs et également ceux concernant l'encadrement de la force de travail.

La suite de cet ouvrage est le résultat d'un travail de recherche approfondi. La deuxième partie propose une synthèse des luttes menées par les ouvriers de la Magneti Marelli de Crescenzago entre la fin de la Seconde Guerre mondiale et 1972.

Enfin, la troisième partie retrace l'histoire du Comité ouvrier de l'usine de sa création à sa fin.

Pour mener à bien ce travail, j'ai consulté le fonds Gallinari de la Biblioteca Pannizzi de Reggio Emilia, qui possède des archives des tracts, bulletins et journaux du Comité ouvrier, ainsi que divers livres sur l'histoire du mouvement ouvrier, ouvrages cités dans les notes.

CHAPITRE 1

La Magneti Marelli

La naissance

La *Fabbrica italiana Magneti Marelli* (FIMM) est née le 8 octobre 1919, avec un capital social de 7 millions de liras souscrit, à parts égales, par la FIAT de Turin et l'Ercole Marelli de Milan ; elle a pour objectif « la construction et le commerce des aimants et des appareils électriques, spécialement pour les applications à l'industrie automobile, à l'aéronautique et à la navigation¹ ». La société bénéficie dès le départ de la participation fondamentale de la FIAT, facteur constant dans l'histoire de la Magneti Marelli, et au sein de l'industrie automobile italienne et mondiale.

Du point de vue international, nous nous trouvons face à deux écoles : l'école américaine qui met au premier plan l'organisation du processus productif ; l'école européenne qui privilégie la conception des produits automobiles. Aux Etats-Unis, la pratique du *scientific management*, théorisé par Frederic Taylor est mise en application par l'industriel Henry Ford qui, en 1913, introduit des systèmes de production et d'assemblage innovants : « Le premier reposait sur une série de tâches élémentaires confiées à des machines spécialisées à usage unique et fonctionnant à une cadence très élevée ; le second, par contre, se fondait sur une chaîne de postes de travail où les pièces à assembler déterminaient la coopération entre les travailleurs qui les assemblaient et les montaient et où la parcellisation des opérations atteignait des niveaux de productivité inconnus. Cette méthode révolutionnaire d'organisation, connue sous le nom de production de masse (*mass production*), apparaissait difficilement imitable, parce que sa réalisation requérait un énorme plateau technique, mais aussi parce qu'il fallait produire et vendre un énorme volume d'automobiles afin de justifier l'investissement massif nécessaire.² »

La production automobile américaine des premières décennies du siècle était ainsi orientée vers des produits simples, peu coûteux, et de masse, tandis que la production automobile européenne, au contraire, privilégiait des machines aux prestations sophistiquées mais destinées à un marché « haut de gamme ».

La FIAT (*Fabbrica italiana automobili di Torino*), fondée en 1899, marquait un tournant dans l'industrie automobile nationale naissante, surtout grâce au talent d'entrepreneur de Giovanni Agnelli qui assura la compétitivité de l'entreprise, tant du point de vue de la technique, que de la conception des modèles et de l'organisation. Dès le début, FIAT veut forcer le carcan du marché intérieur, trop limité, et se lancer sur le marché international. Pour ce faire, il fallait entrer en concurrence avec les autres producteurs européens et américains en mobilisant les technologies les plus avancées et en organisant au mieux la présence de la société sur des marchés en plein essor.

L'aimant – « c'est-à-dire le dispositif électromécanique chargé de produire le potentiel électrique nécessaire pour déclencher une étincelle entre les électrodes de la bougie » – représentait l'un des éléments les plus importants de la technique automobile. La qualité de cette pièce était devenue essentielle pour garantir l'alimentation des bougies, même à des régimes élevés, et éviter des difficultés d'allumage, une consommation d'essence élevée et une conduite chaotique. Depuis les premières années du XX^e siècle, la société allemande Bosch, fondée en 1896 à Stuttgart, en détenait le monopole³ pour l'Europe.

L'entre-deux-guerres

La Magneti Marelli posséda tout de suite certaines caractéristiques modernes qui la distinguaient des autres entreprises italiennes. L'une d'elles est la séparation nette entre la

propriété et le contrôle : d'un côté la FIAT et l'Ercole Marelli, de l'autre des managers compétents comme les frères Quintavalla. De même que chez FIAT et Olivetti, la Magneti Marelli représente un cas exceptionnel dans le panorama industriel italien de l'entre-deux-guerres : c'est en effet une des unités productives qui s'inspire le plus largement des théories et des méthodes fordistes et tayloriennes, par sa rationalisation de la production et par l'accent mis sur l'importance cruciale du « facteur humain⁴ ».

Le secteur d'activité de la Magneti Marelli est, à l'époque, un secteur de pointe. Pour y faire sa place (alors qu'il est dominé par la société allemande Bosch), elle choisit la spécialisation et de la standardisation d'une production d'excellente qualité, grâce à une meilleure rationalisation de la production et à l'introduction du *scientific management*.

L'orientation de l'entreprise apparaît clairement sur la brochure éditée par l'usine A de Sesto San Giovanni, la première unité productive de l'entreprise : « L'usine était divisée entre une série de départements auxquels était confiée la production d'un ou plusieurs éléments de l'aimant (...). Nous avons abandonné depuis longtemps la vieille idée selon laquelle chaque département devait abriter un seul type de machine. Chaque département contient toutes les machines-outils nécessaires à la production d'une certaine pièce ; ils sont organisés de telle façon que les matières premières et les produits semi-finis arrivent à un certain point, qu'on les déplace d'une machine à l'autre, et de poste de travail en poste de travail, selon les besoins de la production ; de sorte qu'au bout de la chaîne, une pièce complètement finie soit prête à quitter l'atelier (...). On évite ainsi tout déplacement inutile de matériel et chaque travailleur peut rester à son poste, car il reçoit la pièce de l'ouvrier précédent et accomplit l'opération qui lui est attribuée (et pas une autre), puis passe la pièce à l'ouvrier suivant⁵ ».

Les résultats de ce type d'organisation apparaissent immédiatement puisque la production triple au cours des huit premières années, tandis que la main-d'œuvre s'accroît seulement de 40 %. Inspirée par les méthodes américaines, la Magneti Marelli introduit un bureau des méthodes chargé de calculer les temps de production et de surveiller le rendement des ouvriers. Les machines sont constamment modernisées, et la production sans cesse automatisée, augmentant ainsi le rendement par machine et par ouvrier. Le « facteur humain » ne concerne pas seulement le rendement mais aussi le choix et la sélection des travailleurs. A l'époque, la Magneti est l'unique entreprise italienne qui dispose d'une unité de psychologie industrielle mise au service du médecin de l'usine, lequel s'occupe aussi de la sélection du personnel. Dans les années 1920, en Italie, la psychologie industrielle est encore une discipline largement théorique.

Son principal représentant, Agostino Gemelli, enseigne à l'Université catholique de Milan où il dirige un laboratoire créé sur mesure. Il n'étudie qu'un seul cas pratique : la Magneti Marelli, justement, où existe un laboratoire psychotechnique sur le modèle américain chargé d'examiner « les facultés individuelles en rapport avec les nécessités du travail ». Voici un exemple des tâches de ce laboratoire appliquées à l'atelier de bobinage, majoritairement féminin : « 1. Déterminer la courbe de production individuelle des ouvrières travaillant dans l'atelier ; 2. Etablir les caractéristiques psychophysiques de la bonne ouvrière ; 3. Fixer la production minimale pour chaque catégorie d'ouvrières ; 4. Eliminer, à l'aide d'une sélection progressive, les ouvrières de l'atelier qui ne répondent pas aux caractéristiques voulues ; 5. Embaucher seulement les ouvrières qui ont les caractéristiques nécessaires (à évaluer sur la base du point 3) ; 6. Créer les conditions de travail et de production optimales en collaborant avec le bureau technique (pour modifier éventuellement les machines et les positions de travail) et avec le bureau de la production *ad hoc*, qui s'occupe aussi du bien-être, de l'assistance et de la santé⁶. »

Les résultats de cette politique apparaissent rapidement, puisque, dans l'atelier de bobinage, les temps de production sont réduits de 30 % et son volume augmenté de 5 %.

La valorisation du « facteur humain » se met aussi en place grâce à la qualification professionnelle de la maîtrise. En 1926 est fondée l'école d'entreprise « Vedettes » qui doit former les jeunes ouvriers en un an : six mois de théorie (mathématiques appliquées, géométrie, dessin industriel, principes de physique et d'électrotechnique, technologie et organisation industrielle) et six mois de pratique dans tous les ateliers. Viendront ensuite une école de sténodactylos et une autre pour former les « chefs »⁷.

La Magneti Marelli bénéficie d'un autre secteur innovateur : Recherche et Développement qui s'occupe de la conception de projets et fut à l'origine, dès 1924, du bureau des études dédié aux aimants. Ainsi, vingt ans seulement après sa constitution, l'entreprise possède treize laboratoires de recherche et d'expérimentation (matières premières, injections, tests d'aptitude, radio, ondes courtes, télévision, acoustique, dessin de radio-récepteurs, dessin de radio-émetteurs, chimie, mesures, essais et radio militaires) et deux salles d'essais (pour équipements électriques et radio). Par ailleurs, on introduit progressivement le « contrôle qualité » effectué par des inspecteurs spécialisés, avec des réunions hebdomadaires au plus haut niveau, durant lesquelles les pièces abîmées sont examinées.

En dehors d'un niveau de production élevé et de systèmes de fabrication modernes, l'entreprise milanaise possède une organisation efficace. En 1924, elle crée une direction générale et une direction technique (chapeautant les divers bureaux) ; en 1929, une direction industrielle et une direction commerciale. En l'espace de quelques années, la société se dote donc d'une structure suffisamment complexe, qui lui permet de conserver une position commerciale concurrentielle : signature d'un contrat fructueux de *joint-venture* avec la Bosch (Mabo) ; lancement de formes de promotion originales et créatives comme le parrainage de grands prix automobiles et de rassemblements aériens ; participation assidue à des expositions, à des foires et des salons ; insertion de publicités et les journaux publicitaires dans lesquelles elle soigne particulièrement l'aspect graphique et stylistique ; organisation de concours dotés de prix pour les revendeurs.

En 1927, le remplacement de l'aimant par l'allumeur provoque une crise grave du secteur, crise liée au fait que la nouvelle pièce exige 66 % de travail en moins que l'ancienne, tandis que son prix de vente lui est inférieur de 30 %. La Magneti trouve immédiatement une solution en fabriquant des accessoires automobiles : *Magluce* (bobinage et éclairage électrique pour les motocyclettes), bougies pour les moteurs d'avion, avertisseurs électriques, essuie-glace, batteries. En 1929, elle se lance dans le secteur de la radiophonie ; l'année suivante, elle crée la Radiomarelli avec des fonctions commerciales et de distribution ; en 1932, la Fivre spécialisée dans les valves radio-électriques.

En 1936, une nouvelle usine (la Magneti) est construite à Sesto San Giovanni et une seconde (Fivre) voit le jour à Florence ; en 1939, Magneti Marelli acquiert l'usine *Il Truciolo* de Carpi où elle transfère une partie de la production des aimants destinés à l'aviation militaire ; la même année, la société achète à Crescenzago des terrains sur lesquels elle fait construire les usines N et D⁸.

De la Seconde Guerre mondiale au milieu des années 1980

La Magneti Marelli exploite à fond les conditions exceptionnelles de la guerre, en s'appuyant sur son monopole dans le secteur des composants indispensables à l'armée italienne : démarreurs et équipements électriques des avions, installations de radio-transmission et de radio-réception pour les navires et les véhicules terrestres. Malgré les difficultés que l'entreprise rencontre pour s'approvisionner, la production atteint un rythme extraordinaire, de sorte qu'elle embauche beaucoup de personnel et engrange des profits exceptionnels.

En 1942, l'usine Fivre de Florence est bombardée par « les Alliés », comme en 1943 celle d'Apuania, en 1944, celle de Carpi et, en 1945, l'usine B de Sesto San Giovanni. Mais, le conflit terminé, Magneti Marelli reconstruit rapidement ses installations et ses usines, même si

la reprise de la production se révèle laborieuse à cause de la pénurie de matières premières (acier, plomb, aluminium, cuivre, antimoine, bakélite et matières plastiques), du manque de liquidités et de l'instabilité politique et sociale.

Le 16 août 1945, le Comité de libération nationale de la Haute Italie propose au commandement allié la nomination de Leonardo Brasco au poste de commissaire extraordinaire de la Magneti Marelli. Les Alliés acceptent, à condition que la société honore les crédits qu'elle a contractés auprès de l'Etat et de Bosch, que la discipline soit rétablie dans l'usine et que la main-d'œuvre excédentaire soit éliminer. Le commissaire prend soin de restaurer immédiatement des relations avec les sociétés américaines, mais celles-ci exigent que la situation dans les usines redevienne parfaitement normale. Elles s'inquiètent surtout de l'existence d'organes de représentation des ouvriers comme les Conseils de gestion, mais aussi de l'absence d'organes de représentation des actionnaires. Ces derniers ne seront restaurés que le 23 juillet 1946 après diverses négociations avec le Comité de libération nationale de la Lombardie. Il faut noter que l'expérience des Conseils de gestion prendra fin en 1948.

Les actionnaires et la direction doivent aussi augmenter le taux de productivité qui s'est effondré pendant les derniers mois de la guerre, en raison du sabotage permanent des ouvriers. Pour aggraver la situation, la société avait été obligée d'embaucher plus de 1 000 salariés entre la fin de la guerre et janvier 1946 (tandis que, dans le complexe de Sesto San Giovanni, les effectifs ouvriers passent de 2 909 à 4 901). Ces embauches ont été permises par le décret-loi n° 27 du 14 février 1946 qui impose le réembauchage des salariés (« en poste et non à l'essai, qui ont dû abandonner leur emploi pour avoir été emprisonnés ou déportés par les Allemands ou les fascistes ; pour avoir participé à la lutte de libération ou été incorporés dans l'armée »).

La situation tend à se stabiliser durant les années suivantes, tant en ce qui concerne le reclassement du personnel, que la réorganisation de l'entreprise, l'accès aux liquidités (grâce à de nouveaux prêts) et le personnel en surplus (480 ouvriers sont formés à fabriquer des démarreurs).

Les années 1952-1963 représentent une période de « boom économique » : l'Italie se transforme définitivement en un pays industriel ; le revenu national et les taux de croissance économique doublent ; seuls ceux du Japon et de l'Allemagne de l'Ouest sont supérieurs à ceux de l'Italie. Le chômage diminue radicalement et la « société de consommation » triomphe.

Des biens comme l'automobile et la télévision symbolisent ce « boom », et ce sont deux secteurs dans lesquels la Magneti Marelli est particulièrement active⁹. Il est donc normal que la société connaisse une croissance constante : elle choisit d'intensifier ses investissements et la productivité, ce qui a des conséquences sur l'organisation et la composition de la force de travail. On enregistre une forte augmentation de la main-d'œuvre féminine, surtout dans les usines A de Sesto San Giovanni et N de Crescenzago où est développée la mécanisation des systèmes productifs. De plus, au début des années 1950, le nombre de femmes employées à la chaîne (« au tapis ») double¹⁰. La production connaît une croissance notable : elle augmente de 9,6 % malgré le conflit avec les électro-mécaniciens qui fit perdre à l'entreprise 1 200 000 heures de travail à cause des grèves. L'effectif de la société passe de 10 722 salariés en 1959 à 12 022 en 1963.

En 1963, la Magneti Marelli décide de renoncer aux télécommunications, la compétition internationale étant devenue trop forte pour qu'elle puisse se maintenir dans ce secteur. Elle préfère donc se concentrer sur la production automobile.

L'année 1964 correspond à la fin du miracle économique italien en. La phase suivante est marquée par les revendications des salariés, la hausse rapide des prix et la perte de compétitivité des exportations ; le déséquilibre de la balance des paiements entraîne une restriction des crédits et freine l'inflation mais aussi le développement en comprimant la demande intérieure. L'évolution de la Magneti Marelli est fortement conditionnée par la nouvelle conjoncture, puisqu'elle se consacre à la production de biens de consommation

durables (voiture, radios, télévisions). Elle licencie ou met en chômage technique des centaines de travailleurs, tandis que les autres sont obligés de travailler selon un horaire réduit.

La situation s'améliore en 1966. A la fin de 1967, la Magneti Marelli décide de former un grand groupe en intégrant Fivre (valves réceptrices et émettrices, tubes cathodiques et autres composants pour les appareils de radio et de télévision), et en fusionnant avec Mabo et Radiomarelli (entreprises seulement commerciales), Imcaradio (appareils de radio de qualité), Iniex (désormais seulement consacrée au secteur immobilier), F. Rabotti de Turin et Rabotti Sud de Potenza. Cette concentration accompagne l'évolution des autres industries européennes, et constitue un instrument indispensable pour acquérir une plus grande compétitivité sur les marchés grâce à une meilleure coordination des politiques financières, à la standardisation des acquisitions, à la réorganisation et au renforcement des réseaux commerciaux. L'opération de fusion permet aussi d'absorber une série de filiales de vente, ce qui permet à la Magneti Marelli de réaliser des économies évidentes. En même temps, l'entreprise développe l'électronique dans le secteur automobile ; elle renforce la production des téléviseurs couleur, des télévisions en circuit fermé, de la radio et de la reproduction sonore (autoradios, magnétophones à cassette et hi-fi).

En 1973, la Magneti Marelli et la FIAT installent un centre de recherches à Turin. Il s'agit de convertir progressivement la production électromécanique en production électronique. Entre 1968 et 1972, Magneti Marelli agrandit l'usine Rabotti de Potenza, renforce le département bougies de Crescenzago et crée une nouvelle tréfilerie ainsi qu'un nouveau département Equipements électriques, toujours à Crescenzago ; elle installe une nouvelle chaîne de production de batteries à Romano di Lombardia ; elle construit une usine à Bursa (en Turquie) et deux grandes installations pour la production de batteries et d'équipements électriques à San Salvo (préfecture de Chieti, dans les Abruzzes).

Grâce à des choix commerciaux et industriels et au bon cycle d'expansion de l'industrie automobile, la Magneti Marelli reste jusqu'en 1971 une entreprise très rentable. Néanmoins, à partir de 1967, le coût du travail et des charges fiscales augmente régulièrement, le nombre d'heures travaillées diminue et l'absentéisme ouvrier croissent. En 1973, la situation empire à cause du « choc pétrolier » qui accroît la stagnation de l'économie italienne, stagnation accompagnée, pour la première fois de l'histoire du pays, par l'inflation (on avait pu observer un phénomène semblable pendant la République de Weimar en Allemagne durant les années 1920). On touche le fond en 1975. Les trois années suivantes semblent marquer une certaine reprise, mais, en 1979, l'économie occidentale (excepté le Japon) entre dans une nouvelle phase de récession.

La crise en Italie se prolongera jusqu'au début des années 1980. Elle se caractérisera par une forte inflation, le déficit de la balance commerciale et de la balance des paiements, le déficit public, la contraction de la demande intérieure, la diminution des investissements et de la production, une forte baisse de l'emploi industriel. Le secteur automobile est l'un des plus touchés, également à cause des mesures gouvernementales d'« austérité » adaptées à la même époque et visent à limiter la consommation d'énergie.

Dans une telle situation, au moment où nombreux conflits syndicaux éclatent, la société Magneti Marelli tente de maintenir l'équilibre entre les coûts (grâce à une plus grande efficacité de son organisation) et les recettes (les sources de profits alternatifs au secteur automobile et les nouvelles capacités de conception) en attendant des temps meilleurs¹¹.

A l'automne 1973, quatre divisions productives (Equipements, Batteries, Fivre et Rabotti) et deux divisions commerciales (Pièces de rechange et Après-vente, soit les ex-Mabo et Radiomarelli)¹² sont mises en place. Elles appliquent la stratégie fixée par la direction générale avec le soutien d'organes comme la direction centrale administrative, la direction centrale de recherche et développement, la direction marketing, la direction du personnel, les services acquisitions, construction, installations et licences. En 1977, la société procède à une nouvelle

décentralisation importante. D'une part, la division Equipements se subdivise entre les secteurs Air comprimé et Bougies et équipements électriques. D'autre part, trois nouvelles divisions apparaissent : Activités internationales, Systèmes et électronique et Production de base.

A partir de 1975, la société cherche surtout à contenir ses coûts en bloquant l'embauche, en retardant les investissements de développement et en abandonnant les productions peu rentables¹³. C'est aussi dans ces années critiques, comme 1975 et 1976, que la Magneti Marelli réussit à faire des profits. Le chiffre d'affaires s'accroît toujours, moins grâce au coût du travail (voir le tableau dans la note 10), qu'à une pénétration accrue des marchés internationaux. En 1974, la société ouvre des filiales à Barcelone et à Paris ; en 1977, naissent la Magneti Marelli Deutschland et la Magneti Marelli France ; en 1978, elle intervient au Portugal, en Grande-Bretagne, en Argentine et au Nigéria. La même année est créée la Magneti Marelli Holding S.A. dont le siège, établi à Lugano (en Suisse), rassemble toutes les participations extérieures de la société¹⁴.

En 1977, elle acquiert 77 % de la Fabbrica Batterie York ; en 1978, elle crée la Compagnia generale accumulatori (CGA) à qui sont attribuées les quatre usines de la Fabbrica accumulatori riuniti (FAR) à Casalnuovo, Melzo, Monza et Bari. La FAR avait précédemment absorbé la Turo, la Titano et la Henseberger. C'est ainsi que la Magneti Marelli contrôle désormais toute la production des batteries et des accumulateurs en Italie.

En 1979, la société vend 25 millions *de saving shares* (« actions d'épargne ») qui font grimper le capital social de 36 à 51 milliards de lire¹⁵ ; en collaboration avec la FIAT et Weber, elle constitue la Marelli Autronica ; en 1980, elle vend ses participations dans la société Fivre et augmente sa propre participation à la Fabbrica Batterie York ; en 1981, elle commence la construction d'une usine de bougies d'allumage en Irak.

Le 8 novembre 1982, le ministre du Travail déclare la Fabbrica italiana Magneti Marelli en état de crise ; en 1984, la société transfère son quartier général de Sesto San Giovanni à Cinisello Balsamo (Milan) et signe un accord de coopération technique avec la société japonaise Nippodenso.

En 1985 et 1986, l'entreprise subit diverses restructurations jusqu'en 1987, année où elle commence à réorganiser ses secteurs d'activités qui se divisent désormais en six : instruments, électromécanique, électronique, éclairage, installations de conditionnement et systèmes d'alimentation.

Aujourd'hui, l'usine de Crescenzago, détruite, a laissé la place à un quartier résidentiel.

CHAPITRE 2

Luttes d'usine (1945-1972)

En Italie, le cycle de luttes des années 1960-1962, qui marqua un véritable tournant dans la politique revendicative et l'organisation des syndicats, fut suivi par un retour de la répression patronale et à une baisse corrélative de la syndicalisation. Ce n'est qu'en 1968-1969 que les organisations syndicales, souvent aiguillonnées par la base, lancent de nouvelles initiatives. De nouvelles formes de lutte apparaissent et, pour la première fois, une partie des travailleurs acceptent que des forces extérieures, comme les étudiants, interviennent dans les usines. Toutes choses qui allaient à l'encontre du contrôle des syndicats sur la classe ouvrière et les force à « *chevaucher le tigre* ». ¹⁶

Les premiers Comités unitaires de base (CUB) sont nés en 1968. Il y eut ensuite les Assemblées autonomes ; puis, plus tard, des Comités ouvriers, des Collectifs politiques ouvriers, certains plus orientés vers des thèmes politiques et d'autres davantage liés aux besoins des ouvriers. Tous critiquent fortement les syndicats, considérés comme trop mous, voire complices du patronat, et considèrent que les ouvriers sont, ou peuvent devenir, des sujets révolutionnaires autonomes.

L'expérience de la Magneti Marelli s'insère dans ce contexte de conflictualité ouvrière, qui à partir des années soixante, se caractérise par :

- une plus grande intensité et diffusion des luttes ouvrières ;
- l'utilisation de formes de lutte en partie inédites ;
- des objectifs qui souvent remettent en cause radicalement ceux avancés par les organisations syndicales traditionnelles, au point de créer un nouveau rapport entre celles-ci et les travailleurs. ¹⁷

Ces différents facteurs indiquaient qu'un nouveau sujet politique était en train de se construire.

A l'époque, le « pouvoir ouvrier » trouve son expression la plus forte dans la figure du délégué d'atelier, véritable nouveauté dans le système des relations au sein des entreprises intervenue dans l'Italie de l'après-guerre. Au début, cette forme de représentation s'exerce seulement au niveau de l'usine. Plus tard, au début des années 1970, elle s'exprimera aussi au-delà de ses murs. L'autonomie ouvrière s'enracine dans les territoires où vivent les travailleurs (grâce aux autoréductions dans les transports collectifs, aux occupations d'immeubles, aux écoles populaires). Une sorte de contre-pouvoir apparaît qui, pendant une période, fera croire aux partisans de l'autonomie ouvrière qu'ils sont plus puissants que les institutions et en mesure d'imposer leur propre légalité.

Le *Statut des travailleurs* (1970) et la naissance parallèle des Conseils d'usine constituent sans aucun doute des conquêtes qui ont renforcé la dignité et le pouvoir de la classe ouvrière. Cependant, les travailleurs les plus proches des organisations extraparlimentaires qui faisaient du travail politique dans les usines, estimaient que ces deux conquêtes pouvaient avoir une incidence négative sur le pouvoir des délégués dans les usines les plus importantes, et qu'il serait absorbé par les syndicats.

De fait, l'influence des groupes extérieurs (étudiants, extraparlimentaires) connut une première décrue avec le retour du contrôle syndical des conflits, dû au renforcement de leur recrutement et de leur organisation. Les divergences importantes constatées dans la classe, quant aux formes et aux rythmes des luttes, se déplacent ainsi au sein même des syndicats. Dès lors, ceux-ci réussissent fréquemment à contrôler ces luttes ou à les contenir, en exploitant plus

largement leurs capacités organisationnelles et aussi en prêtant plus d'attention aux demandes de la base que par le passé.

Dans les usines, le mécontentement ouvrier contre les syndicats ne peut plus se mesurer à la seule intervention des groupes autonomes, étant donné qu'il s'exprime aussi –discrètement– à l'intérieur même des syndicats, mais en en diminuant leur visibilité. La constitution des Conseils d'usine permet au syndicat de « territorialiser » son intervention, en empêchant des revendications plus générales, tandis que le système électoral est progressivement modifié pour rendre moins facile l'élection de délégués en marge de la ligne officielle ou appartenant à des groupes extraparlimentaires. Le risque est évidemment de tomber dans le corporatisme. Les délégués « dissidents » doivent en effet se différencier des « officiels » en collant à la base, dont les impulsions sont parfois entachées de spontanéisme.

Mais les organisations syndicales se renforcent après 1968 pour une autre raison essentielle : les patrons reconnaissent leur utilité, attitude qui tranche par rapport au passé récent. Ils les considèrent comme les seuls capables de modérer les conflits et cherchent donc à dialoguer avec les syndicats à tous les niveaux, même dans les ateliers, où la répression et le contrôle patronaux diminuent en proportion de la « responsabilité » montrée par les équipes syndicales.

L'évolution de la composition ouvrière

La structure professionnelle de la Magneti Marelli ne varie guère au cours des années, même si l'embauche évolue de façon cyclique, ce qui a des conséquences évidentes sur la durabilité des postes de travail et la composition générationnelle des ouvriers.

Entre 1952 et 1956, le nombre des salariés oscille entre 2 300 et 2 400 ; durant ces trois années, on n'embauche pas plus de 400 personnes, tandis que, pendant le « boom économique » (1960-1962), les effectifs augmentent de 50 %, atteignant les 3 000 salariés. Juste après 1962, l'embauche s'arrête de nouveau et le patron a massivement recours au chômage technique : entre 1964 et 1966, l'entreprise compte 400 ouvriers en moins et suspend 500 salariés, privés de travail pendant un an et demi. Ces arrêts de l'embauche s'accompagnent d'attaques des patrons contre les organisations syndicales et d'une baisse des conflits ouvriers.

En 1968, l'usine recommence à embaucher du personnel à un rythme élevé, en recrutant dans le Sud jusqu'en 1973, quand l'unité productive de Crescenzago se retrouve avec 1 000 ouvriers et 200 employés en trop : une petite partie d'entre eux sont transférés à Sesto San Giovanni, au moment même où le groupe industriel connaît une période de récession, en 1971-1972.

A partir de 1968, la composition ouvrière se modifie : le nombre d'ouvriers masculins, jeunes et d'origine méridionale augmente tandis que la main-d'œuvre féminine connaît une rotation « naturelle » importante. Cette nouvelle réalité influe directement sur les luttes ouvrières : les nouveaux embauchés ont une attitude différente face au travail. Une alliance se noue entre les jeunes ouvriers issus des collèges techniques frustrés dans leurs attentes, et les émigrés méridionaux instinctivement opposés à leurs dures conditions d'existence. Seuls quelques départements mineurs (l'outillage, la manutention, la fonderie) ne sont pas concernés par cette nouvelle composition de classe, et restent en quelque sorte détachés du reste de l'usine de Crescenzago.

En 1972 donc, les départements auxiliaires (l'équipement, la manutention et le contrôle) emploient 700 ouvriers tandis que ceux liés à la production en occupent 3 200 à des tâches parcellaires et répétitives sur des machines-outils automatiques et semi-automatiques, des installations de transfert ou des chaînes de transport pour les pièces destinées au montage¹⁸. Cette main-d'œuvre se caractérise par une qualification très basse et une forte proportion de femmes (40 % au total, 50 % à la production) adaptée aux travaux sur de petites pièces qui requièrent un effort plus nerveux que musculaire.

A la fin de 1970, les ouvriers de la catégorie I (la plus élevée) représentent 10,5 % du total (ce sont tous des hommes, surtout dans les ateliers auxiliaires et chez les préposés à la manutention) ; ceux de la catégorie II, 28,5 % (tous des hommes) ; ceux de la catégorie III constituent 39 % (dont moitié de femmes) ; et ceux de la catégorie IV (tous des femmes), 22 % des effectifs. En 1973, la structure des qualifications est modifiée considérablement ; la catégorie IV disparaît tandis que l'on range dans la III la moitié des ouvriers ; la catégorie II englobe un peu moins de 38 % et la catégorie I concerne 13 % des ouvriers (beaucoup d'entre eux sont intégrés dans la super catégorie I, qui n'existait pas en 1970). Les passages d'une catégorie à une autre ont été obtenus grâce à des accords d'entreprise, aux commissions de qualification ou à des concessions unilatérales de la direction¹⁹.

En 1970, les employés représentent 10 % des salariés (ils sont 400 environ) ; en 1973, ils atteignent les 13 % (environ 600). Dans les bureaux administratifs de Sesto San Giovanni, les employés dépassent les 70 % du personnel (en 1970, ils représentaient 40 % des 1 400 salariés, mais juste après cette date plusieurs ateliers opérationnels seront démantelés). Pour résumer, nous nous trouvons face à une *élite* d'ouvriers professionnels auxquels on a adjoint une grande majorité d'ouvriers non qualifiés qui remplissent leurs tâches avec des cycles très brefs, parfois de quelques secondes ; ils sont soumis à un contrôle rigide des cadences à travers le travail aux pièces et ne disposent d'aucune perspective de carrière.

Quant aux femmes, la direction les emploie là où la force musculaire est la moins nécessaire (dans les ateliers de montage, les petites machines-outils, le transfert²⁰), pendant que les hommes s'activent sur les machines-outils plus volumineuses. Les rythmes de travail ne sont pas déterminés par les installations techniques. A la Marelli, il n'y a pas de chaînes de montage comme dans les entreprises automobiles ou dans l'électroménager. Le travail des ouvriers s'effectue souvent à un rythme « *imposé* »²¹, tout comme dans les usines milanaises de l'électromécanique légère : la Borletti (machines à coudre) ou la Sit Siemens (équipements téléphoniques). Avec cependant une différence : à la Magneti Marelli, les femmes ne sont pas majoritaires et elles ne sont pas isolées dans des ateliers uniquement féminins. Le flux de la production n'est pas organisé par tâche mais par produit. Donc dans le même atelier, il peut y avoir des hommes qui usinent des pièces sur des machines-outils et des femmes qui les montent. La forte présence féminine, bien intégrée dans la vie de l'usine, influe sur la puissante combativité syndicale et la structure de la représentation des travailleurs.

L'usine se compose de différents bâtiments, eux-mêmes divisés en une vingtaine de départements, de dimensions assez réduites. Ce qu'autorise l'alternance de deux équipes de travail, dont les effectifs oscillent entre 30 et 250 ouvriers. Le cycle de luttes 1968-1972 touchera plus ces départements où travaillent une majorité d'hommes préposés aux machines, et dont le rythme de travail n'est pas déterminé par les installations techniques. La rupture avec la hiérarchie, y compris dans les départements plus petits ou majoritairement féminins, ne se produira qu'ensuite.

Dans les équipes féminines, on trouve des « *contremaîtresses* », généralement d'un certain âge, chargées de pousser à l'accélération des cadences. En effet, le travail aux pièces par équipes, adopté même pour les tâches qui ne sont pas exercées collectivement, permet, là où la solidarité ouvrière est insuffisante et où les syndicats sont faibles, de déléguer la surveillance de la production aux ouvriers eux-mêmes. Ce qui ne manque pas de susciter de fréquentes disputes entre les *fannulloni* (littéralement « ceux qui ne font rien », les tire-au-flanc) et ceux qui veulent « faire leur quota de pièces »²².

Les ouvriers affectés aux départements auxiliaires ou préposés à des tâches extérieures à celles de la production, environ 600 répartis entre les mensuels et ceux qui travaillent aux pièces, appartiennent presque tous aux catégories I ou II. Ces salariés reçoivent fréquemment des augmentations différenciées et significatives, attribuées au mérite.

Dans l'usine, l'innovation technologique progresse régulièrement jusqu'en 1970, et se traduit par l'augmentation des niveaux de mécanisation et d'automatisation des machines qui rendent le travail toujours plus répétitif et plus soumis à un rythme imposé.²³

Les conflits ouvriers à la Magneti Marelli de Crescenzago

a) De la fin de la Seconde Guerre mondiale à 1968

L'industrie italienne sort presque intacte du conflit. Le Plan directeur pour les importations industrielles de l'année 1946 le reconnaît : « Dans les régions septentrionales la capacité productive a été réduite de 5 à 7 %, en raison de destructions avérées »²⁴. En revanche, l'indice moyen de la production industrielle, si on lui donne une valeur 100 en 1938, est seulement de 29 en 1945, tandis que le revenu national est passé de 100 à 51,9 pour la même période. Les causes ne tiennent pas aux dommages subis directement par l'appareil industriel durant la guerre, mais au manque d'énergie et de matières premières, aux destructions et à la désorganisation des transports et des communications, sans compter les conditions désastreuses de l'agriculture.

A l'aspect quantitatif, il faut ajouter l'aspect qualitatif : depuis 1935, l'Italie vivait dans un « heureux isolement » autarcique : barrières et protections douanières qui avaient permis la survie et le développement d'industries sensiblement plus arriérées que leurs rivales européennes. Mais la guerre terminée, l'Italie doit de nouveau faire face à la concurrence internationale et procéder à de fortes restructurations industrielles pour pouvoir revenir sur les marchés.

Le patronat pousse à l'augmentation de la productivité des travailleurs et lutte contre le suremploi industriel, qu'il estime à environ 38 % en septembre 1945. Même si le chiffre est certainement surévalué, l'utilisation d'une bonne partie de la main-d'œuvre pose de sérieux problèmes. Mais, dès 1946, la reprise de la productivité industrielle se profile grâce à l'amélioration des transports et des approvisionnements (charbon, coton, laine) et à l'accroissement sensible des exportations. Les dommages causés par la guerre ont été en grande partie réparés. La reconversion d'une production de guerre à une production de paix s'est faite sans problèmes particuliers. En effet, dans la plupart des cas, la direction est revenue aux anciennes productions sans rénover les installations ou les processus de travail²⁵.

Dans la région lombarde, les Comités de libération nationale des entreprises, puis les Conseils de gestion, s'attaquent à la restauration des installations et des outillages endommagés, et à la reconversion de l'industrie de guerre, etc. A la Magneti Marelli, les dommages de guerre sont insignifiants, la production reste la même que pendant le conflit mondial, alors que les effectifs passent de 2 909 (en avril 1945) à 4 091 (en janvier 1946).

Parmi les nouveaux embauchés, on compte 330 rescapés, 68 réfractaires au travail en Allemagne, 148 ex-partisans et résistants, 131 mobilisés et 105 personnes dans une situation économique particulièrement précaire. En 1947, dans l'usine N de Crescenzago, la direction effectue des innovations importantes en introduisant le travail à la chaîne, afin d'être en phase avec le cycle productif de l'industrie automobile. Entre 1948 et 1954, la Magneti Marelli triple sa production sans développer ses effectifs, grâce à une rénovation radicale de ses usines²⁶.

Après une première phase de collaboration entre partis et patrons, une nouvelle phase s'ouvre en 1948 au cours de laquelle les partis ouvriers et les syndicats donnent aux Conseils de gestion une connotation politique oppositionnelle. La victoire électorale du bloc conservateur change les équilibres dans le champ politique et syndical, et les demandes de licenciement augmentent dans les usines italiennes. Ainsi *Il Rondo* (« Le Rondeau » [du nom d'une place de Sesto N.d.T.), hebdomadaire de Sesto San Giovanni (que l'on appelle désormais « le Stalingrad de l'Italie »), appelle à transformer « chaque usine en forteresse »²⁷.

C'est dans ce climat que se produit l'attentat contre Togliatti, événement qui déclenche des journées insurrectionnelles à Milan et marque la fin de l'unité syndicale. Dans toutes les usines milanaïses, on sent revenir l'atmosphère de la Libération, chacun des courants syndicaux met au second plan l'unité des travailleurs et s'accroche à ses positions idéologiques spécifiques. Entre-temps, « puisqu'il n'est plus possible que les cotisations syndicales soient versées par le biais des organes patronaux (...), il faut créer rapidement un très vaste réseau de collecteurs », à raison d'un pour 15 ouvriers. Cette organisation est mise en place en août à la Magneti Marelli, à la Ercole Marelli et à la Breda²⁸.

En octobre 1948, la direction de l'entreprise lance une violente attaque contre les salariés, en proposant d'envoyer 1 119 travailleurs en formation et de renvoyer 250 employés. Les licenciements, les lock-outs frappent toutes les grandes usines milanaïses, ce qui provoque des occupations d'usines, destinées à démontrer que les ouvriers sont en mesure de travailler et de produire sans les patrons. La Confindustria interdit aux syndicalistes d'entrer dans les usines, afin de contrer les différentes luttes, qui peinent à se coordonner entre elles, à la Falck, à la Breda, à la Magneti Marelli. Le 13 décembre, les directions de la Breda et de la Marelli abandonnent les entreprises occupées par les ouvriers et où ceux-ci poursuivent la production ; le 11 janvier, une grève générale est déclenchée, mais elle n'est massive qu'à Sesto San Giovanni ; le 21 janvier, une grande manifestation sur la *piazza Duomo* à Milan est rejointe par un cortège des ouvriers de l'usine de Sesto San Giovanni. Mais, quelques jours plus tard, à la Breda et à la Marelli, des accords, qui prévoient un nombre de démissions équivalant à celui des licenciements demandés²⁹, sont signés.

En 1953, la législature se termine et le bloc conservateur tente de régler définitivement ses comptes avec la classe ouvrière et ses organisations politiques en proposant la *Legge Truffa* (la loi Arnaque), qui rencontre la ferme opposition de la CGIL, tandis que la CISL et l'UIL défendent son caractère « démocratique ». La *Legge Truffa* n'est pas adoptée, la coalition gouvernementale semble en crise. Mais l'absence d'une solution politique alternative redonne du souffle à la réaction patronale qui lance une énième attaque anti-ouvrière. Cette fois, la cible sont les Commissions internes des grandes usines, auxquelles le patronat veut retirer le droit d'afficher des informations et des journaux muraux. Sont visés aussi les permanences tenues par les partis et les syndicats à l'intérieur de l'entreprise, la possibilité pour les membres de la Commission interne de se déplacer dans l'usine, le droit de se réunir durant le temps de travail, et le contrôle ouvrier sur les organismes d'assistance d'entreprise (CRAL, mutuelles, etc.). La résistance ouvrière est forte, malgré que la CISL et l'UIL soutiennent ces tentatives de réduire l'influence des organismes de représentation ouvrière et de la FIOM. L'attitude de ces syndicats et l'abondance de main-d'œuvre favorisent le patronat dans sa politique répressive. Hausse des cadences, diminution des tarifs du travail aux pièces, prolongation de la journée de travail, discrimination salariale entre les sexes engendrent des profits élevés et autorisent des restructurations pratiquement sans opposition.

La majorité des industriels italiens, FIAT en tête, utilisent une méthode de management appelée « taylorisme du pauvre » : les employeurs « décident *arbitrairement* un temps déterminé, sans la moindre étude, sans faire le moindre effort pour améliorer le travail lui-même. La perspective de la prime pousse l'ouvrier à atteindre le temps fixé, mais il doit prendre sur lui-même, c'est-à-dire fournir un effort physique et nerveux épuisant. La direction de l'entreprise ne fait rien ou bien peu. Elle renonce à améliorer l'organisation de la production, les méthodes de travail [...]. Une fois atteinte la cadence fixée arbitrairement, le patron l'augmente et en fixe une plus élevée en avançant une explication quelconque ou même sans présenter la moindre explication. L'ouvrier, une nouvelle fois poussé par le besoin et la prime, mobilise de nouveau ses forces physiques et psychiques pour réaliser ce second temps. Et cela continue jusqu'à ce que l'on atteigne une cadence qui ne sera plus réduite par la suite parce qu'elle a atteint les limites physiques et psychiques de l'homme.³⁰ »

Selon les ouvriers de la Magneti Marelli (entreprise liée à la FIAT, où la méthode est appliquée de manière particulièrement dure) : « Des calculs prudents indiquent que, au début de 1953, dans l'usine N, la production a augmenté d'environ 40 %. Seule la moitié de cette augmentation est due à des innovations de caractère technique, l'autre moitié provient de l'augmentation des cadences et par conséquent de l'effort physique des travailleurs [...]. Pour les bobines, les alternateurs, les delcos, les dynamos, les compresseurs en particulier, mais en général aussi pour tous les autres matériels, on peut calculer qu'il y a eu, en l'espace de huit mois, de juin 1953 à février 1954, une augmentation moyenne de la production supérieure à 20 %. En même temps, la rémunération moyenne du travail aux pièces, dans la même période, diminue de 13 %. Il est donc évident que l'augmentation de la production ne s'accompagne pas, comme cela devrait être le cas, d'une augmentation de la rémunération des travailleurs. »³¹

La Magneti Marelli se caractérise par une forte combativité et une présence communiste notable à l'intérieur de l'entreprise ; la direction essaie donc, à partir de la moitié des années 50, de reprendre la main en démantelant l'organisation syndicale et politique des ouvriers. La première vague de licenciements se produit en 1953 parmi les employés, la seconde en 1956 chez les ouvriers. Dans le premier cas, la réaction des travailleurs est extrêmement dure, avec occupation de l'usine pendant environ 40 jours, mais la seconde mobilisation se révèle nettement inférieure. Les deux conflits se terminent par une défaite. L'insécurité de l'emploi, ajoutée à l'absence de résultats tangibles malgré le niveau élevé de la confrontation, frustrent les attentes des ouvriers, créant un fossé entre la direction syndicale et la base. La répression patronale peut alors se déchaîner, et l'usine est « nettoyée » de ses vieux cadres politiques et syndicaux communistes (inscrits à la FIOM et au Parti communiste italien).

L'entreprise cherche à restreindre la liberté d'action des représentants syndicaux, dans le sillage de l'accord national sur les Commissions internes, qui les privent du peu de pouvoirs dont elles disposaient encore. Cet accord, qui prévoit l'élimination des représentants « détachés » de la production et limite drastiquement les modalités de réunion et de consultation des travailleurs, restera en vigueur jusqu'en 1969. Mais, malgré toutes ces mesures, la FIOM continuera à remporter de nombreuses victoires électorales³².

L'entreprise joue sur deux tableaux : d'un côté, elle pratique le « paternalisme » et développe une politique salariale appuyée sur les primes de productivité, liées au travail individuel et au travail aux pièces, et des augmentations au mérite concédées par les chefs ; de l'autre, elle soutient le développement de la FIM dans l'entreprise (syndicat qu'elle considère « démocratique et moderne ») car ce dernier prône des accords séparés avec la direction, sans la FIOM et sans recourir à la grève. Il faut notamment mentionner l'accord de 1954, clairement hostile à la FIOM, accord qui concède des augmentations salariales seulement aux ouvriers qui ont préalablement accepté l'accord national sur l'incorporation des primes au salaire, signé seulement par la CISL et l'UIL³³.

En 1958, la direction de la Magneti Marelli est, dans la région milanaise, la plus réticente à appliquer les accords sur l'incorporation et, bien que, depuis l'année précédente, la CISL soit majoritaire à l'intérieur de la Commission interne, les syndicats s'unissent discrètement pour faire front contre la rapacité du patron. Au début de l'été, une vague de licenciements frappe les grandes concentrations ouvrières de Sesto San Giovanni, à commencer par la Breda et la Magneti Marelli. Les syndicats répondent en organisant une manifestation unitaire à Sesto San Giovanni, le 11 juillet.

Il nous faut relater un événement, survenu à la Magneti Marelli en février 1959, pendant les élections à la Commission interne (organisme dans lequel la FIM (CISL) détient la majorité). Comme d'habitude, la direction envoie une lettre au domicile de chacun de ses salariés afin qu'ils votent pour la FIM. Mais, cette fois, la manœuvre de division ne fonctionne pas, car cette fédération syndicale dénonce elle-même cette « interférence ». Elle retire ses représentants des commissions électorales et, une fois les élections terminées, oblige ses élus à démissionner. Ce

geste eut une puissante valeur unitaire, puisque désormais les autres membres de la Commission interne consulteront la FIM-CISL avant de lancer une action³⁴.

La situation change en 1960, l'année de la lutte contre le gouvernement « clérico-fasciste » de Tambroni. A Milan, les syndicats lancent des actions unitaires qui coïncident avec la reprise de la combativité ouvrière : les entreprises du secteur de l'électromécanique et la Magneti Marelli jouent un rôle moteur. Le conflit est préparé de façon unitaire, mais seule la CGIL appelle à la grève contre le gouvernement Tambroni et le congrès du MSI de Gênes. La rupture, par la CISL et l'UIL, de l'unité retrouvée, engendre de fortes tensions parmi les travailleurs, et même des pugilats comme à la Falck Unione.

La force des ouvriers s'exprime surtout lors de l'âpre conflit occasionné par le contrat des électromécaniciens, dont Milan est la capitale nationale. Les ouvriers doivent affronter un patronat qui ne veut pas entendre parler d'un « système moderne de relations industrielles. » A part la Sit Siemens et la Breda Elettromeccanica, l'électromécanique milanaise est entre les mains du secteur privé : d'un côté, Edison, monopole électrique qui mène la résistance au programme de nationalisations élaboré par le centre-gauche ; de l'autre la FIAT (qui contrôle la Magneti Marelli), sûre de vaincre ses ouvriers et donc extrêmement agressive vis-à-vis de leurs revendications. Il est facile d'imaginer pourquoi l'*Assolombarda* (l'Association des entreprises industrielles et du tertiaire de la région de Milan) défend une ligne intransigeante qui renforce l'obstination des ouvriers ; ce n'est pas un hasard si la Magneti Marelli est la dernière usine à parapher l'accord d'entreprise³⁵.

Cette nouvelle vague de luttes est facilitée par la reprise des embauches, la plus grande sûreté de l'emploi, la politique unitaire de la FIM et de la FIOM, et aussi les revendications plus modérées et « réalistes » des travailleurs. Les formes de lutte sont cependant extrêmement dures : des grèves d'une demi-heure sont organisées par les ouvriers dont leurs fonctions leur permettent de se déplacer librement dans l'usine, contournant ainsi les limitations imposées aux membres de la Commission interne. La participation est presque totale, même chez les femmes. Au total, la lutte se solde par un résultat supérieur à celui obtenu dans l'autre usine milanaise appartenant au même groupe, l'Ercole Marelli, où l'accord d'entreprise contient une clause d'absorption des augmentations dans les contrats suivants. A la Magneti Marelli, on suit les directives de la FIOM provinciale qui s'oppose à la position conciliante des autres membres de la Commission interne, plus favorables à l'entreprise.

La reprise de la mobilisation ouvrière redonne vigueur à la négociation syndicale qui obtient, entre 1960 et 1962, la création d'un troisième élément salarial équivalent à 14 % des minima contractuels, l'augmentation du tarif du travail aux pièces, le paiement des pauses et la réduction des horaires ; le nombre de syndiqués dans l'usine augmente considérablement (la FIOM double son nombre d'adhérents), et dépasse de loin la moyenne de la syndicalisation à Milan³⁶.

Mais, de 1964 à 1967, le cycle économique s'inverse et la situation des ouvriers empire une nouvelle fois : l'embauche est bloquée, les patrons exigent des licenciements et décident de mettre au chômage technique total des centaines d'ouvriers. L'organisation syndicale est détruite, et le pouvoir patronal complètement restauré : la combativité qui s'était exprimée durant la période précédente ne résiste pas à la crise.

En réalité, la politique répressive s'était déjà fait sentir après la lutte contractuelle de 1963 ; durant ce conflit, on avait pu constater une faible participation ouvrière, au point que la Magneti Marelli fut la seule grande entreprise milanaise à opérer des retenues pour faits de grève sur les congés de ses salariés, et aussi l'une de celles qui violaient le plus fréquemment les règles contractuelles³⁷.

La réaction patronale est particulièrement dure vis-à-vis de la FIOM, dont les membres subissent des menaces verbales, des suspensions, des transferts, des chantages. Des dizaines de travailleurs sont ainsi poussés à quitter l'usine, d'autres sont directement licenciés ; parmi les

tactiques utilisées pour arriver à cet objectif, la Magneti Marelli transfère tout à coup les militants syndicaux dans d'autres usines du groupe, surtout à Romano Lombardo (province de Bergame), ce que les militants voient comme une assignation à résidence. Pour éloigner les militants syndicaux, la direction emploie aussi un autre moyen : elle les met au chômage technique total (en 1965-66), ce qui les isole du reste des ouvriers³⁸.

Grâce aux nouvelles protections prévues dans le contrat, les membres de la Commission interne ne subissent pas une répression aussi violente, même s'ils sont régulièrement suspendus pour une journée sous l'accusation d'avoir diffusé des nouvelles fausses ou nuisibles aux intérêts de l'entreprise, d'avoir introduit du matériel syndical dans l'usine ou d'avoir été présents, dans les ateliers, en dehors de leurs heures de travail. La direction tente également de censurer leurs communications avec les ouvriers, d'entraver leurs déplacements et les fait prendre en filature, y compris à l'extérieur de l'usine ou pendant les heures de délégation³⁹.

La direction intervient ouvertement pendant les élections syndicales de 1966 et accorde sa protection à l'UILM qu'elle considère comme un « syndicat responsable ». Ce syndicat contrôlera les embauches pendant les années soixante⁴⁰. L'entreprise utilise régulièrement l'arme du lock-out lors des conflits syndicaux, comme en 1965 à Crescenzago en réponse à une grève contre la violation du contrat et la suspension de quelques ouvriers ; ou à l'usine de Romano Lombardo face à une grève contre le licenciement simultané de deux membres de la Commission interne⁴¹. La répression s'abat aussi directement sur les ouvriers : amendes élevées et fréquentes pour chaque petite erreur, licenciements pour rendement insuffisant, intensification continue des cadences, déclasserements, réduction des salaires en bloquant les négociations d'entreprise et en ignorant les accords.

La direction réussit à briser l'unité des ouvriers en profitant de la forte rotation de la main-d'œuvre féminine mais aussi d'autres facteurs : la hiérarchie prend des mesures massives de chômage technique total tout en multipliant les demandes d'heures supplémentaires dans d'autres départements de plus petite dimension, ce qui y facilite un contrôle autoritaire ou paternaliste de la part de la maîtrise.

Rien d'étonnant donc que, de 1963 à 1968, la négociation au niveau de l'entreprise soit pratiquement inexistante. En 1964, l'accord de 1957 concernant la prime de productivité variable est annulé par la direction ; vu la forte inflation et l'instabilité relative de la situation, elle la considère trop onéreuse : elle menace ainsi de geler la « prime sur la valeur » de l'année précédente si les ouvriers ne réussissent pas à atteindre une certaine moyenne dans le travail aux pièces⁴². En l'absence de résistance des prolétaires, la Magneti réussit à réduire considérablement le coût du travail : elle augmente le prix de la cantine de 3 000 lire (en 1965) ; elle ne reconnaît pas, bien que ce soit prévu par la convention collective des électromécaniciens, le « troisième élément » aux nouveaux embauchés ; et elle augmente le montant des primes salariales par rapport aux augmentations au mérite. La direction accepte de rencontrer la Commission interne seulement sur demande écrite. Parfois elle refuse même de le faire, y compris pour discuter des passages à une qualification supérieure.

Les complexités de la feuille de paie en Italie

Le salaire direct, versé mensuellement, se compose :

d'éléments fixes :

- le minimum contractuel ou paie de base,
- l'indemnité du coût de la vie (ou échelle mobile),
- le troisième élément, partie du salaire produit par les accords patronat-syndicats aux échelons régionaux ou provinciaux (variable donc selon le lieu),
- les augmentations périodiques d'ancienneté tous les deux ou trois ans suivant les conventions (liées donc à la présence dans la même entreprise),
- d'autres primes diverses données à titre individuel pour une durée fixée qui peuvent ensuite être intégrées dans le salaire;

d'éléments variables :

- les heures supplémentaires,
 - les indemnités pour le travail en équipe, le travail de nuit, le travail pénible, les déplacements,
 - les allocations pour famille à charge,
 - les primes de 13^e et 14^e mois (si elles sont prévues dans la convention collective),
- le travail les jours fériés,
- les jours d'arrêt maladie payés,
 - les remboursements divers (dont l'impôt sur le revenu de la personne physique prélevé directement sur la paie),
 - les primes diverses (diplômes, assiduité, véhicule personnel, frais professionnels, etc.).

Pour les syndicats, l'attitude de la direction est incompréhensible : l'usine se porte à merveille, grâce à la diminution des effectifs et des heures travaillées et à l'augmentation concomitante de la production. Paradoxalement, la frustration des ouvriers est plus grande que celle des travailleurs employés dans des entreprises moins prospères⁴³.

La grève générale des métallurgistes du secteur privé milanais à propos des primes de production est lancée le 23 mai 1964 par la FIM et la FIOM. Celle-ci oppose une forte résistance : elle juge que les accords d'entreprise ne sont qu'« expérimentaux ». Une série de licenciements est décidée (500 à la Magneti Marelli). En juillet 1964, le patronat ferme toutes les usines de Sesto San Giovanni, pendant qu'à la Magneti commence une lutte qui durera plus d'un an. Les débrayages alternent avec des grèves plus conséquentes, qui se greffent aux luttes pour l'application du contrat. L'*Assolombarda* se montre encore une fois la plus déterminée face aux luttes ouvrières défensives contre les licenciements, contre les lettres d'avertissement et les réductions d'horaires unilatérales. L'affrontement le plus dur est celui imposé par les patrons de la FIAT à la Magneti Marelli, où 900 travailleurs sont suspendus, dont 500 pour une durée de presque quinze mois.

La combativité à la Magneti s'est révélée inférieure à la moyenne milanaise entre 1964 et 1966. Seuls les membres de la Commission interne et quelques ouvriers font grève contre les mesures prises ; d'un côté, la direction procède à des suspensions massives ; de l'autre, elle demande carrément à d'autres salariés de faire des heures supplémentaires. Le syndicat promet donc des formes de lutte souvent symboliques, comme l'installation d'une tente qui restera pendant soixante-dix jours plantée devant l'usine (suivant ainsi l'exemple des ouvriers de la Geloso et de la Borletti) ou l'envoi de différentes délégations à Rome. Même la participation à la lutte contractuelle de 1966 est limitée⁴⁴.

Pendant ces années, le taux de syndicalisation à la Marelli tombe au niveau de celui de la moitié des années 1950, tout en restant supérieur à la moyenne milanaise. Le réseau des ouvriers

militants est détruit, ce qui empêche le renouvellement des dirigeants syndicaux. Ceux-ci, protégés par leur appartenance à la Commission interne, concentrent toute l'activité entre leurs mains. Quelques délégués sont placés sur les listes uniquement pour pouvoir recueillir des voix. Tout cela renforce la tendance à une forte centralisation des décisions, favorisée par ce fait qu'entre 1958 et 1968, ce sont les mêmes deux délégués de la FIOM et de la FIM qui sont réélus sans interruption et qui seuls entretiennent des rapports avec la direction. Les syndicalistes à l'intérieur de l'usine doivent s'appuyer étroitement sur l'organisation extérieure, organisation d'ailleurs très solide et active à Sesto San Giovanni. La section de la FIOM chez Marelli est fortement influencée par l'union locale.

La division syndicale entre la FIOM et la FIM reste très nette, du point de vue idéologique et matériel, jusqu'en 1968 même si la Commission interne est gérée de façon assez unitaire. Fortement influencée par les courants catholiques et anticommunistes, la FIM n'entretient qu'une conflictualité limitée avec l'UILM, organisation « appréciée » par la direction ; parfois, elle s'aligne même sur elle pour contrer la FIOM.

b) La période de 1968 à 1972

A partir de mai 1967, la méthode de calcul du travail aux pièces est modifiée de sorte que tous les éléments soient intégrés dans les paies, ce qui viole les vieux accords et favorise les augmentations au mérite, source de discriminations. Lorsque la Commission interne demande à rencontrer la direction de l'entreprise ou l'*Assolombarda*, celles-ci ne daignent pas répondre ; la hiérarchie tente même d'empêcher la Commission interne d'afficher des informations sur les panneaux muraux de l'usine. Des rencontres entre la Commission interne et la direction auront cependant lieu, mais sept mois plus tard. D'autre part, l'accord d'entreprise sur le renouvellement de la prime de rendement devient caduc, une fois passés les délais prévus par le contrat national, ce qui force les syndicats provinciaux à entrer en conflit avec l'*Assolombarda*. Plusieurs raisons peuvent expliquer la passivité ouvrière, dont notamment la diversité des positions défendues par les syndicats de la Magneti ; le fait que la FIOM ait organisé seule des arrêts de travail ; et la réticence de la FIM à mobiliser les salariés⁴⁵.

Les syndicats de la Magneti ne recommencent timidement à organiser la lutte, avec des débrayages de quelques heures, qu'après la réussite de la grève pour les retraites du 7 mars 1968⁴⁶ lancée par la CGIL. Au printemps 1968, dans toute l'Italie, éclatent une série de luttes d'entreprise en faveur d'augmentations salariales égales pour tous afin de récupérer le « maigre » contrat de 1966. La FIAT est l'une des premières entreprises à se mobiliser ; ses ouvriers organisent leur première lutte depuis quatorze ans et, à Milan, de nombreuses boîtes entrent dans la bagarre : Borletti, Ercole Marelli, Magneti Marelli, Philips, Sit Siemens, Innocenti, Autelco, Triplex, Brollo, Raimondi, Mezzera, Rhodex, Siae Microelettronica, Seci, Ferrotubi, Elettrocondutture, Autobianchi, AMF, Fachini, Tagliaferri, Termokimik, Minerva, Amsco et une vingtaine de petites entreprises.⁴⁷

La plate-forme de revendications présentée à la Magneti Marelli se fonde surtout sur la récupération du retard pris par l'augmentation des salaires et la défense du système de rémunération, système fortement attaqué par les modifications unilatérales introduites par la direction. La lutte est d'abord gérée par de vieux militants et par l'union locale, d'une façon donc plutôt autoritaire, mais quelques jeunes ouvriers s'imposent au bout d'un mois : ils « critiquent vivement les syndicalistes et les membres de la Commission interne sur les modalités et les étapes de la lutte » ; leur intervention modifie sensiblement les formes de la mobilisation, avec des piquets très durs et des défilés à l'intérieur de l'usine pour forcer les employés à faire grève. A une occasion, ces ouvriers prolongent spontanément de quelques heures la durée de leur débrayage et forcent les syndicats à les appuyer. Cette bouffée de jeunesse provoque une participation massive à la lutte, le nombre d'heures de grève s'accroît. Des manifestations se déroulent dans les rues de Sesto San Giovanni. Au cours de l'une d'entre

elles, les ouvriers enfoncent le portail de l'immeuble qui abrite la direction de l'entreprise. Les grèves continuent, bien que l'*Assolombarda* exige, en préalable aux négociations, la cessation du mouvement. Totale chez les ouvriers, la participation est, par contre, presque nulle chez les employés⁴⁸.

A partir de la mi-mai, la combativité atteint son maximum, grâce à une plus grande initiative des travailleurs et à la solidarité exprimée par un groupe d'étudiants. La synthèse de cette intervention s'effectue lorsque, après une réunion devant l'usine, les étudiants insistent pour organiser un défilé à pied jusqu'à Milan, ce qui ne s'était pas produit depuis 1949. Les syndicats acceptent et, par l'importance de la participation et sa détermination, la manifestation est un succès. Une fois arrivés dans la capitale de la Lombardie, les syndicalistes sont forcés par les jeunes ouvriers et les étudiants à se rendre devant le siège de l'*Assolombarda*, pendant que d'autres manifestants se rendent à une assemblée à l'Université d'Etat. Le soir même, le préfet convoque les parties. Durant la nuit, un accord est signé, que les syndicats présentent aux ouvriers comme une victoire. Cependant, l'assemblée qui se déroule aussitôt après émet des fortes critiques : elle accuse notamment les syndicats de ne pas avoir convoqué l'assemblée avant de signer l'accord. Les plus mécontents sont les jeunes ouvriers qui avaient pris la tête de la lutte ; beaucoup d'entre eux ont été embauchés au cours des deux dernières années, ils ont une assez bonne formation professionnelle, mais ils accomplissent des travaux simples et frustrants ; certains se connaissent parce qu'ils ont fréquenté le lycée technique situé près de l'usine ; comme ils n'ont pas subi la répression syndicale de la période précédente, leur enthousiasme reste intact. Toutefois, s'ils résistent à l'emprise des syndicats, ils ne sont pas encore en mesure de lancer des luttes par eux-mêmes⁴⁹.

Cette période de nouvelle fermentation ouvrière est donc caractérisée par l'intervention extérieure de groupes d'étudiants qui cherchent à se lier aux travailleurs, et ont souvent le même âge. Suite au mouvement d'occupation des facultés, une partie des étudiants contestataires considèrent que leur rôle est de stimuler les luttes ouvrières, dans la mesure où ils voient dans l'usine le centre de la restructuration globale du capital qui affecte aussi l'université.

En même temps que l'intervention des étudiants, on note aussi la naissance, souvent spontanée, de nouveaux organismes de coordination et de direction des luttes dans les ateliers et les entreprises ; la participation des jeunes combattifs, qui ne sont pas encore inscrits au syndicat, y est très forte ; enfin, il devient de plus en plus fréquent que l'assemblée prenne les décisions, et, bientôt, les premiers Comités unitaires de base apparaissent⁵⁰.

Entre la signature de l'accord en mai 1968 et le début de la lutte contractuelle en septembre 1969, l'activité syndicale à la Magneti Marelli traverse une phase de transition. Quelques grèves démarrent dans certains départements, entraînant la reprise de la négociation entre direction et organisations syndicales. Elle se conclut par la reconnaissance de la présence syndicale dans l'usine. Peu après, une partie des jeunes ouvriers qui ont participé aux actions spontanées adhère au syndicat et contribue à sa rénovation, tandis qu'une autre va former un groupe autonome extérieur à l'usine.

Cependant, le succès contesté de la négociation de 1968 n'entraîne pas une augmentation du nombre de cartes syndicales à Crescenzago. Son application tardive renforce le mécontentement de la base ouvrière ; les nouveaux adhérents se font entendre à l'intérieur de la FIOM, et, aux élections suivantes, quatre jeunes militants sont élus à la Commission interne. Le même phénomène se produit à la FIM, où les jeunes défendent des positions radicales qui vont, une fois n'est pas coutume, bien au-delà de celles soutenues par la FIOM.

Les rapports intersyndicaux ne sont plus les mêmes : la FIM et la FIOM rompent nettement avec l'UILM, tout en polémiquant entre elles sur la meilleure façon de s'opposer aux manœuvres dilatoires de la direction en ce qui concerne l'application de l'accord de 1968. En septembre 1968, la FIOM souhaite créer des comités syndicaux de département, mais sa

proposition n'a pas de suite. Au niveau électoral, la composition de la Commission interne⁵¹ ne change pas.

Le groupe autonome qui s'est formé à l'extérieur du syndicat est principalement porté par les étudiants qui s'étaient mobilisés pour soutenir les grévistes. Au bout d'environ deux mois, en automne 1968, une douzaine d'ouvriers avait formé un Comité ouvrier, puis un Comité de lutte. S'ils n'ont presque aucune expérience syndicale (à part un ex-membre d'une Commission interne pour la CGIL dans une autre usine), leur formation scolaire et professionnelle est assez élevée.

Ces deux caractéristiques expliquent qu'ils ne sont pas traumatisés par leur rupture avec le syndicat et entretiennent de bons rapports avec les étudiants d'extrême gauche. Ces derniers se chargent des distributions de tracts devant l'usine, ce qui provoque de fréquentes discussions avec les militants syndicaux ; ces derniers accusent les ouvriers du Comité de lutte de ne pas vouloir s'exposer publiquement. Les militants autonomes refusent la logique de la négociation et accusent les syndicats de ne pas être capables de défendre les intérêts des ouvriers, ou de ne pas vouloir le faire, et de préférer le compromis avec les patrons. Le caractère relativement statique des revendications ouvrières, présentées avant le renouvellement du contrat, favorise la critique du syndicat de Magneti Marelli, souvent accusé d'être trop passif.

Les jeunes ouvriers du Comité de lutte lancent donc une grève autonome sur des revendications salariales, grève qui échoue parce que les non-grévistes brisent le piquet de grève et réussissent à entrer dans l'usine. Signalons, parmi les raisons de l'échec, que la grève a été annoncée exclusivement par des tracts distribués à l'extérieur de l'usine par des étudiants proches du groupe autonome. Certains analysent cette situation comme « une fuite des avant-gardes devant les masses⁵². »

Dans les premiers jours de mai, un accord est conclu pour les établissements Magneti Marelli de Crescenzago et de Sesto San Giovanni, accord approuvé – à une large majorité – par les assemblées ouvrières. Le même phénomène se produit dans d'autres usines de la métallurgie milanaise, peut-être parce que les patrons ne veulent pas exciter les esprits avant le retour de la discussion sur le contrat, en automne qui s'annonce chaude. Le contenu de l'accord prévoit des augmentations salariales à la tendance égalitaire très nette, des améliorations des normes pour ceux qui travaillent à la chaîne et une large reconnaissance des droits syndicaux. Mais la base n'en profite pas pour prendre des initiatives. A la fin de cette période, les effectifs de la FIOM auront doublé et ceux de la FIM augmenté de 35 %.

Peu après, les ouvriers remettent pour la première fois en question le rôle des *capi-bolla* (chefs contrôleurs), accusés d'être de mèche avec les contremaîtres pour allonger les temps du travail aux pièces, en truquant les données recueillies par les chronométrateurs. Les jeunes travailleurs obtiennent que la direction destitue l'un d'entre eux, coupable d'une grave irrégularité, et refasse les comptes. La « mafia » des *capi-bolla*, individus traditionnellement au service du paternalisme patronal⁵³, est ainsi placée sur la sellette.

L'échec de la grève extra-syndicale développe, à l'intérieur du Comité de lutte, une forte autocritique qui provoque une scission du groupe autonome ouvriers-étudiants et une adhésion d'une grande partie des jeunes à la FIOM. Cette évolution est liée aussi à la plus grande ouverture démocratique de ce syndicat, et à la force du mythe de « l'unité syndicale » au moment de l'ouverture de la lutte pour la renégociation du contrat. Les nouveaux adhérents combattifs ont bien l'intention de rénover la FIOM de l'intérieur, de renouveler son groupe dirigeant, et d'infléchir sa ligne.

De fait, le syndicat réussit à reprendre totalement le contrôle de la base ouvrière en rajeunissant sa structure organisationnelle et en abaissant la moyenne d'âge de ses adhérents. Autre conséquence : le référendum consultatif organisé à propos de la nouvelle plate-forme contractuelle approuve, à une large majorité, la proposition d'une augmentation égale pour tous, et ce malgré l'opposition des dirigeants de la FIOM. Pendant la lutte pour le renouvellement du

contrat, des Comités syndicaux unitaires se créent, suivant les directives syndicales nationales, y compris à la Magneti Marelli. Les membres de ces nouveaux comités ne sont pas des vrais délégués puisqu'ils n'ont pas été élus par la base, mais désignés par les syndicalistes, et, de plus, ils ne sont pas présents dans tous les départements de l'usine.

La spontanéité ouvrière, qui se manifeste de façon constante surtout au niveau des ateliers, s'exprime dans la période qui suit l'approbation du contrat et se fonde sur un noyau dur d'environ 2-300 jeunes ouvriers masculins toujours prêts à lutter (surtout ceux des sections II et III où sont concentrés les nouveaux embauchés sans qualification). Quelques jours après la signature du contrat, la direction décide de déduire, du treizième mois, les heures de grève. Cette décision provoque un véritable soulèvement chez les jeunes ouvriers qui s'opposent à l'opinion des fonctionnaires syndicaux extérieurs. Un groupe d'ouvriers défile jusqu'au siège de la direction générale à Sesto San Giovanni ; ils envahissent le bâtiment, séquestrent les dirigeants et arrachent le droit à l'intangibilité du treizième mois, après une longue discussion.

La combativité ouvrière se manifeste également sur la question des horaires de travail. En effet, la direction cherche à exploiter les difficultés financières des grévistes après la lutte ; elle encourage donc les ouvriers à venir faire des heures supplémentaires. Les syndicats proposent aux assemblées générales et celles-ci acceptent l'autodétermination des horaires de travail et la fin des heures supplémentaires. Il y a des débrayages et des piquets mis en place contre les briseurs de grève. La lutte dure du 29 janvier au 26 mars avec grève systématique chaque fois que des heures supplémentaires sont proposées. Le mouvement est massivement suivi chez les travailleurs à la chaîne mais presque pas chez les mensuels, ceux qui ne sont pas à la production.

Cette lutte voit les jeunes ouvriers des chaînes et leurs délégués, suivis par les femmes, traditionnellement favorables aux réductions d'horaire, en tête de la lutte. Ils organisent des piquets contre ceux qui entendent faire des heures supplémentaires, surtout contre les ouvriers mensuels, attirés par les fortes incitations financières de l'entreprise. Ils arrivent à bloquer complètement le plus grand bâtiment de l'usine de Crescenzago, après une initiative spontanée qui part du département rassemblant le plus grand nombre de jeunes ouvriers et se propage dans toute l'usine avec des défilés. C'est dans ce département, et dans un autre aux caractéristiques semblables, que démarrent les grèves spontanées et les actions de révolte contre la hiérarchie locale et les cadences : les jeunes ne supportent plus les conditions de travail et prennent conscience de leur force ; ils refusent donc d'accepter la diminution des temps proposée par l'entreprise pour chercher à récupérer les améliorations salariales qu'elle a concédées dans le contrat :

« Dans le prolongement du grand mouvement précédent, toute l'équipe ou tout l'atelier s'arrêterait immédiatement, délégués en tête, chaque fois qu'un ouvrier subissait une injustice. Nous avons parfaitement réussi à briser l'autoritarisme des chefs, à changer toute l'organisation de la boîte, en nous servant de toutes sortes de méthodes, y compris violentes. Ces types sont vraiment descendus du piédestal sur lequel les travailleurs les avaient placés. Par exemple, avant, on ne pouvait pas aller prendre une douche 5 minutes avant la fin du travail : et bien, avec les délégués, on y allait 10 minutes avant la fin du boulot. Quand le travail aux pièces ne fonctionnait pas bien, on mettait le souk jusqu'à ce que tout se remette en place. Nous sommes arrivés à avoir la force de dire : "On n'est pas assez payés pour cette pièce-là, on travaille trop" ; et personne n'était en mesure de nous obliger à la fabriquer. On a pris l'avantage sur toutes les institutions de l'organisation patronale. » Ces deux témoignages de militants de la FIM et de la FIOM montrent que si les délégués syndicaux ont bien conduit la mobilisation spontanée, celle-ci s'est accomplie d'une manière totalement décentralisée⁵⁴.

En mai 1970, le premier Conseil d'usine est élu au vote secret avec possibilité d'utiliser un bulletin blanc ; les candidats (un pour 75 travailleurs sur chaîne, dont au moins 25 adhérents) sont élus sans indication formelle de candidature et sans clause majoritaire, en fonction du

nombre de voix obtenues par chaque candidat. Ce mode de scrutin favorise les minorités politisées et aboutit même à l'élection de travailleurs non représentatifs du département ou de la chaîne. Le Conseil d'usine compte 63 élus, 11 membres de la Commission interne, 3 représentants désignés par chaque section syndicale et par les RSA (représentants syndicaux d'entreprise).

Au sujet des modalités de désignation des RSA, des divergences majeures s'expriment à l'intérieur des syndicats ; leur statut dans l'entreprise est conforme au compromis conclu pendant la Rencontre nationale de la FIOM, de la FIM et de l'UILM, en mars 1970, à Gênes. Il laisse la liberté à chaque syndicat de prendre une décision, tout en leur conseillant de choisir les RSA parmi les délégués élus. Ce conseil est suivi par la FIOM (sauf pour un nouvel inscrit au Parti communiste italien), mais pas par la FIM et l'UILM. Cette dernière en arrive même à trier les délégués élus qu'elle considère comme trop « unitaires », et cela aura de fortes répercussions au point que, lors de l'élection du deuxième Comité d'usine, une scission se produira au sein de l'UILM.

Le premier Conseil d'usine élit un secrétariat composé de six membres, dont deux appartiennent en même temps à la Commission interne. En réalité, ce secrétariat ne sert à rien puisque tout le pouvoir réside entre les mains de la Commission interne qui s'occupe aussi bien des problèmes revendicatifs que des questions techniques. Notons la présence, parmi les trois membres de la FIOM, d'un représentant d'un groupe extraparlamentaire, ce qui montre que, à cette époque, cette confédération n'est pas alignée sur les positions du PCI⁵⁵.

Dès la première réunion, le Comité d'usine décide d'ouvrir un conflit dans l'entreprise, ce qui donne lieu à un important débat interne : le conflit porte sur les revendications concernant les salaires et l'organisation du travail. La position du syndicat s'oppose à celle des jeunes militants. Il rejette la revendication d'un quatorzième mois posée par les jeunes ouvriers, mais approuve l'augmentation des salaires par le biais d'une hausse de la prime de rendement. Les militants syndicaux repoussent l'attribution de la catégorie II à tous, mais soutiennent l'abolition des catégories 4 et 5, ce qui aboutirait à établir la parité de rémunération entre hommes et femmes à l'intérieur de l'usine.

Initialement, les ouvriers avaient demandé un minimum garanti pour le travail aux pièces et égal au salaire moyen de ces postes constaté dans l'usine, ce qui entraînerait, en réalité, son abolition. Beaucoup de ces revendications seront atténuées par la suite, quand elles s'aligneront sur la plate-forme proposée par la FIOM un mois auparavant.

L'unique différence substantielle concerne les droits syndicaux qui doivent être étendus également au Conseil d'usine, alors que la plate-forme de la FIOM ne concernait que la Commission interne. C'est seulement à la fin juin (la proposition avait été présentée le 3 juin) que l'on convoque les assemblées générales qui décident, pour commencer, une grève des heures supplémentaires. Le 1^{er} juillet, une autre assemblée approuve la proposition d'entamer une grève du rendement. Mais elle est mise au second plan par les trois confédérations et présentée uniquement comme une possibilité.

En réalité, la discussion sur le travail aux pièces bat son plein depuis déjà quelque temps parmi les ouvriers si bien que la grève du rendement démarre donc, sans l'approbation des syndicats, le 1^{er} juillet 1970. C'est une première à la Marelli. L'initiative est venue des deux départements où les jeunes ouvriers sont majoritaires et qui sont toujours à l'avant-garde depuis 1968 ; la grève s'élargit rapidement, au point que, à la fin de la journée, la moitié du personnel a rejoint le mouvement⁵⁶.

Le Conseil d'usine est obligé de suivre. Le soir, il étend officiellement la grève du rendement à tous les départements qui travaillent aux pièces⁵⁷. Jusque-là, la FIOM et la FIM semblent piloter le mouvement, mais ensuite la situation leur échappe parce que beaucoup de chaînes, où travaillent les ouvriers les plus combattifs, outrepassent la consigne de ramener le

taux de production de 133 % à 100 %. Beaucoup d'ouvriers la ralentissent même jusqu'à 50 %, voire à 30 % dans les opérations individuelles, plus difficiles à contrôler.

La grève dure vingt jours (du 1^{er} au 21 juillet) et constitue un succès au moins sur deux points : les délégués parcourent tranquillement les divers départements (le Statut des travailleurs interdit la présence de gardiens dans les départements), et les femmes perdent leur traditionnelle déférence envers la hiérarchie. Le mouvement porte atteinte non seulement à la production (qui s'écroule) mais aussi à l'autorité de la direction⁵⁸.

Au bout de la première semaine de grève, les négociations commencent entre l'*Assolombarda*, la Commission interne, les RSA et, pour la première fois, les délégués de l'usine. La direction résiste pendant environ un mois, puis, tout à coup, à la fin juillet, un accord est conclu, jugé insatisfaisant par la base. Un seul point positif : la forte augmentation de la prime de rendement. Le travail aux pièces sur les chaînes « à rythme imposé » n'est pas éliminé mais remplacé par « un travail spécial aux pièces » qui ne garantit le même salaire qu'en cas d'interruptions de la production dues à des causes technico-organisationnelles. L'équipe de nuit n'est pas supprimée, mais elle bénéficie d'une augmentation de l'indemnité afférente. Les catégories IV et V ne sont pas abolies immédiatement, la direction organisant des passages échelonnés dans la catégorie supérieure. Les syndicats ne plastronnent pas, car ils sont conscients que les objectifs fixés n'ont pas été atteints.

Les assemblées ouvrières se déroulent de façon absolument contradictoire. La première équipe (celle du matin) désapprouve fortement l'accord qu'elle juge « bidon » et le rejette avec 60 % des voix. Cependant, au cours de la deuxième et de la troisième assemblées, le syndicat reprend l'avantage. Les fonctionnaires syndicaux préviennent les ouvriers que, en cas d'échec de l'accord, ceux-ci devront recommencer à zéro la lutte au mois de septembre. Les militants plus âgés se livrent à des manœuvres d'intimidation contre ceux qui veulent intervenir contre l'accord. Résultat : il est finalement approuvé à l'unanimité.

De nouveau, les jeunes ouvriers non qualifiés ont été à la tête du mouvement, suivis par les femmes travaillant sur les chaînes. Pour la première fois, ces deux catégories ont réussi à former un bloc suffisamment compact pour s'opposer à la hiérarchie et à l'organisation autoritaire de la production⁵⁹.

Durant la phase suivante, le syndicat tente de résorber le désaccord interne qui s'est exprimé clairement après l'approbation de l'accord et s'emploie à limiter les manifestations de spontanéisme. Cependant, cette attitude aggrave encore plus un désaccord qui se concrétisera ensuite par la création de comités ouvriers autonomes.

Durant la dernière semaine d'août, après les fêtes estivales, la direction informe la Commission interne qu'elle a l'intention de décompter, par rapport au montant de la paie versée en juillet, une somme correspondant à la baisse de la production provoquée par l'adhésion massive du personnel aux grèves, décision qui touchera tous les travailleurs. Son intention est de redéfinir à son avantage les rapports de force dans l'usine : elle veut décrédibiliser et disqualifier la grève du rendement, mais surtout les délégués et le Conseil d'usine qui l'ont promue et dirigée. L'attitude de la Commission interne est claire : elle consulte les syndicats provinciaux, mais évite d'informer le Comité d'usine et les ouvriers ; ainsi, après trois jours de négociations avec la direction, la Commission interne conclut un compromis que le Conseil d'usine est contraint de ratifier. Aussitôt après, une polémique éclate entre la Commission interne (« Si nous n'étions pas intervenus de façon responsable, on ne sait pas ce qui aurait pu arriver : peut-être quelque chose de très désavantageux pour le syndicat ») et les délégués les plus combatifs. Ceux-ci critiquent l'habitude « de prendre des décisions à deux ou trois » et remarquent que « la Commission interne a peur de perdre son pouvoir. »

La lutte souligne la faiblesse du Conseil d'usine qui, durant la lutte précédente, n'a pas joué un véritable rôle dirigeant, et n'a pas non plus proposé un organisme de contrôle des modalités de la grève décidées par lui. Quant à lui, le syndicat tente de former un centre de

décision unique dans l'usine : pour cela, il veut éliminer la dualité entre la Commission interne et la Commission exécutive, et enlever aux délégués leur autonomie, en les rendant prisonniers des décisions prises par le Comité d'usine, y compris pour les problèmes au niveau de chaque département⁶⁰.

Le conflit de juillet représente la pointe plus élevée de la confrontation à la Magneti durant cette période ; le syndicat est plusieurs fois débordé, mais la véhémence des jeunes ne s'exerce pas contre ses dirigeants. Le syndicat « chevauche le tigre » spontanéiste pour le canaliser vers des revendications plus acceptables par l'entreprise. La fin de la lutte, marquée par des divergences profondes sur la valeur de l'accord signé, provoque un changement net dans le comportement des syndicats.

On note le même phénomène dans de nombreuses autres usines où les jeunes ouvriers ont ébranlé les équilibres syndicaux, en avançant des mots d'ordre tels que la « démocratie directe », l'« égalitarisme », ou la « remise en cause des rapports patrons/ouvriers ». Maintenant que le syndicat a bien renforcé son pouvoir à l'intérieur de l'entreprise, il doit choisir entre remettre en cause ses acquis en soutenant une mobilisation permanente et radicale, ou consolider ses positions en apparaissant comme un interlocuteur responsable et crédible. N'étant pas un groupe politique révolutionnaire, le syndicat tire les leçons des derniers événements en décidant de contrôler plus étroitement les poussées de la base ouvrière et de centraliser davantage les décisions. Ce revirement, qui survient après une période d'ouverture dans les années 1969-1970, suscite de fortes critiques à l'intérieur de la FIOM et du PCI, et provoque le départ d'un nombre non négligeable de militants qui se radicalisent.

En automne 1970, quelques militants syndicaux, en contact depuis un certain temps avec les groupes d'extrême gauche, commencent à se réunir en dehors des structures syndicales : certains ont appartenu au groupe autonome qui s'est formé après les luttes contractuelles de 1969. Le débat intéresse aussi certains militants de la FIOM et du PCI de la Magneti Marelli qui critiquent l'attitude du syndicat de l'entreprise.

A la fin de l'année 1970, tous les membres du nouveau Cercle ouvrier – dont une dizaine siège au Comité d'usine – sont des sympathisants des « groupes » extra-parlementaires. Ils distribuent des tracts et défendent les positions de ces organisations au sein du Conseil d'usine. Mais leur opposition à la ligne syndicale de la FIOM est plutôt molle : il suffit de mentionner qu'au moins trois des sept délégués de la Magneti qui se rendent, en juillet 1970, au congrès provincial de la FIOM font partie des promoteurs du nouvel organisme autonome. Mais les divergences latentes apparaissent au grand jour lorsque les membres du Cercle ouvrier violent la discipline syndicale et celle du Conseil d'usine, en critiquant le travail à la chaîne⁶¹.

A la Magneti Marelli, la lutte de l'été 1970 change le climat entre les ouvriers et la hiérarchie, mais aussi entre le syndicat et la direction. Première donnée importante : l'euphorie qui règne dans les départements où sont concentrées les ouvrières où, pour la première fois, le prestige du chef était remis en cause par les femmes. Dans les départements masculins, le rendement reste plus bas qu'avant la lutte de l'été. Lorsque le syndicat négocie avec la direction à propos du nouveau système de travail aux pièces, quelques chaînes lancent des arrêts de travail spontanés et imposent des cadences, jugées excessivement basses même par le syndicat. Ce « spontanéisme » est soutenu par l'activité de quelques travailleurs liés aux groupes extraparlimentaires : ils réussissent à l'encourager pendant plusieurs mois, malgré le fait que, dans les assemblées, les syndicalistes s'efforcent de convaincre les salariés de revenir à un rythme « normal ». La direction est forcée de céder⁶².

Entre l'automne 1970 et l'hiver 1971, deux départements habituellement peu combatifs se distinguent par de fréquents arrêts de travail et des grèves : l'un est la fonderie, dont le chef a la réputation d'être « répressif et paternaliste ». Contre l'avis du syndicat, les travailleurs réclament une augmentation de la prime de nuisance (qui sera doublée après l'accord, obtenu au bout de deux mois)⁶³.

L'entreprise se montre plus disposée à discuter avec les organisations syndicales, après avoir remplacé la vieille direction par des éléments plus jeunes. Mais elle applique l'accord de juillet avec une certaine brusquerie, ce qui provoque des retards dans la production, les ouvriers ne voulant pas revenir au niveau de productivité antérieur⁶⁴.

Toujours durant cette période, le Comité d'usine et les syndicats approuvent une restructuration qui frappa le département le plus combatif de l'usine, qui abrite une grosse concentration de jeunes. Beaucoup de chaînes sont transférées dans une usine méridionale du groupe Marelli, tandis que les ouvriers sont reclassés dans d'autres départements. Les syndicats justifient leur approbation en affirmant que cette restructuration garantit davantage d'emplois dans le Sud, qu'elle offre aussi quelques garanties concernant les salaires et les normes de production, et qu'elle autorise les heures supplémentaires⁶⁵.

En 1971 éclate la première lutte contractuelle qui implique toutes les usines de la Magneti Marelli (sauf une dans le Sud, où le personnel n'est pas syndiqué) et mobilise 10 000 travailleurs au moins. Cette stratégie syndicale, qui prévoit une négociation au niveau de tout le groupe industriel, répond à une directive nationale. Tous les Comités d'usine du groupe se réunissent en mars 1971 et décident de créer un Comité de coordination et de lancer le débat pour construire une plate-forme revendicative commune.

Dans l'usine de Crescenzago, la discussion sur la plate-forme est particulièrement virulente, si bien que l'autorité des syndicats est partiellement remise en question : l'affrontement se produit à propos des modalités d'un minimum garanti pour les augmentations au mérite et du passage automatique de la III^e à la II^e catégorie.

Dans presque toutes les entreprises italiennes, ainsi qu'à la Magneti, les patrons accordent des augmentations au mérite consistantes et diversifiées aux seuls mensuels (outilleurs, manutentionnaires, employés d'entretien, etc.) qui appartiennent aux catégories les plus hautes, la 2^e et la 1^{re} ; quant aux autres (les travailleurs à la production, ceux des 3^e et 4^e catégories), on leur laisse les miettes. Le syndicat demande donc un minimum garanti plus élevé pour les catégories supérieures et les mensuels, afin de contrôler les salaires en réduisant les augmentations discriminatoires au mérite. Mais les délégués liés aux groupes extraparlimentaires et ceux de la FIM et de la FIOM sont d'un avis différent : ils exigent un minimum garanti égal pour tous, uniquement en faveur des catégories les plus basses, et la possibilité de transformer la catégorie III (qui intéresse plus de 60 % des travailleurs) en une catégorie transitoire. Ces deux positions prétendent favoriser l'unité des travailleurs : la position syndicale tend à unifier, sur le plan contractuel, les intérêts économiques immédiats des diverses couches ouvrières ; la position égalitariste des dissidents syndicaux se fonde sur les intérêts des catégories les plus basses (la majorité des ouvriers) en visant à réduire les différences de salaire et de normes entre les travailleurs⁶⁶.

La position des syndicats l'emporte dans le Comité de coordination et le Comité d'usine de Crescenzago, mais, dans les assemblées, la situation s'inverse, au point que le syndicat est forcé de céder sous la pression des travailleurs aux pièces – influencés par les groupes extraparlimentaires –, sur la question du minimum garanti pour les augmentations au mérite. Par contre, les assemblées des autres usines du groupe approuvent la proposition syndicale. Néanmoins, le syndicat provincial milanais et le Comité de coordination se battent pour soutenir les revendications des travailleurs aux pièces de Crescenzago.

La position syndicale est bien plus rigide en ce qui concerne le passage automatique de la 3^e à la 2^e catégorie. Ils considèrent cette revendication comme incompatible avec leur discours sur le professionnalisme. La proposition est approuvée en assemblée, mais est bloquée par un syndicaliste de l'Union locale qui menace de remettre en discussion toute la plate-forme. Finalement, la proposition est repoussée au cours d'un second vote.

Une réunion des Conseils d'usine approuve la plate-forme qui vise à aligner tous les établissements sur les revendications de Crescenzago. A la différence des plate-formes

présentées dans les grandes entreprises de la métallurgie milanaise en automne 1970, celle de la Magneti n'inclut pas l'abolition totale du travail aux pièces et le passage automatique à la catégorie supérieure, deux des plus importantes revendications concernant l'organisation du travail. En effet, au printemps 1971, le syndicat n'est plus disposé à soutenir ces revendications, en raison du climat politique et des habituelles résistances patronales à de telles revendications.

Si, dans les autres usines du groupe, l'accord est approuvé presque à l'unanimité, à Crescenzago, on le considère comme faible et sûrement inférieur, du point de vue salarial, à ceux obtenus dans les autres entreprises de Sesto San Giovanni : la prime de rendement augmente de 50 %, le salaire garanti pour le travail aux pièces est augmenté lui aussi, mais seuls les travailleurs aux pièces et les femmes bénéficient du minimum garanti des augmentations au mérite.

La lutte est organisée de façon routinière : les syndicats lancent d'abord la grève des heures supplémentaires ; puis, une semaine plus tard, une grève perlée de six heures étalée sur plusieurs jours, auxquelles vient s'ajouter, au bout de deux semaines, la grève du rendement, uniquement quand il dépasse les 100 % de productivité afin d'éviter une diminution du salaire. Les militants d'extrême gauche veulent utiliser des formes de lutte plus radicales, mais le syndicat et la majorité des membres du Comité d'usine les accusent de chercher à diviser les travailleurs. La FIOM menace d'exclure les délégués des « groupes ». Tous les travailleurs participent à la lutte pendant six semaines, du 8 juin au 21 juillet 1971, ce qui représente 35 heures de grève. Mais le pouvoir syndical n'est jamais remis en cause sauf une fois, lorsqu'un groupe de militants de base occupe violemment la direction générale du groupe à Sesto San Giovanni et expulse les dirigeants patronaux présents⁶⁷.

En novembre 1971, a lieu la deuxième élection du Conseil d'usine. Mais cette fois, seuls les travailleurs sont autorisés à désigner les délégués. Il devient l'unique organisme syndical de l'usine, vu que, entre-temps, les membres de la Commission interne ont présenté leur démission, suivant ainsi les consignes des syndicats nationaux. Le renouvellement des délégués est extrêmement important, seul un tiers des sortants est reconduit. Le scrutin est beaucoup plus encadré que la première fois, le personnel de chaque département est convoqué, séparément, à la cantine ; avant que les salariés votent, les dirigeants syndicaux de l'usine leur expliquent à nouveau les tâches et les responsabilités des délégués. Des listes ont été établies et, pour réduire le poids des minorités politisées, on a introduit un système de scrutin particulier : seuls sont éligibles ceux qui recueillent plus de 50 % des voix ; il ya ballotage lorsque personne n'atteint ce résultat.

Autre modification substantielle : la répartition des collèges électoraux. Dans l'usine la plus importante (plus de 40 % des ouvriers) on vote par section (chaque section regroupe de trois à cinq chaînes, soit 250 à 500 ouvriers et environ sept délégués) et non plus par chaîne. On abandonne ainsi le principe de l'élection organisée sur la base d'un groupe homogène, choix que le syndicat justifie en raison de l'impossibilité de trouver des candidates sur les chaînes où travaillent les femmes. Mais, pour les groupes extraparlimentaires, cette décision reflète l'inquiétude de certains membres de l'ancienne Commission, qui craignent de ne pas être élus du fait qu'ils ne militent pas sur leur lieu de travail.

Il y a moins de femmes élues que dans le Comité d'usine précédent (elles ne sont plus que 8, au lieu de 12), sur un total de 50 délégués. Le nombre de représentants des départements les plus combattifs diminue ainsi que celui des non-syndiqués et des membres de l'UILM. Le poids des délégués liés à la gauche extraparlimentaire ne varie pas, ils sont toujours au moins neuf, dont un qui devient membre de la Commission exécutive du Comité d'usine. La position des «groupes» change cependant de façon substantielle : le premier Comité d'usine incluait un groupe qui ne développait son action que sur le terrain politique, alors que, dans le deuxième Comité d'usine, on trouve des délégués du Cercle ouvrier qui veulent être des représentants des

intérêts directs et quotidiens des travailleurs, et pas simplement mener une polémique ouverte avec les syndicats⁶⁸.

A partir de l'automne 1971, de fortes réductions des horaires de travail touchent les usines du groupe Magneti Marelli : un millier d'ouvriers est mis en chômage technique, soit 10 % du total. L'usine la plus frappée est celle de Sesto San Giovanni dans laquelle presque tous les ouvriers qui produisent des appareils de radio et de télévision – secteur en forte crise – sont suspendus. Dans l'usine de Crescenzago, par contre, le chômage technique n'est pas appliqué, même si quelques départements manquent souvent de travail. Crescenzago est l'une des rares usines milanaises qui, à la fin d'octobre, se permet de faire une grève contre l'augmentation des prix – ce qui montre indirectement que l'emploi n'est pas jugé en péril dans cette entreprise, du moins par les travailleurs. Aussi, lorsque la direction lance les premières suspensions, la réaction ouvrière est immédiate : assemblées dans toutes les usines, grève des heures supplémentaires pour un temps indéterminé et grève du rendement⁶⁹.

Cette nouvelle mobilisation pose un problème : d'un côté, puisqu'il manque du travail dans les départements, faire grève ou diminuer le rendement fait le jeu du patron ; d'un autre côté, il est indéniable que seule une démonstration de force peut empêcher les suspensions.

L'entreprise craint les réactions dures, donc il faut faire grève à tout prix pour montrer que les ouvriers constituent une force compacte. On écarte l'idée de la grève du rendement au profit des grèves-assemblées, organisées au niveau de l'usine et du département, de façon à maintenir la pression parmi les ouvriers. Lorsque certains sont transférés dans un autre département, la réaction est immédiate et dure : occupation du bâtiment local de la direction et défilés internes qui « balayent » les employés et les ouvriers spécialisés surpris à faire des heures supplémentaires, tandis que les contremaîtres les plus gradés sont chassés des départements⁷⁰.

Au début de 1972, malgré la résistance, les suspensions ne cessent pas. Deux possibilités apparaissent : la première, soutenue par les groupes extraparlimentaires, est d'amplifier la lutte en avançant des revendications inacceptables pour le système économique italien ; la seconde est d'entamer une négociation salariale classique, toujours appréciée par les travailleurs. Le syndicat soutient avec détermination la seconde proposition et ouvre un conflit au niveau du groupe avec pour mots d'ordre le retrait des suspensions et la satisfaction de revendications économiques.

La « grogne » des mensuels éclate immédiatement. Ceux-ci, marginalisés lors des derniers accords syndicaux, demandent le rétablissement de leur condition privilégiée. De leur côté, magasiniers et caristes font grève spontanément pendant trois jours. Pour éviter des formes de lutte plus dures, comme le blocage des bâtiments de stockage, le syndicat négocie avec la direction une augmentation du pourcentage de « participation au travail aux pièces » et un minimum garanti des « augmentations au mérite » pour les seuls mensuels. La direction accepte. Les assemblées repoussent d'abord la proposition, puis finissent par l'accepter⁷¹.

Entre-temps, une trentaine d'ouvriers entame des arrêts de travail spontanés pour demander le passage immédiat à la 1^{re} catégorie sans passer d'essai. La grève se révèle particulièrement dure et se poursuit pendant quatre mois. Le délégué des grévistes appartient à un groupe extraparlimentaire qui réussit à mener la lutte sans avoir recours à une grève à outrance, que souhaitaient initialement les ouvriers, mais qui les aurait rapidement épuisés. Après un mois d'arrêts de travail d'une ou deux heures par jour, les ouvriers entament une période de « non-collaboration », c'est-à-dire qu'ils refusent d'entretenir les machines – ce qui paralyse le département.

Cette action se caractérise par une certaine dose de créativité : des cortèges défilent en chantant dans l'usine et des dessins satiriques sont placardés. Le syndicat ne s'y oppose pas, même s'il souligne toujours l'importance de « la compétence technique ». Cet argument est jugé acceptable par la direction qui, d'une part, menace de mesures répressives et, de l'autre, promet d'examiner toutes les demandes de passage dans la catégorie supérieure. Mais la Commission

exécutive du Comité d'usine fait en sorte que les ouvriers acceptent les offres de la direction. Ils obtiennent seulement quelques passages de catégorie à condition de se soumettre à l'épreuve discriminatoire de l'essai, ce qui montre la force du contrôle syndical sur la base ouvrière. Même les militants des « groupes » sont forcés d'adopter un comportement contradictoire : d'un côté, leur interprétation de la situation politique les pousse à déborder le syndicat pour généraliser la lutte pour la défense de l'emploi ; de l'autre, ils n'entendent pas freiner la spontanéité ouvrière, ce qui les amène à promouvoir les mouvements les plus corporatistes. Le syndicat est désormais reconnu par l'entreprise comme l'unique interlocuteur valable, comme en témoigne l'accord qui reconnaît le Conseil d'usine et d'autres structures représentatives des travailleurs⁷².

C'est dans ces conditions que démarre, le 25 mai, la lutte pour la nouvelle plate-forme revendicative de l'usine de Crescenzago. Cependant, contrairement à la plate-forme nationale, celle-ci ne comporte que la seule augmentation de la prime de rendement. L'intensité de la lutte est inférieure à celle de tous les conflits depuis 1968 : la participation aux grèves est totale, mais les assemblées peu fréquentées. Seul événement marquant, le dernier jour, un défilé ouvrier se rend à Sesto San Giovanni pour occuper le siège de la direction. L'accord conclu le 21 juin est jugé partiellement satisfaisant par le syndicat et est accueilli sans protestations importantes de la base⁷³.

La période après 1972

Le contenu des six conflits qui ont eu lieu dans l'entreprise entre 1968 et 1972 s'est modifié en fonction de la participation des ouvriers. La première phase a concerné les revendications du secteur majoritaire de la force de travail, c'est-à-dire les travailleurs aux pièces, les jeunes sans qualification et les femmes, soit 85 % des travailleurs de Crescenzago, au détriment des ouvriers professionnels ; dans la seconde phase, par contre, l'aire de négociation s'est élargie et la plate-forme est devenue intéressante, mais plus pour les autres usines du groupe Magneti Marelli que pour Crescenzago, qui avait déjà obtenu, depuis longtemps, une grande partie de ces revendications. De plus, à partir de 1972, les revendications sur les conditions de travail disparaissent et laissent la place à celles des ouvriers professionnels qui veulent rétablir les différences de salaire par rapport aux ouvriers sans qualification.

En 1973, le syndicat est maintenant complètement reconnu par le patron qui garantit la liberté d'action maximale aux structures représentatives des travailleurs. Il est important de rappeler que, de 1968 à 1972, la direction du personnel a été renouvelée deux fois : ce ne sont plus désormais des cadres provenant de l'école FIAT, mais des jeunes responsables qui ne partagent pas les méthodes paternalistes et répressives encore en vigueur dans les usines liées à la FIAT. C'est pour cette raison que, dans les différents départements, la hiérarchie a du mal à se relever des conflits, que le prestige des chefs tend à se perpétuer seulement dans les départements féminins et que, pour faire fonctionner l'usine, les contremaîtres recherchent désormais la collaboration des délégués syndicaux.

L'entreprise tente de restaurer une plus grande discipline dans la production, elle recommence à expédier des lettres d'avertissement pour abandon de poste et vérifie la présence, à leur domicile, des travailleurs en arrêt maladie. Le droit d'affichage sur les panneaux syndicaux est encore limité. Mais, de toute façon, tous ces petits conflits sont ensuite résolus autour de la table de négociation et se concluent par des compromis entre les parties.

Dans l'usine, les salariés du département n'interviennent plus directement dans la négociation. Le délégué est pleinement reconnu ; l'époque des délégations de masse dans les bureaux de la direction semble révolue. Ce climat s'installe dans les endroits où les délégués approuvent le syndicat, mais plus difficilement là où ils appartiennent aux groupes extraparlimentaires. Les délégués favorables au syndicat se voient attribuer des fonctions de gestion des ateliers, fonctions auparavant confiées aux petits chefs. Pendant une certaine

période, les délégués d'atelier et les chefs mènent des négociations partielles directes, « court-circuitant » ainsi la direction et le syndicat. Cela ne gêne pas l'entreprise, mais ennuie le syndicat qui s'empresse aussitôt de réduire l'autonomie de ces délégués.

Lorsqu'un problème se présente dans son secteur, le délégué concerné est en effet censé l'exposer à la Commission exécutive du Comité d'usine, et demander conseil. La décision du syndicat de réduire l'autonomie des délégués s'appuie sur l'idée que « l'autonomie du délégué prend fin lorsque son action peut donner lieu à une lutte au niveau d'un département et donc impliquer toute l'usine. En pratique, la distinction est très difficile à établir, donc ce qui compte c'est la ligne soutenue par le syndicat qui pousse les délégués à consulter beaucoup plus la Commission exécutive ou les Commissions sur le travail aux pièces, les qualifications ou l'hygiène et la sécurité, commissions auxquelles appartient toujours un membre de la Commission exécutive »⁷⁴. La centralisation des négociations est favorisée aussi par le fait que tous les membres de la Commission exécutive sont dispensés de travailler à la production et disposent donc de beaucoup de temps pour l'activité syndicale ; de plus, beaucoup de délégués ont du mal à se débrouiller tout seuls. Mais ce n'est pas le cas des délégués des « groupes », qui n'acceptent pas qu'on limite leur autonomie et assument des décisions importantes sans impliquer la Commission exécutive.

Cette seconde position semble plus en phase avec les luttes ouvrières caractéristiques des années 1968-1969, fondées sur la fin de la délégation, sur le pouvoir souverain de l'assemblée (« L'assemblée générale est l'organe de décision le plus important », selon l'article 5 du Statut du Conseil d'usine de la Magneti Marelli de Crescenzago), sur la remise en cause du fonctionnaire syndical à temps plein ou détaché de la production et donc déconnecté des travailleurs.

La centralisation des décisions entre les mains de la Commission exécutive implique que ses membres soient presque tous les jours en train de négocier. Cette situation facilite la tâche de la direction qui ainsi traite avec un partenaire responsable et qui ne change pas constamment. Les négociations quotidiennes concernent le travail aux pièces, l'hygiène et de la sécurité, les heures supplémentaires, les passages de qualifications (seulement jusqu'à la 2^e catégorie, les autres passages étant décidés unilatéralement par la direction). Enfin, la direction « informe les organisations syndicales de ses projets de restructuration et tente, de façon assez évidente, de les impliquer dans les choix technico-productifs en échange de l'extension de leurs prérogatives et de la satisfaction d'une revendication qui ressortit à la sphère politique : « le développement de l'emploi dans le Sud. »⁷⁵

En 1972-73, le taux de syndicalisation de l'usine de Crescenzago se consolide et dépasse les 60 %. Si, à cela, on ajoute la pleine reconnaissance de la direction, le contrôle efficace de la base ouvrière et un militantisme assez actif, on peut mesurer, malgré la présence des « groupes », la pleine réussite des structures syndicales. L'objectif du syndicat est désormais d'étendre son pouvoir dans les autres entreprises du Groupe, encore peu syndicalisées. La méthode utilisée repose encore une fois sur la centralisation des décisions, à travers la création du Secrétariat du Comité de coordination, organisme qui sert à centraliser au maximum les procédures de négociation. Ce Secrétariat, en effet, est constitué de cinq membres des Commissions exécutives de Crescenzago et de Sesto San Giovanni qui sont censées « aider » les autres usines en intervenant directement auprès de la direction centrale de l'entreprise. Cette intervention syndicale, surtout dans les usines du Sud, provoque une augmentation des adhésions et stimule la naissance de nouveaux Conseils d'usine.

Durant ces deux années, la démocratie syndicale s'institutionnalise également : la participation active au syndicat obéit à des règles et mobilise des figures stables et reconnues par les ouvriers et la direction. Le groupe syndical dirigeant coïncide de fait avec la Commission exécutive du Comité d'usine et comprend une dizaine d'ouvriers inscrits à la FIM, à la FIOM et à l'UILM. Les élections pour le renouvellement de la Commission exécutive, élue l'année

précédente, reconduisent les mêmes personnes (sauf une qui a démissionné). Parmi celles-ci, ceux qui ont le plus de prestige sont les deux ou trois membres de l'ex-Commission interne, considérés comme les principaux porte-parole syndicaux de la Magneti de Crescenzago depuis le début des années 60 ; ils jouissent aussi de la confiance inconditionnelle de la Fédération, au point qu'aucun fonctionnaire syndical n'intervient régulièrement dans l'usine. Les autres membres de la Commission exécutive sont des jeunes apparus lors des luttes syndicales des années 1968-1969, plus combatifs que les anciens, et qui nouent parfois des alliances avec les délégués des « groupes »

La compétence des autres délégués, par contre, est plutôt hétérogène, seule une vingtaine d'ouvriers (un peu plus d'un tiers) sont capables de pouvoir résoudre des problèmes au niveau des départements, d'organiser des assemblées et des piquets dans les petites usines voisines, à Crescenzago. L'activité syndicale féminine reste faible, et les dix déléguées élues ne jouissent pas d'une véritable autonomie ; quelques-unes sont engagées dans une activité sociale sur les questions dites « féminines », comme les crèches et les problèmes liés à la maternité, mais aucune n'appartient au groupe syndical dirigeant et leur voix ne compte pas réellement. Les rapports avec les délégués masculins sont empreints de paternalisme.

Pour illustrer ceci, il suffit de décrire la procédure – bien plus compliquée que lors des conflits de 1971/72 – adoptée pour définir les plates-formes revendicatives du Groupe Marelli en 1973 :

1) le Comité de liaison, composé de 28 personnes désignées par le Comité d'usine, est convoqué par le Secrétariat et élabore une proposition ;

2) les Comités d'usine en débattent et proposent un nouveau document discuté dans les assemblées de département ;

3) une nouvelle réunion du Comité d'usine prépare un autre document avec les propositions avancées pendant les assemblées ;

4) la réunion de la Coordination de tous les Comités d'usine du Groupe Magneti (c'est-à-dire 100 délégués) met au point la plate-forme définitive ;

5) la plate-forme est ratifiée par les assemblées générales des usines.

Les syndicats préfèrent les assemblées de département aux assemblées générales plus propices à la manifestation des positions dissidentes (dans les assemblées générales, ce sont presque toujours les mêmes qui interviennent et « à la fin, la plupart des gens s'en vont, les militants des “groupes” présentent alors leur motion et la font adopter par la minorité qui reste »). Les syndicats tentent, après le contrat de 1972-1973, de réduire la présence des « groupes » dans le Comité d'usine, mais sans succès : deux délégués sont révoqués après une campagne de signatures contre eux, mais ils sont réélus. Autre exemple : la section du Parti communiste italien de Magneti distribue un tract dans lequel elle attaque nommément un membre de la Commission exécutive appartenant aux « groupes »⁷⁶.

Les assemblées étaient donc devenues un lieu d'affrontement entre la Commission exécutive et les groupes extraparlamentaires. Ainsi lors du conflit sur le contrat de 1972-73, lorsque les délégués des « groupes » tentent de passer par-dessus les décisions de la Commission exécutive mais qu'ils sont battus d'abord dans le Comité d'usine puis en assemblée. Ou, en avril 1973, lorsque le Conseil d'usine bloque les portes des locaux des gardiens, et que les « groupes » proposent de bloquer aussi les entrées.

Les autres membres du Comité d'usine considèrent que la position des délégués des « groupes » est « incorrecte » et sème la confusion parmi les ouvriers ; en effet, selon eux, même lorsque leurs positions sont repoussées à l'intérieur du Comité d'usine, ils les reproposent de toute façon devant les assemblées.

CHAPITRE 3

Histoire du Comité ouvrier

Le Comité ouvrier de la Magneti Marelli s'est créé alors que le monde traversait la plus grave crise économique du XX^e siècle depuis celle de 1929. La fin du « boom » avait été annoncée par la dévaluation du dollar, l'explosion des coûts salariaux en Europe, un excès d'offre sur le marché du travail et la chute rapide des profits, mais le coup de grâce fut asséné lorsque l'OPEP décida, à l'automne 1973, de diminuer la production du pétrole brut ce qui l'enchérit de 70 %.

L'année suivante, l'Occident entra en récession, marquant le début d'une décennie de stagnation et de chômage ; l'augmentation du prix du pétrole faisant augmenter les coûts de production et ceux des produits finis, entraînant la chute des profits et des biens et services.

Si l'Italie et l'Angleterre étaient les économies les plus vulnérables à cause de leur dépendance par rapport aux importations pétrolières, l'Italie pâtissait en plus de gouvernements faibles et de patrons qui avaient choisi de répondre à la perte du pouvoir dans les usines par un blocage des investissements et la fuite des capitaux à l'étranger. Ils étaient confrontés à quatre phénomènes : le taux d'inflation le plus élevé du monde occidental, la croissance énorme du travail « souterrain » et de l'évasion fiscale, la diminution partielle de la production et l'augmentation de la dette publique.

La Banque d'Italie répondit à la crise par une politique déflationniste rigide accompagnée de la restriction du crédit qui entraîna une grande délocalisation de l'activité productive avec l'augmentation corollaire du travail « au noir », du travail à domicile, du travail des jeunes, qui garantissaient des coûts de production bas et des profits élevés⁷⁷. La restructuration de la production, plus encore que la récupération immédiate des marges de profit, fut utilisée par les patrons pour reconquérir les temps et les lieux que les luttes des travailleurs leur ont enlevés.

Pour les industriels, il fallait de redonner du lustre aux fonctions fondamentales de la reproduction Capitaliste, à la productivité et à la discipline, et pour cela, diminuer drastiquement la force de travail dans la production au profit de la technologie en réduisant d'autant le poids des ouvriers. Ils ajoutèrent ainsi l'introduction massive de l'automatisation dans l'usine aux licenciements de masse, à la fermeture des établissements et la décentralisation de la production. Si le rétablissement de la mobilité et le contrôle de l'utilisation de la force de travail sont considérés comme les buts de la restructuration, ses moyens sont successivement le rôle de l'inflation, l'encadrement unique ouvriers-employés* et la *Cassa integrazione*. La pression du coût de la vie facilita la réintroduction dans les usines des heures supplémentaires et des augmentations individuelles.

L'encadrement unique, né d'un compromis entre syndicats et patrons, fut utilisé en partie contre le mouvement égalitariste de la base qui avait contribué à le faire accepter. Et notamment pour réintroduire les notions de « professionnalisme » individuel, définies selon les règles « objectives » que les luttes avaient annulées.

A travers les primes à la mobilité, le patronat bouleversa la cohésion de la classe ouvrière. La *Cassa integrazione* fut utilisée pour diminuer les coûts des entreprises, pour

* L'accord dit de « l'encadrement unique » signé par les syndicats et le patronat italiens, en 1973, consistait à établir une classification unique des salariés, qu'ils soient ouvriers ou employés, fondée sur des niveaux professionnels (basés sur la capacité technique et la place dans la production) et non plus par groupes de qualification à l'intérieur des catégories professionnelles. L'application de l'encadrement aboutit à un changement des qualifications sur les feuilles de paye, sauf pour les ouvriers les moins qualifiés qui restent dans la plus basse. Au-delà de la réduction des différences entre ouvriers et employés, l'encadrement unique avait pour but de restaurer la « professionnalité » (voir note *infra*).

atténuer la conflictualité pendant les périodes d'intenses restructurations et d'intensification des délocalisations, mais aussi comme instrument de division des travailleurs et de force de dissuasion anti-grèves. Un autre aspect est l'engagement patronal évident pour renforcer l'autorité de son pendant institutionnel, le syndicat, sur la base ouvrière⁷⁸.

Le salaire aux pièces

Dressant le bilan des luttes ouvrières à partir de 1969, le Comité ouvrier de la Magneti Marelli affirmait que « la lutte appuie les revendications qui correspondent aux besoins immédiats des ouvriers, à la critique pratique de l'organisation Capitaliste de la production. Elle impose par la force la capacité dans tous les ateliers, de tous les liens, de toute forme d'agitation politique, du débat ouvrier ; jusqu'au blocage des marchandises [des matières premières en entrée, des produits finis en sortie NdT] organisé de façon autonome par les camarades en 1973. »⁷⁹

Quand, le 17 mai 1973, Enrico Baglioni, futur leader du Comité, fut embauché à la Magneti Marelli, la présence « extraparlamentaire » à l'usine était déjà très forte comptant jusqu'à 20 % des délégués. Lotta Continua et le Cercle Lénine de Sesto San Giovanni (petit groupe local à forte connotation syndicale qui entra peu après à Lotta Continua) étaient présents à l'intérieur de l'usine de Crescenzago ; la section interne de Lotta Continua réussit à lancer des grèves autonomes, la cellule regroupait 35 personnes, le quotidien se vendait à 30 exemplaires chaque jour et était déposé dans tous les ateliers de l'usine. Elu délégué d'atelier, Baglioni devint membre du Comité provincial de Lotta Continua, fit partie de la Commission ouvrière nationale et du Comité national de l'organisation. La section de Lotta Continua de Sesto San Giovanni était la plus forte de toute la province milanaise.⁸⁰

LA « CASSA INTEGRAZIONE »

Ce dispositif, mis en place après la Seconde Guerre mondiale, permet aux entreprises industrielles de plus de 15 salariés et aux établissements de commerce de plus de 50 salariés de suspendre temporairement le versement des salaires des travailleurs mis en chômage technique. C'est l'État qui compense la perte pour le salarié. Il y a deux sous-dispositifs : la Cassa integrazione ordinaria (CIG ordinaire) en cas de difficultés économiques temporaires : et la Cassa integrazione straordinaria (CIGS) réservée aux crises structurelles ainsi qu'aux processus de restructuration et de reconversion.

La CIG ordinaire a une durée maximale de 13 semaines (éventuellement reconductibles) ; la CILS peut être sollicitée durant 12 mois lors d'une situation de crise, et durant 24 mois dans les cas de restructuration et de reconversion. On parle de CIGS « à zéro heure » quand le contrat de travail est entièrement suspendu. L'indemnité compensatoire correspond à 80 % du salaire normalement perçu pour les heures non travaillées.

La CIG ordinaire est financée, outre l'État, par des contributions patronales fixées à 1 % du salaire (0,75 % dans les entreprises de moins de 50 salariés) ; durant la période de recours à la CIG ordinaire, les employeurs versent en outre 8 % du salaire de compensation perçu par leurs salariés (3 % pour les petites entreprises). Employeurs et salariés participent au financement de la CIGS, à hauteur de 0,6 % des salaires pour les premiers, et de 0,3 % pour les seconds.

En septembre 1973, les ouvriers de la Magneti de Crescenzago participèrent à la grève de protestation contre le coup d'Etat de Pinochet contre le président réformiste Salvador Allende. A cette occasion, le Cercle Lénine diffusa un tract dans lequel le gouvernement Allende était caractérisé comme le résultat du processus de renforcement de l'autonomie politique de la classe ouvrière chilienne. Celui-ci était traversé par d'énormes contradictions, ainsi « quand les marges

de développement économiques qui permettaient de maintenir une trêve entre les classes ont commencé à manquer, les conflits ont explosé. (...) Déjà en décembre 1972, les conflits entre bourgeoisie et prolétariat chiliens étaient irréversibles mais Allende refusa le chemin de la lutte de classe, cherchant la conciliation avec la Démocratie Chrétienne et les militaires, désarmant politiquement la classe ouvrière avec la théorie de la “transition pacifique vers le socialisme”. Les ouvriers chiliens étaient désormais conscients de leur conscience de classe et le coup d’Etat, pour vaincre cette force, opéra une féroce répression.⁸¹»

En Italie, au même moment, le gouvernement décidait d’augmenter le prix de l’essence et du gasoil, provoquant « un nouveau vol général sur les salaires des prolétaires » grâce à l’augmentation subséquente des prix des transports privés et publics et la hausse des loyers à cause des prix plus élevés du chauffage. Cette « victoire des patrons du pétrole » encouragea les autres Capitalistes italiens à attaquer les travailleurs, tandis que le gouvernement démontrait une fois de plus qu’il n’avait aucune intention « de chercher l’argent où il était », mais au contraire d’attaquer le salaire ouvrier par les impôts indirects (augmentations des prix) et directs (nouvelle réforme fiscale). Cette attaque contre le salaire accompagna la restructuration dans les usines avec, pour corollaire, le chômage, le sous-emploi, l’augmentation de l’exploitation et du travail à domicile, l’utilisation maximale des équipements, l’augmentation de la productivité.

Ce plan du gouvernement reçut l’appui du PCI et du PSI, qui partagèrent ainsi la responsabilité de cette attaque contre les travailleurs ; le PCI accepta le blocage des luttes et des augmentations salariales en échange de la comédie du blocage des augmentations de tarif. C’est pourquoi les luttes ouvrières à la Carlo Erba, à la Magneti Marelli, à l’Alfa Romeo, à Marghera, à la FIAT et dans les petites usines de Paderno doivent se comprendre comme luttes contre le patron « mais aussi contre la volonté des révisionnistes et leurs tentatives continues de médiations et de mystifications ».⁸²

Le Cercle ouvrier Karl Marx fit remarquer dans un tract que quasiment toutes les femmes de l’usine étaient dans la catégorie III : « Mais quel sens a cette catégorie ? Nous disons aucun, nous disons que c’est une division injustifiée que les patrons utilisent comme moyen – sur la base d’un salaire différent – pour nous dresser les uns contre les autres, pour briser ce dont ils ont le plus peur : notre unité de lutte. » Le Cercle attaqua la Commission chargée d’examiner les passages de catégorie ; cette dernière soutenait la proposition de la « rotation » et de la « professionnalité* », alors qu’elle servait, en réalité, à faire passer les décisions patronales comme la réintroduction des équipes à la V^e section : « Le patron a bien raison, de son point de vue, de faire des équipes, ainsi les machines vont fonctionner seize heures d’affilée. Le travail en équipe signifie pour nous : des troubles physiques profonds, l’impossibilité d’organiser notre vie, des problèmes avec nos enfants et à la maison, avec les écoles et les horaires de sortie. Le travail en équipe constitue une attaque contre l’emploi. » A la III^e section, on réussit à repousser l’introduction des équipes en « bloquant les convoyeurs** », démontrant ainsi que seule la lutte paie.⁸³

Le 10 septembre 1973, le Comité de coordination du Conseil d’usine du groupe Magneti Marelli présenta à la direction de l’entreprise sa propre plate-forme revendicative dont les points principaux étaient :

- l’encadrement unique ;
- la péréquation salariale pour les ouvriers du même niveau ;
- l’augmentation de la prime de production ;

* Nous avons choisi de traduire « professionalità » par « professionnalité », terme qui peut paraître un peu trop sociologique dans le contexte des luttes des années 1960 et 1970. Néanmoins, en italien, ce mot désigne à la fois la qualification professionnelle mais aussi l’attachement de l’ouvrier au travail bien fait, sa conscience professionnelle.

** Le terme utilisé en italien est « tappeti » (tapis). En fait, les ouvriers ont une position fixe et travaillent devant un tapis roulant (ou convoyeur) où passent les pièces à assembler.

- l'augmentation de la pause pour le repas des travailleurs en équipe et la réintroduction de la pause pour les chaînes et les travaux nocifs.

La demande d'augmentations salariales, encore plus urgente à cause de la pesante inflation qui frappait les revenus ouvriers, favorisait l'introduction d'un salaire unique au sein du même niveau de qualification. L'importance de la professionnalité était confirmée dans la plate-forme qu'utilisait les syndicats pour différencier les positions de travail. Le passage automatique de la II^e à la III^e catégorie était maintenu, vu que sur la « ligne », la professionnalité ne pouvait plus être atteinte. Sur la professionnalité, le Comité de coordination écrivait : « à partir du niveau III, nous maintenons le concept de la professionnalité car notre objectif ne peut être celui de déqualifier le travail (comme le patron l'a fait) mais l'enrichir ; ceux qui soutiennent le passage automatique de catégorie proposent un objectif simpliste, car ils partent seulement de la discrimination qu'a introduite le patron. »⁸⁴

Pour le Cercle ouvrier Karl Marx, après les assemblées ouvrières, l'heure était au lancement des luttes. La plate-forme syndicale était trop vague : « Nos conditions empirent, si nous ne sommes pas fermes, ce sera pire encore. » Pour le Cercle, « il n'y a aucune contradiction entre la lutte d'atelier et d'usine et les luttes générales pour les retraites, les allocations familiales et les indemnités de chômage. Et les ouvriers savent que la lutte se nourrit dans les ateliers, dans l'usine pour être plus forte au niveau général. La lutte dure et des objectifs clairs à l'usine sont donc les piliers nécessaires pour une lutte dure et efficace sur le plan général. » Il faut se mettre en tête que « battre en retraite, céder, pactiser avec les patrons, c'est croire qu'ils appliqueront une mesure efficace (le blocage des prix) sans lutte. C'est une pure folie. »

Le Noyau ouvrier de Lotta Continua de la Magneti Marelli soutenait que le Comité de coordination « a fait du surplace quand il est sorti de l'assemblée de Crescenzago qui est le cœur du Groupe, le centre des luttes. » Dans la lettre du Comité de coordination, on parle seulement de professionnalité, il n'y a pas un mot sur le salaire, c'est pourquoi il est nécessaire de s'agiter et de contraindre le syndicat à s'affronter avec les ouvriers dans les ateliers. Pour le Noyau ouvrier, le résultat complexe de l'assemblée a donné l'approbation à la position qui, tenant compte de l'exigence réelle des ouvriers, propose des augmentations salariales substantielles.

L'assemblée de la seconde équipe approuva à la quasi-unanimité ces demandes :

- le passage automatique du niveau II au III après six mois, sans professionnalité et changement de poste ;
- le passage automatique du niveau III au IV après 18 mois, sans professionnalité et changement de poste ;
- la paie sur quatorze mois ;
- 15 000 liras d'augmentation mensuelle pour tous, à obtenir au moyen de la constitution d'un nouvel élément d'entreprise qui élimine les séparations existantes entre les travailleurs d'un même niveau ;
- le renouvellement de la prime de production ;
- le paiement total des arrêts maladie comme pour les employés.

Pour le Noyau ouvrier, l'assemblée de la première équipe tombait dans le « panneau du syndicat », et les votes de la troisième assemblée relevaient d'une plus grande confusion, comme en témoignait le nombre élevé d'abstentions. Dans les autres établissements du groupe, les assemblées furent aussi incertaines, tandis que le syndicat convoquait le Comité de coordination « groupe très réduit de personnes », de façon à « ne pas rencontrer d'opposition et pour chercher à changer les résultats issus des assemblées. »⁸⁵

Le 27 septembre, l'entreprise ouvrit les négociations, mais elles furent immédiatement renvoyées au 8 octobre. Le Cercle ouvrier Karl Marx invita les ouvriers à refuser la logique patronale qui voulait des longues négociations sans luttes et affirmait sa volonté d'imposer les objectifs surgis dans les assemblées ouvrières. Le 28 septembre, des assemblées se tinrent dans les ateliers.⁸⁶

Le 17 octobre, des assemblées générales firent le point sur le conflit et sur les formes de lutte à utiliser : la grève du lendemain devait bloquer les marchandises et la direction. Selon le Noyau ouvrier de Lotta Continua, « on ne lutte pas pour l'application de la qualification unique, mais pour la dépasser avec les passages automatiques de catégorie. » Le blocage des marchandises, pendant la grève du 18 octobre, augmenta la tension dans les ateliers si bien que l'usine fut totalement bloquée.⁸⁷

Le Cercle ouvrier Karl Marx et le Noyau ouvrier de Lotta Continua invitèrent les ouvriers à manifester compacts et déterminés dans la rue, le 30 octobre, pour aller à la direction du Groupe et « pour retourner ensuite à l'usine plus forts et étendre le blocage aux loges des gardiens comme nous avons déjà commencé à le faire ces jours-ci, quoique partiellement, contre la volonté syndicale ». Ce rendez-vous avait été décidé après le refus par l'entreprise, pour la quatrième fois, des points les plus significatifs de la plate-forme ouvrière : une forte augmentation immédiate et des promotions. « Face à cette intransigeance patronale, le syndicat continue à négocier avec un grand calme et fait volontairement le jeu de la direction. »⁸⁸ Malgré la manifestation, l'entreprise ne céda pas, c'est pourquoi le Cercle ouvrier et le Noyau ouvrier invitèrent les travailleurs à préparer une grève générale de la zone de Sesto San Giovanni. A cette occasion, la Magneti Marelli devint de plus en plus un point de référence, « tant pour les ouvriers de la Breda Termo, de la Ercole Marelli et de la Falck, que pour les luttes des étudiants sur le coût de la scolarité qui devenait toujours plus insupportable pour le salaire ouvrier. »⁸⁹

Le blocage des marchandises se prolongea sans l'aval du syndicat, la direction convoqua l'Exécutif syndical et menaça de mesures disciplinaires les ouvriers qui y prenaient part. Le chef des vigiles de l'usine commença à signaler les noms des participants à la lutte. Le Cercle ouvrier et le Noyau ouvrier demandèrent que le Conseil d'usine et les syndicats prennent une position claire « devant tous les travailleurs » sur la question, parce que « à l'usine, il n'y a pas de force neutre. (...) Le Conseil d'usine doit prendre position, à la veille de la sixième négociation, sur le blocage des marchandises, sur les formes de lutte. » La FIM et une partie des représentants du PCI jouent avec cohérence « les chiens de garde de l'efficacité productive de l'usine, ils cherchent à faire fonctionner l'usine malgré la lutte ! »

Le syndicat élaborait une proposition, considérée comme gravissime : il voulait échelonner les augmentations à un moment où, « subissant une misère, nous disons non aux échelonnements parce que les prix, le loyer, les taxes nous ne les échelonnons pas du tout ».

Pour ces deux structures, ceci constituait l'énième renoncement syndical, vu que ce genre de propositions « a toujours été une arme du patron pour arrêter les luttes, pour nous maintenir dociles dans l'usine », mais maintenant, c'était le syndicat lui-même qui faisait la proposition. Le 12 novembre, une assemblée ouvrière fut convoquée durant laquelle, pour le Noyau ouvrier et le Cercle ouvrier, « le syndicaliste de l'équipe ne doit pas tenir le meeting habituel », au contraire une confrontation sérieuse était nécessaire et il fallait arracher un vote contre cette proposition : « Aujourd'hui, nous ne sortirons pas de l'assemblée sans avoir imposé le Non à ce qui constitue une véritable provocation contre nos besoins salariaux. » L'assemblée vota effectivement contre les échelonnements des augmentations et pour la poursuite du blocage de l'usine et des marchandises. Le 22 novembre, durant la manifestation ouvrière à Sesto San Giovanni « dirigée de manière militante par les ouvriers de la Magneti », des escarmouches éclatèrent entre membres du PCI et du PSI, d'un côté, et ceux du Cercle ouvrier Karl Marx, de l'autre.⁹⁰

En Italie, une nouvelle hausse des prix pétroliers se profila corollairement avec l'inflation malgré le « blocage des prix » décidé par le gouvernement en accord avec les syndicats, et l'augmentation vertigineuse du chômage, vu que « les patrons utiliseront la crise énergétique pour faire progresser de manière plus ferme les processus de restructuration, d'expulsion des usines des ouvriers (la FIAT avait déjà bloqué les embauches), de mobilité de la force de travail, c'est-à-dire la possibilité d'utiliser de façon optimale les ouvriers, avec le travail en équipe, les augmentations des cadences, les mutations, etc. » L'interdiction de circuler, le dimanche, pour les automobiles frappait principalement « Les prolétaires qui n'ont que ce seul jour pour fuir la misère des cités-dortoirs ou l'isolement des villages de la ceinture industrielle ». ⁹¹ La

restructuration industrielle s'accompagna d'un renouvellement de l'intransigeance patronale. Invoquant l'excuse de la crise pétrolière, les patrons avaient l'intention d'abord d'épuiser la résistance ouvrière pour ensuite exporter la normalisation dans toutes les sphères de la société italienne et provoquer ainsi une défaite historique de la classe ouvrière.

Cette analyse s'appliquait parfaitement au cas de la Magneti Marelli, où le patron rompit les négociations en dénonçant le blocage prolongé de la production, principalement par les ouvriers de la II^e section. En plus, « le patron pousse les chefs à s'organiser contre les ouvriers après les avoir poussés à la provocation contre les avant-gardes ». A la direction du Conseil d'Usine, siégeait, depuis quelque temps, un personnage qui tenait les mêmes discours que la direction et que la Démocratie chrétienne, Paolino Riva. Son influence fut particulièrement évidente dans le changement de ligne du Conseil d'usine puisque celui-ci arriva « à donner raison à la répression » patronale et à défendre les chefs de section. Le Cercle ouvrier et Lotta Continua invitèrent les militants ouvriers du PCI à ne pas oublier leurs « justes attaques contre les chefs » et contre le « régime policier » de l'usine.⁹²

L'entreprise dénonça dix ouvriers de la Rabotti de Turin, en mit dix autres en *Cassa integrazione* à la Fivre de Pavie (deux entreprises du Groupe) et en suspendit un à Crescenzago, tandis que, sur le front de la négociation, elle refusa pour la neuvième fois de tenir compte des propositions syndicales.

Le 12 décembre, des manifestations se déroulèrent dans toute l'Italie pour lancer une « première riposte aux mesures gouvernementales ». Le 13 décembre, une manifestation des ouvriers de tout le groupe Magneti Marelli traversa Milan pour appuyer les luttes à l'usine, défendre le salaire, et dénoncer l'usage patronal de la crise.⁹³

Peu après, la direction de la Magneti Marelli réduisit le paiement du salaire aux pièces pour les femmes de la ligne de contrôle. 800 ouvriers en cortège « imposèrent le paiement des arriérés ».⁹⁴ Le Comité ouvrier raconta ainsi l'épisode :

« Il y a la lutte pour le contrat d'entreprise et la Magneti a monté une provocation pour voir la capacité de réaction des ouvrier(e)s : elle n'a pas payé à quelques centaines d'ouvriers des chaînes une prime spéciale : les 38 % du salaire aux pièces qui leur sont garantis. Le 13, la première équipe et la "normale" reçurent leur paie ; constatant le manque d'argent sur la prime, ils se réunirent tout de suite en assemblée pour discuter ce qu'il fallait faire. Lorsqu'ils reçurent leur paie, les ouvriers de la deuxième équipe se joignirent aussi à l'assemblée. Et les ouvriers des autres ateliers, bien qu'ils ne fussent pas directement touchés par la provocation mais parce qu'ils comprenaient la mesure comme une attaque contre tous les travailleurs, se mirent aussi en grève et rejoignirent l'assemblée. Ce qu'il faut faire est clair : de toutes les interventions à la cantine, émergea la proposition d'aller en cortège à la direction, à Sesto San Giovanni. Seuls les pompiers de l'exécutif [syndical, N.d.A.] combattirent cette décision y opposant mille prétextes. Craignant de perdre le contrôle de la lutte, les plus fourbes face aux protestations des ouvriers, cherchèrent à repousser l'action au lendemain avec l'excuse qu'il était désormais tard (4 heures de l'après-midi), et qu'il n'y aurait personne à Sesto. [...] Dans cette situation de rage contenue, les ouvriers communistes [...] proposèrent d'aller voir les dirigeants présents à Crescenzago. Pour éviter de perdre du temps, les ouvriers invitèrent ceux qui étaient d'accord à aller chercher le chef du personnel qui se trouvait non loin de la cantine. 300 ouvriers sur les 800 de l'assemblée partirent sans hésitation. [...] Après une brève discussion avec le chef du personnel, qui naturellement prétendit ne rien savoir, les camarades l'invitèrent fermement à aller chercher avec eux le directeur de l'usine. Le cortège passa devant la cantine et les autres ouvriers s'y joignirent tandis que l'exécutif avec quelques "fidélissimes" discutaient comment reprendre en main la situation. En chemin, le cortège rencontra le chef des gardiens avec certains de ses hommes et lui ordonna de retourner aux portes où était leur "travail". La négociation commença avec le directeur. En même temps, les "chevaliers" de l'Exécutif arrivèrent pour montrer aux ouvriers que c'était aussi leur affaire, prirent des postures grotesques, se mettant au premier plan. A ce moment, un "monsieur" arriva, se présentant comme commissaire de la sécurité publique appelé pour vérifier les graves faits survenus. Les ouvriers le rassurèrent expliquant que le premier et seul acte de violence avait été le fait de la Magneti, en enlevant une partie du

salaires à une centaine de travailleurs. Il partit rapidement et dut passer au milieu de centaines d'ouvriers, dont beaucoup de femmes, si embarrassé qu'il en perdit son chapeau. Voyant que la lutte ne cessait pas, la direction du personnel céda et revint sur sa décision. Trois jours après, les ouvrier(e)s qui avaient subi la retenue sur le salaire reçurent, dans une enveloppe à part, leur juste dû. »⁹⁵

Le 18 décembre, la Lombardie fut le cadre d'une grève générale ; le 19 décembre, se déroula une rencontre indécise entre direction et syndicats, les négociations continuant les jours suivants. Le 28 décembre, un projet d'accord entre les parties fut ainsi commenté par le Cercle Karl Marx : « la première chose qui saute aux yeux est la négation des objectifs salariaux qui en fait sont le centre de notre lutte. »⁹⁶

Le 4 janvier 1974, après quatre mois de lutte, 54 heures de grève et de nombreuses manifestations à Sesto San Giovanni et à Milan, la direction et la FLM signèrent l'accord pour les 12 000 travailleurs du Groupe Magneti Marelli, au siège milanais de l'*Assolombarda*, après que les assemblées des divers établissements l'eurent approuvé, le 28 décembre. Pour la Coordination des Conseils d'Usine, les points significatifs de l'accord étaient la péréquation salariale entre les travailleurs des divers établissements à parité de niveau, 4 700 changements de catégorie, la consolidation pour tous des 71 % de la moyenne du rendement obtenu à Crescenzago, un prix des repas de la cantine fixé à 150 liras (« Etape pour conquérir la gratuité de la cantine, qui est un salaire en nature et un service social. »), l'augmentation de la prime de production de 50 000 liras annuelles pour 1973 et de nouveaux investissements pour favoriser l'embauche.⁹⁷

L'égalitarisme

Pour 1973, le bilan de la Magneti Marelli se solda par un bénéfice de 610 millions de liras (contre une perte de 221 millions en 1972) et l'entreprise réussit à distribuer un dividende aux actionnaires de 32 liras pour les « ordinaires » et de 42 pour les « privilégiés ». Le chiffre d'affaires avait augmenté de 39,5 % et les exportations de 23 %. Tout cela grâce à des investissements massifs, effectués pendant les années 1971-1973, qui permirent une plus grande productivité, nonobstant l'utilisation incomplète des machines, la réduction et la rigidité des horaires, le haut niveau de l'absentéisme et les pertes de production causées par les agitations syndicales. Le client le plus important restait la FIAT qui augmenta notablement la part « des ventes » du bilan de la Magneti Marelli.

Les nouvelles plus joyeuses pour l'entreprise, concernant la production, provenaient de l'établissement de San Salvo, dont les équipements étaient entrés en fonction à la fin de 1972 et où désormais la période de montée en régime pouvait être considérée comme terminée, mais aussi de l'augmentation de la production enregistrée dans tous les établissements, y compris celui de Crescenzago : parmi les améliorations les plus significatives, signalons celles du secteur radio-TV grâce à l'accord d'intégration industrielle et à une nouvelle organisation des ventes. L'entreprise fut réorganisée en six divisions qui constituèrent chacune un centre de profit, homogène par produit et type d'activité. Les divisions Equipements (augmentation du CA de 45 % en 1973), Batteries (+ 25 %), Elettronica Fivre (+ 13 %) et Rabotti (+ 15 %) étaient caractérisées par la réalisation de tout le cycle, des études à la production, la gestion et la vente. Les deux autres divisions avaient des compétences plus spécifiquement commerciales : Rechanges et Assistanes (en charge de la commercialisation des quatre divisions industrielles) et Radiomarelli (activité commerciale dans les secteurs traditionnels de la radio-TV et de l'électroménager).⁹⁸

Après l'accord national de 1973, un des sujets les plus débattus parmi les ouvriers était celui des catégories. « Le contrat est *de facto* dépassé parce qu'il repose sur la division des travailleurs à l'aide d'un paramètre qui ne touche que 80 % d'entre eux. La position permanente, qui s'exprime dans les luttes à tous les niveaux, part d'une évaluation correcte de la réalité de l'usine, demande le passage automatique pour tous les travailleurs à la catégorie supérieure. [...] Partant du fait que les femmes des convoyeurs de montage et les ouvriers des travaux

mécaniques de masse sont en position d'exiger du travail qualifié, après un très court temps "d'adaptation", mais comme cela ne sert plus autant au patron, elles ne peuvent jamais l'obtenir, le concept de "potentialité" professionnelle et ensuite de passage automatique de catégorie apparaît dans le débat. [...] C'était intéressant d'entendre un représentant syndical qui s'égosillait au micro des délégués dans l'espoir de convaincre l'assemblée de la validité de la "professionnalité existante" et puis de voir les cortèges qui allaient négocier directement le niveau et, derrière ceux-ci, les délégués eux-mêmes qui leur couraient après pour les suivre, mais seulement avec les pieds (pas avec la tête). »⁹⁹

Dans la période entre février et mars 1974, la direction de Crescenzago, pour renforcer la production des freins pour poids lourds, demanda l'introduction de nouvelles équipes de travail, y compris la nuit et le samedi, tandis que quasiment au même moment, elle demandait de mettre en *Cassa integrazione* entre 200 et 250 travailleuses de la V^e section (essuie-glaces) et de la IV^e section (allumeurs), à cause du manque de pièces provenant de l'ICS de Canonica d'Adda (province de Bergame). Toutes les propositions de l'entreprise furent repoussées par le Conseil d'usine de Crescenzago.¹⁰⁰

Le 7 février, les ouvriers de la Métallurgie, du Textile et de la Chimie participèrent à la grève générale, avec une manifestation nationale à Milan « pour la garantie du salaire, pour les prix politiques des biens de première nécessité, pour la réouverture des négociations sur les retraites, les allocations familiales, le chômage. »¹⁰¹

Le 21 février, comme dans toutes les autres grandes usines du reste de l'Italie, les ouvriers de Crescenzago réagirent aux nouvelles mesures gouvernementales par des arrêts de travail dans tous les ateliers tandis que ceux de la III^e section (montage), « commencèrent à poser les bases pour reprendre immédiatement les luttes contre les nouvelles équipes, le travail du samedi et pour de fortes augmentations salariales. » Au niveau national, une nouvelle grève générale fut annoncée pour le 27 février. Grèves, assemblées et arrêts de travail continuèrent aussi les jours suivants.¹⁰²

La première semaine de mars, la direction informait l'Exécutif du Conseil d'usine qu'elle avait l'intention de suspendre 250 ouvriers de la V^e section, tandis qu'elle garantissait le travail pour la IV^e section, mais seulement pour quelques jours. Le motif avancé par la direction était le blocage des marchandises imposé aux ouvriers de l'ICS en lutte contre les suspensions infligées à quelques ouvriers et délégués. L'ICS était une entreprise, à capitaux Magneti, où le Conseil d'usine n'était pas reconnu, et où la direction n'avait pas l'intention de négocier avec les ouvriers qu'elle tentait ainsi de monter contre ceux de la Magneti Marelli de Crescenzago avec la menace de la *Cassa integrazione*. Selon le Noyau ouvrier de Lotta Continua, la Magneti voulait en fait « ramener ses ouvriers dans le passé et restructurer avec l'introduction des équipes de nuit et de nouvelles équipes dans certains ateliers, et, en même temps, réduire la production à la IV^e et à la V^e section. » Le Noyau ouvrier tenta de combattre cette manœuvre. « En repoussant aujourd'hui et demain les nouvelles équipes, de nuit et du samedi ; dans l'unité et la lutte de toute l'usine y compris avec les ouvriers qui, vendredi ou lundi, peuvent être suspendus ; en imposant le paiement total des salaires pour aujourd'hui et pour toujours ; en imposant la garantie du poste de travail. »¹⁰³

A la fin du mois de mars, la fonderie entra en lutte pour de fortes augmentations salariales, contre la nocivité et pour plus de pauses.¹⁰⁴ Alors que pendant plusieurs mois, les employés de Crescenzago s'étaient fait « bourrer le mou » par le syndicat sur la bonté de l'encadrement à réaliser les passages individuels de catégorie, contrairement aux passages automatiques pour tous que réclamaient le Noyau ouvrier-employés de Lotta Continua, ils entrèrent, peu après, en grève spontanée : les mécanographes de la A, la division Outillage de la N, les techniciens et les dactylos, la Comptabilité et les Études. Au Bureau d'études, il n'y eut que cinq passages à la VI^e catégorie sur 130 employés de la V^e, annulant de fait les contrats d'embauche pour les dessinateurs projeteurs pour qui la VI^e catégorie était prévue. Au DM (laboratoire matériel), certains ouvriers étaient à la II^e catégorie depuis 18 ans, « tandis que les chefs d'ateliers et les chefs de chaînes qui jouaient les flics dans les ateliers obtenaient la catégorie V^e supérieure voire la VI^e dès qu'ils apportaient la preuve qu'ils avaient terrorisé et réduit à l'esclavage

ouvrières et ouvriers. » A preuve de cette dernière affirmation : « au banc d'essais, tous les chefs d'équipe ne sont pas passés à la V^e super et les catégories ont été données ou enlevées en fonction du niveau de servilité. »

A l'établissement A, la même logique était à l'œuvre : au bureau commercial (qui s'occupait des ventes en Italie et à l'étranger), pour le même travail, plusieurs catégories coexistaient ; à la direction Commerciale pour l'étranger, deux employés nouvellement embauchés effectuaient le même travail mais avec des catégories différentes ; à la comptabilité, catégories et salaires totalement variés se mélangeaient « pour rompre l'unité matérielle des travailleurs et pour implanter le fayotage, le brisage de grèves, empêcher la lutte et la possibilité d'organisation de la lutte même. » Au Magasin, tous faisaient le même travail mais les catégories vont de la II^e à la V^e ; de même parmi les dactylos et les mécanographes.¹⁰⁵

Les II^e, III^e et IV^e sections, les mécanographes de l'établissement A et la Fonderie firent grève pour « le passage collectif de catégorie, refusant la logique de division que la direction a, encore une fois, mise en pratique avec l'application de l'encadrement unique » et des augmentations salariales contre la vie chère.¹⁰⁶

Le Noyau ouvriers-employés de la Magneti Marelli dénonça les politiques gouvernementale et syndicale au niveau national, mais aussi au niveau de l'usine, car les ouvriers d'avant-garde de la IV^e section étaient déplacés ou menacés de transfert punitif, afin de créer des divisions parmi les travailleurs, tandis que l'utilisation du salaire aux pièces continuait d'augmenter et le « volontariat » pour le travail de nuit, incité par 40 % de salaire en plus, augmentait lui aussi : « L'augmentation des prix et le besoin de plus de salaire sont des grandes armes de chantage et d'intimidation, de division et d'augmentation des profits que les patrons cherchent à imposer. » Depuis quelques mois déjà, les ouvriers de la fonderie luttèrent contre le profit, la nocivité du travail (s'opposant à la marchandisation de la santé proposée par l'Exécutif de l'usine) et le « massacre du salaire ». Les ouvriers de la II^e section proposèrent en assemblée de rendre automatique le passage à la IV^e catégorie « ridiculisant maintenant les propositions de l'Exécutif sur la “professionnalité” et sur les “passages individuels”. » L'assemblée des caristes, réceptionnistes et magasiniers demanda une augmentation égale pour tous de 30 000 liras ; le Découpage fit grève pour les catégories ; à l'établissement D, les lignes luttèrent contre les plans de charge des machines et contre la nocivité ; les employés des bureaux A et N s'agitèrent : l'usine fut en fermentation, dépassant les divisions entre ouvriers et employés parce que « le massacre du salaire a un même effet » et la restructuration, l'augmentation du profit et du contrôle patronal se produisirent dans l'atelier comme dans les bureaux. Les seuls privilégiés sont les dirigeants, ceux qui commandent. Le Noyau ouvriers-employés proposa cette « plate-forme ouvrière » : passages automatiques de catégorie pour les ouvriers de la IV^e catégorie ; réunification à la catégorie la plus haute pour les employés de l'ex-IIIe ; passages automatiques pour les diplômés de la V^e à la VI^e catégorie et pour les techniciens du N ; augmentation de 30 000 liras pour tous ; pause collective d'une demi-heure sur les convoyeurs, à la fonderie et pour les travaux nocifs ; accord obligatoire de l'ouvrier pour les déplacements ou transferts.¹⁰⁷

A l'occasion de la fête du 25 avril [anniversaire de la libération de Milan, en 1945. N.dT.], Lotta Continua et le Noyau ouvriers-employés invitèrent tous les ouvriers de la Magneti Marelli à manifester *piazzale Loreto* à Milan contre les fascistes et la DC, pour le « programme ouvrier » et pour le maintien du droit au divorce lors du prochain référendum [les 12 et 13 mai 1974, les Italiens dirent non à 59,3 % à la suppression de la loi 898 qui garantissait le divorce. NdT]. A cette occasion, ils insistèrent sur l'objectif central du salaire, car les ouvriers devant affronter les augmentations continues des prix imposés par les patrons et le gouvernement, la plate-forme revendicative prévoyait une prime de congés égale pour tous de 150 000 liras « permettant d'aller en vacances en famille », une augmentation mensuelle de 15 000 liras égale pour tous (« minimum nécessaire pour aller de l'avant »), le passage anticipé à la III^e catégorie avant la fin de 1974 et enfin, pour les nouveaux embauchés, les passages automatiques de la II^e à la III^e catégorie avant six mois.¹⁰⁸

Les ouvriers de la Magneti Marelli liés à Lotta Continua soutinrent les occupations des maisons du quartier Gallarate de Milan et à Cinisello Balsamo [une proche banlieue nord de Milan. NdT] et se solidariserent avec la vingtaine de personnes arrêtée à la suite de ces actions. Pour les ouvriers de la Marelli, « la répression ne peut arrêter la lutte pour le droit de tous les prolétaires à un logement décent et à un loyer ne représentant pas plus que 10 % du salaire du chef de famille. » Ils invitèrent à faire de l'usine le centre d'organisation de la lutte pour le logement, parce que la force et la conscience politiques conquises par la classe ouvrière « sont l'unique garantie que la lutte continue et s'étend aussi en dehors de l'usine, sous la direction de nous, les ouvriers ». Le programme de Lotta Continua, pour le droit au logement, prévoyait la réquisition des logements vacants, le blocage de toutes les expulsions, le contrôle ouvrier sur l'affectation des HLM et l'expropriation des zones nécessaires à la construction des HLM.¹⁰⁹

Le congrès national des délégués du Groupe Magneti Marelli se déroula, entre le 31 mai et le 1^{er} juin, près de la salle du conseil municipal de Sesto San Giovanni. Le dirigeant national de la FLM, Bruno Sacerdoti, y participa. La présence de celui-ci était importante parce que le congrès faisait suite à la réunion du Conseil général de la FLM et pouvait ainsi faire des remarques sur les décisions surgies du plus important organisme dirigeant des métallurgistes. Après un parcours de 4-5 ans, selon l'avis de la Coordination des Conseils d'Usine, la FLM s'était finalement dotée d'une politique syndicale au niveau du groupe, agissant ainsi de façon égale dans tous les établissements : désormais les problèmes seront toujours résolus au niveau du Groupe. Au cours du Congrès, on débattit des futures évolutions à donner : pour les délégués, il fallait mettre en avant une meilleure participation à la politique syndicale générale, inter-catégorielle et confédérale, celle qui concernait les réformes, le contrôle des prix et des augmentations individuelles. Le rôle du Comité de Coordination devait aussi se renforcer et avoir un lien plus étroit avec la FLM nationale et avec les Coordinations syndicales provinciales. La motion finale accorda une grande place à la négociation nationale contre le gouvernement et la *Confindustria* (plus d'investissements et d'embauches dans le Sud, développement de la construction publique à loyers bloqués, prix politiques pour les biens de première nécessité, détaxation des revenus du travail et des retraites, indexation des retraites sur l'augmentation des salaires). Une modification de la structure de la Coordination fut proposée prévoyant une représentation composée de tous les délégués plus les représentants de la FLM et de la FULC [*Federazione unitaria de lavoratori chimici*, fédération de la CGIL, l'équivalent à de la FLM pour les métallos. NdT] au niveau national, provincial et de zone. Un Comité de coordination (composé de 49 délégués plus les représentants FLM et FULC au niveau national, provincial et de zone) et un Secrétariat du Comité de Coordination furent institués, avec 13 membres élus du Comité de Coordination, tous les deux avec un siège à Milan. Une Commission de la médecine du travail et une Commission des problèmes sociaux furent proposées ; le rôle de l'organe *Dibattito unitario* (Débat unitaire) de la Coordination fut relancé.

Le financement de la Coordination se faisait par la contribution des travailleurs (à l'occasion, le prix du journal passa de 200 à 500 liras), par celles de la FLM et de la FULC nationales et provinciales et par l'entreprise (quand elle participait aux négociations). Considérant les accords d'entreprise déjà passés, la motion finale retint que les divers Conseils d'usine et la Coordination devaient surveiller constamment cinq points : le passage de la II^e à la III^e catégorie, l'encadrement juste pour les autres catégories, la recombinaison des fonctions et évolutions professionnelles, le contrôle des investissements, le « contrôle ouvrier continu » sur les restructurations et l'environnement de travail.¹¹⁰

Le Congrès se termina juste après l'attentat néo-fasciste de Brescia [attentat à la *Piazza de la Loggia*, lors d'une manifestation syndicale qui fit 8 morts et 94 blessés, le 28 mai 1974. NdT], auquel répondit la mobilisation de masse et la demande de mettre hors-la-loi le MSI : « Il faut que les travailleurs et les syndicats modifient la direction économique imposée à notre pays et combattent les processus de restructuration dirigés par les grandes entreprises, soudent les luttes d'usine aux luttes générales pour imposer un autre développement social et économique. Cette proposition, soutenue par des initiatives de lutte adéquates, ajoute, aux propositions pour

faire sortir le pays de la crise politique, économique et sociale, les objectifs de défense du salaire et de l'emploi. »¹¹¹

Parmi les délégués du Groupe, des positions critiques se manifestaient en opposition à celles proposées par les syndicats nationaux : un communiqué du Congrès dénonça l'attitude montrée par sept délégués de l'établissement N de Crescenzago, lesquels soutenaient « une ligne contraire au document proposé par une commission du Congrès » et avaient même quitté le Congrès en se déclarant « libres de faire ce qu'ils trouvaient opportun ». Ces « scissionnistes » se virent accuser d'affaiblir l'unité des travailleurs et « de proposer une ligne étrangère aux intérêts plus généraux du mouvement organisé. »¹¹²

Le 7 juin, la plate-forme syndicale fut présentée à la direction. Lotta Continua accusa celle-ci de tenter de diviser les ouvriers du Groupe, en imposant aux usines plus faibles, c'est-à-dire les sites de Potenza, Vasto et Alessandria, ce qu'elle ne réussissait pas à faire passer dans les autres usines : à Crescenzago, à cause de la forte combativité des travailleurs (luttés contre les augmentations des rythmes et des équipes de nuit, travail du samedi, plan de charge des machines) ; à Sesto San Giovanni (lutte de la fonderie), dans les bureaux (lutte contre la restructuration) et à la Fivre de Pavie (cinq mois de lutte contre l'augmentation des charges de travail et du découpage des temps). Ces faits démontraient que « Où il y a lutte ouvrière, le patron ne passe pas » et que « le patron attaque la périphérie pour frapper au centre rapidement. »¹¹³

Voici le programme de Lotta Continua : « 100 % du salaire lorsque nous sommes suspendus et mis en "*Cassa integrazione*". Non ! Aux transferts et suspensions – Non ! Aux nouvelles équipes et au renforcement des existantes ! – Non ! à l'augmentation des charges de travail ! Pause collective sur la chaîne, les convoyeurs, et dans les atmosphères nocives ! – Augmentation salariale non négociable, de suite, de 30 000 liras et prime estivale ! – Passage automatique à l'ex I^e ouvriers, recomposition de l'ex III^e employés et embauche des diplômés directement à l'ex II^e catégorie. » Lotta Continua proposait aussi un « programme général » valable pour tous les prolétaires : mise hors la loi du MSI, unification des points de salaire individuels, loyer à 10 % du salaire et logement pour les prolétaires, réévaluation des retraites et indexation sur le salaire, salaire garanti pour les jeunes à la recherche d'un premier emploi et pour les chômeurs, prix politiques et réduction des prix administratifs et alimentaires.¹¹⁴

Le 28 juin, se déroula la première rencontre entre la direction générale de la Magneti Marelli et le Comité national de la coordination des Conseils d'usine du Groupe, au cours de laquelle furent présentées les demandes exprimées lors du Congrès national : prime de production, prime estivale et contribution sociale, remboursement des frais de la Coordination. En même temps, les heures supplémentaires furent suspendues et tous les Conseils d'usine furent convoqués pour organiser la lutte sur cette question.¹¹⁵

Le 12 juillet, la direction proposa une augmentation de 4 500 liras par mois. La contre-proposition syndicale, de 25 000 liras étalées sur quatre mois, fut jugée insuffisante par Lotta Continua, vu les augmentations continues du coût de la vie. Le 15 juillet, les ouvriers de Crescenzago se réunirent pour prendre des décisions.¹¹⁶

Le 18 juillet, ils manifestèrent près du siège du groupe à Sesto San Giovanni contre « l'attaque patronale » qui préparait la restructuration et contre les demandes de « *Cassa integrazione* » prévues en septembre. Pour Lotta Continua, la riposte ouvrière devait être dure tout de suite, jusqu'à la fermeture estivale des établissements. La manifestation servait à préparer la manifestation du 24 juillet des usines de la Métallurgie en lutte et à cimenter l'unité entre les ouvriers de la Magneti et ceux de l'Ercole Marelli, soumis eux aussi à l'attaque patronale : « Le 24 juillet, ce ne sera pas une procession, mais une hypothèque sur l'initiative patronale pendant le mois d'août, un pont lancé vers les luttes d'après les vacances. »¹¹⁷

Les effectifs

Au retour des vacances, le Noyau ouvriers-employés de Lotta Continua attaqua le comportement « politiquement criminel » de l'Exécutif du Conseil d'usine, qui abandonnait à eux-mêmes les délégués d'atelier et désorientait les ouvriers face aux manœuvres de

restructuration de l'entreprise : « L'Exécutif, au retour de ces vacances, est encore pire qu'avant en montrant son incroyable cécité et sa politique syndicale criminelles. » Le Noyau proposait la rotation dans sa composition pour imposer au syndicat « l'ouverture immédiate de la lutte générale. »¹¹⁸

Les attaques contre l'Exécutif de l'usine reprirent quand les femmes de la V^e section entrèrent en lutte contre le transfert de la section. Pour Lotta Continua, l'Exécutif du Conseil d'usine s'était déclaré en assemblée contre la décision prise par la direction, mais ensuite, « au moment de négocier avec le patron, il n'a pas accepté les demandes concernant les équipes et les transferts et il est allé devant les ouvriers soutenir sa position avec des motifs techniques fallacieux ». ¹¹⁹

Le 11 septembre, assemblées et cortèges se déroulèrent à l'usine et à l'extérieur, au moment où diverses mobilisations se déroulaient dans toute l'Italie contre l'augmentation du coût de la vie ; le 13 septembre, les usines de Sesto San Giovanni se mirent en grève et les ouvriers manifestèrent à Milan.¹²⁰ La direction de l'usine n'avait pas l'intention de résoudre l'épineux problème des effectifs de la cantine d'entreprise. Le 12 septembre 1974, à Crescenzago, une assemblée se tint au sujet du contrat d'entreprise, au moment même où les travailleurs employés à la cantine se mettaient en grève pour les effectifs et pour les conditions de travail.

« A la fin de l'assemblée, tandis que les ouvriers de l'équipe de jour retournaient au travail, ceux de la première équipe faisaient la queue pour être servis. Mais il n'y avait pas de repas ! La situation était un peu tendue, les travailleurs de la cantine discutaient avec les ouvriers des ateliers. L'Exécutif décida, par une action typique de jaune, de mettre les délégués aux postes des grévistes et de distribuer des plats froids (saucisson et fromage). Les ouvriers et les avant-gardes les plus conscients protestèrent ensemble contre cette attitude [...] Une ancienne ouvrière de la V^e section Klaxons fit la proposition d'aller tous ensemble à la direction. Un cortège de 3-400 ouvriers se forma, alla le trouver et lui présenter les demandes suivantes :

- embauche de 9 personnes pour la cantine ;
- paiement, pour tous les ouvriers présents ce jour, de 4 000 liras pour l'absence de repas ;
- paiement des heures non travaillées. »

« Après environ deux heures de négociation, où plusieurs directeurs fuyaient leurs responsabilités pour ne pas accepter les revendications, les ouvriers décidèrent de couper court et de les inviter à éclaircir la question devant les travailleurs restés dans les ateliers. Le cortège traversa ainsi tous les ateliers, avec les dirigeants en tête, expliquant, avec un mégaphone, comment avançaient les choses. Le cortège augmentait toujours plus et arriva ainsi à la cantine avec plus de 1 000 travailleurs. Une délégation d'ouvriers alla voir l'Exécutif du Conseil d'usine qui, pendant le même temps, s'était réuni dans la chambre "à fumées" (le local syndical) pour discuter de ce qu'il devait faire ; le cortège l'invita lui aussi à participer à l'assemblée. Les négociations reprirent et, après un quart d'heure, le directeur accepta, au micro de la cantine, toutes nos revendications. Le lendemain, un communiqué fut placardé au tableau d'affichage de la direction. Il annulait l'accord de la veille, extorqué avec force et violence, et menaçait de sanctions les ouvriers responsables de tels faits. 14 lettres d'avertissement furent envoyées. »

Dans le même temps, l'Exécutif qui, devant l'assemblée, avait contesté les déclarations de la direction de l'entreprise, « attaqua de front les formes de lutte des ouvriers Magneti et de leur avant-garde ». Selon Lotta Continua, « l'Exécutif avait déjà montré de la passivité dans les affrontements lors de la restructuration patronale lorsqu'il les avait définis comme criminels mais, aujourd'hui, il agit en fossoyeur du mouvement ouvrier ». L'entreprise révisa à la baisse les propositions de licenciement, mais suspendit les 14 « coupables » pour un jour. Certains acceptèrent cette suspension comme un moindre mal, mais d'autres, après un vaste débat dans les ateliers, entrèrent ensemble dans l'usine « à leur poste de travail et de lutte ». La direction envoya de nouvelles lettres aux ouvriers qui avaient refusé sa décision, mais fut contrainte de les

retirer sous la menace que le syndicat ne ratifierait le contrat d'entreprise et l'accord du 12 septembre.¹²¹

Le même jour, les ouvriers décidèrent de lutter pour intégrer la négociation d'entreprise dans la lutte plus générale contre la restructuration et l'augmentation du coût de la vie : « Les formes de lutte doivent correspondre au niveau de l'attaque portée par le patron ; c'est pourquoi, dans leurs interventions, les syndicalistes dénigrent les cortèges à l'intérieur et à l'extérieur de l'usine, qui bloquent les portes et sortent pour aller bloquer les transports contre l'augmentation des tarifs, les cortèges qui vont à Sesto pour imposer la grève générale de zone ou l'engagement de les réaliser. » Les assemblées convoquées le 16 septembre à la III^e et V^e section confirmèrent cette analyse.¹²²

Les ouvriers proches de Lotta Continua dénoncèrent « l'épuisement auquel le patron veut nous conduire », ses provocations continuelles dont les lettres de suspension pour six délégués et sept ouvriers « menacés de licenciement la prochaine fois ». Nous avons besoin, affirmèrent-ils de montrer au patron que la force ouvrière est intacte, nous devons faire des cortèges à l'intérieur et à l'extérieur, des blocages des portes, le blocage des transports des compagnies SAS et ATM [SAS qui desservait la proche banlieue dont Sesto et la grande banlieue et *Azienda Trasporti Municipale*, qui desservait la ville de Milan et sa proche banlieue. NdT], auto-réduire les tarifs publics. A propos de cette initiative, une assemblée générale fut convoquée, le 25 septembre, à la nouvelle cantine « afin de combattre la répression, pour décider finalement les formes de lutte lors de la négociation et contre l'augmentation des transports. »¹²³

Dans la nuit du 10 au 11 décembre 1974, la tentative d'incendier l'automobile du chef du personnel de l'usine de Crescenzago, Filippo Polifroni, échoua. L'action fut revendiquée par les Brigades rouges. Dans la même nuit, elles détruisirent cependant les autos de deux dirigeants de la Breda et tirèrent contre les garages de certains dirigeants de la Sit Siemens.¹²⁴

Le Comité ouvrier et « Senza Tregua »

A cette époque, Lotta Continua opta en faveur de l'« entrisme » syndical et se structura comme parti, suscitant l'opposition de sa composante ouvrière car, à ses débuts, l'organisation avait eu comme mot d'ordre principal « Nous sommes tous des délégués ! » et les syndicats étaient considérés comme ennemis des ouvriers.

A la fin de 1974, Robertino Rosso fut élu secrétaire de la section de Sesto, renforçant ainsi l'aile extrémiste déjà forte dans cette zone. Au Congrès provincial de Lotta Continua, les militants de la Marelli et de Sesto annoncèrent que, si la direction nationale ne renonçait pas à sa nouvelle ligne concernant les questions du parti et du syndicat, ils quitteraient l'organisation. Ce qu'ils firent juste après le Congrès national tenu à Rome en janvier 1975.

Dans le même temps, l'idée de l'exercice de la violence ouvrière sous forme directe et auto-organisée se renforça à l'intérieur de la section de Sesto, si bien, qu'après la sortie de Lotta Continua, beaucoup de ceux qui en étaient partisans arrêtaient de faire de la politique pour s'y consacrer.¹²⁵

Au Congrès national, les comités ouvriers de Sesto San Giovanni, de la Magneti Marelli de Crescenzago et de la Telettra de Vimercate et le Comité du quartier Casoretto de Milan quittèrent l'organisation. Ensemble avec un autre groupe, produit de la lente décomposition de Potere Operaio, ils donnèrent vie à Senza Tregua, peut-être la plus traditionnellement « ouvriériste » parmi les formations de l'Autonomie : très liée au thème du « décret ouvrier » [N.d.T] et penchant vers un discours sur la « centralité de l'usine » ; dans la région milanaise,

* Le « décret ouvrier » est une formule synthétique opposée au « contrôle ouvrier » traditionnel, mise en avant par les groupes politiques, et les comités ouvriers. Il indique la capacité des ouvriers d'imposer les mesures concrètes de leur propre dictature, qui ne sont pas soumises au capital et à sa valorisation. Ainsi, l'introduction systématique des licenciés dans l'usine ou encore l'imposition d'un commandement ouvrier sur la production par la destruction capillaire de l'appareil de direction et de contrôle patronal. Autres exemples de « décret ouvrier » : l'abolition des heures supplémentaires ou de la relation entre travail effectif et salaire ; la réappropriation ou la destruction des marchandises : la conquête de la maîtrise territoire contre les structures de surveillance et d'encadrement de l'Etat, etc.

elle constituait le deuxième pôle de rassemblement autonome après le groupe proche de la revue *Rosso*.¹²⁶

Les Comités communistes de la Carlo Erba de Rodano, de la Telettra de Vimercate et de la Magneti Marelli de Crescenzago constituaient le cœur de ce nouveau rassemblement. Dans un document d'avril 1975, ils firent le point sur « Les caractéristiques du mouvement de lutte et nos tâches. » La césure entre mouvement ouvrier et syndicat s'est manifestée dans la grève inutile du 24 juillet 1974 et quand les syndicats acceptèrent le décret Rumor. Les Comités définirent la période comme pré-révolutionnaire et soulignèrent la continuité politique du mouvement, bien que « la classe ouvrière n'ait pas encore exprimé une volonté révolutionnaire. »

La caractérisation de la période comme pré-révolutionnaire se fondait « non pas sur la base d'une analyse économique fixée par la possibilité d'expansion ou de récession du Capital, mais sur la base de l'affrontement de classe en acte et des caractéristiques politiques du prolétariat dans cet affrontement ». Le degré d'autonomie croissant dans l'affrontement « est aujourd'hui la condition pratique et nécessaire par lequel la lutte naît et se développe ». Les comités faisaient référence à la lutte antifasciste (« l'affrontement ouvert dans la rue de la classe ouvrière milanaise le vendredi 7 mars [1975, N.d.A.]¹²⁷, contre une tentative de provocation fasciste. »), mais aussi à « la lutte des chômeurs du Sud due à la structure des chantiers, la lutte des ouvriers de l'Italsider et de la SIR, les luttes d'atelier à la FIAT, les luttes pour le salaire et les passages de catégorie dans les petites usines, les luttes préventives contre la "*Cassa integrazione*", la rentrée des ouvriers suspendus de la Magneti Marelli – avec son grand souffle politique et ses perspectives –, et avec plus ou moins de lucidité et d'autonomie dans d'autres usines, à l'Alemagna, à la Siemens, à la Carlo Erba etc. ; les luttes contre la vague répressive à l'école due à la division du mouvement, aux décrets ministériels, à la "normalisation" sociale (intervention des parents), à la pression soit de certains étudiants, soit des enseignants ; les luttes dans les quartiers, les occupations des logements. » Ces luttes ont « un caractère toujours moins revendicatif et plus politique et démontrent la détermination à lutter et à s'organiser ». ¹²⁸

Le programme pour le mouvement ouvrier proposé par les syndicats et le PCI a échoué, mais la classe ouvrière n'en a absolument pas besoin. Les Comités ouvriers proposèrent la reprise de la lutte dans tous les secteurs, comme premier point du programme, lutte continue et avec un contenu autonome, pour arriver à la « rupture de l'équilibre répressif Confindustria-syndicats », contre l'hypothèse du compromis historique et de la restructuration. C'est pourquoi les grèves préventives contre la *Cassa integrazione* comme à la Magneti Marelli, les grèves d'atelier, mais par-dessus tout les grèves déconnectées des rythmes contractuels nationaux et locaux, sont importantes. ¹²⁹

Accusés d'être corporatistes, les Comités répondirent que « l'unique force corporatiste est la social-démocratie et son programme politique et syndical » qui assurait « l'opposition entre secteurs du prolétariat » (salariés et chômeurs, ouvriers et force de travail intellectuel, salariés de l'industrie et de l'Etat, usine, école et quartier). Rien ne peut garantir une organisation générale qui représente le programme du mouvement, c'est pourquoi les luttes locales sont importantes. L'usine et le territoire « procurent les premières compétences politiques, sur lesquelles le mouvement de lutte exprime en termes concrets son programme donc l'enrichit. »

Le cadre politique du mouvement est conditionné par l'objectif national et international du patronat : « la destruction politique des niveaux de conscience et d'organisation atteints par la classe ouvrière. » Ce plan consiste à « encercler la grande usine », et attaquer l'emploi des ouvriers des petites usines. Il utilise sans retenue les heures supplémentaires, les licenciements politiques, la division entre ouvriers et non-ouvriers, l'augmentation des taxes et la réduction des salaires. Il divise la classe ouvrière au moyen de la *Cassa integrazione* (sorte de « salaire d'Etat »), mais aussi « grâce à la pratique et aux interventions répressives des cadres sociaux-démocrates de la classe ouvrière, ainsi qu'au syndicat qu'on ne peut même plus taxer de "trahison" tant il agit seulement comme contrepartie du patronat, comme partisan de la logique répressive et de la délation. » ¹³⁰

Le PCI proposa le « compromis historique », mais c'était une proposition illusoire, parce qu'il se basait « sur la possibilité de programmation du Capital, sur son développement

équilibré, sur la fonction de la classe ouvrière à stimuler et normaliser la crise Capitaliste, au moyen de son propre sacrifice, avec sa future division, avec l'augmentation du profit »¹³¹.

Les Comités communistes pour le pouvoir ouvrier affirmèrent que « le centre de notre initiative se situe à l'usine », que leur tâche est de « créer le pouvoir ouvrier à l'usine puis l'étendre de l'usine au territoire ». Le cœur du programme ouvrier repose sur le refus de la restructuration, tandis que la forme de lutte privilégiée est la grève autonome et préventive. Les formes d'organisation doivent être le Comité ouvrier d'atelier, avec son niveau d'autonomie, ses tâches politiques complexes, et le Comité communiste d'usine, structure de l'organisation révolutionnaire. Les Comités communistes proposent comme lieu unitaire de débat et d'initiative l'activité ouvrière active sur le territoire comme modèle politique et organisationnel.

Les Comités privilégient l'antifascisme militant « dans le refus des médiations parlementaires et du respect de la loi. »¹³²

« Les principes et la pratique du pouvoir ouvrier sur le territoire vont s'amplifier en fonction des pratiques et initiatives de l'automne (heures supplémentaires, usines fermées et occupées, extension à l'extérieur de la lutte contre la restructuration) et déjà expérimentées grâce à ce nouvel instrument extraordinaire de masse et d'avant-garde que constitue la ronde ouvrière. Les rondes et les escouades territoriales, les cortèges externes, les piquets massifs vont reprendre et s'organiser mais le territoire sera le terrain de nouvelles expériences de lutte et de nouveaux niveaux d'organisation politique. Militantisme antifasciste et prévention de l'attaque de l'Etat, attaque contre les centres de la provocation, réunification des secteurs faibles sous l'hégémonie politique de la classe, nouveaux objectifs comme les prix politiques, nouvelles urgences comme ce que pose l'école et la lutte des quartiers. Plate-forme d'usine, plate-forme d'atelier, plate-forme territoriale. »

La mobilisation contre « l'Etat, les fascistes, les lois sur l'ordre public ; la mobilisation internationaliste ; toutes ces luttes participent du même programme qui définit les luttes pour le salaire, pour les catégories, contre la restructuration et contre les suspensions des ouvriers. »¹³³. Les Comités ne privilégient aucun pôle de référence politico-organisationnel dans la situation présente, mais ont l'intention d'ouvrir le débat « sur la situation nationale et internationale, sur le processus concret de formation du parti. »¹³⁴

La composition de Senza Tregua était hétérogène et donc destinée à se fragmenter. Les Comités acquièrent toujours plus d'influence dans la réalité politique milanaise des usines (Magnet Marelli, Carlo Erba, Sit Siemens, Telettra, Falck, Breda), des quartiers (Ticinense, zone Sud, Romana, Sempione) ou de l'arrière-pays (Rozzano, Gratosoglio, Cinisello Balsamo, Cormano), jusqu'à Desio, Sesto San Giovanni (le siège de Senza Tregua était situé *via Marsala*), Bergame et Brescia, et même d'autres régions, Turin, Florence (au Comité d'architecture), Bologne, Rome, Naples (où il y avait deux pôles : le groupe de Pomigliano d'Arco (sorti de Lotta Continua) et le Collectif ouvrier de l'AerItalia)¹³⁵. Mais c'est à la Magnet Marelli de Crescenzago que la force des Comités ouvriers était la plus importante.

La restructuration de l'entreprise

Durant ces années, la Magnet Marelli passa du statut d'entreprise « indépendante » à celui d'usine « intégrée » sous la pression du groupe FIAT, avec un changement de sa direction. En 1974, l'entreprise tenta de restructurer tous ses établissements « en ayant recours aux moyens classiques du patronat : *Cassa integrazione*, arrêt des embauches, déménagement d'ateliers entiers, augmentation des cadences. Mais le patron se trouva face à une classe ouvrière marquée par un haut degré de conscience politique et de combativité, qui (particulièrement dans l'usine de Crescenzago) réagit par une vaste et constante mobilisation contre ces manœuvres. Nous parlons d'ouvriers qui, refusant le principe du délégué syndical, sont les acteurs de premier plan de toutes les luttes et qui reconnaissent comme leurs avant-gardes réelles les camarades qui savent donner à leurs organismes une synthèse revendicative et politique concrète »¹³⁶.

Le processus de restructuration, longuement étudié par la FIAT, servit, d'un côté, à gagner des parts sur le marché mondial des composants automobiles et, d'un autre, à détruire la force ouvrière organisée de Crescenzago. « Le patron tendait à augmenter la productivité partout où se

présentait l'occasion. Peu importait les demandes du marché, l'important était l'augmentation de la productivité. Ceci valait tant pour les ateliers que les bureaux. » Les embauches furent bloquées. Dans le secteur des employés, « Les terminaux, d'enregistrement et de conception mécanisée de l'information étaient à l'ordre du jour. Mais en définitive cela voulait dire réduction drastique du personnel ». Le déplacement du travail (accompagné d'une forte augmentation de la productivité) devenait monnaie courante à l'intérieur de l'entreprise : par exemple, les bobines à haute tension passèrent de l'établissement de Crescenzago à celui d'Alessandria, les démarreurs allèrent à Potenza. Pour protester contre ces méthodes, les ouvriers du Comité bloquèrent un camion en partance de Crescenzago vers l'usine de Potenza : non seulement les ouvriers séquestrèrent les matériels du camion, mais ils vérifièrent dans les bureaux qu'il n'y aurait pas bientôt d'autres équipements à expédier.¹³⁷

Le Comité ouvrier lança un travail de sensibilisation des travailleurs contre l'utilisation de la procédure de la *Cassa integrazione*, défini comme un instrument complémentaire aux licenciements dans les petites usines et un « instrument d'épuisement des ouvriers de l'usine qui les réduisait à de simples individus et non à une collectivité »¹³⁸.

A la fin de 1974, la direction « proposa un long pont non travaillé, excepté pour une centaine d'ouvriers qui devaient effectuer du travail supplémentaire », forme de travail par ailleurs abolie suite à de dures luttes dans les usines milanaises. Le syndicat provincial signa l'accord sur le pont qui fut pourtant repoussé dans les usines. Pour les ouvriers de Lotta Continua, ces « ponts » étaient « la mise en *Cassa integrazione* que les ouvriers paient avec leur argent (en anticipant les vacances de 1975 et en utilisant les jours fériés tombant le samedi et le dimanche). » De cette façon, les patrons se proposaient :

- « 1) d'utiliser les jours de fermeture pour la restructuration immédiate (déplacements, nouvelles machines avec moins d'ouvriers, disparition de machines et suppression de travaux) ;
- 2) de faire produire selon leur exigence : en hiver, nous produisons moins, ensuite nous fermons ; au printemps, nous produisons plus, ensuite nous travaillons le samedi et le dimanche avec les récupérations ;
- 3) de vider les usines pour quelques jours pour laisser le nouveau gouvernement manœuvrer et peut-être lui faire promulguer, sans ouvriers dans les pattes, un nouveau décret ;
- 4) laisser place aux conflits internes de la hiérarchie militaire démocrate-chrétienne et sociale-démocrate qui se traduisent par des chantages au coup d'Etat. »

Pour Lotta Continua, il est logique d'élargir les luttes sur les « ponts », acceptés au contraire par le Conseil d'usine, à celles contre les heures supplémentaires : « Les ouvriers des grandes usines doivent prendre en charge l'organisation des "rondes ouvrières" et des piquets du samedi matin devant les petites et moyennes usines où Magneti sous-traite peut-être du travail. » Il faut aussi penser à la pratique des prix politiques : par exemple « faire des achats en masse au supermarché en payant les biens de première nécessité au prix de l'année passée ». Le 16 octobre, à l'Assolombarda, direction et syndicats conclurent un projet d'accord. Pour Lotta Continua, il y avait trop de différence entre ce que demandaient les ouvriers et ce qui venait d'être obtenu : les augmentations pour les primes de production et les primes estivales étaient inférieures et échelonnées sur deux ans, et non sur l'année en cours, comme l'avaient demandé les ouvriers.

Les ouvriers de Lotta Continua contestèrent l'accord, d'autant plus, disaient-ils, que « notre force et notre unité croissent, les luttes se font plus dures et incisives ». Lors de la grève des usines milanaises du 17 octobre, les ouvriers de Lotta Continua de la Magneti Marelli prônaient le refus de la *Cassa integrazione*, la garantie du salaire pour les chômeurs, l'indexation des retraites sur les salaires, l'unification du point personnel au niveau le plus haut pour toutes les catégories, les prix politiques des biens et services de première nécessité. Le 22 octobre, au sein du groupe Marelli, il y eut des grèves, cortèges et assemblées contre la *Cassa integrazione*, contre les assassins fascistes et pour la mise hors la loi du MSI et contre les arrestations de prolétaires qui avaient imposé des réductions dans un supermarché de la *via Padova* à Milan.¹³⁹

Pour vaincre, il est fondamental d'atteindre l'unité entre ouvriers et employés de la Magneti Marelli touchés par la restructuration sur le même mode : « Nous pouvons déjà maintenant mesurer, dans tous les bureaux, la vision productive de la bourgeoisie :

- surveillance par une nuée de chefs et de chefaillons grâce à une restructuration de tous les bureaux ;
- militarisation de la hiérarchie qui aujourd'hui n'a plus pour tâche de "guider la production et le travail", mais de pression, contrôle et délation ;
- chantage quotidien, dans les ateliers et les bureaux, à la *Cassa integrazione*, pour qui cherche du travail dans un contexte de chômage ;
- contrôle fiscal sur les maladies, rappels continus durant le travail, contrôle durant les prétendues "pauses physiologiques" sur le lieu de travail. »

Alors que les grèves étaient brisées depuis des années de façon diffuse, la lutte dans l'entreprise commençait à agglomérer aussi les employés de l'usine A (blocage des portes, refus des heures supplémentaires, participation à la mobilisation dans la rue) et ceux des bureaux de l'usine N pour les catégories.¹⁴⁰

Pour Lotta Continua, le plan de restructuration patronal englobait les « ponts » demandés par la FIAT, qui lui permettaient « d'enlever des usines tous les trois mois les ouvriers en les envoyant en vacances politiques », pour casser leur programme de lutte et détruire leur organisation « en divisant les équipes et les ateliers par des transferts par milliers ». Les ouvriers de Lotta Continua dénoncèrent les objectifs de l'attaque patronale à la II^e et la III^e section de Crescenzago : « La répression en cours à la II^e section où est déjà arrivée une dizaine de lettres de suspension n'est pas due à des chefs réactionnaires qui pourraient relever la tête ; c'est un choix précis de la direction centrale des hommes de FIAT qui, à travers Polifroni, décident une répression de masse pour lancer l'attaque plus décisive afin de soumettre à nouveau les ouvriers au travail et à la discipline, rendre le pouvoir aux chefs sur le passage des catégories et l'affectation sur plusieurs machines, mais par-dessus tout pour piéger les jeunes ouvriers acteurs des dernières luttes. » A cela s'ajoutait l'objectif de réduire drastiquement les effectifs en bloquant les embauches et en expulsant la main d'œuvre féminine grâce à l'imposition du travail en équipe et le déplacement des travaux traditionnellement féminins dans d'autres établissements.

Pour le 10 décembre, les ouvriers de Lotta Continua proposèrent un arrêt de travail accompagné d'un cortège à l'intérieur de l'usine, pour protester contre l'accord-cadre entre patron et syndicat qui prévoyait le « pont » et contre les lettres de suspension : un cortège « des avant-gardes » défila, ainsi que des cortèges internes pour chaque équipe, qui « ont balayé l'usine et visité la direction. [...] Maintenant, le patron sait que nous pouvons, voulons et savons nous déplacer et lutter. Les révisionnistes le savent aussi ». Les ouvriers de Lotta Continua savaient que le plan patronal était le même pour toutes les usines, tous les secteurs productifs. « Ils veulent le démantèlement de secteurs ouvriers entiers », la défaite ouvrière était le vrai objectif des patrons. Avant la période de Noël, l'entreprise imposa la *Cassa integrazione* à l'établissement de Crescenzago en garantissant 93 % du salaire, déclenchant ainsi la première attaque contre l'établissement, car « en cette période, c'est facile pour tous de rester quelques jours à la maison ». Le noyau de Lotta Continua de l'usine repoussa la demande de *Cassa integrazione* pour « garantir la vigilance ouvrière dans tous les ateliers contre la restructuration. Avec l'usine vide, il est en fait plus facile, pour le patron, de pousser à fond la restructuration en favorisant les déplacements et le transfert d'autres travaux de l'usine, tentatives que nous avons déjà vues dans chaque atelier par l'augmentation des cadences, le travail sur plusieurs machines, le travail à la chaîne pour le passage à la IV^e catégorie où on veut faire travailler les ouvriers sur 30 machines comme à la III^e section, le démantèlement de l'atelier Régulateurs et l'introduction du travail en équipe à la IV^e section ». Le 15 décembre, un cortège interne défila dans la II^e section contre la *Cassa integrazione*.¹⁴¹

Le Comité ouvrier décida de lancer une plate-forme d'atelier pour « l'humanisation du travail » proposant : réduction des cadences de travail, augmentation de la pause, passages de catégorie pour les femmes et lutte contre la nocivité. En janvier, les initiatives proposées se

déclenchèrent : les ouvriers des chaînes prirent des pauses, le rendement baissa dans tous les ateliers, les ouvriers analysèrent systématiquement les machines dangereuses. Les inspecteurs de l'ENPI (Organisme national de prévention des accidents) furent emmenés par les ouvriers dans tous les ateliers et « une de leur visite formelle se transforma en une semaine de pouvoir ouvrier. Des groupes auto-organisés d'ouvriers attendaient les inspecteurs aux entrées de l'usine, les emmenaient dans les ateliers et les obligeaient à verbaliser tous les manquements de l'entreprise et réussirent à imposer de nouvelles mesures pour protéger leur propre santé. Les résultats ne se firent pas attendre : lourdes contraventions pour la Marelli, investissements de centaines de millions pour la sécurité, meilleure conscience ouvrière ». ¹⁴²

« **Que les délégués sortent du “palais des patrons” !** »

La direction répliqua en annonçant la mise en *Cassa integrazione* pour vingt jours des deux ateliers employant des femmes de Crescenzago, des établissements de Vasto (secteurs auto), Alessandria, Turin, Pavie et de cinq jours pour tout le reste du Groupe. Pour le Comité communiste de la Magneti, la *Cassa integrazione* « est une arme entre les mains des patrons pour leur garantir la division des ouvriers, l'incertitude et exercer un chantage sur les ouvriers et ouvrières, tout en licenciant, arrêtant les embauches, augmentant les profits ». Les patrons « donnent un peu d'argent aujourd'hui, en échange de l'isolement des travailleurs (à commencer par les ouvrières), de la destruction de notre force dans les ateliers, de l'opposition entre travailleurs et chômeurs, de la division entre les grandes et les petites usines (ces dernières ferment et *basta* !), puis les patrons rouvrent avec le travail à domicile, avec l'atelier d'artisan. » ¹⁴³ Il n'y avait pas d'espace pour négocier sur la *Cassa integrazione* comme le démontrèrent des luttes analogues dans les usines proches Ercole Marelli et Falck ; tandis que les ateliers de Crescenzago luttaient désormais depuis une semaine, le Conseil d'usine restait au siège de l'Assolombarda pour négocier avec la direction de l'entreprise, au lieu de se montrer sur les chaînes et dans les ateliers : « De quoi traitons-nous ? Sur les mises en *Cassa integrazione*, on ne discute pas ! Que les délégués sortent du “palais des patrons” ! Qu'ils quittent l'Assolombarda et rentrent à l'usine pour affronter le débat avec les travailleurs ! » Le Comité communiste organisa, le 7 février, un cortège interne à l'usine et prépara une assemblée générale. ¹⁴⁴

Le syndicat provincial accepta la proposition de la direction de l'entreprise mais les ouvriers la refusèrent. Pour le Comité communiste : « Qui soutient les discours patronaux pour démanteler les luttes et pour diviser les travailleurs se démasque et s'oppose de front à la croissance de la lutte même. » Les assemblées d'atelier devaient se transformer en une seule grande assemblée générale pour stabiliser les nouvelles formes de lutte ; elle devait sortir de l'usine et unir la lutte de Crescenzago à ses semblables, comme à la Falck Unione où le patron suspendait des dizaines d'ouvriers et voulait imposer le samedi travaillé au laminoir tout en demandant pour le même atelier la *Cassa integrazione*. Le Comité avait l'intention de « visiter » les bureaux de la direction à Sesto San Giovanni pour voir « comment sont faits les bureaux où sont programmés le chômage pour les ouvriers et le démantèlement de la notre force » et pour répondre directement aux demandes de *Cassa integrazione*. ¹⁴⁵

La lutte se durcit et, pour la première fois, les femmes s'organisèrent elles-mêmes pour obtenir le retour à l'usine (la direction avait suspendu mille des 1 800 femmes qui travaillaient chez Magneti), et leurs cortèges parcoururent l'usine. Le premier jour de *Cassa integrazione*, 900 femmes suspendues s'organisèrent sans syndicalistes et délégués et, à 8 heures, entrèrent dans l'usine. « La joie d'avoir réussi à surmonter leur peur et le chantage patronal se lisait sur leurs visages ; elles parcoururent l'usine en cortège, une centaine d'ouvriers, qui n'avaient pas été suspendus, se joignirent à elles. A 2 000, ils envahirent les bureaux : les dirigeants (des porcs et des lâches) s'étaient enfuis. » La première assemblée sans le syndicat se tint à l'intérieur de l'usine. « La direction n'a pas pu faire autrement que de prendre acte de la riposte ouvrière et retirer la *Cassa integrazione* avec ce qui en découlait. Cette riposte ouvrière avait été possible malgré le syndicat qui l'avait acceptée au niveau provincial. La rentrée à l'usine fut précédée de nombreux cortèges vers les bureaux de la direction, montrant que la force, que le patron voulait

casser, s'était organisée et avait nourri le débat dans les ateliers sur plusieurs points : on ne discute pas de la *Cassa integrazione*, l'accord que le syndicat a signé sur la restructuration va contre les intérêts ouvriers, la seule façon de la contrer est de lutter avant qu'elle ne soit introduite. Alors, lorsque le patron tentera de la mettre en oeuvre, la force qui pourra s'y opposer est déjà formée et suffisante pour la repousser. Les dirigeants sont restés invisibles lors de ces journées. »¹⁴⁶

Le 13 février, plusieurs coups de revolver furent tirés contre le garage et l'automobile du directeur de l'établissement de Crescenzago, l'ingénieur Franco Tacchini. L'attentat fut revendiqué par les Brigades rouges.¹⁴⁷

Les Comités communistes d'usine exaltèrent la « mobilisation préventive offensive » de la classe ouvrière milanaise qui, le 7 mars, porta dans la rue 30 000 travailleurs montrant ainsi que ce qui s'était construit au cours des derniers mois dans les usines, dans les écoles et dans les quartiers, « contre le plan complexe du Capital [...], de la ronde ouvrière (pour unir et ouvrir les usines isolées par les jaunes et par le travail du samedi), au rejet de la *Cassa integrazione*, au refus d'abandonner la lutte et d'augmenter le profit derrière les "garanties" patronales et révisionnistes sur le nouveau développement économique et les nouveaux équilibres politiques : c'était la lutte préparée, organisée, ayant acquis de la puissance, et qui aujourd'hui sort naturellement dans la rue, contre les bandes du Capital, contre l'Etat des patrons ! »¹⁴⁸

Le 13 mars, trois cents ouvriers et ouvrières des IV^e et V^e sections entrèrent dans l'usine malgré leur mise en *Cassa integrazione*. Comme la semaine précédente, un cortège de 500 travailleurs sortit dans les rues de Crescenzago et les proches quartiers populaires voisins, portant ainsi leurs demandes hors des grilles de l'usine. La *Cassa integrazione* était justifiée par la crise du secteur de l'automobile et fut acceptée par la Coordination nationale des Conseils d'usines du groupe Magneti Marelli mais repoussée par le Conseil d'usine de l'établissement de Crescenzago. Ce dernier appela les travailleurs à se mobiliser contre l'application du turn-over, pour le contrôle des pauses et des cadences dans les ateliers où avait été proposée la *Cassa integrazione*, le contrôle des machines et des investissements.¹⁴⁹ Le 14 mars 1975, on enregistra « des actes de vandalisme et de dévastation contre les bureaux du directeur de l'établissement de Crescenzago. »¹⁵⁰

Le 17 mars, Sesto San Giovanni fut le cadre de la grève générale appelée pour relancer la lutte dans la rue et les usines. Les ouvriers répondirent aux attaques du patronat et la classe « pratiqua de fait son armement dans les cortèges internes, dans les rondes ouvrières, dans les piquets, par la destruction du siège fasciste, dans les grandes mobilisations de masse. »

Les mots d'ordre étaient :

« 1) les 12 000 liras d'augmentations personnelles que l'accord infâme patrons-syndicat (prime de présence) a différenciées sur les paies constituent un précédent très dangereux ;

2) le retour de tous les suspendus (à Magneti, Falck, Arduini, Campitel, La Fiaba, etc.), grèves préventives contre toutes les demandes patronales de suspension ;

3) l'organisation ouvrière dans les ateliers contre les transferts, les suspensions, la hiérarchie ;

4) l'organisation territoriale ouvrière. La reprise de la lutte sur les salaires et contre la production dans les ateliers sous-traitants et dans les petites usines ;

5) le refus des lois sur l'ordre, sur les armes, sur les arrestations. »¹⁵¹

Durant ces premiers mois de 1975, le travail de consolidation des Comitati comunisti per il potere operaio [Comités communistes pour le pouvoir ouvrier – groupe fondé en 1975, issu de Potere Operaio. N.d.T.] aboutit à une « expropriation prolétaire » à l'UPIM de Cologno Monzese (« On invite à y aller, à sortir avec les marchandises sans payer, on emporte aussi dehors notre chariot pour faire voir que certains sortent ouvertement des produits pour que les gens suivent en emportant les marchandises sans payer. ») Courses « politiques » qui ont déjà été expérimentées en 1974, dans le quartier *Quarto Oggiaro* et à *via Padova*, à Milan.¹⁵²

Pendant la même période, une lutte nationale sur les auto-réductions des tickets de transport obtint un succès notable et le soutien du syndicat qui activa une série de réseaux

territoriaux pour récolter des tickets auto-réduits*. Cette forme de lutte suscita un ample débat sur la signification de la légalité à l'intérieur des luttes de masse, pour déterminer les comportements qui sont nécessaires et souhaitables si l'on veut obtenir des résultats concrets. Au même moment, des « rondes » furent organisées contre le travail du samedi dans les usines milanaïses.

Les « journées d'avril »

Les « journées d'avril » représentèrent le fait politico-militaire plus marquant de cette période : trois jours d'affrontements très durs dans toute l'Italie, avec des mobilisations de masse énormes, mais par-dessus tout à Milan où le siège du MSI subit de nombreuses tentatives d'assaut.

Durant la manifestation de protestation contre l'assassinat de Claudio Varalli, jour pendant lequel mourut aussi Giannino Zibecchi, les militants des comités qui avaient quitté Lotta Continua entraînaient avec eux les ouvriers extrémistes. La gauche ouvrière qui se retrouva derrière les banderoles des usines de Sesto San Giovanni attira les ouvriers d'autres usines, se confrontant ainsi avec d'autres expériences qui s'identifiaient déjà comme appartenant à l'Autonomie ouvrière. Ainsi, les militants des Collectifs politiques autonomes ou les ouvriers de l'assemblée autonome de l'Alfa Romeo. C'était la preuve que la gauche ouvrière à Milan existait comme sujet politique.¹⁵³

Les camarades qui suivaient Sesto et les Comités communistes appréciaient l'évolution rapide des manifestants, nombreux à se joindre au service d'ordre et prêts à l'affrontement. Lors de la mobilisation antifasciste, les camarades des Comités étaient au premier rang dans les affrontements de Milan ; pour ceux-ci, il fallait régler la thématique antifasciste, lutter pour la possession de la rue et accentuer l'affrontement politique dans les usines. A cette occasion, les ouvriers des Comités avaient conduit la bataille pour lancer la grève à la Magneti Marelli et à la Sit Siemens et pour sortir déterminés dans la rue.¹⁵⁴

Pour l'occasion, la revue *Comunismo* publia un numéro unique dont l'éditorial soulignait « la profonde unité dans les grandes mobilisations de masse et les attaques conduites contre les sièges et locaux des fascistes » : seuls des quotidiens comme *L'Unità* n'avaient pas mentionné les événements du 16 avril, uniquement pour éviter de « creuser un fossé profond entre travailleurs et forces de police. » Pour *Comunismo*, la position du journal « révisionniste » reprenait la théorie des « extrêmes qui se touchent ». Fanfani et Berlinguer commençaient à évoquer cette thèse sans fondement puisque « la violence des prolétaires et des communistes ne peut en aucune façon être comparée à celle des fascistes, des patrons, de l'Etat ! »¹⁵⁵

La revue analysait ensuite le long parcours des luttes qui avait mené à ces journées, remontant à la guerre des partisans et à la vague insurrectionnelle après l'attentat contre Togliatti en 1948, à l'occupation des terres et aux grèves des années 1950, à la révolte à Gênes de juillet 1960 et à celle de *piazza Statuto* en 1962. Toutes ces luttes réussirent à « barrer la route à un modèle autoritaire de gestion de l'économie et de la société Capitaliste » fondé sur l'affrontement avec les ouvriers et sur la dure répression du conflit de classe. Grâce aussi à la reconstruction d'après-guerre, payée entièrement par les ouvriers qui avaient permis de relancer l'accumulation Capitaliste, débuta, en Italie, l'ère du « centre-gauche » et du projet réformiste qui devait rationaliser le modèle de développement italien : « Une certaine dynamique salariale, un certain développement social, un niveau de vie plus élevé pour la masse des ouvriers et des couches populaires pouvaient constituer un élément de relance de l'économie grâce au développement de la consommation intérieure. » Les conflits n'étaient plus réprimés mais régulés. La classe ouvrière augmenta en nombre mais sa force revendicative, arrachant une

* Cette pratique a été lancée par le comité de base de l'ATM, en liaison avec les autres comités ouvriers de la région. Le principe reposait sur le fait que les ouvriers ne devaient pas payer pour aller se faire exploiter. Concrètement, lorsque les ouvriers prenaient le bus ou le tramway, ils payaient moitié prix, avec l'accord du conducteur membre du comité de l'ATM. La CGIL ne s'y montra pas hostile et soutint sa généralisation à toute l'Italie en émettant des tickets « auto-réduits » qu'elle collectait ensuite auprès des conducteurs pour apprécier l'ampleur du phénomène.

portion toujours plus grande de la richesse qu'elle produisait et atteignant un poids social toujours plus grand, mettait sa propre « hypothèque politique sur la société entière. » Mais en 1968-1969, ce processus se « renversa » : « La classe ouvrière fit surface comme sujet politique général, unifié, toujours plus consciente de sa propre force, de sa capacité à obtenir des conquêtes matérielles et politiques, de la possibilité d'imposer ses propres besoins autonomes, son propre point de vue indépendant face à la machine productive, sociale, institutionnelle des patrons. » Les avant-gardes qui émergèrent dans ces luttes contraignirent le syndicat à institutionnaliser cette nouvelle force sociale.¹⁵⁶

La crise « construite comme opération de terrorisme anti-ouvrier fut la riposte à cette offensive ouvrière, tendant pendant une brève période à mâter grâce au chantage au chômage, l'insubordination de classe et à faire respecter les normes comptables par l'autonomie ouvrière ; et – si ce n'était pas suffisant – alors la restructuration, comme destruction délibérée des forces productives et rapt de richesses du côté Capitaliste, serait utilisée pour réduire la base productive, créer du chômage et influencer profondément sur la composition technique et sur la structure politique de la classe ouvrière. Il s'agit pour le Capital de maîtriser à son avantage le rapport de force, de renverser ainsi l'hypothèque ouvrière sur l'économie et sur le pouvoir Capitaliste. » Dans cette crise, le fossé profond et définitif entre l'économie et les besoins des prolétaires devient évident. Pour *Comunismo*, cela annonce la « maturité du communisme » puisque le mécanisme du Capital est brisé ; « ses lois de fonctionnement ne satisfont plus l'exigence de développement social de la plus grande majorité des hommes. Il n'y a aucun sens à payer les coûts effrayants qu'il impose à la majorité des hommes. »

Aux yeux de tous, le Capitalisme se réduit à « une machine de domination sur le travail ». Ce système peut être finalement contesté, retourné : « le mot d'ordre de la lutte contre le travail, du refus du travail, a commencé à mûrir ; il offre la possibilité de se libérer de la contrainte à fournir du travail en échange du salaire, d'exprimer librement ses besoins, de substituer à la production des marchandises en échange de salaire, la production sociale de tous les biens utiles ». Qu'est-ce qui empêche la victoire communiste ? « Un aspect subalterne de la classe ouvrière (la classe ouvrière comme force de travail, comme partie du Capital, comme acceptation du rapport de domination-profit) ainsi que le fonctionnement de la structure sociale, des institutions du pouvoir, de ses instruments politiques et militaires. » Les communistes doivent donc lutter contre ces deux éléments qui ramènent à la question du pouvoir politique et à ses différentes formes : « Aujourd'hui, la classe ouvrière des métropoles a besoin de construire un instrument intelligent et coordonné pour affirmer ses propres besoins, exercer sa dictature sur toute la société. L'autonomie ouvrière aujourd'hui doit devenir pouvoir ouvrier, processus déployé, mise en actes progressive du projet communiste. »

Il faut construire « un mouvement de masse entièrement politique de la classe ouvrière qui procède, dans le même temps, à la destruction de son propre pouvoir et à la dissolution du pouvoir de l'adversaire », mouvement qui se réapproprie « systématiquement la richesse sociale et détermine les conditions qui la rendent possible » ; il ne s'agit pas d'un fait épisodique mais de la conséquence « d'une nouvelle légalité qui se consolide, qui s'organise sous la forme d'un pouvoir stable, armé contre le pouvoir de l'adversaire ; un processus de guerre civile en actes et l'organisation de celle-ci à travers une structure organisée, une hiérarchisation interne, l'existence de formes de direction de son action. »

Foin des organisations réformistes « qui ont eu la tâche historique de défendre les conditions de la force de travail à l'intérieur du mode de production capitaliste et de contenir les conflits dans le cadre de ses conditions générales de survie et de reproduction », la classe ouvrière doit reconquérir un terrain offensif : le salaire réel, l'horaire de travail, les prix sont des objectifs immédiats qui impliquent les mots d'ordre de revenu garanti pour tous les prolétaires, l'auto-réduction organisée de l'horaire de travail, l'imposition des prix politiques, décidés par les ouvriers. Pour cela, il faut trouver des formes adéquates d'organisation : « La construction d'un parti de combat des ouvriers pour le communisme, d'une organisation capable d'anticiper le passage déterminé et décisif de la désagrégation, de la rupture de la machine d'Etat et de l'affirmation de la dictature ouvrière, d'un réseau de direction politico-militaire du mouvement

sur le terrain de la guerre civile révolutionnaire, peut et doit se dérouler à l'intérieur d'un processus de construction et d'organisation d'un mouvement politique de classe qui contienne ces nouvelles caractéristiques, qui se consolide grâce à des formes d'exercice du pouvoir prolétarien, lequel – pour ne pas croître comme appendice subalterne de l'Etat Capitaliste – doit s'affirmer comme pouvoir armé, avec la capacité systématique de lancer des attaques contre la totalité de l'articulation institutionnelle du pouvoir Capitaliste. »¹⁵⁷

En accord avec cette hypothèse, des formes d'organisation (ronde ouvrière, équipe ouvrière du service d'ordre, cortèges durs) apparurent et se consolidèrent dans quelques usines et purent « contester le pouvoir du patron à l'usine et le commandement politico-militaire de l'Etat sur le territoire ». C'est maintenant, disaient-ils, qu'il fallait construire les « Comités communistes du pouvoir ouvrier et prolétarien dans les usines, dans les quartiers »¹⁵⁸.

Les « Journées d'avril » donnèrent une nouvelle poussée aux groupes extraparlimentaires en crise, tout en accélérant le développement de l'aire de l'Autonomie ouvrière de plus en plus structurée. Les Comités communistes d'usine publièrent un journal qui invitait à manifester le 1er mai 1975 et analysait les événements d'avril. Pour eux, l'assassinat de Claudio Varalli avait lancé un processus de réactions en chaîne que les « groupes » avaient fini par subir, n'avaient pas maîtrisé et ne semblaient pas en état de dominer. Dans les rues italiennes, explosaient de façon ouverte, claire et violente les conflits de classe qui avaient mûri depuis de longs mois. L'antifascisme était seulement une de ses composantes. « Ces affrontements ont porté dans la rue la bataille entre classe ouvrière et Capital sur la restructuration ; entre prolétariat et Etat sur les prix et sur les loyers ; entre mouvement de lutte et pouvoir politique de la bourgeoisie. Tout cela a accentué la crise des médiations traditionnelles du pouvoir politique bourgeois (D.C. en tête), a développé les contradictions entre la composante réactionnaire, l'usage de la provocation fasciste et des corps parallèles et le projet autoritaire, sur lequel se fonde l'aire sociale et politique du “compromis historique”. »¹⁵⁹

De ce fait, les verrous « du contrôle révisionniste » avaient sauté, le PCI avait eu « un comportement contradictoire et incertain qui est allé de l'attachement répressif assumé dans la “Toscane rouge” où il a osé se prononcer, en des termes qu'on ne peut définir que comme social-fascistes, face à l'assassinat d'un de ses militants, le camarade Rodolfo Boschi, jusqu'à la passivité stupéfaite avec laquelle il a accueilli l'onde combative et rouge de la rue dans la grève générale. »¹⁶⁰

La période qui s'ouvre n'a pas de précédents historiques, excepté celui de juillet 1960 puisqu'« il avait servi à repousser une tentative réactionnaire de la bourgeoisie, mais a ouvert un nouvel équilibre et un nouveau régime de la bourgeoisie même ». Les affrontements d'avril 1975 marquaient au contraire le point le plus haut d'un affrontement qui durait depuis des mois et au cours duquel l'offensive ouvrière s'était consolidée. La crise Capitaliste s'accroissait, tandis que n'apparaissaient pas de nouveaux équilibres institutionnels et internationaux. Face au pouvoir de la DC, il n'apparaissait pas d'alternative institutionnelle crédible à part celle du « compromis historique. » Le mouvement avait une orientation encore peu claire, mais on pouvait espérer qu'il ne profiterait pas aux réformistes, comme en 1960. Lors de la grève générale du 22 avril, « les réformistes ont tenté d'utiliser la mobilisation ouvrière comme moment de solidarité démocratique, de soutien aux institutions de la république fondée sur le travail », mais de « vastes secteurs ouvriers ont fait leur le mot d'ordre “LES ARMES AUX OUVRIERS” ! »

Selon les Comités, les « Journées d'avril » avaient démontré que pour la classe ouvrière s'ouvrait la perspective du pouvoir, ce qui nécessitait quelques réflexions critiques : « La force ouvrière organisée dans les usines possède une capacité combattive inférieure à celle exprimée dans les luttes et les mobilisations de ces derniers mois », malgré la participation massive de quelques usines d'avant-garde aux cortèges de Milan. Les batailles du 17 et du 18 avril ont enseigné que les processions syndicales étaient révolues, « la qualité des affrontements a dépassé toutes les divisions sectorielles. Dans la rue, ce ne sont pas des noyaux d'usine ou d'école qui se sont affrontés à l'Etat des patrons mais les secteurs avancés de la classe ouvrière et de tout le mouvement prolétarien ».

Il ne fallait pas pour autant abandonner le travail politique dans les usines, mais marquer un saut qualitatif, afin que « l'affrontement politique avec l'Etat de la crise et de la violence anti-ouvrière » place les ouvriers à la tête des luttes plus significatives. La force ouvrière qui s'était exprimée dans les ateliers devait avoir « une force de combat de classe. » Durant les années passées, les ouvriers des usines d'avant-garde avaient dominé et dirigé la lutte durant le renouvellement des contrats, « déterminant les objectifs puis les généralisant à tout le mouvement à tel point que même le syndicat avait été contraint de les assumer. Dans ces luttes, nous avons presque toujours vu à l'œuvre la majorité effective des ouvriers de ces usines, employant la capacité de mobilisation des cortèges à l'intérieur et à l'extérieur de l'usine, des piquets, jusqu'à la manifestation, aux blocages des marchandises, aux blocages des rues, déployant une force accumulée dans la bataille quotidienne contre l'organisation du travail et pour le salaire ».

Les Comités communistes affirmèrent « l'actualité d'un saut qualitatif de la force et de l'organisation de la classe attaquant, aujourd'hui, la hiérarchie d'usine et le pouvoir du patron, capable de diriger des luttes dures dans l'usine à l'hégémonie ouvrière sur le territoire construite sur la base du programme communiste et des instruments organisationnels pour le soutenir et l'imposer, sur la lutte pour l'affirmation de l'exercice du pouvoir ouvrier ». Le moteur devait en être les grandes usines. Les Comités s'opposaient à l'occupation des petites usines contre leur restructuration et, au contraire, poussaient à en sortir. Voici les indications pour la lutte : « Imposer le retour de tous ceux qui sont en *Cassa integrazione* ; lancer des luttes autonomes, grèves, cortèges à l'intérieur de l'usine pour toute demande de réduction d'horaires, de salaire et de postes de travail ; organiser sur le territoire la rentrée dans les usines tant des suspendus que des chômeurs ; éliminer tout foyer de provocation dans l'usine en neutralisant la hiérarchie ; utiliser l'usine comme base organisationnelle pour mettre hors la loi les centres d'attaque et de provocation contre le prolétariat sur le territoire, leurs réseaux, les fascistes. »

La crise de gouvernance de la bourgeoisie affectait surtout la Démocratie chrétienne et ses groupes d'initiative politique. L'article se concluait : « Contre l'Etat, répondons avec des armes adéquates ; offrons les instruments et le programme concrets à la tendance révolutionnaire, à la volonté de pouvoir et de communisme qui s'exprime dans les luttes ouvrières et prolétariennes. La capacité d'attaque et de combat du mouvement est aujourd'hui une question centrale ; tout comme la transformation de la force traditionnelle ouvrière en force révolutionnaire déployée. » C'est pourquoi, il faut construire les Comités communistes pour le pouvoir ouvrier.¹⁶¹

La manifestation du 1^{er} mai 1975 coïncida avec la victoire du Vietnam contre l'impérialisme américain. Les Comités communistes établirent un parallèle avec le 1^{er} mai de l'année précédente marqué, au contraire, par le coup d'Etat chilien : d'un côté, le « massacre des prolétaires et communistes chiliens, désarmés par la direction réformiste » ; de l'autre, « le réalisme de la "critique des armes", s'est imposé comme le seul mode sûr de dialoguer avec l'ennemi de classe ! » Les Comités communistes invitèrent à observer l'unité armée des prolétaires et soldats portugais contre les deux tentatives de coup d'Etat depuis la révolution du 25 avril 1974.¹⁶²

La lutte s'élargit à d'autres entreprises

A la Magneti de nouveaux plans de restructuration prévoyaient le démantèlement de l'atelier Klaxons, le déplacement de la III^e section (à Potenza) et de l'atelier Aéronautique. Au cours de l'année écoulée, l'entreprise avait déjà transféré une centaine d'ouvrières de la IV^e section et des Régulateurs dans d'autres ateliers. Mais, aux premiers jours de mai, elle décida de réactiver des ateliers et donc de réaffecter 50 femmes de l'atelier Klaxons vers la IV^e section et les Régulateurs. Par ailleurs, le patron annula la *Cassa integrazione* et voulut transférer toute la III^e section au Sud. Pour le Comité communiste Magneti Marelli, c'était un *casus belli* :

« 1) Aucun transfert ne doit passer dans les ateliers ; 2) aucun déplacement dans les équipes ; 3) le patron ne doit ni fermer, ni suspendre des lignes, ateliers ou sections ; 4) nous luttons contre la restructuration, contre les lois scélérates, contre la loi "sur les armes" : parce que la classe ouvrière s'organise et répond de manière adéquate à la provocation fasciste, à

l'attaque policière, à la tentative de division et à l'autoritarisme des chefs ; 5) notre lutte est préventive, nous répondons instantanément, nous n'isolons pas les ateliers et les sections frappées, nous unissons la Magneti aux autres usines de Sesto. »¹⁶³

Le 7 mai, fut organisée une sorte d'exposition des ateliers Klaxons et de la III^e section avec des affiches qui dévoilaient le plan patronal avec des banderoles, marionnettes et drapeaux. « Le 8, on ne travaillait pas parce que c'était férié ; le 9, au retour, la première équipe eut la surprise de ne trouver aucun des matériels de l'exposition. Tout de suite, les discussions commencèrent : nous nous demandions qui avait pu faire cela et comment répondre à cette provocation. Nous savions que les gardiens étaient, seuls présents à l'usine et qu'ils avaient agi sur les ordres de la direction : nous devons aller tous ensemble à la direction et lui faire comprendre qu'à la Magneti, nous avons conquis par la force, depuis plusieurs années, des espaces politiques et des habitudes que nous devons préserver. C'est pourquoi, à 8 h, à l'entrée de l'équipe de jour, quasiment tous les deux cents ouvriers présents dans l'atelier ainsi que deux cents autres de divers ateliers, se sont regroupés pour aller voir le bureau du chef des gardiens [Palmieri, N.d.A.]. Celui-ci affirma qu'il ne savait rien. Mais, dans le même temps, les ouvriers présents trouvèrent des paquets cachés de cartes, tracts, banderoles, fruit du travail d'espionnage de plusieurs années. » Les fichiers furent brûlés sur place. Les ouvriers avertirent ensuite qu'ils ne toléreraient plus de tels actes et retournèrent dans les ateliers.¹⁶⁴

La direction porta plainte contre dix ouvriers, pour violence privée, séquestration de personnes, menaces verbales ou dommages réels. Ils furent aussi suspendus pour trois jours, mais le juge annulera, plus tard, les charges. Quatre des suspendus appartenaient au Comité ouvrier, quatre à Democrazia Proletaria et deux, des délégués appartenaient au PCI. Selon la direction, : « Le 9 mai 1975, un groupe d'employés a envahi le bureau du chef de la surveillance de Crescenzago ; des actes de violence lors de la rencontre avec le chef du personnel ont été enregistrés ; une partie des documents conservés dans le bureau ont été détruits, soit incendiés, soit soustraits par les manifestants [...] ; en date du 13 mai 1975, M. Giuseppe Tamburrini, chauffeur routier d'un train-auto provenant de Potenza, a été agressé par des employés non identifiés. »¹⁶⁵

Le 4 juin, la voiture du chef service du personnel de l'établissement de Crescenzago fut incendiée. L'action fut revendiquée par les Brigades rouges.

A l'été 1975, beaucoup de petites usines de la zone fermèrent et furent alors occupées par les ouvriers. A l'intérieur de la Magneti Marelli, une entreprise de nettoyage, la Svelto, travaillait en sous-traitance. Ses ouvriers firent une grève de trois jours pour le contrat national et pour être embauchés directement par la Marelli. Déjà dans les assemblées ouvrières, on avait discuté de mettre dans la plate-forme de l'entreprise cette revendication. « Trouvant la cantine toujours plus sale, les ouvriers de la Magneti dirigent leur protestation et leur colère contre la direction qui menace les travailleurs du nettoyage de prendre des sanctions, contre la direction de la Magneti qui, malgré leur grève, a fait faire par des jaunes, de nuit, le nettoyage dans les bureaux mais pas les deux salles de cantine. Le 6 juin, un cortège des employés du nettoyage parcouru les bureaux avec des sacs-poubelles pleins d'ordures, rejoints par une centaine de travailleurs de la Magneti et tous se dirigèrent vers la direction. Dans chaque bureau, en fonction de la quantité de déchets que la direction avait fait enlever par les jaunes, on mit un volume égal d'ordures, laissant dans quelques cas aussi la qualité. La Magneti envoya les lettres habituelles de blâmes à cinq ouvriers. Cette manifestation très populaire et approuvée par la majorité des travailleurs se transforma en un cortège à la direction avec tous les délégués du Conseil d'usine. Les lettres furent retirées malgré le secrétaire de la section du PCI, qui alla jusqu'à dénoncer les plus actifs du cortège. »¹⁶⁶

Durant l'été, profitant de la fermeture des grandes usines, le patronat tenta d'évacuer par la force toute une série de petites usines occupées. Les ouvriers du Comité ouvrier Magneti Marelli participèrent activement aux réunions et aux assemblées du Comité de lutte des usines occupées, surtout dans la zone de *Porta Romana* à Milan. Il fallait avant tout organiser la résistance jusqu'en septembre, quand rouvriraient les usines. Cinquante ouvriers de la Magneti apportèrent leur concours à la grève de la zone *Porta Romana* ; une manifestation se dirigea vers le palais

Marino (siège de la Commune de Milan) pour demander une aide financière aux ouvriers en lutte, en particulier les licenciés de la Pini Metalli. Une collecte d'argent fut organisée aux péages d'autoroute.¹⁶⁷

A l'automne suivant, les Comités communistes d'usine appliquèrent le « programme ouvrier » sur les luttes ouvrières des usines occupées, sur la lutte contre les licenciements, sur le refus de la *Cassa integrazione* et sur la reprise des revendications ouvrières dans les ateliers. Il s'agissait d'une riposte à la fermeture en série des petites usines et aux licenciements massifs annoncés chez Innocenti, Imperial, Farma, Philco, Snia, Alfa Romeo et Pirelli, où « les syndicats cherchent à isoler les luttes, conclure des accords scélérats sur la restructuration et la fermeture des établissements. Cela arrive dans les petites usines occupées où le syndicat se fait le garant des évacuations d'usine, du contrôle du produit fini et des marchandises en stock que les travailleurs voulaient vendre pour financer la lutte. Cela est arrivé à la Philco de Bergame, comme à la Pini de Porta Romana, c'est arrivé à l'Imperial et cela arrivera à l'Innocenti. »¹⁶⁸

Le 21 juillet, une délégation d'ouvriers de la Pini Metalli se présenta aux grilles de la Magneti où elle fut accueillie par des dizaines d'ouvriers en grève. Ils entrèrent dans l'usine et tournèrent dans les ateliers, récoltant plusieurs centaines de milliers de lires. Pendant le déjeuner à la cantine, de brèves assemblées se tinrent. « A 14 heures, escortés par les ouvriers de la première équipe, les travailleurs des petites usines sortirent de l'usine, protégés ainsi contre d'éventuelles provocations des gardiens et de la police. »¹⁶⁹ Ce patrimoine politique « restera dans la conscience ouvrière et se reproduira dans le soutien militant aux luttes des années à venir, patrimoine politique qui appartient aux ouvriers en premier lieu, sans délégation à aucune institution. » La direction suspendit (pour deux ou trois jours) trois ouvriers du Comité pour violation de domicile et manifestation non autorisée et les dénonça à la justice. Les suspendus refusèrent les sanctions et recoururent à la justice qui considéra le comportement de l'entreprise comme antisyndical et annula les suspensions.¹⁷⁰

Les licenciements politiques

En septembre 1975, l'entreprise décida d'une nouvelle tactique pour redimensionner l'établissement de Crescenzago : elle re-proposa le programme de transfert déjà repoussé par les ouvriers et la *Cassa integrazione* totale pour 800 travailleurs, afin de préparer le terrain. « Elle estime nécessaire d'éliminer d'abord les avant-gardes pour intimider toute la collectivité ouvrière. »¹⁷¹ La provocation éclata le 5 septembre 1975, à 14 heures, quand dix ouvriers de la II^e section se rendirent au bureau du directeur du personnel, Bertinotti, « pour une négociation directe ouvriers-direction. Parmi les dix, il y avait aussi deux délégués non présents en tant que délégués mais en tant que camarades de l'atelier concernés par la question à discuter. La négociation directe est une pratique acquise, depuis plusieurs années par les travailleurs, que la direction remet en question chaque fois, mais, qu'elle est contrainte d'accepter chaque fois. La question était banale : le retrait d'une lettre d'avertissement pour rendement insuffisant envoyée à un ouvrier de la deuxième section de l'équipe aux pièces. Dans cette équipe, où tous les ouvriers, tourneurs, fraiseurs, matriciers et rectifieurs se sont organisés pour dépasser le salaire aux pièces et auto-organiser collectivement la production. Les camarades entrèrent dans le bureau de Bertinotti et y trouvèrent M. Isella, son supérieur direct. Ils ont posé le problème mais Isella refusa la négociation sous cette forme. Les camarades insistèrent et demandèrent de négocier avec Bertinotti, l'auteur de la lettre. Les choses traînèrent en longueur. Pendant que la négociation était en cours, M. Ballatore, de la direction centrale du personnel, fit irruption et, à un certain moment, hurla que les dirigeants étaient séquestrés. Après l'altercation, les camarades sont retournés dans les ateliers pour faire leur rapport, des problèmes nouveaux étant apparus, notamment, le refus de la direction de la négociation directe. Pour le travail collectif aux pièces, on ne peut plus parler de faible rendement individuel. Le 9 septembre, à 17 h, la direction envoya une lettre de licenciement pour séquestration de dirigeants à deux camarades [Enrico Baglioni et Giovanni Spina, N.d.A.], deux encore pour deux autres camarades le jour suivant [Raffaele Chessa et Giuseppe Mazzariello, N.d.A.]. La nouvelle circula, le syndicat en fut informé. Les deux camarades convoquèrent une réunion pour le soir. Pendant la réunion, ils

prirent une position précise : ils entreraient dans l'usine et puis ils discuteraient avec les ouvriers et aussi avec le Conseil d'usine s'il le voulait. »¹⁷²

Le Collectif autonome et le Comité communiste, auxquels appartenaient les deux premiers ouvriers licenciés, distribuèrent un tract appelant à la grève à Crescenzago à partir de 8 heures, le 10 septembre, et à faire un cortège pour faire entrer les licenciés dans l'usine. Ils accusèrent la direction d'avoir transformé une négociation syndicale normale en séquestration de personne. Mais ils pensaient que l'entreprise voulait frapper plus fort. Imposant moyens de suspensions, provocations et agressions, licenciements, transferts et *Cassa integrazione*, elle tentait « de détruire tout ce que les ouvriers et les avant-gardes ont construit ces derniers mois – dans les ateliers et dans l'usine – contre la restructuration, contre les gardiens et la hiérarchie, contre l'isolement des petites usines qu'utilise les patrons. » La Magneti Marelli de Crescenzago était devenue la première usine italienne à repousser la *Cassa integrazione*, la lutte ouvrière s'y était poursuivie et avait « détruit les pouvoirs de contrôle patronal, construit une organisation autonome dans les ateliers, uni ouvrières et ouvriers, repoussé les transferts de la troisième [section, N.d.A.], détruit toute capacité de répression du patron. »¹⁷³

Le 10 septembre, à 7h45, la porte fut occupée par une centaine d'ouvriers ; un cortège mené par les deux licenciés pénétra dans l'usine aidé par une équipe d'ouvriers de l'équipe de jour qui surveillaient la porte déjà depuis 7h30. L'usine était arrêtée, trois cents ouvriers la traversèrent en cortège, les autres ne travaillèrent pas et avertirent le syndicat. « Les délégués ne sont que des pêcheurs en eau trouble, qui cherchent à gagner du temps [...] Le cortège traversa les ateliers pour trouver le directeur, l'ingénieur Tacchini [...]. Tous les bureaux étaient pleins, les gens étaient silencieux et enragés, mais, étrangement, ils ne voulaient pas de violence [...]. Les ouvriers prirent possession de l'usine et se réunirent pour faire le bilan de leur force et pour décider comment aller de l'avant. Il fallait continuer à imposer par la force la rentrée des licenciés dans l'usine, et pour cela, chaque matin, organiser un cortège [...] Une équipe d'ouvriers accompagnera les camarades à la sortie du travail pour empêcher les provocations des gardes. Une fois l'assemblée terminée à 11 heures, les licenciés allèrent à leur atelier pour parler plus calmement avec leurs camarades directs. A 14 heures, lors de l'entrée de la deuxième équipe, nouvelle grève avec cortège interne et assemblée [...]. Assemblées tournantes dans chaque atelier. Dans l'après-midi, le Conseil d'usine se réunit et ne proposa aucune lutte ; au maximum, le Conseil d'usine fut disposé à la défense légale. La rupture fut nette et définitive. Ce sont les délégués de la gauche du PCI qui gèrent cette rupture, ceux-là même qui, pendant des années, furent à la tête des luttes, les organisèrent y compris par la violence. Le parti et le syndicat firent savoir que des lettres de licenciement étaient aussi prêtes pour eux et que la direction les avait rapidement dénoncés à la magistrature. La direction leur avait aussi dit que le syndicat national acceptait les licenciements pour les "autonomes terroristes". » Les licenciements avaient été décidés lors d'une réunion, à la mi-juillet, entre Bruno Trentin (secrétaire de la CGIL) et l'administrateur délégué de la Magneti, Garino. « Au Conseil, c'était la bagarre entre les camarades et le PCI. La lutte continua le lendemain aux portes. Le 11 septembre, il y eut cortège, assemblées, et équipes pour escorter les licenciés. »¹⁷⁴

Un comité de lutte contre les licenciements fut créé réunissant toutes les forces révolutionnaires de l'usine. Dans le même temps, l'entreprise avait demandé la *Cassa integrazione* totale durant trois mois pour environ 800 travailleurs du groupe Magneti Marelli, surtout pour les établissements de Pavie, Turin et Potenza. Pour le tout neuf Comité de lutte, la répression programmée par la Magneti Marelli arrivait. Les licenciements devaient être considérés comme politiques. Ils venaient s'ajouter au processus commencé, le 3 octobre, « pour les actes de Palmieri » et à une demande de travail aux pièces pour l'établissement D à partir du 16 décembre : « L'objectif du patron est toujours plus clair ; réussir à éliminer les avant-gardes les plus combattives pour écraser la force de toute l'usine, avec l'aide directe des organes répressifs de l'Etat bourgeois. Face à cela, la position du syndicat est absurde et suicidaire, son silence face à la restructuration des ateliers, la délation et la calomnie contre certains délégués lors des affrontements, le manque absolu de mobilisation contre la *Cassa integrazione* amènent

les ouvriers à la défaite. » Pour empêcher les divisions entre ouvriers, il faut unifier la lutte pour le maintien dans l'usine des ouvriers licenciés et contre la *Cassa integrazione*.¹⁷⁵

Le 16 septembre, les lettres de licenciement arrivèrent et ne laissèrent planer aucun doute : « la suspension préventive sert en fait à éliminer définitivement de l'usine les quatre militants d'avant-garde ». Le matin même, 500 ouvriers accompagnèrent dans les ateliers les ouvriers licenciés. « Après avoir fait le tour de l'établissement, les ouvriers ont tenu une brève assemblée où il a été décidé que les camarades doivent continuer à rentrer dans l'usine jusqu'à la victoire. Puis le cortège est reparti vers la salle du Conseil d'usine, pour redemander au Conseil l'adoption d'une position plus ferme, car celui-ci n'avait pas encore pris avec clarté la défense des camarades licenciés ni commencé la lutte contre la *Cassa integrazione*. »¹⁷⁶

Cela continua ainsi jusqu'au 8 octobre, jour où, au Palais de justice de Milan, se tint le procès intenté par la direction de l'entreprise contre les quatre ouvriers. Dans le même temps, les licenciés furent dénoncés pour violation de domicile et convoqués au commissariat de sécurité publique de Greco Turro, où leur furent présentées les sommations relatives au présent délit. Durant cette période, « les camarades licenciés reçurent quasi un salaire complet, produit d'une collecte et de la taxation de quelques chefs, soit en 3 mois 1 600 000 liras. » Le 8 octobre, se déroula la première rencontre entre les ouvriers et la justice. Un cortège compact d'ouvriers de la Magneti Marelli, derrière les banderoles « Les ouvriers de la Magneti contre les licenciements politiques », se rendit à l'inspection du travail de Milan alors que le Conseil d'usine ne s'était pas encore prononcé contre la dure répression patronale.

L'initiative ouvrière surprit les forces de l'ordre et les travailleurs demandèrent au « tremblant » juge Buonavitacola que le procès se déroule portes ouvertes qui plus est, dans la salle la plus grande du Palais de justice. Un ouvrier déclara au mégaphone : « Nous sommes dans leur antre mais nous n'avons pas peur. Il y a un procès contre des travailleurs licenciés et ils veulent le faire à huis clos, c'est cela la démocratie en Italie. » A 13 heures, le juge en chef De Falco autorisa le déroulement du procès dans la grande salle mais à condition de maintenir un « silence absolu » et en présence d'un cordon armé de policiers. Les ouvriers, à cause de leur faible expérience, acceptèrent que la première partie de l'audience se déroule à huis clos. Un cortège parcourut le tribunal jusqu'à la salle d'audience en scandant des slogans. A la sortie, un cortège ouvrier ramena les licenciés dans l'usine aux cris de : « Les licenciements se jouent à l'usine ». ¹⁷⁷ La sentence sera prononcée seulement cinq jours après. « L'unique justice est celle des prolétaires », affirma le Comité communiste de la Magneti. En effet, au tribunal, on ne tolère pas que les ouvriers passent du statut d'accusés à celui d'accusateurs. La force démontrée par 400 ouvriers au tribunal doit être immédiatement transportée à l'usine parce que « la bataille sur les licenciements se gagne à l'usine »¹⁷⁸. »

Le 13 octobre, le juge, levant les réserves, repoussa les licenciements. « Les ouvriers licenciés, à la tête d'un cortège dans l'usine, affirmèrent à la direction que les licenciements ne passeraient pas puis se lancèrent dans une sorte de "chasse aux dirigeants" »¹⁷⁹. »

Dans les jours suivants, les assemblées d'usine approuvèrent la lutte contre les licenciements ; les délégués de la gauche du PCI se déclarèrent aussi favorables à cette lutte. La situation changea après le cortège ouvrier du 29 octobre à l'Innocenti, quand une partie de la manifestation s'affronta avec le service d'ordre réformiste. Le Conseil d'usine de la Marelli convoqua une réunion « secrète » à laquelle furent invités seulement les fidélissimes du syndicat et ceux de la gauche « révisionniste », excluant les délégués du Comité ouvrier et les indécis. La gauche syndicale fut confrontée au choix suivant : soit changer sa ligne combative, soit d'être expulsée des organes dirigeants du syndicat. En conséquence, le syndicat accepta le transfert de la ligne de montage de la troisième section, sans avoir obtenu, en échange, le retrait des plaintes contre des travailleurs, comme promis par la direction.¹⁸⁰

« Durant cette période, les discussions au sein du Comité et dans l'usine portaient sur la nature de la présence des licenciés. Les camarades n'entrent pas à l'usine pour travailler, mais comme "fonctionnaires" de l'organisation ouvrière qui s'est constituée pendant la lutte-même contre les licenciements. Les camarades libérés du travail à l'usine peuvent parcourir les ateliers, mettre tout leur temps et leur expérience à la disposition des ouvriers. Ceux-ci s'organisent et

leur garantissent de rester à côté d'eux et de toucher un salaire. L'usine est donc considérée avant tout comme lieu de lutte contre les licenciements, mais aussi, à partir de là, contre le travail forcé. Les licenciés imposent leur présence comme dirigeants de cette lutte. Dans ce climat, la lutte autonome sort des ateliers où sont présents les camarades et devient générale, la lutte contre la restructuration se développe. Le patronat commence son offensive générale par les quatre licenciements contre les ouvriers de Crescenzago, veut ensuite démanteler deux ateliers et utiliser massivement la *Cassa integrazione* et enfin veut l'achever par la mise en place de la mobilité de tous les ouvriers. La destruction de l'organisation autonome des ouvriers est le préalable au coup d'envoi de l'offensive générale du patronat. L'organisation autonome chez Magneti est née dans les luttes, mais par-dessus tout par ses prises de positions nettes en défense de la partie avancée de celles-ci [...]. Elle s'est renforcée... par la pratique de la négociation directe [...] et des groupes de vigilance durant la lutte contre les licenciements. Ces groupes organisent et consolident ce qui s'est créé pendant quatre années de négociations directes [...]. Les groupes d'ouvriers en rapport direct avec un seul chef, avec un seul dirigeant. »¹⁸¹

« Avec ce cycle de luttes contre la *Cassa integrazione* et les licenciements et tout ce qui s'en est suivi, un rapport direct s'est construit entre avant-garde et masse, sans délégués ni mécanismes institutionnels et contractuels nés d'une logique politique, fondée sur la vente des intérêts ouvriers ; un rapport dans lequel l'avant-garde se met toujours en jeu, chaque jour, personnellement, elle ne prend ses propres directives auprès de personne d'autre que de la formation des masses, se représentant à partir de sa force. »¹⁸²

Pour Senza Tregua, la position évidente que ligne syndicale et intérêts ouvriers étaient opposés fit naître l'exigence de promouvoir ces intérêts. Il est sûr « qu'il n'y a pas aujourd'hui un rapport "contractuel" donné, par lequel les conditions de vie des ouvriers sont stables pour un certain temps ; celles-ci sont constamment mises en jeu dans l'affrontement des classes ». Les discussions qui avaient lieu à la Marelli portaient « sur la construction d'une organisation qui impose les objectifs ouvriers, qui empêche de se former à l'usine une force patronale capable de détruire organisation et conquêtes ouvrières ; non pas la guérilla d'atelier, du groupe homogène opposé à la négociation dans l'usine, mais un comportement organisé qui s'oppose à la braderie des intérêts ouvriers. Transformer chaque attaque patronale en affirmation de pouvoir – comme pour les licenciés ; attaquer à fond l'organisation patronale ; enlever l'initiative dans l'usine à tout élément anti-ouvrier pour défendre les intérêts de classe les plus immédiats – par la lutte contre les transferts, contre les horaires, sur le salaire sous toutes ses formes. »

Lutte politique et lutte économique s'unirent ainsi, « et le terrain de la revendication syndicale s'évanouit ». La bataille sur les licenciements politiques à la Magneti Marelli « a créé les conditions d'un débat politique plus avancé et concret pour toute la classe ouvrière ; elle a montré aux ouvriers l'existence de deux camps entre lesquels il est nécessaire de choisir ; on est passé de la lutte contre la répression qui, pour un temps, unit tous les ouvriers, au syndicat qui laisse licencier, qui indique aussi – comme à l'Innocenti – qui licencier ; on a montré à quoi se réduit la "neutralité" tant vantée et le "caractère démocratique" de la justice du travail, quand la *Confindustria* lance au grand jour ses attaques cohérentes et claires contre l'organisation autonome à l'usine, quand le PCI devient la gauche du Palais de justice. Le sens de ces institutions démocratiques est clair : celles-ci, d'un côté, font preuve de partialité et ratifient les rapports de force qui se stabilisent – fixant la limite acceptable avec la domination sociale du Capital ; mais, d'un autre côté, dans les périodes de contre-attaque capitaliste, quand la gestion de la crise restreint les possibilités et pousse à vaincre les ouvriers, ils deviennent un instrument de mystification – parce que telle est la vraie nature des instruments anti-ouvriers dissimulée derrière une "légitimité" qui découle de leur apparente "neutralité", par la "crédibilité démocratique" qu'ils ont volontairement construits. » La lutte sur les licenciements politiques a montré au contraire « l'existence d'une force autonome du camp de gauche. »¹⁸³

Au même moment à Rome, le ministre du Travail et les confédérations syndicales signaient un accord pour la Magneti Marelli : les négociations étaient désormais avancées de dix mois, et elles auront lieu à Rome. Elles concernaient le turn-over, les transferts de fabrication et de personnel et la défense du poste de travail, suite au recours à la *Cassa integrazione* dans les

établissements de Potenza, Pavie et Turin. Les demandes syndicales ne furent quasiment pas suivies : au cours de 1976, 100 nouveaux postes de travail furent créés (60 à Crescenzago, 40 dans tout le reste du groupe), mais cela n'était pas conforme aux exigences ouvrières ; quelques fabrications de l'établissement de Crescenzago furent transférées à celui de Potenza, démantelant de fait la III^e section, la plus combative et celle où la gauche révolutionnaire était bien implantée.

Le 10 décembre, des assemblées furent convoquées pour évaluer l'accord dans les diverses sections de l'établissement de Crescenzago : beaucoup d'ouvriers le désapprouvèrent et le contestèrent, mais l'accord fut adopté. Dans l'après-midi, se déroula l'assemblée de la III^e section qui demanda que les 200 ouvriers touchés par les transferts se réunissent tous ensemble et contestent le droit des autres assemblées à décider du destin d'autres sections.¹⁸⁴ Tout de suite après, l'entreprise proposa des heures supplémentaires du 2 au 6 janvier 1976, mais le Comité communiste de Magneti n'était pas d'accord : « Nous ne nous couchons pas, nous ouvriers communistes, nous ne nous vendons pas, nous ne sommes pas disposés à subir la crise et les chantages, nous n'avons pas subi les licenciements, nous refusons le bradage de la III^e section, des Régulateurs, des luttes de ces derniers mois sur les cadences, les pauses, le salaire aux pièces, nous refusons le bradage syndical de la force ouvrière. »

Le Comité proposa de lutter contre les heures supplémentaires, de former « l'organisation ouvrière directe » pour empêcher le démantèlement de la III^e section et des Régulateurs, pour continuer la lutte sur les cadences, les pauses et l'abolition du salaire aux pièces.¹⁸⁵ Dans l'usine, on allait vers l'affrontement entre ceux qui appuyaient le syndicat, qui « appellent à l'unité dans la misère » et ceux qui étaient disposés à lutter pour ne pas céder d'un pouce. Le climat était extrêmement tendu, les affrontements se manifestèrent à la Visserie où l'on vit « d'un côté, les ouvriers qui depuis cinq ans ont été à la tête de la lutte, les camarades qui ont refusé les accords patronaux signés à Rome, les ouvriers qui luttent chaque jour contre les licenciements ; de l'autre, ceux qui, ayant la cinquième catégorie, étant opérateurs de contrôle ou qui aspirent à le devenir, se rangent contre la bataille politique ouverte, se rangent contre la liberté de parole, s'opposent à ceux qui lutte pour l'abolition des heures supplémentaires et, au contraire, se rangent en faveur des chefs et du plan patronal. »

L'affichage d'un placard syndical provocateur opposa « les ouvriers sur la ligne du patron avec les appendices syndicaux » et ceux qui voient « la perspective lointaine du communisme se vivre dans les faits quotidiens. »¹⁸⁶

La lutte contre les licenciements de la Marelli continuait ; les Comités communistes s'intégraient dans la lutte contre les licenciements et les restructurations industrielles qui concernaient toutes les grandes et petites usines italiennes, la Pirelli, l'Imperial, l'Innocenti et même la FIAT. Il y avait deux solutions possibles : « Ou nous pensons nous en sortir avec des solutions individuelles, restons calmes, acceptons les charges de travail, subissons les chefs qui relèvent la tête, restons à la maison quand c'est la *Cassa integrazione* en espérant ne pas être parmi les licenciés comme c'est arrivé à la Innocenti. Ou nous recommençons à dire aux chefs de se tenir tranquilles s'ils veulent durer, à réduire les cadences, à combattre les attaques que la direction porte à Turin, Potenza et Pavie, à préparer la mobilisation de masse contre les ennemis avec les cortèges aux tribunaux pour les procès à venir. » Le 18 novembre, se déroula le procès « du cortège qui a découvert et détruit le centre de fichage anti-ouvrier dans les bureaux de Palmieri », puis le 16 décembre, celui « de la réduction du rendement avec laquelle le patron pense avoir l'autorisation légale pour réduire la paye des ouvriers et puis passer à la répression directe. »¹⁸⁷

Le 6 décembre 1975, à Rome, direction et syndicat signèrent un accord où la Magneti Marelli s'engageait à retirer la plainte relative à l'épisode du 9 mai de cette année ; le 23 décembre, la direction dénonça les quatre licenciés pour violation de domicile aggravée et demanda une sanction d'urgence à fin de les expulser y compris par la force. Cette dénonciation fut transmise au tribunal milanais mais le juge Pescarzoli n'accepta pas la sanction.¹⁸⁸

Le 19 janvier 1976, les ouvriers se mesurèrent pour la seconde fois avec la magistrature, « mais cette fois, ils avaient appris la leçon ». Six cents ouvriers en cortège entrèrent dans le

tribunal « où ce fut l'état de siège » ; les ouvriers imposèrent que l'audience se tienne dans une salle suffisamment grande afin que tous puissent y assister. Parmi les propositions pour faciliter le jugement, la direction fit une offre de 40 millions de liras « pour que les licenciés ne retournent pas à la Magneti. » Les licenciés refusèrent toute négociation de ce type. A 2 heures du matin, le juge Muntoni révoqua les licenciements.¹⁸⁹

Les ré-embauchés rentrèrent à l'usine « victorieux en vrais communistes, avec leur sérieux politique, leur volonté de transformer cette société, d'éliminer le patron, de construire le communisme ». Le jour suivant, à l'usine, le cortège de 8 heures ne se démobilita pas, les groupes de vigilance restèrent à la porte. « Nous savons bien que la décision du juge n'est pas suffisante pour faire rentrer les camarades. Le patron ne contresigne pas les cartons de pointage, renvoie la paie des camarades à la maison, mais ne réussit pas à empêcher leur entrée dans l'usine. Nous attendons l'appel. En ce moment, la direction lance la restructuration ; à Rome, le syndicat accepte le démantèlement de deux ateliers, et, à Crescenzago, refait un chantage à la gauche syndicale pour le faire accepter : il dénonce les violences exercées, pendant huit années de luttes, auxquelles ont participé aussi les délégués de la gauche. »¹⁹⁰

A la fin janvier, les conséquences de l'« accord de Rome » commencèrent à se faire sentir par le démantèlement des installations de la III^e section. Les ouvriers de cette section restèrent inoccupés, malgré l'accord qui prévoyait leur réintégration dans la II^e section, car l'entreprise fit savoir qu'il y avait des problèmes de sureffectifs. A la V^e section, Klaxons, les premiers déplacements commencèrent et « déjà quelques femmes ont refusé d'être transférées pour ne pas rompre l'unité de la lutte. » Il fallait que l'entreprise garantisse les postes de travail par la disponibilité des ouvriers de l'équipe de nuit et la diminution de la charge de travail à la II^e section. Les Comités communistes poussèrent à la lutte pour arrêter les chantages patronaux et pour ne pas finir comme à l'Innocenti.¹⁹¹

En février 1976, deux épisodes significatifs montrèrent le développement de l'initiative politique chez Magneti :

1) une ouvrière licenciée pour absentéisme fut accompagnée, chaque matin, par un cortège ouvrier jusqu'au bureau du personnel. Le cortège imposa que le carton de pointage soit pris en compte et que la sanction soit levée. Cette tentative de licenciement eut lieu en même temps que des manœuvres similaires dans toutes les autres usines ; « à la Magneti, on a décidé d'attaquer la masse ouvrière depuis qu'il s'est vérifié qu'il est impossible d'attaquer les avant-gardes en tant que telles : c'est la deuxième tentative depuis la *Cassa integrazione*, bien qu'elle ait été retirée. »¹⁹²

2) le 12 février, la direction informa que, suite à une grève des employés, on ne pouvait payer la totalité des salaires de février, mais seulement donner 50 mille liras d'acompte aux ouvriers. « Une provocation de la direction pour tâter le terrain et la réaction syndicale ; c'est une tactique traditionnelle des patrons qu'on a vue plus d'une fois à la Breda siderurgica. » Trois cents ouvriers se mirent en grève spontanée. Le 13 février, le syndicat appela à une manifestation symbolique sous les fenêtres de la direction de Sesto. Là, 1 500 ouvriers enfoncèrent les piquets syndicaux, et, avec à la tête les camarades du Comité, occupèrent les bureaux du directeur et imposèrent la négociation directe, qui, après deux heures, se conclut par le paiement de 150 000 liras pour tous bien qu'un membre de l'Exécutif du Conseil d'usine, inscrit au PCI, avait proposé de demander 100 000 liras. Ce versement était, pour beaucoup, plus que leur salaire.¹⁹³

Le patron voulut rendre normale la présence de la police à l'usine, comme c'était déjà arrivé à la Pirelli, grâce au « comportement provocateur du service d'ordre du PCI » et à la violente campagne de presse sur l'ingouvernabilité de Crescenzago. Le Comité ouvrier ne redouta pas l'appel à la police : « ils le font contre nous parce qu'ils ont peur, parce que nous sommes forts ; selon les principes ouvriers, la police ne doit pas entrer à l'usine, pour cela nous devons développer des luttes toujours plus dures contre le plan patronal, nous devons être toujours plus attentifs et organisés pour neutraliser les espions et les ennemis en notre sein et imposer toujours plus le pouvoir ouvrier à l'usine »¹⁹⁴.

Le 17 février, l'affaire des affrontements de l'entreprise Magneti Marelli où dix ouvriers furent suspendus pour avoir participé au cortège dans les bureaux du chef de la surveillance, « l'espion » Palmieri, arriva en séance devant le tribunal civil de Milan. Sur cet épisode, un jugement pénal était suspendu, ce qui rendait important une première victoire au procès civil : « on veut criminaliser la lutte ouvrière ; tout ouvrier est un criminel en puissance pour le patron et pour l'Etat, parce qu'on peut devenir chômeur, licencié ou parce que son salaire n'est pas suffisant. Ensuite, la crise s'aggravant, le patron cherche à isoler en premier les avant-gardes qui réussissent à organiser des luttes toujours plus incisives pour la défense des intérêts matériels et politiques, pour que les ouvriers n'acceptent plus les médiateurs et, comme ils l'ont fait mercredi, ils vont négocier directement. N'importe quelle lutte incisive qui s'affronte directement avec le patron et l'Etat, des blocages des trains par les chômeurs, aux piquets contre les jaunes, aux grèves dures comme mercredi à Sesto, est attaquée comme action provocatrice et les camarades qui la promeuvent comme voyous. »¹⁹⁵

L'expulsion

Le syndicat était mis en difficulté par les initiatives victorieuses du Comité ouvrier et tenta « le gros coup » avec l'expulsion de trois délégués ouvriers (Baglioni, Reale et Folloni) : « Le Conseil d'usine, depuis le retrait des cartes fait par le syndicat, menace de vérifier leur lien avec les ateliers au moyen d'une nouvelle élection de délégués supplémentaires, chose qu'il n'avait de toute façon pas le courage de faire. »¹⁹⁶

L'occasion pour l'expulsion se présenta, le 2 avril 1976, quand le chef des surveillants, Matteo Palmieri, de la Magneti Marelli de Crescenzago fut blessé.

A 15h15, deux hommes entrèrent par l'entrée des ouvriers, 81 *via Adriano*, affirmant être des avocats et vouloir parler avec Palmieri. Les trois surveillants les firent passer et l'un d'eux les accompagna dans le bureau où travaillait Palmieri. Tout d'un coup, ils sortirent des pistolets et firent mettre face à terre Palmieri et le surveillant. Ils s'emparèrent du trousseau des serrures de deux étagères et des trois petits coffres-forts muraux, là où étaient gardées les armes du personnel de surveillance. Avant de s'en aller, un des « avocats » tira sur la jambe de Palmieri (il eut un arrêt maladie de 5 mois). En même temps, deux personnes sortirent d'une Alfa Romeo Giulia 1300 de couleur amarante qui les attendait dehors, armées d'une mitraillette et d'un pistolet et commencèrent à tirer en direction des gardes, pour couvrir les deux qui étaient entrés chez Palmieri.

Dans la nuit du 4 avril 1976, des individus armés de fusils tirèrent contre la baie vitrée du dépôt de la Marelli de *via Clerici*. Au poste des carabinieri, on trouva copie du tract dans lequel un « commando communiste armé » revendiquait l'action contre Palmieri. D'autres exemplaires furent retrouvés quelques heures après dans une cabine téléphonique à peu de distance du lieu de la fusillade. Dans le feu de l'action, un tract sortit, « tirer sur Palmieri, c'est tirer sur le responsable direct de l'œuvre systématique de dénonciation des affrontements, des luttes ouvrières et en particulier des avant-gardes communistes. La classe ouvrière et ses avant-gardes communistes armées développent un travail systématique de contre-information et de vigilance sur le rôle anti-ouvrier des gardes d'usine armés et nous savons appliquer par la force des armes cette première mesure. Contre les vigiles armés, organisés par les patrons pour imposer militairement les lois du profit, imposons la loi révolutionnaire des avant-gardes ouvrières armées. » Le texte se concluait en invitant à construire « le pouvoir armé de la classe ouvrière ».¹⁹⁷

Les syndicats appelèrent à une grève de solidarité avec le blessé, mais le Comité ouvrier proposa de faire un cortège et une assemblée séparés « pour des objectifs ouvriers ». Le Comité ouvrier boycotta l'heure de grève de protestation appelée par les syndicats et il s'en expliqua dans un tract intitulé « Pas une minute de grève, pas une larme pour le gardien-chef Palmieri ! ». Demander de faire grève pour Palmieri « est une provocation » ; les ouvriers de la Marelli ont déjà fait grève pour Palmieri « quand des ouvriers le sortirent des assemblées où il faisait son métier de délateur en cherchant à identifier les avant-gardes – quand un cortège de centaine et centaine d'ouvrières et ouvriers est allé le trouver dans son bureau découvrant finalement ses

archives où des milliers de notes, délations et fiches sur de simples ouvrières, des avant-gardes de lutte, des communistes étaient compilées pour la direction. Un énorme matériel policier fut dévoilé et, à cette occasion, foutu au feu. »¹⁹⁸

Le jour de la grève, les « deux groupements opposés s'affrontèrent dans l'usine ; le débat ouvrier se déroula sans exprimer une quelconque solidarité envers le patron ». Le syndicaliste Mantovani, inscrit au PCI et leader historique de la FIOM à la Magneti Marelli, dans une interview au *Corriere de la sera* se plaignit de la présence d'un nombre excessif de subversifs parmi les ouvriers et en appela à la direction de l'entreprise et à l'Etat pour qu'ils interviennent directement.¹⁹⁹ Le 6 avril, le Conseil d'usine et la FLM informèrent la direction du personnel que « la FLM et le Conseil d'usine ont décidé l'expulsion du syndicat d'Enrico Baglioni, Sergio Folloni, Antonio Reale. En conséquence, ils invitent la direction à suspendre dès le mois en cours toute délégation et représentativité syndicales pour les sus-nommés. »²⁰⁰ Dans le communiqué public, le Conseil d'usine de Crescenzago expliqua « qu'en conséquence de ce qui était arrivé, la FLM et le Conseil d'usine ont décidé l'expulsion de la Fédération des Travailleurs Métallurgistes des délégués Enrico Baglioni, Sergio Folloni, Antonio Reale et la vérification en conséquence de leur appartenance au Conseil d'usine. En effet, ils se réclament de fantomatiques "Comités communistes" et "Comités ouvriers", soutenus par quelques ouvriers ; ils s'opposent au syndicat dans les luttes et théorisent que les faits survenus à la Magneti servent au mouvement ouvrier. La grave situation économique et le dur affrontement contractuel sont les éléments de la stratégie patronale qui cherche à piéger le syndicat et le mouvement ouvrier. L'objectif de la stratégie de la tension, qui s'insère dans un tel dessin, est de viser les usines, considérées comme élément décisif pour un changement politique conservateur et réactionnaire du Pays. Face à cela, le maximum d'unité, de fermeté et de discipline est nécessaire pour isoler les provocateurs et ceux qui en font théorie ; en même temps que mettre en pratique les décisions du syndicat pour la conquête des objectifs contractuels et des réformes. »²⁰¹

La riposte du Comité ouvrier fut des plus dures ; il accusa le Conseil d'usine et la FLM d'être des délateurs, vu qu'ils ont donné en pâture à l'entreprise et à la police les trois camarades expulsés. Mais « le PCI, le PSI et leurs soutiens ont fait plus : désormais ils recrutent chez les jaunes, tous ceux qui nous avons foutu à la porte des ateliers durant les grèves ; ils recrutent chez les petits chefs, les opérateurs de la cinquième catégorie, sur la base de l'anticommunisme, sur la base de la promesse que la crise est la "ruine des ouvriers", la reprise massive du profit et du chômage pour la très grande partie des ouvriers, leur apportera, aux jaunes, aux petits chefs, à ceux de la cinquième catégorie, de nouveaux avantages. » Cette attitude syndicale vient de loin, vu qu'« ils se sont toujours déclarés pour la restructuration, ont bradé force de travail et salaire ouvrier en échange d'investissements sous forme de machines neuves qui mettent au chômage des dizaines et des dizaines d'ouvrières et ouvriers ». C'est ce qui est arrivé, à la III^e section et aux Régulateurs, quand la direction a licencié les avant-gardes. Le syndicat est resté à la fenêtre, « après avoir tenté d'avaliser ouvertement les licenciements, parce que la mobilisation ouvrière a continué et les a défaits » ; les partis réformistes demandent de faire grève contre la blessure faite au chef des gardiens, mais ne disent pas un mot, ne font pas une heure de grève pour ceux qui sont tués dans la rue. Quant à la loi Reale, le PSI la vote et le PCI la fait passer. Ces forces politiques sont en train de vendre au rabais la force et la perspective du mouvement ouvrier italien et « sont furieux contre nous parce que nous les empêchons de le faire tranquillement. » Le Comité ouvrier, au contraire, est composé de ceux qui personnifient « fermement et concrètement, le chemin des ouvriers vers le communisme, affirment que l'on doit détruire cette économie, cette bourgeoisie, ces structures répressives, le profit, et que ce sont les ouvriers qui doivent diriger, décider, distribuer les marchandises, décider qui et comment taxer, définir les prix, décider de quelle production, de quelles marchandises nous avons besoin. »²⁰²

A la fin d'avril, une nouvelle sentence du tribunal donna raison aux ouvriers licenciés, mais l'entreprise se refusa à leur restituer les cartons de pointage. Le conflit vira au rouge ; d'un côté, l'entreprise et les syndicats accusèrent ceux du Comité d'être des provocateurs et des

terroristes ; de l'autre, les ouvriers du Comité n'avaient pas l'intention de tomber « dans le jeu sordide » de l'hystérie de celui qui « voit sa société menacée, sa domination en péril :

- les patrons sont hystériques parce que, malgré le sens des responsabilités du syndicat, ils font face à des ouvriers absentéistes qui n'acceptent pas les transferts, qui n'acceptent pas les cadences, qui veulent des prix réduits, qui vont au super marché et font les courses gratis, qui occupent les logements ;
- les policiers sont hystériques qui tirent et tuent toujours plus ;
- les gouvernants sont hystériques parce qu'ils sont pris à détourner des fonds et à toucher des pots de vin ;
- les syndicalistes sont hystériques parce que les ouvriers de la Chimie refusent le contrat bidon, parce que "l'absentéisme augmente", parce que les cadences sont cassées, parce qu'à l'usine, on vend des cigarettes [de contrebande, N.d.A.], parce que Palmieri est à l'hôpital, parce qu'au contraire des sacrifices, les ouvriers commencent à faire les courses gratis. »

Les accusations se terminaient ainsi : « Dans leurs prises de position, le syndicat et le PCI invitent les autorités, la police, les carabinieri et les juges à ne plus nous faire entrer à l'usine. Ils oublient que c'est le tribunal bourgeois auquel nous ne croyons pas, mais en qui Mantovani et ses complices croient, qui nous a donné raison. »²⁰³

Le 20 mai, le Comité ouvrier de la Magneti Marelli appela à une grève contre la vie chère qui rassembla 60 % des ouvriers ; le 21 mai, aux environs de 18h45, une quinzaine de jeunes entra dans le supermarché Esselunga de la *via Pellegrino Rossi*, dans le quartier populaire de Bovisa à Milan, et expropria diverses marchandises exposées sur les rayonnages, pendant que l'un d'entre eux coupa les fils du téléphone et parla au micro faisant un discours contre la vie chère. A l'extérieur, des membres du Comité ouvrier tinrent un meeting contre l'augmentation des prix et invitèrent les gens à ne pas payer.²⁰⁴ La campagne contre l'augmentation des prix dans la grande distribution avait été annoncée par les Comités communistes pour le pouvoir ouvrier : l'expropriation des produits alimentaires est une nouvelle ligne de lutte à suivre, car avec une augmentation des prix de 40 %, « il n'est plus possible de lutter avec pour seul objectif la défense de la valeur réelle du salaire. » Nous luttons contre les spéculateurs pour avoir des prix justes mais nous devons aussi lutter contre l'Etat, « parce que la grande partie du tissu industriel et commercial du secteur alimentaire est aux mains des grandes compagnies multinationales. » L'inflation est un des anneaux principaux de l'étreinte répressive qui frappe la classe ouvrière. « Ce n'est pas la loi ou la réforme qui compte, parce qu'à travers taxes et prix, les patrons veulent reprendre ce qu'ils disent payer comme "coût du travail". »

Selon les Comités, la mesure adoptée par certains supermarchés milanais sur les prix modérés, était une véritable bouffonnerie. Un discours particulier devait être tenu sur les affrontements advenus lors de l'initiative des « marchés rouges », institutions de la Démocratie prolétarienne dans les quartiers prolétaires : avoir les produits alimentaires à des prix avantageux fait objectivement plaisir, mais on doit se souvenir que « depuis toujours, des canaux de vente alternative ont existé dans les usines et les quartiers », comme la contrebande. La question restait politique puisque ces marchés n'ont pas d'incidence « sur le profit des grands patrons de la distribution mais, par-dessus tout, c'est un détournement de la lutte victorieuse qui pourrait constituer la ré-appropriation prolétarienne et l'exercice de la force prolétarienne qui imposent leurs lois contre celle du Capital et de tous ses souteneurs ». De ce point de vue, « le marché rouge est un sous produit de la lutte » tandis qu'« aujourd'hui, l'imposition des prix politiques est strictement liée à l'affirmation organisée de la force prolétarienne. Nous devons imposer par notre force organisée aux directeurs des supermarchés de notre zone de baisser les prix selon une norme qu'il nous appartient de décider, nous devons instaurer un contrôle sur le réseau des commerçants, contre les profiteurs et contre les spéculateurs. Le délinquant ce n'est pas celui qui fait les courses gratis ; le délinquant est celui qui encore aujourd'hui propose d'augmenter le coût du repas, qui fout à pourrir des quintaux de fruits et de légumes pour augmenter le prix. »²⁰⁵

Après les résultats électoraux du 20 juin [élections législatives anticipées dont les résultats principaux furent : DC 38,7 % des voix et PCI 34,4 % des voix. NdT], le Comité communiste Magneti Marelli était convaincu d'être au début d'un long règlement de comptes au cours duquel les masques tomberont : pour faire naître l'accord « DC-PCI-syndicats-*Confindustria* » qui parlait de sacrifices à imposer aux ouvriers, Agnelli demandait le blocage de l'échelle mobile tandis que le secrétaire de l'UIL, Benvenuto, était disposé au blocage des augmentations automatiques. Pendant ce temps, dans la région de Milan, les luttes ouvrières se poursuivirent contre les licenciements et la fermeture des ateliers à la Carlo Erba et à l'Innocenti, contre la *Cassa integrazione* à la Motta, et, à la Pirelli, pour les effectifs et les salaires des ouvrières de la cantine. A la Magneti Marelli, la lutte reprit au Découpage, aux Contacteurs, à la Samas, à la IV^e et à la V^e section. Le patron chercha à limiter les demandes salariales des ouvriers travaillant aux pièces, pour garantir ainsi une augmentation de la production et des profits et tenter de diviser les ouvriers. Selon le Comité communiste, pour cette dernière manœuvre, l'entreprise s'était fait aider par le PCI de l'usine à travers un personnage comme Di Stefano (« ce membre de l'Exécutif qui n'a pas de poste de travail (!), qui entre et sort de l'usine en veste et cravate avec sa mallette de dirigeant ») qui lors de deux assemblées à la cantine tenta de faire passer le principe de plus de productivité et plus de discipline dans les ateliers.²⁰⁶

Le jugement du 15 juillet

Dans les usines milanaises, la période qui précéda les vacances fut marquée par le procès des quatre ouvriers licenciés de la Magneti de Crescenzago, le licenciement d'autres militants d'avant-garde à la Carlo Erba, l'OM-FIAT et l'Alfa Romeo mais aussi par de nouvelles luttes comme celles des ouvrières de la cantine chez Pirelli, des ouvriers à la Breda Termonucleare et de la Breda de Fucine, ainsi qu'à la Marelli et à la Carlo Erba. Le Comité communiste ouvrier de Magneti Marelli et le Comité communiste ouvrier de Carlo Erba décrivent ainsi la situation : « Sur l'usine Carlo Erba de Rodano, plane la menace de six licenciements préparés conjointement par le patron, les syndicats et la cellule d'entreprise du PCI contre les avant-gardes historiques de l'usine qui ont justement répondu à la provocation des jaunes par leur expulsion systématique de l'entreprise ; l'OM-FIAT licencie quatre ouvriers d'avant-garde pour absentéisme alors qu'en réalité, ce que le patron veut ainsi empêcher, c'est la lutte contre la nocivité des conditions de travail, lutte qui avait donné lieu aux premières grèves post-électorales à l'OM-FIAT, et avait stimulé la résistance ouvrière contre la surexploitation et la restructuration permanente ; des piquets combatifs s'étaient organisés le samedi contre les 600 flics de la boîte car, en un an, l'OM-FIAT a déjà licencié 50 autres ouvriers ; en ce qui concerne la Magneti Marelli, le 15 juillet, se tient le procès en appel contre les quatre camarades que la Magneti-FIAT cherche en vain à licencier. »²⁰⁷

Pour le Comité communiste de la Magneti, le Tribunal du travail s'est déjà révélé être « un véritable tribunal spécial anti-ouvrier, qui défend les dirigeants de l'entreprise, les petits chefs et les jaunes, est soucieux d'appliquer la discipline patronale contre les ouvriers en lutte, et prompt à déclarer "criminelle" toute lutte ouvrière. » Non seulement le syndicat de la Magneti Marelli se tut sur ces licenciements, « mais il les a préparés à la table du patron » ; c'est pourquoi le Tribunal du travail « représente leur dernier espoir pour chasser de l'entreprise les quatre ouvriers que le syndicat considère lui aussi comme des ennemis irrécupérables, parce qu'ils représentent des années de luttes, des plate-formes autonomes qui ont remporté des victoires, et une organisation au sein de l'usine. »²⁰⁸

Le 15 juillet, dernier jour de travail avant la pause estivale, « la salle du tribunal sera vide de gens et pleine de carabinieri. » Quelques centaines d'ouvriers vinrent malgré tout les aider. A 16 heures, dans la salle de la dixième section civile du tribunal, section Travail, au troisième étage du palais de justice, la Magneti Marelli présenta son appel contre la décision du magistrat qui avait déclaré illégitime le licenciement de quatre ouvriers (Enrico Baglioni, Giovanni Spina, Giuseppe Chessa et Giuseppe Pazzariello) intervenu le 9 septembre 1975. Les avocats Gullutte et Trifirò, au nom de l'entreprise, demandèrent l'annulation de la sentence qui légitimait la

présence des quatre licenciés dans l'usine, « assurée quotidiennement, depuis dix mois, par la force d'un défilé des travailleurs ».

Le président du tribunal, Emanuele Vittorio, décrit brièvement le comportement des ouvriers hors de tout contexte ; l'avocat Gullutte, un des défenseurs des patrons, soutint que « cela n'a rien à voir avec la politique ». L'intervention de Gullutte fut interrompue par des slogans, des sifflets et des hurlements et « quelques personnes dans l'assistance réclamèrent que l'on parle des luttes menées chaque jour par ces ouvriers dans l'usine. » Après cette interruption, le président Emanuele Vittorio déclara l'audience définitivement suspendue et quitta les lieux. « Devant une centaine d'ouvrières et ouvriers de la Magneti Marelli et d'autres usines milanaises, les juges du tribunal tentèrent de déclencher la répression directe », et firent évacuer la salle par la force. Le président invita les quatre ouvriers licenciés et leurs avocats (Giuliano Spazzali, Luigi Zezza, Alberto Medina, Francesco Piscopo et Anna Perosino) à le suivre pour discuter dans une autre salle du troisième étage. Une fois qu'ils furent à l'intérieur, les portes furent fermées et le président annonça que l'audience se tiendrait à huis clos.

« Les camarades licenciés décident qu'ils n'ont pas l'intention de se soumettre à la justice si leurs camarades sont exclus de la salle. Ils déclarent qu'ils ont été licenciés pour des luttes qui ne sont pas leur patrimoine personnel, mais appartiennent à tous les camarades de la Magneti Marelli et à toute la classe ouvrière ; ils invitent leurs avocats à renoncer à leur mandat, si le procès se déroule dans de telles conditions. La défense des licenciés, face à cette manœuvre sournoise, a renoncé à ses fonctions, car elle est, elle-aussi, dans l'impossibilité d'assumer sa tâche. » Un ouvrier et l'avocat Medina sortirent de la salle afin d'annoncer aux autres leur décision, mais ils se retrouvèrent pris au milieu des carabinieri, tandis que la sentence de licenciement était prononcée à huis clos, devant seulement les avocats de l'entreprise. A l'extérieur de la salle, les carabinieri « déclenchent une féroce chasse à l'homme » dans les escaliers et les couloirs du tribunal dont les issues ont été fermées.

Il y eut de nombreux blessés, l'avocat Medina fut frappé à la tête par la crosse d'un fusil et laissé à terre blessé, tandis qu'un agent menaçait l'avocat Luigi Zezza en pointant son pistolet sur sa poitrine. Les carabinieri tirèrent – à hauteur d'homme – des grenades lacrymogènes. A l'extérieur, *via Freguglia*, les forces de l'ordre lancèrent des grenades lacrymogènes et se déchaînèrent contre les personnes présentes. Une FIAT 500 prit feu à cause d'une grenade. On dénombra finalement 12 blessés, dont 7 parmi les forces de l'ordre.²⁰⁹

Dans un tract, l'Autonomie ouvrière milanaise accusa les juges de la dixième section du Tribunal du travail d'être « bien connus de la classe ouvrière milanaise pour leur infamie et leurs liens publics, théoriques et pratiques, avec le patronat. » Ce procès constituait une véritable et authentique « provocation anti-ouvrière » qui obéissait aux objectifs de la direction de l'entreprise, de la fixation de la date du procès à la décision des trois juges (Vittorio, Marsrati et Gargiulo). A cela, il fallait ajouter le déploiement exceptionnel de carabinieri et l'attaque « traîtresse » contre les ouvriers et les avocats. « Mais les ouvriers ne doivent rien attendre de bon de la justice bourgeoise, ils le savent car, depuis un an, ils ont fait rentrer dans l'usine leurs camarades licenciés. » Une assemblée à l'Université d'Etat, *via Festa del Perdono*, fut convoquée pour l'après-midi du 16 juillet.²¹⁰

« Toutes les tentatives de répression se coordonnent : l'ensemble de la presse incite à lyncher les ouvriers et les camarades avocats ; les syndicats stigmatisent les “troubles” et exhortent les forces de l'ordre à faire ce qu'elles ne réussissent pas à faire dans l'usine – liquider et détruire les avant-gardes ouvrières ; le PCI justifie et soutient la loi inique et les juges infâmes ; “l'honorable” député de la Démocratie chrétienne, De Carolis, avocat lui aussi, étendard de la réaction petite-bourgeoise en Lombardie, évoque les faits, cite les noms et les prénoms des accusés, devant le conseil municipal ; Marelli prépare de nouvelles provocations qu'elle cherchera à mettre en œuvre après la pause du mois d'août. »²¹¹

Selon *L'Unità* : « La gravité exceptionnelle des incidents est surtout due au fait qu'ils ont clairement été planifiés, sinon par la masse des participants, du moins par les organisateurs de l'action. Comme nous l'avons dit, cela a été annoncé à l'avance par le journal *Lotta Continua* dans un contexte d'affirmations provocatrices. En ce qui concerne les précédents du procès, il

n'est pas inutile de rappeler que les quatre licenciements se sont produits à la Marelli au terme d'une série d'épisodes aventuristes mis en scène dans la grande usine de Crescenzago. Les protagonistes de ces actions appartenaient à un groupe qui, sous le nom de "Cercle ouvrier", regroupait, de temps en temps, des individus appartenant aux diverses formations extraparlimentaires. Il avançait des revendications exclusivement salariales et corporatistes et menait en réalité une action opiniâtre contre les syndicats et leurs sections dans les usines. »²¹²

La section Justice du PCI prit position en dénonçant « le caractère inadmissible d'actions qui perturbent le déroulement normal de l'activité judiciaire, suscitent des réactions négatives dans l'opinion publique et ont des effets totalement opposés à leur finalité officielle : rendre les ouvriers de plus en plus conscients de la justesse des intérêts des travailleurs et de la dure exigence de leurs luttes. » Cela dit, « les actions provocatrices et aventuristes ne rentrent pas dans les traditions et la pratique du mouvement ouvrier et démocratique, qui recherche aujourd'hui, au contraire, un rapport nouveau et constructif avec le monde judiciaire, afin de rendre de plus en plus opératoires les valeurs et les principes de la Constitution républicaine. Les groupes qui provoquent ces incidents avancent tous l'idée que la classe ouvrière défendrait ses propres intérêts en intimidant les juges et en niant leur indépendance. Cette idée utopique est aberrante et doit être fermement condamnée. »²¹³

Le matin du 19 juillet, à la cantine de l'usine de Crescenzago, une assemblée se teint « sur ce qui s'est vraiment passé au tribunal » en présence des avocats du Comité de défense : « Les illusions sont tombées, ceux qui croyaient au bon sens, à la légalité, à l'impartialité de la justice, ont vu s'évanouir leurs illusions petites-bourgeoises. Mais la riposte ouvrière n'a pas été absente : les camarades licenciés continuent à entrer dans l'usine en défilant. La bourgeoisie paye cher pour expulser de l'usine nos quatre camarades. En fait, le masque démocratique de la justice est tombé, ce masque dont les patrons et le PCI avaient couvert son visage pour mieux piéger les ouvriers et les prolétaires. »²¹⁴

« Maintenant, l'affrontement est plus dur ; faire rentrer les camarades dans l'usine nécessite un déploiement de force sans aucune couverture légale, contre la loi. La "Garde rouge" s'organise, elle occupe à 7 h 45 la loge des gardiens, place deux piquets à côté de cette loge, et permet aux licenciés d'entrer, tandis qu'un groupe d'ouvriers de l'équipe de jour les accompagne. L'équipe de surveillance les accompagne aussi à l'extérieur de la boîte, car les camarades peuvent être arrêtés à tout moment. »

Le 12 août, un jeune magistrat décida que les licenciés pouvaient rester dans l'entreprise jusqu'à ce que la cour de cassation prononce sa décision. Le 8 septembre, « le patron revient à la charge ; près de la loge des gardiens, il aligne une "armée" de sbires qu'il a fait venir des autres usines. » Au bout de trois minutes, l'affrontement éclata entre les piquets des ouvriers et les gardiens, mais les licenciés finirent par entrer : dix gardiens sont blessés, tandis que la direction suspendit, pour trois jours, cinq travailleurs qui s'étaient affrontés avec les gardiens ; suspension déclarée illégale par le juge au mois de décembre de la même année. Le lendemain matin, « la Garde rouge se renforce, les camarades entrent dans l'usine, ils tiennent des assemblées, ils organisent la lutte contre la restructuration. La Garde rouge s'installe tous les matins devant la loge des gardiens, comme une forme claire de contre-pouvoir ouvrier, une organisation hostile à l'organisation sociale et productive du Capital. »²¹⁵

Le Comité ouvrier analysa le rôle des gardiens, des chefs, des espions et des syndicalistes par rapport à la force des ouvriers et à leur organisation ; il était normal que, dans la crise actuelle, le patron réussisse à acheter la complicité de certains travailleurs et que ceux-ci se battent à leurs côtés, car on se trouvait face à une véritable et authentique guerre entre les ouvriers et le Capital. Après les « bastons » du 9 septembre, le patron a fait pression sur certains gardiens « pour qu'ils agressent plus violemment nos camarades. » Le syndicat « avait aussi appris officiellement de Domenico La Monica [le directeur de l'entreprise] – que le mercredi [9 septembre] les gardiens de Crescenzago, soutenus par des renforts venus des usines A et B, allaient agresser nos camarades pour provoquer des incidents et pouvoir infliger des procédures disciplinaires à d'autres ouvriers. En n'avertissant pas nos camarades, le syndicat a donné sa bénédiction à l'action patronale et à la répression qui a suivi. » Bénéficiant de la couverture des

syndicats, la direction envoya des lettres d'avertissement menaçantes à six ouvriers parmi lesquels Reale et Folloni ; les syndicalistes devaient maintenant assumer leurs responsabilités face aux ouvriers. L'organisation ouvrière devait continuer à contrôler les loges des gardiens pour éviter d'autres provocations et se faire entendre dans les départements où les chefs relevaient la tête. « Le Comité se déclare opposé aux transferts-sanctions, il invite les ouvrières à ne pas accepter d'entretien individuel avec les chefs et se propose à nouveau de fermer les installations nocives et dangereuses. »²¹⁶

Le 11 octobre, un petit groupe d'ouvriers sortit de l'usine en cortège et bloqua l'autoroute-est de Milan pour protester contre les mesures gouvernementales. Pour le Comité ouvrier, il fallait « attaquer les chefs, les gardiens, les espions, les contrôler, les rendre inoffensifs tout comme ceux qui, parmi les ouvriers, se font les porte-parole du patron ; il faut reprendre les rondes ouvrières dans l'usine et continuer à contrôler les gardiens dans leur loge ; il faut sortir de l'usine, de façon organisée, bloquer les routes et les voies ferrées pour imposer le retrait des mesures, pour imposer aux commerçants des prix politiques, s'ils veulent continuer à pouvoir vendre. »²¹⁷

Les ouvriers liés au Comité ouvrier décidèrent « en s'appuyant sur la force et l'organisation des ouvriers, de continuer à jouer sur les contradictions de l'ennemi. » Ils présentèrent un rapport au juge en lui demandant de faire intervenir les carabinieri pour que la sentence provisoire exécutoire soit appliquée. Domenico La Monica, responsable de l'usine, reçut l'avis de procédure n° R.G. 15924/76/930 instruite par le magistrat Di Lecce de la V^e section du tribunal de Milan qui lui rappela qu'il avait commis un délit selon l'article 388 du code pénal. En effet, il n'avait pas réintégré physiquement, mais seulement juridiquement et économiquement, les quatre licenciés. Le même juge décida de mobiliser la force publique pour accompagner les quatre ouvriers jusqu'à leur poste de travail et chargea immédiatement les carabinieri de Crescenzago de veiller à leur réintégration. Au bout de cinq jours, les carabinieri ne s'étant pas manifestés, les camarades se rendirent donc à leur caserne pour demander des explications. Une dizaine de jours après qu'eut été émis l'ordre du magistrat, « période pendant laquelle les licenciés sont protégés par la Garde rouge, on donne rendez-vous au sergent des carabinieri devant la loge des gardiens. » Le 18 octobre, à 10 heures du matin, « les licenciés sortirent des ateliers accompagnés de 70 à 80 ouvriers pour “prélever” à la loge le sergent des carabinieri afin qu'il exécute les ordres du juge, et ils l'accompagnèrent pour “éviter d'éventuelles provocations des gardiens”. » Le sergent des carabinieri se trouva face au chef du personnel, immédiatement suivi par un défilé d'ouvriers qui lancèrent des slogans du type « Il n'y a pas d'autre justice que celle du prolétariat. » Le syndicat, « tuteur de la justice et de la démocratie, avait de nouveau perdu une occasion de gagner du terrain. »²¹⁸

Cet épisode marque « une nouvelle étape de l'initiative politique : il ne s'agit plus d'une avancée de la lutte contre les licenciements, mais d'un progrès dans l'affrontement global entre l'organisation des ouvriers et l'initiative du patron [...]. La “Garde rouge ouvrière” prend ainsi possession de la loge des gardiens pour se protéger contre toute attaque, leur enlevant ainsi toute possibilité d'agir. Il s'agit d'une occupation politique explicite, de la substitution de la volonté ouvrière à celle de la hiérarchie. La nouvelle phase de l'affrontement avec les gardiens se poursuit avec la réélection des délégués, réélection au cours de laquelle Baglioni reçoit deux fois plus de voix qu'auparavant [179] ; il est le premier élu dans son département et le deuxième, en nombre de voix, pour toute l'usine. » Cela mettait en évidence l'influence de masse dont jouissait le Comité ouvrier dans l'entreprise.²¹⁹

En octobre, le Conseil de l'ordre des avocats et des magistrats de Milan entama une procédure disciplinaire contre les avocats Giuliano Spazzali, Francesco Piscopo, Anna Perosino, Luigi Zezza et Alberto Medina qui avaient défendu les quatre ouvriers licenciés lors de l'audience du 15 juillet 1976 : « L'Ordre corporatiste [des avocats] laisse progressivement tomber, comme de vieux déchets, toutes les mystifications déontologiques et professionnelles ; il lance une procédure disciplinaire contre les avocats qui ont défendu leurs clients si “fidèlement” qu'ils ont été physiquement agressés par les carabinieri. » Cette méthode de l'Ordre des avocats avait déjà été employée par l'Ordre des médecins quand ce dernier avait

combattu les luttes des travailleurs des hôpitaux et de la Polyclinique. « Une machine sociale de coopération anti-ouvrière s'est depuis longtemps mise en mouvement, afin de faire peser le poids de la crise sur les épaules des prolétaires. » L'Etat du Capital cherchait à légitimer sa répression anti-ouvrière par d'amples forces sociales et politiques : des organisations professionnelles aux confédérations syndicales, du mouvement catholique *Comunione e liberazione* au service d'ordre du Parti communiste italien.²²⁰

Leur ennemi était la lutte ouvrière : « Son irréductibilité a encore une fois été démontrée au cours de ces dernières semaines ; sa détermination et son caractère non spontané émergent sans cesse et s'affirment chez des minorités actives d'ouvriers. » Les cinq « camarades avocats » ont respecté « la ligne de conduite discutée avec les avant-gardes de l'usine, en fonction des intérêts des ouvriers : ce respect lucide tient compte des tâches et des problèmes rencontrés dans cette phase de l'affrontement de classe, et se montre très critique vis-à-vis de la mystification au centre du Statut [des travailleurs] et du Tribunal du travail. » Les camarades avocats répondirent à la lettre d'avertissement de leur ordre en ces termes : « On ne peut pas éprouver le moindre doute au sujet de cette procédure disciplinaire : elle n'a aucun rapport avec les délits liés à l'exercice de la profession d'avocat mais est ouvertement politique. » Il s'agit d'une tentative évidente d'intimidation : les avocats n'ont pas été soumis à une procédure disciplinaire « pour avoir "infidèlement" défendu ou avoir trompé leurs clients, mais parce qu'ils n'ont jamais refusé de mettre leur "science et conscience" au service de l'intérêt immédiat des travailleurs. » La *Magneti Marelli* semblait posséder du pouvoir aussi en dehors de l'usine. Les avocats des licenciés déclaraient avec la plus grande fermeté qu'ils ne faisaient pas politiquement partie de la classe bourgeoise et « qu'ils ne manqueraient jamais de la combattre. Cette absence de solidarité de classe conduit aujourd'hui les signataires de cette lettre à subir une sentence disciplinaire. »

Le 12 novembre, les groupes extraparlimentaires de l'Université d'Etat organisèrent une assemblée ouvrière sur ce sujet. Environ 300 personnes y participèrent. Des magistrats et des avocats dénoncèrent l'intervention « fasciste » de l'Ordre des avocats milanais et les restrictions émises par la cour de cassation en ce qui concernait le Statut des travailleurs ; des ouvriers dénoncèrent, quant à eux, la répression dans l'usine et l'appui du PCI aux manœuvres anti-ouvrières.²²¹

Pour les camarades du Comité ouvrier de la *Marelli*, les procès contre des ouvriers de l'*Alfa*, de l'*Alemagna*, de la *Zambeletti*, de la *Magneti Marelli*, qui avaient eu lieu dernièrement au palais de justice de Milan, démontraient que la classe ouvrière avait décidé d'abandonner son attitude défensive et attentiste et qu'elle voulait contre-attaquer aussi sur le plan des institutions. La magistrature, dans les procès au Tribunal du travail, ne faisait que « perfectionner son pouvoir de classe, elle intervient sur la base d'une justice abstraite qui ne tient pas compte de l'inégalité réelle qui oppose les deux parties en cause. » Les ouvriers sont intervenus directement dans les procès eux-mêmes pour souligner cette inégalité, mettre en crise la fausse neutralité du pouvoir et des juges. Le tribunal du travail « n'est en réalité qu'un nouvel instrument pour affaiblir la capacité de lutte des ouvriers, pour édulcorer et castrer la révolte ouvrière contre le régime du travail salarié, pour liquider les avant-gardes. »²²²

Quand des dissensions apparurent au sein de *Senza Tregua*, à l'été 1976, le Comité de la *Marelli* se rapprocha des « durs », plutôt que des « intellectuels »²²³. Une forte opposition apparut entre un courant accusé d'« intellectualisme » (les directeurs du journal *Senza Tregua*, *Scalzone* et *Del Giudice*), un courant plus tourné vers l'action directe, locale et efficace (représenté par *Maurizio Costa* et *Piergiorgio Palmero*), et un troisième qui soutint la nécessité de s'armer dans un but offensif (*Segio*, *Gottifredi*).²²⁴

A l'été 1976, parmi ces trois courants, ce fut la fraction la plus radicale qui l'emporta, celle qui voulait créer « des groupes de combat prolétariens », tandis que *Scalzone* et *Del Giudice* furent écartés de la direction du journal. Au bout de quelque temps, celui-ci reparut sous le nom de « *Senza Tregua* – deuxième série ». Cet épisode, qui se produisit à Milan après les vacances de 1976, fut considéré comme le « coup des sergents » (*Galmozzi*, *Laronga*, *Libardi*, *Stefan*), c'est-à-dire des camarades insérés dans les structures de base. Ils critiquaient les

« politiques », voulaient une forme d'organisation différente ; ils regrettaient d'accomplir des actions dont le sens politique n'avait pas été discuté collectivement avant de les engager. Les camarades qui avaient une position plus liée à la centralité de l'usine, comme Maurizio Costa, Franco Gottifredi, Ernesto Balducci et Piergiorgio Palmero ne se rangèrent pas du côté des « sergents. »²²⁵

Les ouvriers du Comité de la Marelli critiquaient aussi l'ancienne direction du journal pour la dérive intellectualiste de *Senza Tregua* et le manque d'attention pour les « caractéristiques propagandistes des luttes autonomes qui se déroulaient déjà à l'intérieur de l'usine ; ces luttes, qui avaient un caractère violent, étaient gérées, soutenues, coordonnées par le journal » et il fallait donc en parler de façon plus compréhensible et proche des besoins des ouvriers.²²⁶

A Milan, les « cadres ouvriers », les camarades de la Marelli et de la Falck et ceux de la zone de Porta Romana, se rangèrent du côté des Comités communistes pour le pouvoir ouvrier qui formeront ensuite Prima Linea, tandis que les camarades de la Carlo Erba et de la Telettra défendent les positions de Scalzone et de Del Giudice et formèrent les Comités communistes révolutionnaires. A Bologne, la situation resta bloquée jusqu'à la fin du Congrès sur la répression de 1977 ; le Comité ouvrier de la Ducati se rangea du côté des « sergents » et des sympathisants du journal *Corrispondenza operaia* avec les Comités communistes révolutionnaires ; les militants de Turin, Naples et Florence se rangèrent du côté des « sergents »²²⁷.

Les militants ouvriers et les « sergents » se réunirent après l'épuration pour évoquer le « caractère inéluctable, à l'avenir, du choix de l'exercice de la violence, y compris de la violence armée. » L'aile dure proposa la création de structures (les « groupes d'assaut ») qui auraient une capacité d'initiative autonome. Cependant, à la Magneti Marelli, il ne se constituera jamais de « groupe d'assaut » armé et combattant.²²⁸

Répression et restructuration

En 1976, le PCI perdit l'espoir de conquérir le pouvoir en gagnant les élections, mais les patrons les plus perspicaces, comme Gianni Agnelli alors à la tête de la Confindustria, se rendirent compte que le Parti communiste désire ardemment collaborer au sauvetage de l'économie en suivant les règles capitalistes habituelles. Ils pensèrent à une possibilité de collaboration qui servirait à étouffer le militantisme ouvrier en vantant les avantages des sacrifices et de l'austérité²²⁹.

A la V^e section, où travaillaient les ouvrières, « les chefs (et donc la direction) recommençaient à attaquer ». Pour les camarades de la V^e section, les changements de postes continuels demandés par les chefs n'avaient aucun motif technique, « mais servaient seulement à redonner à ces types le goût de nous commander, d'exercer un chantage, de nous diviser, pour d'abord nous faire peur, puis nous pousser à devenir serviles, et bientôt à leur apporter une tasse de café. Demain peut-être ? » Quand une ouvrière a un accident, ces chefs se préoccupent seulement « de taper dans leurs mains pour renvoyer les autres ouvrières sur la chaîne ». Ou bien ce sont eux qui décident quelles ouvrières peuvent travailler en équipe parce qu'il est « humainement » possible pour un enfant de 7 ans de rester seul à la maison ! Ils promettent aux ouvrières les plus combattives un poste tranquille dans l'usine de Sesto San Giovanni, à condition qu'elles adoptent « un comportement respectueux et opportuniste ». Seule l'organisation directe dans les départements de l'usine peut affronter sérieusement ces questions, « il suffit de dix ouvrières, organisées et décidées, pour neutraliser le chef et ses collaborateurs ».²³⁰

Le 12 novembre, un rapport des carabinieri dénonça tous les participants aux défilés internes, du 9 mai et du 10 septembre 1975, pour participation à bande armée : le texte fut transmis au juge Pomarici. Le 16 novembre, le magistrat demanda à voir les rapports mais, le 18 novembre, il prescrivit au tribunal de les conserver parce que, dans les procédures pénales, des délits dépendant d'une juridiction supérieure étaient apparus, vu le « lien subjectif et objectif entre ces procédures et celles en cours pour [participation à] bande armée ». Le juge requit la

formalisation du processus pénal et il demanda au magistrat instructeur d'émettre des mandats d'arrêt contre tous ceux qui avaient participé au défilé dans le bureau de Palmieri avec l'accusation de vol aggravé, violence privée aggravée et violation de domicile et destruction de biens matériels ; il demanda en plus que tous soient inculpés de participation à bande armée. Le 26 novembre, le magistrat instructeur Forno demanda au Dr Lombarde une copie des actes ; le 29 novembre, il interrogea La Monica et, le 30 novembre, Palmieri ; le même jour, il rejeta la demande d'émission des mandats d'arrêt sans que le tribunal fasse pour autant appliquer son ordre.²³¹

Le 16 novembre 1976, un groupe d'hommes armés, après avoir attaché et bâillonné les quatre personnes présentes, lancèrent des cocktails Molotov à l'intérieur du garage de la Magneti Marelli réservé aux dirigeants de l'usine de Crescenzago. Treize autos brûlèrent, tandis que le groupe laissa sur place des tracts appelant à « porter l'attaque jusqu'au cœur de l'Etat ; désarticuler le projet de construction de l'Etat impérialiste des multinationales ; construire le pouvoir prolétarien armé dans le Parti combattant. Lutte armée pour le communisme ». L'action fut revendiquée par les Brigades rouges.²³²

Un mois plus tard, un fait très important « secoua » Sesto San Giovanni : le mercredi 15 décembre 1976, à 5 heures du matin, une HLM, *via Leopardo*, fut encerclée par un vaste déploiement des forces de l'ordre. Dans cette maison, habitait, en dehors de ses parents, un jeune de vingt ans, Walter Alasia, militant des Brigades rouges. Une violente fusillade éclata, à la fin de laquelle on compta trois morts : Alasia et deux policiers. Les parents de Walter Alasia étaient deux communistes connus de Sesto San Giovanni, sa mère travaillait à la Magneti Marelli. Walter Alasia avait milité à la section de Lotta Continua de Sesto San Giovanni mais il avait quitté l'organisation avant le congrès de 1975. Le syndicat proclama immédiatement une grève de deux heures en mémoire des deux policiers et pour condamner le terrorisme. Le jour suivant, le Comité ouvrier de la Magneti et le Collectif de la Falck diffusèrent un tract opposé à la proposition du syndicat ; la Coordination des ouvriers communistes de la Breda siderurgica, de la Breda de Fucine et de la Termomeccanica colla une affiche au contenu analogue dans les ateliers. Ces ouvriers appelèrent à ne pas participer à la grève syndicale, conseil que suivirent certains ateliers de la Magneti et de la Breda.

Avanguardia operaia et le PDUP (Parti d'unité prolétarienne) se rendirent au contraire à la manifestation syndicale, tandis que Lotta Continua et Lotta Comunista firent grève sans participer à la manifestation²³³. Le tract des Comités communistes pour le pouvoir ouvrier invita les ouvriers à pleurer leurs propres morts et non ceux des autres ; il indiqua que le véritable terrorisme est « le terrorisme économique des patrons, de la presse, des 50 policiers armés de pistolets mitrailleurs qui étaient présents à Sesto San Giovanni dans les rues de la Rondinella hier matin, à 5 heures 30 et menaçaient les ouvriers qui allaient travailler. » Le vrai terrorisme contre les ouvriers « est celui qui utilise des grèves comme celle d'aujourd'hui, qui réunit ouvriers et patrons pour défendre ensemble le pouvoir, ceux qui le détiennent et les policiers qui le défendent ; c'est-à-dire ceux qui, hier comme aujourd'hui, tuent les ouvriers et les paysans en lutte. »²³⁴

La manifestation syndicale fut un échec : 5-600 ouvriers (sur 2 500 membres du PCI) y participèrent, ainsi que 28 étudiants de la FGCI et 4 enseignants dont un adhérent d'*Avanguardia operaia* ; seuls 67 ouvriers de la Magneti Marelli inscrits au PCI (sur un total de 380) et 7 proches d'*Avanguardia operaia* se rendirent à la manifestation. A leur retour dans l'usine, les cadres du PCI réagirent violemment mais ils furent peu nombreux et renoncèrent à l'affrontement physique, tout comme à la Breda. « Deux minorités s'affrontent. Les durs du PCI, au retour de la manifestation, sont remontés et [...] se dirigent vers les camarades qui tiennent une réunion avec une cinquantaine d'ouvriers dans le département Visserie. » Le secrétaire du PCI proposa de chasser de l'usine les camarades du Comité, mais « seuls douze gros bras » sont prêts à le suivre.²³⁵

Le jour suivant, le vendredi 17, les funérailles des victimes se déroulèrent. Le syndicat participa à celles des deux policiers, tandis que les Comités ouvriers décidèrent de se rendre à

celles de Walter Alasia : ils étaient 300 et portent une couronne de fleurs sur laquelle on pouvait lire « A Walter, les ouvriers communistes révolutionnaires de Sesto » [San Giovanni]. « Il y a du brouillard ; en cachette, la mairie communiste avance de presque une heure les obsèques. Malgré cela, 300 camarades réussissent à être présents dont 80 ouvriers de la Marelli, et aussi des militants de Lotta Continua de Sesto San Giovanni. »²³⁶ Quand le corbillard arriva, « les camarades de la Magneti, qui étaient nombreux et nous, ceux de la Breda, nous sommes rangés en deux groupes : tous portent un œillet rouge, les poings se lèvent et nous entamons L'Internationale. » Au bout d'un quart d'heure de silence, l'ouvrier Enrico Baglioni prit la parole : « Il n'y a qu'une seule façon de se souvenir de Walter : renforcer toujours notre lutte contre les patrons, pour le communisme, à partir de nos usines. » A la fin de son intervention, l'une des personnes présentes cria : « Camarade Walter ? » et tous répondirent « Présent ! »²³⁷

L'homicide de Walter Alasia, tout comme celui de Martino Zicchitella à Rome, contribuera plus tard à accroître la distance entre l'aire de l'Autonomie et celle des groupes extraparlimentaires comme le Parti de l'unité prolétarienne (PDUP) et Avanguardia operaia : « Ces camarades sont prêts à défendre, par exemple, la camarade Ulrike [Meinhoff] assassinée dans les prisons allemandes tandis que Anna Maria Mantini, 'Mara' [Cagol], Martino Zicchitella et Walter [Alasia], qui sont morts pour les mêmes idées en Italie, sont pour eux des provocateurs. »²³⁸ Des critiques furent émises à propos des Brigades rouges (« On ne peut pas avoir la carte du PCI et être révolutionnaire, comme le font les camarades des Brigades rouges dans les usines » ; Senza Tregua ne partage pas le choix de la clandestinité fait par les BR) et les Noyaux armés prolétariens (« Ce sont des camarades courageux mais qui trop souvent payent de leur vie des erreurs qui ont des conséquences à long terme, le hasard n'explique rien » ; de plus, ils sont assez isolés).²³⁹

A la même période, la Magneti Marelli réorganisa l'usine en divisions ; elle transforma sa structure pyramidale en une structure « par colonne », selon le type de produit à construire. Une fois les divisions créées, l'usine de Crescenzago fut prête pour la « décimation ouvrière ». La Marelli commença à produire aussi à l'étranger (Nigeria, Venezuela, Brésil, Formose). Le passage à la structure multinationale fut soutenu par tous les syndicats ; dans le même temps, les ouvriers se rendirent compte que les luttes affectant la production devenaient presque impossibles à mener, à cause des changements concernant l'emploi. Contrairement à ce qu'imaginaient les réformistes du PCI, la restructuration en divisions servait seulement à « identifier les secteurs de l'usine qu'il faut démembrer et où la technologie utilisée est transférable vers le travail au noir. »²⁴⁰

« Au cours des mois suivants, la minorité ouvrière organisée dans la Garde rouge prépara l'organisation de la riposte ouvrière contre la *Cassa Integrazione* et contre le démantèlement de deux départements, celui des Contacteurs et celui des Régulateurs, où le Comité ouvrier ne comptait pas même un sympathisant. Chaque matin, après que les ouvriers sont entrés dans l'usine, la Garde rouge tient des réunions et des rassemblements dans ces deux départements. »

C'est comme cela que se construit la rentrée dans l'usine les jours de *Cassa Integrazione*, c'est aussi derrière cela que le syndicat s'appuie pour freiner d'éventuelles initiatives autonomes. Le premier jour de chômage technique, les ouvrières du département des Régulateurs rentrent en masse avec les camarades du Comité ouvrier qui ont lancé une grève autonome et parcourent l'usine avec 400 travailleurs ; le syndicat cherche à les diviser en faisant débrayer de façon "indépendante" ses larbins en particulier ceux inscrits au PCI, et en proposant aux femmes qui ont été suspendues une manifestation à l'extérieur de l'entreprise accompagnée d'une distribution de tracts dans le quartier. Avec les dix personnes suspendues et 60 larbins, le syndicat sort de l'usine, tandis que 300 travailleurs manifestent à l'intérieur.

Durant la même semaine, la direction annonce qu'il y a 40 ouvriers en excédent à la II^e section (département des quatre licenciés) et menace de les licencier. Préparée par l'agitation de la Garde rouge pendant deux jours, la réaction ouvrière est très déterminée. Le troisième jour, le Comité ouvrier lance une grève autonome du département précédée par une réunion en présence des licenciés ; sur 200 ouvriers présents, 150 se mettent en grève et leur cortège regroupe des travailleurs d'autres départements, sensibilisés par la Garde rouge. Ils vont d'abord voir le

Comité d'usine pour s'expliquer avec ses membres qui avaient refusé cette proposition de la direction. Un délégué du PCI se retrouve à l'infirmerie. Les ouvriers obligent le reste du Comité d'usine à discuter et à rejoindre la manifestation vers le bâtiment de la direction. Le lendemain, la direction est obligée de ravalier sa décision : il n'y a plus d'ouvriers en surnombre dans la II^e section. »²⁴¹

La Coordination ouvrière autonome de Milan

Le 20 octobre, à Milan, le syndicat lança un appel à une grève générale provinciale ; selon l'Autonomie ouvrière, il s'agit d'un moyen pour les bureaucrates de récupérer les luttes ouvrières qui s'étaient développées de manière indépendante contre les mesures du gouvernement. Les grèves et les barrages routiers de la semaine précédente montrèrent que la situation dans les usines n'était pas normalisée. A Milan, la perspective de construire une Coordination ouvrière rassemblant les diverses composantes de l'Autonomie ouvrière (les Collectifs politiques ouvriers, les Comités communistes pour le pouvoir ouvrier, le Comité communiste (marxiste-léniniste) d'unité et de lutte et le Parti communiste marxiste-léniniste italien) fut débattue. Le résultat fut un manifeste unitaire en vue de la grève qui précisait la signification de l'affrontement et en indiquait le développement : « Les Capitalistes se démènent pour sortir de la crise et afin que leurs bénéficiaires reprennent. [...] » Les politiques du syndicat et du PCI étaient adéquates à cette opération. Mais le plaidoyer en faveur des sacrifices devait affronter « la riposte des ouvriers, leur refus de partager des responsabilités dans la reprise de l'"économie nationale", et leur volonté de combattre pour leurs intérêts propres », comme le montrèrent les grèves des jours précédents à l'Alfa Romeo, la Magneti Marelli et l'OM. La grève générale fut lancée non pas pour suivre et renforcer les indications des ouvriers, mais, au contraire, pour tenter de contenir leur protestation ; elle ne visait pas le cœur des mesures gouvernementales mais cherchait à obtenir seulement quelques modifications mineures.

Pour s'opposer au projet de la Démocratie chrétienne, du Parti communiste italien et des syndicats « qui sont les pierres angulaires de ce régime [...], nous devons organiser dans toutes les usines, les bureaux, les quartiers et les rues, la rupture avec la logique des "sacrifices" et de la collaboration de classe ». La manifestation syndicale se divisa en plusieurs manifestations successives.²⁴²

La Coordination ouvrière milanaise se forma à la fin de 1976, lorsque les forces de l'Autonomie ouvrière milanaise (Collectifs politiques ouvriers, Comités communistes pour le pouvoir ouvrier) et certains groupes marxistes-léninistes (comme le Parti communiste marxiste-léniniste et le Comité communiste d'unité et de lutte) réussirent à organiser une partie des éléments radicaux de la classe ouvrière milanaise. Le projet de plate-forme de la Coordination ouvrière milanaise souligna les premiers points communs entre le Parti communiste marxiste-léniniste et les Collectifs politiques ouvriers avec l'accord des Comités communistes pour le pouvoir ouvrier et du Comité communiste marxiste-léniniste d'unité et de lutte. Le projet, divisé en quatre parties, fut examiné et perfectionné au cours de diverses assemblées ouvrières.

La première partie du document analysait la situation internationale et la situation intérieure ; pour les auteurs, les couches dirigeantes politiques et économiques avaient utilisé la crise économique dans un seul but : obtenir, sur le terrain international, la pleine disponibilité de la main-d'œuvre, exiger une mobilité maximale sur l'échiquier des investissements internationaux, atteindre – avec ces ressources – un seuil qualitatif pour accélérer l'intensification de l'exploitation au niveau mondial. Ce processus découlait directement des résultats obtenus par les luttes ouvrières dans les pays du capitalisme avancé dans les années 60. Les instruments utilisés pour cette contre-attaque capitaliste étaient : « L'unification du marché financier sous la dictature du dollar, l'utilisation terroriste des instruments de crédit international, la détermination des normes et des limites du développement (et/ou de la crise) à partir de l'imposition de paramètres visant à accroître la productivité ». A ces vieilles recettes venaient s'ajouter les efforts du nouveau bloc social-démocrate qui tente de « rendre crédible le programme de la restauration » capitaliste. Dans ce contexte, l'Italie représentait un maillon faible, en raison de la présence d'une classe ouvrière très forte.

La deuxième partie du projet soulevait la question du rôle de la Coordination comme instrument pour inciter l'« aire de l'insubordination » (les couches les plus révoltées) à se tourner vers l'action politique révolutionnaire. La Coordination devait mettre en avant la bataille:

- pour les salaires (échelle mobile, qualifications, lutte contre la collaboration syndicale),
- contre le travail (contre l'exploitation, contre l'augmentation de la productivité, pour la défense de l'absentéisme, contre la mobilité, pour la rigidité ouvrière),
- chiourme (contre les chefs et l'organisation du travail, contre la stratification et la division de la classe ouvrière, pour les patrouilles ouvrières contre le travail au noir),
- contre l'Etat (« la résistance aux provocations de l'Etat, de ses organes de répression et de ses corps spéciaux, la dénonciation et l'intervention contre la gestion de l'exploitation sociale – la politique monétaire, fiscale, sociale, etc. – et contre les décisions et les actions impérialistes de l'État »).

Les formes de lutte sur le salaire indirect devaient être adaptées, en particulier celles qui concernaient la « ré-appropriation ». Dans les usines, en revanche, le document prônait le boycott, les grèves sauvages et le sabotage.

La troisième partie proposait, en plus de la plate-forme de résistance, une plate-forme offensive. Les objectifs à long terme étaient les suivants :

- 100 000 liras [276 €] d'augmentation. NdT] par mois, pour survivre et se reproduire comme classe ;
- 35 heures payées 40, comme durée maximale du travail (« des loisirs pour pouvoir s'organiser politiquement et s'en sortir mieux ») ;
- étant donné que l'exploitation affecte maintenant l'ensemble de la société, il faut désormais réclamer un « salaire social » (« Pourquoi la femme qui reste à la maison ne serait-elle pas payée alors qu'elle travaille tous les jours, et souffre pour reproduire la force de travail ? Pourquoi l'étudiant qui travaille pour acquérir la capacité d'être exploité en usine ne recevrait-il pas un salaire ? Pourquoi les chômeurs, qui n'ont certainement pas perdu leur travail volontairement et n'en trouvent pas un autre, ne seraient-ils pas rémunérés ? ») ;
- les prestations sociales sont du salaire indirect ; elles doivent donc être augmentées et les services sociaux gratuits.

« Les multinationales ne sont pas seulement la cause directe de beaucoup de nos misères quotidiennes en termes de salaire et de temps de travail excédentaire vendu à un patron. A ce stade, elles sont aussi devenues des instruments de destruction de notre vie. La Coordination ouvrière ne peut oublier l'expérience quotidienne de la mort imposée par le patron dans les usines, la pollution organisée par le patron sur le territoire, l'empoisonnement et les tentatives continuelles de génocide pour assurer les bénéfices. Il est impossible d'oublier le travail quotidien d'avilissement, de répression culturelle, de crétinisation qu'organise le patron, grâce à ses instruments de pouvoir. N'oublions pas que le révisionnisme non seulement participe à la structure politique, mais en est une source d'inspiration essentielle ; c'est pourquoi la lutte contre tous les agents de la répression sociale-démocrate est à la fois un mot d'ordre et une politique de masse. »

La quatrième partie du projet concernait l'orientation de la Coordination, résumée dans l'idée de la « centralité ouvrière », centralité sur l'ensemble du tissu des luttes métropolitaines.²⁴³

Le 18 décembre 1976, à la Maison de l'étudiant de Milan, se tint une conférence ouvrière de ville, qui fut, de fait, la première réunion publique de la Coordination ouvrière milanaise. Parmi les groupes ouvriers qui y participèrent, notons la présence du Comité politique ouvrier (CPO) de Siemens, du CPO de Face Standard, du Comité ouvrier de la Magneti, du Collectif ouvrier de la Falck, du Comité communiste de Telettra, du Comité ouvrier communiste de la Carlo Erba, du Comité de lutte de Montedison, de la Coordination communiste de CTP Siemens. Entre 150 et 180 membres des avant-gardes ouvrières discutèrent, du matin jusqu'à

une heure avancée de la soirée, des différentes propositions avancées. Il y eut, d'un côté, les ouvriers influencés par le Parti communiste marxiste-léniniste et les Comités politiques ouvriers : ils se reconnaissent intégralement dans le projet de plate-forme présentée, préalable à la construction du front ouvrier en vue de l'unité de lutte de la classe ouvrière, et, de l'autre côté, la position du Comité communiste marxiste-léniniste d'unité et de lutte et celle des Comités communistes pour le pouvoir ouvrier. Le premier courant voulait « que les organisations commencent par se mettre d'accord sur une plate-forme politique-idéologique, en donnant la priorité au maintien de l'unité de la base ouvrière », il prônait une sorte de coordination intergroupes. Le deuxième courant, celui des sympathisants de Senza Tregua, soulignait plutôt « l'importance de la force des prolétaires comme manifestation concrète de contre-pouvoir face à la structure de commandement des usines et aux différents niveaux où se déroule l'attaque Capitaliste dans la société. » La Coordination des ouvriers communistes révolutionnaires de la Breda apporta aussi une contribution. Un comité composé de représentants des usines et des quartiers se forma à la fin de la réunion.²⁴⁴

Au niveau national, le gouvernement Andreotti adopta ses premiers « grands décrets » : il prévoyait des augmentations des tarifs des services publics, le blocage de l'échelle mobile, la réduction du nombre de jours fériés. Le Comité ouvrier de la Marelli riposta en lançant une grève politique contre les mesures gouvernementales, et 200 ouvriers se rendirent *viale Palmanova* pour bloquer l'avenue. Le gouvernement et les syndicats se mirent d'accord ; or, « les ouvriers de la Magneti sont les seuls à riposter avec des grèves des travailleurs et des blocages de rues ; à partir de ces initiatives, les camarades du Comité ouvrier acquièrent l'autorité nécessaire pour imposer un débat à Milan sur la grève comme instrument politique fondamental de l'initiative révolutionnaire à ce stade. » Ils développèrent des liens avec d'autres secteurs en lutte comme les travailleurs des hôpitaux et les ouvriers des petites usines, mais ne réussirent pas à créer un centre qui organise et programme la lutte générale.

Une grève autonome fut néanmoins annoncée le 18 mars 1977, avec « une direction ouvrière explicite, des mots d'ordre contre l'orientation sociale-démocrate du PCI et du syndicat et contre le commandement patronal. »²⁴⁵

Au cours d'une assemblée de ville qui se teint, le 3 février, au foyer de l'université Bocconi, 300 ouvriers milanais d'« avant-garde » discutèrent de la nécessité de construire, dès que possible, une coordination capable d'organiser une mobilisation des usines. Le débat concernait « les points centraux de l'affrontement de classe aujourd'hui en Italie, le rôle du gouvernement Andreotti appuyé et activement soutenu par le PCI et les directions syndicales, l'intense activité des corps de répression de l'État, le rôle des fascistes qui agissent de nouveau à visage découvert ». Certains départements d'usines milanaises (Alfa Romeo, Magneti Marelli, Borletti, FIAT-OM, Tibb se mirent immédiatement en grève contre la signature du pacte entre la *Confindustria* et les syndicats, signature suivie d'une nouvelle attaque du gouvernement « escroquerie sur les avancements à l'ancienneté, suppression de sept jours fériés, augmentation du travail posté et des heures supplémentaires, imposition de la mobilité et répression de l'absentéisme, augmentation de la TVA, augmentation des prix de l'essence, blocage de l'échelle mobile ». De nombreuses assemblées ouvrières s'exprimèrent contre cet accord : Face Standard à Milan, Italsider à Naples, Alfa Romeo à Arese, OM-FIAT à Milan, FIAT Lingotto à Turin, la Carrosserie de Mirafiori, Sant'Eustachio à Brescia.

« **Contre le pacte social syndicat-gouvernement-Confindustria** »

La manifestation du 5 février « contre le pacte social syndicat-gouvernement-Confindustria » offrit une première occasion pour vérifier les possibilités de coordonner les différents groupes autonomes milanais. Elle fut convoquée par la Coordination de lutte pour l'occupation d'Alfa Romeo et la Coordination des délégués et travailleurs de la zone de la Porta Romana. La manifestation se rassembla à 15h30 sur le *largo Cairoli*, défila dans les rues du centre, guidée par les Coordinations ouvrières et se termina par un rassemblement devant les bureaux de l'Assolombarda, siège de la *Confindustria* à Milan. Un ouvrier de l'Alfa Romeo prit

la parole ainsi qu'un représentant d'une organisation de chômeurs et un camarade de la Coordination de la zone de la Porta Romana.²⁴⁶

Dans les usines milanaises, la mobilisation s'étendit et les ouvriers demandèrent qu'on appelle à une grève provinciale de la métallurgie, qui a lieu le 11 février. Sesto San Giovanni vit défiler un cortège de 10 000 personnes au sein duquel les 1 500 ouvriers de la Magneti Marelli se taillèrent la « part du lion », mais la Breda siderurgica et la Falck assurèrent elles aussi une forte présence « en l'absence presque totale du syndicat et du PCI. » A la fin de la manifestation, environ 150 ouvriers bloquèrent *viale Monza* pendant une demi-heure. Une autre manifestation de 3 000 ouvriers se déroula dans la zone de la Porta Romana, impliquant un grand nombre de travailleurs de petites entreprises, et se termina par un blocage des rues.²⁴⁷

Le 24 février, le magistrat de Milan, le Dr Cecconi, relaxe dix ouvriers que la Magneti Marelli avait suspendus de un à trois jours, sous l'accusation d'avoir participé à la manifestation devant les bureaux de Palmieri.²⁴⁸

Le 18 mars 1977, la CGIL, la CISL et l'UIL lancèrent une grève nationale. A Milan, deux manifestations s'organisèrent qui convergent vers la *piazza Duomo*, où, à 10h30, le secrétaire de l'UIL, Giorgio Benvenuto, tenait un long meeting. Au même moment, la manifestation autonome se déroulait et regroupait plusieurs milliers de personnes (20 000 selon *Lotta Continua*) montrant la présence d'une dualité au sein du mouvement ouvrier milanais, mais aussi la force politique et sociale de l'aire de l'autonomie.

La direction politique de la manifestation fut assurée par des ouvriers de la Magneti Marelli (où les femmes furent de nouveau mises à pied tous les jours), de la Breda (où s'organisèrent des défilés internes), de la Falck (où furent lancées les premières grèves autonomes) mais aussi de la Niguarda, de la Carlo Erba, des rondes autour de Vimercate [Banlieue NE de Milan, siège d'IBM. NdT.], de la Telettra de San Siro et près de la Siemens. Le cortège partit à 10 heures de la *piazza Fontana* et traversa la *piazza Duomo* au milieu du meeting de Benvenuto qui fut donc interrompu. A la tête du cortège, on pouvait voir les banderoles des différentes représentations syndicales des travailleurs de la Polyclinique, du Comité d'usine de la Telenorma, de l'OM-FIAT et de l'ENI.

Les slogans furent « Sacrifices, sacrifices ! » ou « Nous sommes les vrais délinquants— Gui et Tanassi sont innocents. » La manifestation autonome se poursuivit jusqu'au *largo Cairoli* où un ouvrier de la zone de la Porta Romana et un étudiant prirent la parole. De là, quatre cortèges repartirent pour des destinations différentes. L'un d'eux était celui de l'Autonomie ouvrière milanaise qui, brandissant les banderoles des ouvriers, se dirigea vers le palais de justice où se teint le procès en appel contre le licenciement des quatre travailleurs du Comité ouvrier de la Marelli. Le cortège arriva sur la *piazza Cinque Giornate*, parcourut *viale Bianca Maria* et revint vers le centre-ville. Peu après 11 heures, tandis que la manifestation traversait la *via Francesco Sforza*, à l'angle de *viale Porta Victoria*, quatre groupes se détachèrent du cortège : l'un bloqua la circulation sur la *piazza Augusto*, un deuxième se plaça à l'entrée de la *via Guastalla*, les deux autres effectuèrent deux actions. Face au siège de la Magneti Marelli, 2 *via Guastalla*, un groupe d'environ 30 militants armés pénétra dans les locaux de l'entreprise, menaça les personnes présentes dont ils dérobèrent l'argent et les papiers d'identité, ligotèrent deux employés et les enfermèrent dans une pièce. Ils lancèrent ensuite des cocktails Molotov et tirèrent des coups de feu, ce qui provoqua un incendie. Une fois l'action terminée, les deux commandos revinrent dans le cortège, qui pendant ce temps-là avait surveillé ce qui se passait à l'extérieur. En même temps, un autre groupe attaqua les bureaux de la Bassani Ticino [entreprise de constructions électriques, NdT], situés au 9 *corso Porta Victoria* : le portail fut fermé, le commando tira contre les vitres du premier étage et lança six cocktails Molotov. Entre-temps, un vigile fut désarmé devant le Banco Ambrosiano au 7 *corso Porta Victoria*.

L'essentiel de la manifestation continua dans la *via Francesco Sforza*, où un autre groupe se détacha du cortège et fit irruption dans les bureaux de la Ca'Granda [siège de l'université, NdT] dont les murs furent recouverts d'inscriptions. Vers midi, la manifestation se termina sur la *piazza Vetra*. Cette manifestation de deux mille personnes « a conclu toute une phase de débat

revendiquant la rupture politique avec le révisionnisme. » Les objectifs frappés au cours de la matinée représentaient « la concrétisation et la centralisation politique, sous la direction des avant-gardes d'usine, des parcours et des objectifs politiques qui s'expriment dans la construction de l'organisation prolétarienne » ; ce processus isolait les ouvriers « co-optés par le Capital qui leur offre des heures supplémentaires et les pousse à se comporter comme des jaunes » ; il permettait d'organiser les jeunes prolétaires non plus contre l'échelle mobile, « mais contre les mille centres du travail clandestin », d'identifier et de frapper « les hiérarchies sociales qui représentent le corps de commandement ennemi qui aujourd'hui règne sur le travail des prolétaires. [...] La capacité de frapper les centres du travail clandestin et les hiérarchies est en train de devenir un terrain étendu et presque spontané d'initiative », mais cela ne suffisait pas.²⁴⁹

Le Comité ouvrier confirma que « les licenciés sont rentrés dans l'usine à 7h45, le 19 mars, et ont organisé une ronde ouvrière plus nombreuse que d'habitude, 70 ouvriers avec des drapeaux occupent la loge des gardiens et font entrer les camarades. Des assemblées autonomes se tiennent à la II^e section et des réunions volantes se tiennent dans d'autres départements. Cela se déroule ainsi chaque matin. » Il en sera de même jusqu'au 22 avril 1977. Le 15 avril, le Comité ouvrier se réunit pour discuter de la situation : « Cette lutte a duré depuis 20 mois et a été positive [...]. Le principe selon lequel c'est la loi qui décide de notre vie n'a pas disparu : mais c'est l'organisation ouvrière qui décide de notre vie. » Dans la loge des gardiens, les ouvriers ne trouvent plus la chiourme de l'usine mais les carabinieri, tandis qu'« à Milan, il n'existe pas d'autres situations en mesure d'élargir l'affrontement. » Pour le Comité ouvrier, « nous quitterons l'usine quand nous le déciderons. » La discussion se poursuit pendant une semaine entière entre tous ceux qui ont participé activement à la lutte.

Le vendredi 22 avril, à Verbania, trois ouvriers en pointe de la Magneti Marelli, parmi lesquels un licencié pour raison politique, et quatre travailleurs de la Falck sont arrêtés à un barrage des carabinieri. Dans leur voiture, la police trouva des armes à feu et soupçonne donc qu'ils revenaient d'un exercice de tir à Valgrande. Les sept ouvriers étaient Enrico Baglioni, Riccardo Paris, Teodoro Rodia, Francesco Meregalli, Antonio Guerrero, Elio Brambilla et Emilio Cominelli.

Le 25 avril, durant la manifestation milanaise pour la célébration de la Libération qui devait se terminer par une intervention de Bruno Trentin, le Comité ouvrier de la Marelli et le Comité ouvrier de la Falck distribuèrent des centaines d'exemplaires d'un tract sur la *piazza Castello* ; ce tract affirma que les couches de la petite et de la moyenne bourgeoisie étaient en train de s'armer, « que les patrons ont leurs propres corps armés privés » ; les ouvriers « ont donc, eux aussi, le droit d'en faire autant ».²⁵⁰ Les deux Comités exprimaient leur opinion concernant l'arrestation des sept ouvriers à Valgrande. Cela ne leur posait pas de problèmes que des ouvriers soient armés, « ils regrettent seulement que ces camarades soient malheureusement tombés entre les mains des carabinieri ». Ils soulignèrent que la criminalité qui se développait était celle de la bourgeoisie avec ses armées privées ; avec la restructuration et les licenciements dans les usines ; avec la hausse des impôts et des taxes ; avec les accidents de travail mortels. Contre cette attaque, « au cours des derniers mois, un nouveau degré de recomposition du prolétariat a été atteint, qui a vu entrer en lutte, aux côtés des ouvriers révolutionnaires, les chômeurs, les travailleurs précaires, les individus surexploités, les femmes et les jeunes prolétaires qui sont, à l'Ecole et à l'université, les couches les plus révoltées parce qu'elles sont simultanément exploitées et vouées au chômage. » L'affrontement s'était fortement radicalisé, ainsi les « ouvriers et les prolétaires d'avant-garde ont commencé à réfléchir sur les moyens de lutte adéquats à leurs intérêts stratégiques (l'abolition du système salarié, le communisme), ils se sont ainsi armés et formés. [...] Ces ouvriers qui ont été surpris avec des armes sont des camarades tombés entre les mains de l'ennemi et cela est négatif, mais c'est aussi le signe que de nouveaux militants, de nouvelles avant-gardes, se posent désormais la question dans chaque département, dans chaque usine, dans chaque quartier et chaque école, d'acquérir la force suffisante pour s'organiser et sortir de l'esclavage salarié ; c'est le signe que des milliers de camarades sont en train de s'approprier ce qui leur a été refusé ».²⁵¹

Le 26 avril, les trois licenciés restés en liberté se représentèrent à la loge des gardiens. « Pour les soutenir, la Garde rouge se montre plus menaçante que d'habitude. Dans l'usine, c'est depuis 6 heures du matin que l'on ne travaille plus. Le Parti communiste italien a collé des affiches provocatrices dans les ateliers mais il ne se manifeste pas ; au contraire les cortèges dirigés par des camarades du comité s'y sont succédés. »²⁵²

L'arrestation des sept ouvriers à Verbania eut lieu tandis qu'à la Magneti Marelli se déroulait le débat « sur le processus de construction de l'organisation ouvrière après l'expérience des journées de mars, tandis que l'on prépare la sortie des camarades licenciés de l'usine et que s'ouvre une phase de débat et de liaison entre toutes les situations ouvrières ». ²⁵³

Le 29 avril, à Verbania, se déroula le procès en flagrant délit des 7 ouvriers arrêtés : 500 camarades, parmi lesquels 120 de la Magneti Marelli, étaient présents. Le procès fut reporté au lendemain. Le 30 avril, la mobilisation ouvrière augmenta et exprima la solidarité avec les collègues arrêtés. Ceux-ci, durant le procès, revendiquèrent le droit de la classe ouvrière à se doter des moyens de défendre ses revendications. Ils furent condamnés à deux ans fermes. Le jugement permit aux carabinieri de demander à nouveau l'inculpation de certains ouvriers pour participation à bande armée. Le 11 mai, le bureau du procureur de Verbania transmit, à la juridiction compétente à Milan, les actes relatifs à la participation à bande armée, et le procureur de la République demanda que soient émis des mandats d'arrêt contre les ouvriers arrêtés. ²⁵⁴

Pendant ce temps, les trois ouvriers pénétrèrent dans l'usine jusqu'au 15 mai 1977, jour où ils annoncèrent, sur les pancartes, la fin de la lutte contre leurs licenciements. « Les camarades décident de quitter l'usine, d'obliger la direction à verser une somme de 60 millions de lires [soit 166 000 €actuels] que le patron paie sans qu'aucun engagement ne soit signé ; tout s'est joué et tout se joue selon l'usage de la force. Sur le plan tactique, il était juste de quitter l'usine, puisque la lutte contre les licenciements politiques représentait un moment de confrontation avec le patron et de croissance de l'organisation politique pour les ouvriers, croissance qui s'est produite indépendamment de leur retour définitif – ou pas – dans l'entreprise. L'argent versé par le patron sera divisé entre les camarades licenciés, les camarades en prison et un fonds de lutte pour le Comité ouvrier et l'organisation des travailleurs dans l'usine. »²⁵⁵ Le 23 juin 1977, le magistrat instructeur Forno signa les mandats d'arrêt requis par le bureau du procureur et ajouta une inculpation de vol aggravé pour Rodia et Baglioni. ²⁵⁶

Le 18 juin 1977, agissant de façon coordonnée et simultanée, deux commandos armés firent irruption, aux environs de 14 heures, dans les bâtiments de la Magneti Marelli, 43 *via Stephenson* à Milan et ceux de la Sit Siemens dans la ville de Settimo Milanese (banlieue de Milan). Les attaques furent justifiées politiquement par les mises à pied infligées aux ouvriers des deux usines : les sanctions furent révoquées après ces deux actions, décision motivée aussi par le fait que les entreprises furent obligées de réparer les installations endommagées.

A la Magneti Marelli, deux personnes déguisées en carabinieri arrivèrent sur les lieux en voiture, à 14 heures 50. Le gardien ouvrit la porte et fut immédiatement menotté. Une seconde voiture rejoignit le commando : il s'agit d'une FIAT 125 verte. Quatre hommes et une femme à visage découvert en descendirent et entrèrent dans l'entrepôt où ils firent exploser sept bidons d'essence.

Environ dix minutes plus tard, la même action se déroula à la Sit Siemens. Trois individus, dont l'un portait un uniforme des carabinieri, se présentèrent à la porte sous prétexte de désamorcer des engins explosifs à l'intérieur des entrepôts. Le gardien fut menotté et laissé seul à bord d'un véhicule dans un pré à Quinto Romano. Les bidons d'essence furent placés dans les trois entrepôts, chaque bâtiment couvrant 6 500 mètres carrés, et ils furent reliés à un mécanisme d'horlogerie. Deux des bombes explosèrent, la troisième fut désamorcée par la police. Le commando quitta les lieux à bord d'une FIAT 128 jaune en compagnie du gardien qui fut relâché 5 kilomètres plus loin. Les incendies détruisirent les bâtiments causant 21 milliards de lires de dégâts [5 800 650 €NdT].

Prima Linea revendiqua les attentats en appelant *l'Agencia National Presse Associata* (ANSA, équivalent à de l'AFP) et le *Corriere de la sera* (« Nous mettons au défi les journalistes

de relier Prima Linea avec les Brigades rouges ») et en plaçant des tracts dans deux cabines téléphoniques *piazza Tricolore* et *corso Lodi* à Milan :

« Le Capital sème la violence à tous les niveaux des rapports sociaux de production, il crée et centralise de nouvelles institutions pour contrôler politiquement le prolétariat : telles sont les conditions nécessaires à sa survie. La nouvelle division internationale du travail est la condition fondamentale pour la restauration de ce commandement ; pour écraser l'unité et la force politique de la classe ouvrière. Cette nouvelle forme de commandement et cette nouvelle division du travail sont inextricablement liées. Désorganiser le commandement – désorganiser la production – saboter le fonctionnement global de la machine capitaliste sont des tâches auxquelles ne peuvent se dérober les organisations communistes combattantes. [...] »

La classe ouvrière se trouve donc face à une alternative : soit réduire en pièces le nouveau pouvoir de commandement, le nouveau fonctionnement de la machine de production, s'opposer à l'accélération des cadences et aux opérations de division de la force de travail ; soit faire vivre, dans ses propres luttes, dans ses propres initiatives politiques, la capacité de briser ce pouvoir de commandement, d'attaquer le bloc social opposé, de saboter la production. [...] Dans le processus révolutionnaire, on assiste à une dialectique entre la destruction des rapports sociaux et la ré-appropriation de la richesse sociale visant à construire l'organisation de combat de la classe ; c'est dans cette organisation, au cours d'un processus de guerre civile prolongée, que s'exprime sa subjectivité politique et sa capacité d'entamer une nouvelle coopération sociale. [...] Les attaques contre les multinationales Stet-Sit-Siemens et FIAT vont frapper deux moments clés du renouveau de la grande entreprise italienne comme multinationale, condition préalable à la reconstruction de l'unité et de la force du pouvoir de commandement en Italie. »

Le tract citait comme exemple d'« attaque visant des centres de formation et d'organisation des hiérarchies » [capitalistes] les récentes actions armées menées contre Iseo et Federquadri ; il soulignait l'importance de la « nouvelle forme de commandement » à laquelle participaient notamment des « cadres politiques de la sociale-démocratie ; ceux-ci n'ont pour le moment été frappés que de façon marginale », mais, à l'avenir, leur « fonction criminelle » devra être « mise en évidence et attaquée par les combattants ». ²⁵⁷

Aujourd'hui, 19 juin, [raconte le tract], des groupes armés de l'organisation communiste Prima Linea ont « attaqué: le centre de distribution des pièces de rechange de la Magneti Marelli via Stephenson à Milan, le dépôt de la Sit Siemens à Settimo Milanese, le parc automobile FIAT à Prato (près de Florence) ; ils ont détruit par le feu les stocks de produits finis emmagasinés dans ces dépôts gardés ». Le message poursuivait : « Camarades, le cycle de luttes ouvrières révolutionnaires dans tous les pays a montré que la conscience que les prolétaires ont de leurs besoins, de la contradiction entre ces besoins et le système capitaliste, le niveau de pouvoir que la classe ouvrière a acquis, sont tels qu'ils peuvent briser les règles de la compatibilité démocratique, de la machine capitaliste et préluder à une phase d'affrontement avec les patrons de l'Etat. En fait, à ce moment de la crise, le Capital ne programme pas la production des marchandises, mais les conditions générales de sa domination sur les ouvriers. » ²⁵⁸

Dans une motion signée par 470 ouvriers, le 28 novembre 1977, et remise au juge, le 6 décembre, de la même année par une délégation de 20 ouvriers, les travailleurs de la Magneti Marelli soutinrent le travail politique mené dans l'usine par Baglioni et Rodia et affirmèrent : « Baglioni, Rodia et Cominelli sont des camarades de travail qui se sont personnellement beaucoup investis dans la défense des droits des travailleurs et dans toutes les luttes qui ont vu la classe ouvrière de la Magneti refuser de faire des compromis et des concessions face à l'exploitation et au despotisme de l'usine » ; « ils refusent également le concept de délégation car ils sont convaincus que tous les travailleurs sont investis personnellement dans la gestion des revendications syndicales, dans les luttes et dans toute forme de défense de leurs droits ». A propos d'un défilé dans l'usine jusqu'aux bureaux de Palmieri, le chef des gardiens, manifestation considérée comme un des éléments de l'acte d'accusation contre les ouvriers arrêtés, les signataires de la motion « non seulement soutiennent la légitimité de cette action, mais en revendiquent la responsabilité collective ; ils jugent avoir le droit de prendre une décision collectivement et de s'opposer collectivement à un énième abus patronal. » ²⁵⁹

Peu de temps avant le procès, Enrico Baglioni et Emilio Cominelli, détenus dans la super-prison de Fossombrone, écrivirent une « Lettre ouverte aux ouvriers de la Magneti » dans laquelle ils accusèrent le PCI d'être la « police sociale » nécessaire au Capitalisme italien pour que les ouvriers soient tenus en laisse ; mais ceux-ci sont désormais conscients que, grâce aux nouvelles technologies, il existe une réelle possibilité de se libérer du travail salarié. Cette perspective s'oppose à la volonté des Capitalistes d'accumuler du profit et ceux-ci se réorganisent aussi grâce au travail précaire et au travail au noir. Les ennemis sont également actifs au sein de la classe ouvrière, « certains, par inconscience, d'autres par mauvaise foi deviennent les porte-parole du patron en affirmant qu'ils sont opposés à la violence et pour le droit à la vie ». Pour Baglioni et Cominelli, « la violence est, ce que nous, communistes, haïssons le plus, parce que nous voulons construire un monde de paix ; nous sommes contraints de l'utiliser pour atteindre notre libération et celle de l'humanité tout entière ».²⁶⁰

A Turin, le 9 janvier 1978, devant des centaines d'ouvriers, eut lieu le procès en appel contre les sept ouvriers. Leur peine est réduite, et transformée en peine conditionnelle ; seuls deux d'entre eux, accusés de vol, restent en prison. Le 30 mars, Rodia et Baglioni furent aussi libérés ; ils sont toutefois interdits de séjour à Milan et dans sa province (« et sont obligés de se présenter tous les jours entre 8 et 20 heures à la caserne des carabinieri du lieu où ils choisiront d'habiter lors de leur libération »), mais les petites villes où ils furent confinés devinrent un lieu de rencontre pour les ouvriers qui venaient discuter avec eux de leur retour à l'usine. En ce qui concerne les perquisitions effectuées par les gardiens, à l'intérieur de l'usine, le 3 avril 1978, le magistrat de Milan condamna la Magneti pour comportement illégal et annula les licenciements. Le jugement fut ensuite confirmé en appel. En septembre 1978, le Tribunal du travail ordonna la réintégration des quatre ouvriers arrêtés (deux à la Marelli et deux à la Falck), licenciés alors qu'ils étaient incarcérés. Ces quatre travailleurs purent ainsi quitter la prison et réintégrer l'usine. Pour l'un des quatre, la sentence fut aussi confirmée en appel, tandis que pour les autres la direction ne contesta pas le jugement en première instance.²⁶¹

Le 10 janvier 1978, Francesco Meregalli, qui avait été arrêté le 22 avril 1977 avec six autres ouvriers à Valgrande, fut libéré. Le même jour, le procès eut lieu contre 22 travailleurs de la Polyclinique et le 12 janvier fut jugé Antonio Muscovich, ouvrier de la Sit Siemens. A l'occasion du procès à Turin des sept ouvriers, le Comité ouvrier de la Magneti, le Comité ouvrier de la Falck, le Collectif autonome ouvrier de l'Alfa Romeo, le Collectif communiste de la Snam, le Comité de lutte de la Niguarda et le Collectif de la Polyclinique sortirent un tract intitulé « Libérons nos camarades emprisonnés ! »

Les procès jugés en correctionnelle et devant le Tribunal du travail « sont deux aspects d'un seul projet qui repose sur l'unité de la base sociale de la police et de la justice de l'Etat Capitaliste ; dans sa structuration et son articulation, l'Etat commence par l'usine et les lieux qui rassemblent les travailleurs, où opèrent un tribunal et une police qui peuvent aujourd'hui compter sur la précieuse contribution des révisionnistes ». En substance, les Comités ouvriers considérèrent qu'il existait une sorte de droit patronal au sein des usines : le pouvoir exécutif était exercé par les chefs et les gardiens ; quant au pouvoir judiciaire, il était géré par la direction. Il existait trois procédures contre les travailleurs :

- la procédure normale (les lettres d'avertissement qui conduisent à un jugement et à des condamnations : blâme, amende sur le salaire, suspension, jusqu'au licenciement avec préavis) ;
- la procédure spéciale (sur la base des rapports établis par la hiérarchie, et sans que l'ouvrier soit entendu) qui conduit à une condamnation sans préavis, accompagnée d'une suspension en attendant le procès et d'un licenciement sans préavis ;
- et la procédure pénale (les ouvriers sont traînés devant un tribunal pénal).
- Si l'ordre dans les usines ne peut pas être maintenu de cette façon, on fait alors appel à l'Etat.²⁶²

Les révisionnistes du PCI et du syndicat participent activement « à l'élimination des communistes des concentrations ouvrières » ; ils envoient des rapports « aux juges et aux

policiers de l'État et de l'usine, dans lesquels ils dénoncent, dans toutes les situations, les ouvriers révoltés contre l'ordre Capitaliste, et ils demandent leur licenciement. » A cet égard, les exemples cités dans le tract sont innombrables : les Polycliniques de Rome et de Milan, la Magneti Marelli, la Falck, la Breda de Sesto San Giovanni, la Siemens, l'Innocenti de Lambrate. « La magistrature et les syndicats sont aujourd'hui les outils nécessaires pour restaurer la légitimité de l'État, dans une phase incertaine de passage à une nouvelle forme de commandement. » Pour les auteurs du tract, les véritables criminels devaient être recherchés dans la bourgeoisie qui restructurait et licenciait, organisait l'exploitation du travail à domicile, augmentait les prix et les tarifs.

« La bourgeoisie a renforcé – et renforce – ses polices traditionnelles (avant tout, les carabinieri et les unités antiterroristes) mais elle continue aussi à armer des dizaines de policiers privés (les pistoleros des polices privées des patrons sont désormais au nombre de cent mille) ; les dirigeants d'usine, des organisations comme la Federquadri et Comunione e liberazione, ont également un rôle politique qui précède l'organisation directement armée des cadres de commandement bourgeois. Les commerçants, les membres des professions libérales, etc., s'arment ; ces "armées" s'équipent et s'entraînent contre la classe ouvrière, pour se préparer à arrêter celle-ci à coups de plomb. »

Le prolétariat devait se convaincre de la nécessité de la lutte révolutionnaire comme seul moyen pour son émancipation ; les avant-gardes ne devaient pas tomber dans le piège d'un affrontement entre l'appareil d'État et des individus isolés. Pendant les procès, il ne fallait pas se limiter à une défense technique et accepter « la logique du citoyen isolé face à la société constituée » ; de même, il ne fallait pas « refuser politiquement le procès. » Le comportement des militants communistes pendant les procès « dépend uniquement de la façon dont les camarades qui ne sont pas poursuivis peuvent les utiliser » : « contre les tribunaux patronaux et étatiques, notre défense se fonde sur les grèves et les manifestations qui vont rendre visite à ces messieurs, sur la consolidation de la force et de l'organisation prolétarienne, sur l'élargissement de la perspective communiste. »²⁶³

Dans le tract, une lettre fut publiée, choisie parmi de nombreuses autres, écrite par 70 ouvriers de la Magneti Marelli de Crescenzago, et adressée à leurs camarades Baglioni et Rodia détenus dans la prison de Pérouse ; les ouvriers y réaffirmaient l'objectif politique de l'organisation autonome en usine ; ils soulignaient que les sept ouvriers avaient été arrêtés pour empêcher la croissance de la lutte dans l'usine : « nous continuerons la lutte que les patrons et l'État bourgeois, avec l'aide de la justice bourgeoise, vous ont empêchée de mener. Comme toujours nous pensons qu'"il n'y a pas d'autre justice que la justice prolétarienne" » De la prison, Enrico Baglioni répondit à cette lettre, le 28 mai, que les détenus sont des prolétaires qui généralement ne reconnaissent pas leur propre classe ; il fallait donc « leur expliquer que la vie ne sera meilleure et plus juste que si la révolution communiste et la dictature des ouvriers suppriment la forme de pouvoir bourgeois. »²⁶⁴

Repubblica publia une interview de Luciano Lama, le secrétaire général de la CGIL, dans laquelle il défendit la limitation des salaires, l'augmentation de la productivité et de la mobilité ouvrière en échange d'investissements dans le Sud et d'une réduction du chômage. Il accusa patrons et ouvriers de soutenir tous deux que les bénéfices et les salaires étaient des variables indépendantes au sein du système économique, alors que, selon lui, dans une période de crise, les deux parties devaient respecter leurs intérêts mutuels. Cette thèse, selon laquelle les revendications salariales devaient tenir compte de leur « compatibilité » avec l'évolution économique, est présentée le 24 février 1978 à l'assemblée des conseils généraux et des délégués de la CGIL, à Rome. La motion fut approuvée à une large majorité et passera à la postérité comme « le tournant de l'EUR » en raison de son impact immédiat sur la société italienne : c'était la première fois, depuis 1947, que les patrons, le gouvernement et les syndicats se mettaient d'accord pour sauver l'économie italienne de l'effondrement final. Cette collaboration aboutit à une amélioration immédiate de la situation économique nationale, une baisse de l'inflation, une reprise vigoureuse des exportations et un regain de confiance chez les entrepreneurs. Les confédérations syndicales acceptèrent, avec une grande compréhension, la

stérilisation partielle de l'échelle mobile, pour contenir le nombre des heures de grève et signer des accords d'entreprise sur la mobilité et la productivité.²⁶⁵

En octobre 1979, la direction de la Magneti Marelli licencia Mario Grieco, militant d'avant-garde du Comité ouvrier, en prenant prétexte de son faible rendement. Il travaillait à l'usine depuis 1969, époque à laquelle avaient été recrutés de nombreux jeunes, originaires surtout de Sardaigne, de Naples et des Pouilles. Certains de ses camarades décrivaient ainsi la situation dans l'usine : « pour le travail à la pièce, il existe deux poids et deux mesures : 40 % des ouvriers qui travaillent avec Mario font un travail aux pièces individuel tandis que les autres travailleurs du département font un travail aux pièces collectif. Le premier groupe comprend tous les camarades, les dissidents, les casse-couilles ; le second, des gens souvent liés au PCI. Chaque pièce produite par les premiers est contrôlée et on leur attribue les travaux les moins rapides, ceux qui permettent moins de s'en tirer avec le travail aux pièces alors que les autres bénéficient de tous les privilèges. Celui qui ne peut pas participer à un travail aux pièces collectif est obligé de respecter les objectifs quantitatifs fixés pour la production. » Depuis les premiers licenciements politiques en 1975, les conditions avaient changé dans l'entreprise : l'usine avait transféré l'ensemble de la troisième section dans une usine du Sud et les chefs avaient repris un certain contrôle sur les ouvriers. L'objectif patronal était de rétablir la productivité au sein de l'usine, en éliminant les productions qui ne la tiraient pas vers l'avant, de fermer la Fonderie et la Visserie en utilisant la décentralisation de la production et le travail au noir et en encourageant les démissions « volontaires »²⁶⁶.

La fin du mouvement

Immédiatement après les licenciements, les ouvriers ramenèrent Grieco à l'usine tandis que le syndicat « reconnaissait la justesse du licenciement ». Le Collectif porta plainte contre l'illégalité du licenciement alors que l'usine proposait à ce travailleur une « quantité substantielle d'argent » pour qu'il renonce à sa plainte. Il dénonça publiquement cette tentative de « corruption » ; en première instance, le tribunal donna raison à l'ouvrier et, au bout d'un an, l'entreprise est obligée de réintégrer Grieco dans l'usine. Jusqu'à ce que la sentence soit prononcée, la Magneti continua à verser son salaire à Grieco avec l'intention de le tenir à l'écart de l'usine et de l'organisation des luttes. Le tribunal ordonna une expertise pour vérifier les capacités de rendement de la machine Frontor sur laquelle travaillait Grieco ; pour cela, elle fit appel à des ouvriers « choisis par la direction » de l'usine. Personne n'avait d'illusion sur le résultat de ce test et l'on s'attendait à une défaite ouvrière en seconde instance. Le litige se termina à la fin de 1981, lorsque Grieco, en accord avec le Collectif ouvrier, décida de quitter l'usine en échange de 20 millions de liras (55 200 €NdT). Pour le Collectif, « cela ne signifie pas un abandon de la lutte, ni un manque de confiance dans les ouvriers, mais un fait très simple: lorsque la participation des ouvriers à la lutte est insuffisante, aucun tribunal ne leur donne raison, le tribunal est toujours au service des patrons ; c'est seulement lorsque les ouvriers entrent en lutte avec toute la force de leur organisation qu'ils réussissent à arracher des conquêtes. Ainsi, compte tenu de la faiblesse de la classe ouvrière à cette période, un jugement définitif du tribunal ne pouvait être que négatif ».²⁶⁷

Entre le 18 et le 25 février 1980, la troisième cour d'assises de Milan condamna huit ouvriers de la Falck et de la Magneti Marelli pour association en bande armée à des fins subversives. Cette condamnation visait en fait les quatre années de luttes menées dans l'usine mais, pour le Comité ouvrier de la Magneti Marelli, « la lutte de classe ne peut être jugée par la justice ».²⁶⁸

A la fin de l'année 1980, Enrico Baglioni fut de nouveau arrêté et accusé, cette fois, d'être l'un des chefs de l'organisation combattante Prima Linea. Dans une lettre écrite de la prison de Brescia, Baglioni s'adressait aux travailleurs de la Magneti Marelli : « Camarades de ces douze années, 1977 a été une année importante. Cela a été l'année du grand tournant syndical dans notre pays. L'année de l'EUR, l'année où les syndicats ont reconnu officiellement que, nous, les ouvriers, n'étions qu'une variable dépendante du Capital. Nous ne sommes plus, pour eux, un sujet autonome et indépendant en marche vers notre libération des chaînes du travail salarié.

Trois années se sont écoulées, trois années de profonde restauration du pouvoir patronal et donc étatique contre nous ». On peut considérer que la défaite ouvrière est consommée après la « marche des 40 000 » de Turin, défaite que les révolutionnaires ont aussi payée en termes de répression et d'années de prison. La magistrature accusa notamment Baglioni d'avoir participé à l'attaque contre le siège de la Marelli *via Guastalla*, à Milan, pendant la manifestation de l'Autonomie ouvrière du 18 mars 1977 : « Camarades, je revendique politiquement cette manifestation autonome ; je considère qu'elle a été une forme de lutte juste pour construire une alternative réellement autonome des ouvriers vis-à-vis des mécanismes pourris du syndicat et des partis historiques de la gauche, et autonome aussi face aux mécanismes économiques du Capital et aux crébins du Parlement. »²⁶⁹

Il est impossible de dater précisément la fin de l'expérience du Comité ouvrier de la Magneti Marelli. Comme cela se passe souvent pour les organisations de base, on retrouve rarement la trace d'une ou d'une déclaration de dissolution formelle ; l'historien ne peut qu'interpréter la mémoire orale des protagonistes, mais notre recherche a choisi de ne tenir compte que des sources écrites de l'époque. Une structure de base comme le Comité ouvrier de la Magneti Marelli naît et se développe grâce à la maturité de ses membres, mais elle est soumise à la dimension de l'affrontement général. A la fin des années 70, la répression judiciaire et la répression patronale se combinent à la restructuration interne de l'entreprise ; elles accompagnent un véritable changement général de la situation dans les usines et de la réalité sociale italienne : tout d'abord, la restructuration change les données physiques des usines, puis la défaite de la résistance ouvrière modifie la composition politique de cette classe, avant-garde reconnue de toutes les demandes de changement radical des mouvements politiques et mouvements sociaux de cette période.

A la fin de 1979, il apparaît que le compromis entre la Démocratie chrétienne et le Parti communiste italien n'a pas donné les fruits espérés par les réformistes ; la base communiste grogne, même si Luciano Lama, secrétaire général de la CGIL, mécontente Enrico Berlinguer, secrétaire du PCI, parce qu'il continue de soutenir la ligne de syndicale de l'EUR. Lors des élections de juin 1979, le PCI perd un nombre considérable de voix ; il est donc obligé de changer sa ligne de conduite, au point d'imaginer une alliance avec le Parti socialiste italien pour chasser la Démocratie chrétienne du pouvoir.

A la même période, les chefs d'entreprise lancent une attaque générale contre la classe ouvrière à partir de la FIAT Mirafiori ; à la fin de l'année 1979, la direction licencie 61 ouvriers accusés d'avoir commis des actes de violence ou proféré des menaces à l'intérieur de l'usine. L'attitude des syndicats fut extrêmement ambiguë, ce qui fait que les licenciements passèrent comme une lettre à la poste. Un an plus tard, le 8 septembre 1980, la FIAT annonça la mise à pied, pendant 15 mois, de 24 000 ouvriers, dont la moitié sera en principe licenciée. Parmi eux, on retrouve les noms de ceux qui ont joué un rôle de premier dans les luttes à partir de 1969. Trois jours plus tard, la FIAT annonça le licenciement immédiat de 14 000 ouvriers. Les syndicats décrétèrent une grève totale et bloquèrent l'ensemble des usines FIAT ; Enrico Berlinguer se rendit aux portes de l'entreprise et promit le soutien total du PCI à leurs revendications. FIAT renonça à procéder à des licenciements immédiats. Cette décision divisa la classe ouvrière de Turin, entre ceux qui voulaient continuer à lutter contre la *Cassa Integrazione* et les licenciements et ceux qui souhaitaient mettre fin au conflit, au point que ; le 14 octobre 1980, lors du trente-quatrième jour de grève, une manifestation inhabituelle se déroula à Turin : entre 30 à 40 000 cadres, chefs d'équipe, employés et ouvriers de la FIAT revendiquèrent le droit de retourner travailler. Cette manifestation fut le signal que le mouvement ouvrier était profondément divisé ; les syndicats conclurent immédiatement un accord avec la direction de FIAT : la victoire d'Agnelli marqua, dans toute l'Italie, la fin du cycle des luttes ouvrières qui avait commencé à la fin des années soixante.

Notes

Chapitre 1

¹ Constitution de la société anonyme Fabbrica Italiana Magneti Marelli acte notarié du 8 octobre 1919, signé devant Maître Federico Giusti (Milan), cité dans Renzo A. Cenciarini-Stefania Licini, *Magneti Marelli, la storia e la business transformation*, Editions Giuffrè, Milan, 1996. Une grande partie des informations contenues dans cette introduction proviennent du livre précédemment cité et édité exclusivement/ spécialement pour la Magneti Marelli.

² Giuseppe Volpato, *L'evoluzione dello scenario competitivo della filiera automobilistica* in Renzo A. Cenciarini-Stefania Licini, *Magneti Marelli, op. cit.*

³ Ibidem.

⁴ Pour approfondir la question de la gestion scientifique à la Magneti Marelli durant l'entre-deux-guerres on pourra consulter le livre de P.R. Willson, *The Clockwork Factory. Women and work in Fascist Italy*, Oxford, 1993.

⁵ Brochure *Nei campi della gloria*, 1924, cité dans P.R. Willson, *The Clockwork Factory*, pp. 47-48.

⁶ « Sprazzi e bagliori », *La selezione del personale in una azienda industriale di grande importanza*, n° 27. Il s'agit d'une revue d'entreprise publiée, entre 1924 et 1942, pour les employés mais aussi pour les représentants et les revendeurs autorisés et pour les clients de la Magneti Marelli. L'entreprise accorde une grande importance aux œuvres sociales : crèches, des spacci d'entreprises/, colonies de vacances pour les enfants du personnel, dispensaire pédiatrique et gynécologique, comités contre les accidents et pour la surveillance de la santé aussi à l'extérieur de l'usine.

⁷ Ibidem.

⁸ 8. En 1939 la Magneti dispose de 13 usines, elle coordonne l'activité de 6 filiales, elle a 7 000 employés (ils étaient 200 en 1919) et elle produit une gamme variée de produits. Les usines de la Magneti sont : l'A de Sesto San Giovanni (équipements électriques et radio), B de Sesto San Giovanni (batteries et accumulateurs), C de Sesto San Giovanni (bureaux), E de Carpi (Milan) (aimants d'avions), Samas de Caravaggio (Bg) (machines-outils), Savam de Milan (verres), Savep de Pavie (verres), Star de Livourne (quartz piézo-électriques), Bregnano (Milan) (meubles de radio et emballages), Ics de Canonica (Bg) (bakélite), Apuania (Mc) (bougies), Fivre de Pavie (valves des radiotransmetteurs), Fivre de Florence (tubes électroniques).

Le groupe inclut aussi la Radiomarelli et la Mabo décrite précédemment.

⁹ Le nombre d'automobiles en circulation passe de 342 000 en 1950 à 1 675 000 en 1960 ; en 1950, 79 862 voitures sont immatriculées, 393 524 en 1960 ; en 1954, les possesseurs de télévision ne sont pas plus de 100 000, en 1964, leur nombre dépasse les 5 millions.

¹⁰ En 1959, commence la construction de l'usine UQ de Romano di Lombardia (Bergame) caractérisée par une forte automation ; on agrandit l'usine N de Crescenzago ; dans la même région, on complète l'usine D et l'on commence la construction de l'usine S. En 1955, la société acquiert l'Imcaradio de Alessandria (qui produit des appareils radiorécepteurs), plus tard la Raboti est transférée sur un nouveau site à Turin et l'on commence la construction d'une usine à Potenza (Rabotti Sud).

¹¹ Chiffre d'affaires et coût du travail salarié

Année	Chiffre d'affaires	Coût du travail salarié
1973	9,34	3,38
1974	11,78	4,75
1975	13,16	5,96
1976	17,18	7,70
1977	23,09	8,73
1978	26,02	9,56
1979	30,84	11,82
1980	40,92	13,26

Source : Cenciarini-Licini, *op. cit.*

¹² Le département Equipement s'occupe de toute la gamme des équipements électriques automobiles (alternateurs, dynamos, démarreurs, distributeurs d'allumage, bobines, essuie-glaces et accessoires variés), bougies d'allumage et appareillages pneumatiques de freinage pour les véhicules industriels (usines de Crescenzago, San Salvo, Carpi et Alessandria) ; la division Batteries produit des batteries d'allumage/de démarreur pour les automobiles, batteries de traction pour les chariots électriques de transport et de levage, batteries stationnaires et d'éclairage/dynamos d'éclairage pour les trains (usines de Romano di Lombardia, San Salvo et Crescenzago) ; la Fivre fabrique des tubes cathodiques en blanc et noir (usines de Pavie et Florence) ; la Rabotti s'occupe de diagnostics et de produits divers comme les ventilateurs électriques, les inducteurs et les moteurs de traction (usines de Turin et de Potenza).

¹³ Employés de la Magneti Marelli de 1968 à 1983.

Année	Salariés	Année	Salariés
1968	8 320	1976	11 689
1969	9 071	1977	10 917
1970	9 791	1978	10 812
1971	10 006	1979	10 441
1972	11 381	1980	9 044
1973	12 834	1981	8 480
1974	13 011	1982	7 730
1975	12 780	1983	7 350

Source : Cenciarini-Licini, *op. cit.*

¹⁴ Le pourcentage du chiffre d'affaires dérivé des exportations passe de 10 % au début des années 1960 à 17 % en 1977.

¹⁵ 15. Les *saving shares* ou « actions d'épargne » sont des titres qui ne permettent pas à leur possesseur de voter durant les assemblées ordinaires et extraordinaires des actionnaires. Pour compenser de telles restrictions, les propriétaires de ces titres jouissent d'un privilège dans la distribution des bénéfices et sur le capital en cas de liquidation de la société.

Chapitre 2

¹⁶ 16. Pour cette partie, nous avons utilisé, ou plutôt pillé, la superbe monographie sur la Magneti Marelli de Crescenzago (Milan) qui se trouve dans la recherche monumentale de *l'Instituto per lo studio delle societa contemporanea* (Institut d'étude de la société contemporaine), dirigé par Alessandro Pizzorno, « *Lotte operaie e sindacato in Italia : 1968-1972* », (Luttes ouvrières et syndicats en Italie : 1968-1972) Il Mulino, Bologne, 1974. La monographie est l'œuvre de Luigi Dolci et Emilio Reyneri (ce dernier s'étant occupé spécifiquement de la Magneti Marelli) et fait partie du troisième volume de l'ouvrage cité ci-dessus.

¹⁷ Selon Renzo Del Carria, les objectifs pour lesquels les ouvriers luttèrent à cette époque étaient :

- augmentations égales pour tous sur la paie de base,
- salaire minimum garanti,
- deuxième catégorie pour tous,
- abolition ou tout du moins réduction du nombre de catégories,
- diminution sensible des temps et des rythmes de travail,
- parité immédiate et complète entre ouvriers et employés,
- réduction de la durée du travail sans perte de salaire,
- suppression du travail aux pièces,
- suppression des heures supplémentaires,
- suppression du monnayage des travaux nocifs.

Renzo Del Carria, *Proletari senza rivoluzione*, volume V, Savelli, 1977.

¹⁸ Centro di ricerche sui modi di produzione (Centre de recherche sur modes de production), « *L'organizzazione del lavoro della Magneti Marelli di Crescenzago* » (L'organisation du travail de la Magneti Marelli de Crescenzago), Milan, 1970, dactylographié.

¹⁹ Dolci-Reyneri, *op. cit.*

²⁰ Les machines-transfert sont intégrées lors de la troisième phase de mécanisation des usines :
1) la première phase est celle des machines polyvalentes ou génériques qui intègrent des outils qui, auparavant, étaient actionnés directement par l'homme : par exemple, les fraises ou les tours universels. L'ouvrier conserve un champ d'initiative important ; chaque machine effectue un grand nombre d'opérations différentes ; la précision du travail est élevée, mais elle dépend en bonne partie de l'habileté de l'ouvrier. C'est la phase des premières productions en petite série.
2) La seconde phase est celle des machines spécialisées ou à usage unique ou mono-scopiques, c'est-à-dire des machines étudiées et fabriquées pour réaliser une seule opération ou un petit

nombre. Cette phase correspond au développement de la production en grande série, où le travail doit être subdivisé en opérations parcellaires, durant lesquelles on assigne à une machine une seule opération ou un nombre réduit d'opérations, en simplifiant la machine elle-même, en la rendant en même temps très précise et en évitant ou en réduisant substantiellement le travail de régulation. Si, durant la première phase, l'ouvrier pouvait observer la totalité de son travail, maintenant seuls ceux qui supervisent la chaîne des machines simples voient l'ensemble du travail, alors que cette vision manque à l'ouvrier parcellaire ; la troisième phase est celle dans laquelle se recomposent les opérations partielles attribuées aux machines spécialisées et où naît la machine automatique, adoptée surtout pour la production en très grande série. Une seule machine ou un ensemble de machines exécutent une série d'opérations et ainsi on dépasse la phase de décomposition du travail qui correspond à la seconde phase de la mécanisation. La machine transfert est un des éléments caractéristiques de cette troisième phase, la programmation et l'organisation ont un poids dominant auquel s'adaptent les éléments productifs. L'unité opératrice est conçue en fonction de la machine complexe dont elle fait partie. Dans la phase précédente, celle des chaînes de production, la pièce était transportée par la chaîne jusqu'à la machine. Elle abandonnait le panier transporteur, était travaillée à la machine et ensuite remise sur le panier transporteur pour procéder aux tâches suivantes. Maintenant c'est plutôt l'unité opératrice qui se place pour exécuter l'opération d'une pièce qui reste fixée au transporteur, jusqu'à la fin de toutes les opérations. 4) Ces transformations se terminent avec l'automatisme, c'est-à-dire la substitution de l'homme dans les différentes fonctions de charge, contrôle et commandement des machines et donc la libération de l'homme lui-même des prestations plus simples et à caractère respectif. Maurizio Lichtner (sous la direction de), « *L'organizzazione del lavoro in Italia* » (L'organisation du travail en Italie), Riuniti, 1975.

²¹ Dans les usines, l'ouvrier travaille même avec une ou plusieurs machines. Qu'elles fonctionnent automatiquement ou pas, elles occupent une période de temps pour exécuter une opération donnée. Pendant la période durant laquelle il travaille et donc sur le temps total du cycle de travail, l'ouvrier ne peut pas accélérer les cadences ; par conséquent, sur le temps total du cycle, l'ouvrier ne peut économiser du temps que lorsque la machine est arrêtée, car quand la machine travaille le rythme est préétabli. Si l'ouvrier doit surveiller la machine seulement pendant une fraction du temps-machine total, l'usine tendra à lui assigner le contrôle des autres machines, afin qu'il soit toujours occupé, même pendant la période durant laquelle il devrait seulement attendre. Marino Regini-Emilio Reyneri, « *Lotte operaie e organizzazione del lavoro* » (Luttes ouvrières et organisation du travail), Marsilio editori, 1971.

²² « Documentazione sul Gruppo e sui problemi sindacali » (Documentation sur le groupe et ses problèmes syndicaux) du Comité de coordination du groupe Magneti FIM-FIOM-UILM, Sesto San Giovanni, juillet 1971. Le travail aux pièces est un système de rétribution salariale qui vise à obtenir de l'ouvrier un rendement supérieur grâce à un système de primes ; il consiste à rétribuer l'ouvrier selon la quantité de travail affectée à une unité de temps. Parmi les revendications ouvrières les plus « subversives » de cette période, il faut mentionner la rupture du lien entre les augmentations de salaires et l'augmentation de la productivité. Les salaires doivent donc devenir une « variable indépendante » qui n'est pas déterminée par les profits de l'entreprise ou la situation économique. Puisque le système du travail aux pièces fonctionne selon une logique opposée, on peut comprendre pourquoi son abolition figurait dans toutes les plate-formes de revendications des ouvriers. « *Storia dell'Italia dal dopoguerra a oggi* » (Histoire de l'Italie depuis la guerre à aujourd'hui), op. cit.

²³ *Dibattito unitario* (Débat unitaire), 1970.

²⁴ « *Piano di massima per le importazioni industriali dell' anno 1946* » (Plan des maximums pour les importations industrielles de l'année 1946), sous la direction du ministère de l'Industrie et du Commerce avec la collaboration de la Commission économique centrale du Comité de libération nationale de l'Italie et de la commission technique de Comité de libération nationale de Naples, octobre 1945, p. 46 et suivantes.

²⁵ Institut d'études de l'économie, « *Annuario della congiuntura economica italiana, 1938-1947* » (Annuaire de la conjoncture italienne, 1938-1947), Florence, 1949, p. 313 et suivantes.

²⁶ « *Un minuto piu del padrone, il metalmeccanici milanesi del dopoguerra agli anni settanta* » (Une minute de plus que les patrons. Les métallurgistes milanais depuis la guerre jusqu'aux années soixante), Vangelista, 1977. La lutte des ouvrières pour obtenir la parité salariale entre les hommes et les femmes est d'une grande importance. Si ce principe figurait dans la Constitution de 1948, il n'avait jamais été appliqué. La force de travail féminine est historiquement plus malléable, sujette à une plus grande mobilité et dotée d'une moindre qualification, coincée entre diverses conventions morales. On laisse les femmes entrer sur le marché du travail, quand il y a des nécessités productives, par exemple durant une période de guerre, mais on les en retire quand la conjoncture est mauvaise. C'est ce qui se produit à la fin de la Seconde Guerre mondiale : les prisonniers et les partisans rentrent des prisons et du front, et réclamant un emploi. Les patrons pensent alors qu'il leur faut se « libérer » des femmes, tout en exploitant les fortes disparités salariales entre les sexes et en conservant la main-d'œuvre féminine dans les endroits où celle-ci garantit un haut rendement pour de faibles coûts. A la fin de la guerre, dans la zone industrielle milanaise, on note un emploi important de main-d'œuvre féminine dans le secteur de la radiotéléphonie (Safar, Geloso, Magneti Marelli, Philips, Autelco, Siemens et Face). Déjà en 1945, le problème de la parité salariale est soulevé par des travailleuses qui avancent cette revendication dans le cadre du Groupe de défense des femmes à l'Alfa Romeo et à la Magneti Marelli. Cependant, il faudra attendre le 6 juillet 1960 pour que soit signé, entre les organisations patronales et les syndicats, l'accord qui établit la parité de rétribution pour des travaux identiques entre les hommes et les femmes. Chez les métallurgistes cette égalité salariale pour un travail et une qualification semblables est reconnue dans le contrat signé en 1963. Ce document supprime les prétendues « catégories féminines » et accorde une augmentation de 35 liras de l'heure aux ouvrières et de 9 900 liras mensuelles aux employées. Naturellement, ces accords ne suffiront pas à éliminer les différences entre travailleuses et travailleurs en ce qui concerne les conditions de travail, les qualifications et la carrière. *Ibidem*.

²⁷ *Il Rondo*, hebdomadaire de Sesto San Giovanni, 3^e année, n° 14, 5 avril 1948.

²⁸ *Il Rondo*, 3^e année, n° 33, 30 août 1948.

²⁹ Institut milanais pour l'histoire de la Résistance et du mouvement ouvrier, Procès-verbal, 30 novembre, 12 et 17 décembre 1948, cités dans « *Un minuto più del padrone* », *op. cit.*

³⁰ S. Leonardi, « *La vera produttività del lavoro* » (La vraie productivité du travail), *Rinascita*, n° 11-12, 11 décembre 1954.

³¹ « *Memoria dei lavoratori della Magneti Marelli N* » (Mémoire des travailleurs de la Magneti Marelli N), 1954. « *Sur les tapis roulants du secteur du montage, il n'est pas possible de s'asseoir sans que l'on vous remplace, sinon cela stoppe la chaîne. L'équipe qui travaille à ce poste devrait inclure un remplaçant qui puisse se substituer à celui qui doit s'asseoir. L'absence d'un tel dispositif constitue une difficulté notable qui se traduit finalement par des sacrifices supplémentaires pour les ouvriers de l'équipe et les techniciens. Ces derniers sont souvent obligés de suppléer eux-mêmes à une telle déficience. Sur certaines chaînes munies de tapis*

roulants il existe des remplaçants, mais leur coût est entièrement à la charge de l'équipe, ce qui viole les normes les plus élémentaires du contrat. » Ibidem.

³² En 1952, la FIOM compte 1 152 adhérents, en 1958 seulement 340 et 627 en 1961. On atteint une apogée en 1963 avec 948 adhérents à la FIOM et 594 à la FIM, mais ensuite les chiffres stagnent nettement jusqu'à la fin de 1970.

Effectifs syndicaux

Année	FIOM	FIM	UILM	Unitaires
1952	1 185			
1958	340			
1959	387			
1960	450			
1961	627			
1962	862			
1963	948	594		
1964	742	558		
1965	512	423		
1966	413	321		
1967	492	423		
1968	586	528		
1969	592	503		
1970	1015	688		
1971	1024	636		
1972	1091	636	205	519
1973	1188	672	199	670

Elections pour la Commission interne (pourcentage)

Année	FIOM	FIM	UILM	CISNAL
1952	67,9	32,1		
1953	73,3	26,7		
1954	67,0	33,0		
1955	69,5	30,5		
1956	68,7	25,4		5,9
1957	56,9	37,5		5,6
1959	59,9	35,8		4,3

1960	62,7	32,5		4,8
1961	61,4	30,9	7,7	
1962	59,2	33,5	7,3	
1963	57,2	34,6	8,2	
1964	58,2	33,5	8,3	
1966	54,8	30,6	14,6	
1968	55,4	31,3	13,4	

Nombre d'élus à la Commission interne (par fédération syndicale)

Année	FIOM	FIM	UILM	CISNAL
1957	4	4		1
1959	5	4		0
1963	6	4	1	
1964	6	4	1	
1966	5	4	2	
1968	6	4	1	

Ces chiffres proviennent de la fédération provinciale de la FIOM de Milan et sont cités dans Dolci-Reyneri, *op. cit.*

³³ *Tempi moderni* n° 14, avril 1959, « Potere sindacale e contrattazione aziendale alla Falck ed alla Magneti Marelli » (Pouvoir syndical et négociations d'entreprise à la Falck et à la Magneti Marelli).

La structure salariale héritée de l'après-guerre prévoit une composition extrêmement fragmentée et précaire, la rémunération de base représente donc seulement une portion minoritaire de la rétribution totale, le reste étant composé d'éléments divers (travail aux pièces et autres primes, allocations familiales, échelle mobile, éléments particuliers aux différentes usines). La lutte pour l'agrégation des éléments du salaire se fixe pour objectif d'inclure le plus d'éléments possibles, mais, même sur ce thème, les positions de la CGIL divergent de celles de la CISL et de l'UIL. Ces deux derniers syndicats, flanqués de la CISNAL, signent, le 12 juillet 1954, un accord séparé avec l'*Assolombarda*, accord dénoncé par la CGIL comme un « *accordo-truffa* » – une escroquerie. *Il metallurgico*, 2^e année, n° 3, juin 1954. En mars 1956, deux ans après la signature de l'accord sur l'intégration de tous les éléments du salaire, la Magneti Marelli ne l'a pas encore appliqué. La FIOM de l'usine sera obligée de signer cet accord pour ne pas perdre l'appui de sa base ouvrière.

³⁴ « *Il Magnete* », anonyme, février 1960.

³⁵ « *Un minuto più del padrone* », *op. cit.* Après une très longue lutte, le contrat des électromécaniciens est signé en février 1963 et constitue une plate-forme sur laquelle les syndicats de catégorie acquièrent un pouvoir contractuel important ; les augmentations salariales sont substantielles ; la direction reconnaît enfin le droit de négocier le tarif aux pièces, les primes et les cadences ; l'horaire de travail est réduit ; la parité salariale est appliquée, à travail égal, pour les femmes et les jeunes ; les trois premiers jours d'absence en cas de maladie sont payés ; la

cotisation syndicale est retenue sur les salaires tous les trois mois ; le syndicat est reconnu dans l'entreprise.

³⁶ Bianca Beccalli, « *Scioperi e organizzazione sindacale : Milano 1950-1970* » (Grèves et organisations syndicales), *Rassegna italiana di sociologia* (Revue italienne de sociologie), janvier-mars 1971. A la Magneti Marelli de Crescenzago, la FIOM a 32 % d'adhérents (sa moyenne à Milan tourne autour de 20,3 %) et la FIM 20 % (sa moyenne à Milan étant de 9,3 %). Cette augmentation de 14 % des primes revêt une grande importance dans les luttes de 1968, parce que la direction interpréta l'accord en excluant ceux qui passaient dans la catégorie supérieure et les nouveaux embauchés. En 1968, à la Magneti Marelli, environ 1 000 ouvriers étaient victimes de discriminations au niveau des primes de rendement, surtout les jeunes embauchés. Massimo Cavallini (sous la direction de), « *Il terrorismo in fabbrica* » (Le terrorisme à l'usine), Editori Riuniti, 1978.

³⁷ FIOM, « *Libro bianco sulle violazioni contrattuali* », (Livre blanc sur les violations des contrats) Milan, 1964.

³⁸ *La voce sindacale* (La voix syndicale), mai 1965 et août 1966.

³⁹ *La voce sindacale*, mai et juillet 1965.

⁴⁰ A ce propos, on peut se reporter au compte rendu d'un hebdomadaire catholique de Sesto San Giovanni : « La direction a désormais décidé de choyer l'UILM mais a fini par interférer dans les activités du Comité électoral. Alors que la FIOM avait gagné son dernier siège en distançant l'UILM de seulement quelques voix, le directeur du personnel s'est empressé de convoquer le Comité électoral. Contre l'avis du celui-ci, il a refait personnellement le décompte des bulletins de vote, violant ouvertement et de façon flagrante le règlement », *Luce sestese* (Lumière de Sesto), « *L'ambiguità e le direzioni aziendale favoriscono la UIL* » (L'ambiguïté de la direction favorise l'UIL), juillet, 1966.

⁴¹ 41. *L'Avanti* et *L'Unita* du 10 avril 1965 ; *La voce sindacale* de novembre 1966.

⁴² *La voce sindacale* de décembre 1965 et novembre 1966.

⁴³ *La voce sindacale*, mars et juin 1966.

⁴⁴ Sources : *La tenda* (Le rideau), bulletin exceptionnel de la FIOM-CGIL pour l'assemblée ouvrière de la Magneti Marelli, non daté mais certainement diffusé en novembre 1965 ; bulletin n° 2 du 27 novembre 1965 ; FIOM, *Libro nero sulle condizioni di lavoro alla Magneti Marelli* (livre noir sur les conditions de travail à la Magneti Marelli), octobre 1965 ; *La voce sindacale*, mars et juin 1966. La grève lancée en 1965 contre la suspension punitive de 500 travailleurs échoua complètement et seule l'intervention de l'organisation syndicale extérieure permit une réussite partielle de l'initiative à la suite de laquelle une tente fut dressée devant l'usine.

⁴⁵ *La voce sindacale*, juin, juillet et octobre 1967 ; février et avril 1968.

⁴⁶ La question des retraites constitue une vraie ligne de partage des eaux dans les luttes ouvrières italiennes, car elle représente la première victoire de cette saison que l'on appellera ensuite « l'automne chaud ». Le conflit commence en 1967 quand les syndicats escamotent la revendication d'une amélioration du régime des retraites ; ainsi, le 15 décembre, ils lancent une grève générale, mais la décommandent au dernier moment. Beaucoup d'ouvriers ne viennent pas travailler en prétextant que la décision du syndicat est arrivée trop tard, mais cette attitude signale un regain de leur combativité. Au cours de la nuit du 26 au 27 février, les syndicats et le gouvernement trouvent un accord de principe. Celui-ci prévoit d'importantes améliorations, mais contient aussi quelques compromis : les retraites en cours font faiblement augmentées,

l'âge de la retraite est repoussé à 60 ans pour les femmes et ceux qui veulent continuer à travailler, même s'ils ont atteint l'âge de la retraite, n'ont pas le droit de cumuler retraites et salaires. Dans toute l'Italie, des milliers de retraités envoient des télégrammes de protestation aux sièges des syndicats. La CGIL retire sa signature de l'accord et annonce alors une grève générale pour le 7 mars qui sera largement suivie. Il est désormais évident que les organisations syndicales traversent une grave crise de représentativité. Après les élections du 18 juin 1968, les rencontres entre les parties continuent sans que des décisions soient prises. C'est ainsi que, le 14 novembre, les syndicats lancent une grève générale unitaire, la première depuis l'époque des deux scissions de la CGIL [la CISL a été créée avril 1950, suite à la scission d'octobre 1948, et l'UIL en mars 1950, N.d.T.]. Une seconde grève a lieu et finalement, le 5 février 1969, la loi sur la réforme des retraites est approuvée par le Conseil des ministres. Elle introduit plusieurs améliorations : le montant des retraites passe de 65 à 74 % des derniers salaires perçus, avec l'engagement d'atteindre 80 % d'ici 1975 ; une clause d'échelle mobile est instaurée pour réévaluer les retraites au fur et à mesure que le pouvoir d'achat de la lire diminue ; le cumul des retraites avec les salaires est de nouveau autorisé pour les personnes âgées qui veulent continuer à travailler ; la pension d'ancienneté est rétablie pour ceux qui ont cotisé pendant au moins 35 ans mais n'ont pas encore atteint 60 ans ; on crée une retraite sociale (12 000 liras par mois pour treize mensualités) en faveur des personnes âgées privées de retraites parce qu'elles n'ont pas cotisé suffisamment longtemps ; on renonce à retarder l'âge de la retraite pour les femmes.

⁴⁷ *Il Metallurgico* (Le métallurgiste), XVII^e année n° 1-8, janvier août 1968.

⁴⁸ Au printemps 1967, la Magneti Marelli embauche une centaine de jeunes provenant des cours professionnels ANAP-CISO, école qui accueille des orphelins ou des jeunes recrutés par le biais d'un concours ministériel. Après avoir déposé la demande auprès du ministère, ils passent une brève visite médicale et psychotechnique, puis sont envoyés dans cette école de Milan pour apprendre le métier. A cette époque, l'école est gérée par un prêtre compromis dans divers scandales, dont notamment l'organisation, à des fins lucratives, d'un véritable trafic de main-d'œuvre avec des usines belges et allemandes, ainsi que le détournement de fonds ministériels destinés à financer l'école. Comme l'explique un témoin direct : « l'école te bourrait le crâne en te promettant un avenir lumineux. Ils te racontaient que, dans l'usine, tu deviendrais chef, que tu allais faire un travail qui t'apporterait beaucoup de satisfactions ». En fait, une fois le cours fini, les jeunes sont triés et envoyés dans des usines étrangères ou de grandes boîtes milanaises, comme la Magneti Marelli où tous doivent travailler aux pièces. A propos de ce groupe de jeunes, citons un autre témoignage : « Quand les grèves ont démarré, les nouveaux embauchés ont donné à la lutte une dimension qui a surpris même les vieux cadres syndicaux. Ils constituaient une force formidable, difficilement contrôlable, qui se rebellait contre tout ce qui, d'une façon ou d'une autre, représentait l'usine. Ils cassaient des tables et des vitres, ils passaient à l'intérieur des ateliers pour "balayer" les chefs et les jaunes sans faire preuve dans la dentelle. Leur colère était énorme, et elle ne se maintenait pas toujours dans les limites des bonnes manières. Je crois que cette rage, avec la charge destructive qu'elle contenait, a été l'un des moyens d'unifier les niveaux de lutte à l'intérieur de l'usine, pour vaincre les résidus de modérantisme/modération qui restaient à l'intérieur du syndicat », *Il terrorismo in fabbrica, op. cit.*

⁴⁹ *La voce sindacale*, juillet et septembre 1968. Cette négociation démarre le 22 mars et se termine le 15 mai après environ 40 heures de grève. La plate-forme revendicative prévoit : a) l'établissement d'un lien entre la prime de production (bloquée en 1963) et le rendement ; b) l'intégration de tous les éléments dans la paie, mesure approuvée par le syndicat ; c) une valeur minimale pour le 3^e élément et garantie pour tous ; d) l'application des accords des électro-

mécaniciens (1962) aux nouveaux embauchés ; l'application intégrale du système annoncé en 1963 pour le travail aux pièces.

L'accord conclu contient : a) une augmentation de la prime de production de 9 000 lire annuelles ; b) la définition des critères d'intégration de tous les éléments dans la paie ; c) une augmentation horaire de 15,50 lire pour le 3^e élément ; d) l'application aux salariés embauchés après le 10 mai 1962 (près de 1 200 ouvriers) des anciens accords avec une augmentation horaire moyenne de 20 lire ; e) le recalcul de nouveaux minimums contractuels et l'abolition des différences liées à l'âge, en ce qui concerne le travail aux pièces ; f) l'engagement d'examiner, avec la Commission interne, les demandes de passage de catégorie. Dolci, Reyneri, *op. cit.*

⁵⁰ Au niveau national, les syndicats lancent la lutte pour la suppression des « cages salariales ». Dans l'industrie italienne régnait en effet un système fondé sur une sorte d'échelonnement par zone géographique : dans chaque zone prévalaient des minimums contractuels différents. Les provinces italiennes étaient morcelées en sept niveaux, selon le coût de la vie. Si un ouvrier de la zone 0 (Milan, Turin, Gênes et Rome) gagnait, par exemple, 100 lire, un ouvrier de la même qualification dans la zone 6 (soit les deux tiers de l'Italie méridionale et insulaire) touchait 80 lire. Les grèves contre les « cages » commencent à l'automne 1968, et rencontrent la résistance très dure des entrepreneurs privés. Mais les entreprises publiques se montrent, elles aussi, hostiles à un accord parce que le renouvellement des contrats approche. Après une longue série de grèves, un accord est conclu, le 21 décembre 1968, entre les syndicats et l'industrie à capitaux mixtes (l'Etat étant représentée par l'Intersind et l'Asap) ; l'écart doit être comblé d'ici le mois de juin 1971. La Confindustria résiste farouchement pendant tout l'hiver, malgré les rafales de grèves qui secouent toute l'Italie, mais, à partir de mars, le front patronal se divise. Le 18 mars 1969, le ministre du Travail Brodolini, les syndicats et la Confindustria signent un accord qui prévoit un nivellement graduel des salaires en l'espace de trois ans et demi.

⁵¹ Sources : *La voce sindacale*, juillet et septembre 1968 ; bulletin/journal d'entreprise de la SAS-FIM, octobre 1968 ; tract de la FIOM du 13 septembre 1968

⁵² Le piquet de grève prend de l'importance à partir de 1969. Il contribue à rompre un climat de faiblesse et de passivité ouvrière qui s'est installé depuis un certain temps, puis il disparaît au fur et à mesure que la lutte réussit à s'implanter dans l'usine. Il sera alors remplacé par le défilé dans les départements et les ateliers, auquel participent non seulement les militants, mais la grande masse des grévistes pour débusquer les jaunes et parfois séquestrer temporairement les dirigeants de l'entreprise (ce que l'on appelle les « coups de balai »). Ida Regalia-Marino Regini-Emilio Reyneri, « *Conflitti di lavoro e relazione industriali in Italia, 1968-75* », (Conflits du travail et relations industrielles en Italie 1968-1975) in Colin Crouch-Alessandro Pizzorno (sous la direction de), *Conflitti in Europa* (Conflits en Europe), 1977, Etas libri.

⁵³ L'accord du 6 mai 1969, qui a nécessité une assemblée de seulement deux heures pour chacune des trois équipes, est approuvé et seulement 60 ouvriers votent contre. La plate-forme revendicative prévoyait : a) la réduction du prix des repas de la cantine et le contrôle par la Commission interne ; b) des augmentations salariales égales pour tous ; c) la réglementation des horaires : semaine courte, améliorations pour les travailleurs postés qui bossent en cycles continus ; d) en ce qui concerne l'hygiène et la sécurité : élimination des nuisances, participation des travailleurs à la commission contre les accidents du travail ; e) l'augmentation de la rémunération aux pièces et du pourcentage pour la prime de participation ; f) la fin du travail aux pièces sur les chaînes ; g) l'établissement de normes pour les chaînes ; h) la possibilité pour la Commission interne d'intervenir dans les départements ; i) le droit de tenir l'assemblée dans l'usine ; l) l'assainissement des procédures disciplinaires. L'accord conclu prévoit : a) la

réduction du prix des repas de 200 à 150 lire ; b) une augmentation pour tous de 20 lire de l'heure ; c) la semaine courte pour les journaliers, l'augmentation de la majoration pour les jours fériés ; d) l'entrée de 3 membres de la Commission interne dans la commission contre les accidents de travail ; e) l'augmentation du pourcentage de la prime de participation et l'unification du prix du travail aux pièces par usine et par qualification ; f) l'engagement d'étudier la question de l'élimination du travail aux pièces ; g) l'engagement d'améliorer les normes pour les chaînes (pauses, remplacements) ; h) l'engagement d'élaborer avec la Commission interne un nouveau règlement syndical ; i) l'extension de la prescription pour les procédures disciplinaires ; l) l'engagement d'accélérer les examens liés aux demandes de qualifications.

Le 26 mai 1969, l'*Assolombarda* et les organisations syndicales provinciales signent un accord concernant seulement les employés. La plate-forme revendicative prévoyait : l'augmentation des primes ; un horaire de 40 heures et l'amélioration du calcul des vacances ; une cantine d'entreprise et un organisme paritaire de contrôle ; la révision des qualifications ; la mobilité interne et la communication des évaluations concernant le mérite. L'accord signé contient une augmentation mensuelle de 3 500 lire ; la réduction graduelle de l'horaire de travail de 42 à 40 heures ; l'engagement d'examiner les demandes de révision des qualifications présentées par la Commission interne et de communiquer la disponibilité des postes. Dolci, Reyneri, *op. cit.*

« L'existence d'un prix de la pièce par équipe concernant aussi les ouvriers effectuant des opérations individuelles avait fait naître le personnage du contrôleur. Cet ouvrier élu par l'équipe était chargé de rassembler les fiches de travail et d'évaluer le nombre de pièces produites ; cette pratique avait cependant souvent abouti à des collusions entre le contrôleur et le chef d'équipe, situation qui entretenait la division entre les travailleurs. Dolci, Reyneri, *op. cit.*

⁵⁴ Tracts communs FIOM-FIM-UILM des 20 et 29 janvier 1970 ; *La voce sindacale*, avril 1970 : interview d'un membre de la Commission exécutive de la FIM (1972) et d'un membre de la Commission exécutive de la FIOM appartenant à la gauche extraparlamentaire (1972), cités dans Dolci, Reyneri, *op. cit.*

La plate-forme ouvrière prévoit la réglementation des horaires de travail avec une semaine courte et des semaines alternées pour les travailleurs postés. L'accord répond pleinement aux demandes des travailleurs. Certains témoignages assimilent le climat qui régnait auparavant dans l'usine à celui d'une prison « surtout pendant l'équipe de nuit, une fois toutes les trois semaines. Ce n'était pas le fait de travailler la nuit qui te gênait, tu t'y habituais. C'était le fait que t'avais l'impression d'être un forçat. Pendant la journée, le chef d'équipe te surveillait. Bien sûr, on ne rigolait pas, mais au moins il y avait un peu d'élasticité. Tu devais seulement faire ton boulot et ils ne te surveillaient pas pour voir si tu échangeais quelques mots de trop avec un collègue travaillant sur la machine à côté de la tienne. La nuit, par contre, c'étaient les gardiens qui nous surveillaient et ils avaient pour consignes de se comporter comme des matons. Il suffisait que tu lèves les yeux de ta machine et ils te collaient une amende, je crois qu'ils avaient l'habitude de se cacher pour nous prendre en faute. Et à chaque fois tu devais payer 800 lire d'amende, si ce n'est davantage. A l'époque, notre salaire, quand on ne faisait pas d'heures supplémentaires pour s'en sortir, atteignait les 70 000 lire par mois. Avec 800 lire en moins, un jour, encore 800 lire une autre fois, tu finissais par manquer d'argent pour manger. » *Il terrorismo in fabbrica*, *op. cit.*

⁵⁵ Document commun FIOM-FIM-UILM, avril 1970 : *Elezione dei delegati* (Elections des délégués).

⁵⁶ « Bon, durant la journée, il s'est passé un ensemble de choses que l'on n'avait jamais vues jusque-là ; vers 9 heures du matin deux chaînes se sont mises en grève, à midi 30 % des ouvriers

étaient en lutte et cela a progressé jusqu'à ce que l'on atteigne 70 % de toute la Magneti. Tout cela, est-il besoin de le dire, avec une certaine euphorie, des gars qui riaient et plaisantaient tout en travaillant ; pour la première fois, le prestige du chef était remis en cause, y compris par les femmes qui, pour des raisons évidentes, étaient toujours plus influencées par les chefs que les hommes ». *Vento dell'est*, (Vent d'est) « *Analisi della lotta aziendale del 1970 alla Magneti Marelli* » 5analyse de la lutte de 1970 à la Magneti Marelli), n° 19/20, décembre 1970.

⁵⁷ « Entre-temps, les syndicats ne sont pas restés inactifs. La FIOM avait toujours été favorable [à la grève] et donc ses militants en ont été en partie les promoteurs ; , le matin, les membres de la Commission interne de la FIM ont fait le tour de l'usine en demandant aux ouvriers de patienter, puis ils ont pris position en faveur de la grève sous la pression de leurs délégués et syndiqués. Par contre l'UILM, "cohérente" comme d'habitude, a envoyé ses rares militants recommander de ne pas faire de folies, d'attendre d'abord la réaction de la direction ; cependant les ouvriers ne les prenaient pas et ne les ont pas pris au sérieux. Le soir, pendant la réunion du Conseil d'usine, les syndicats n'ont pas eu d'autre choix que de rédiger une affiche annonçant la grève et portant leurs signatures. Mais l'UILM s'est mise à pinailler parce que, selon elle, dans le fameux tract et dans les assemblées, la grève n'avait pas été votée. Néanmoins, cette dernière tentative n'a pas eu la moindre influence sur la position du Conseil d'usine et, par la force des choses, les trois fédérations syndicales ont dû soutenir la grève. » *Ibidem*.

⁵⁸ « Une chose saute aux yeux des ouvriers, pour la première fois, après vingt ans de mystification générale : le travail au rendement est une arme entre les mains du patron. Avec cette grève, on fait vraiment d'une pierre trois coups : 1) on dévoile la mystification du travail aux pièces sur le plan financier ; en fait si les ouvriers travaillent moitié moins, ils perdront moins d'argent qu'avec les grèves traditionnelles (comme c'était la première fois en Italie qu'on pratiquait ce genre de grève, on n'était pas sûr de la perte exacte que cela allait occasionner) ; donc cela prouve que le travail aux pièces n'est pas l'élément principal de la paie d'un ouvrier ; 2) la grève fait baisser considérablement la production (par exemple, si la Marelli avait un chiffre d'affaires de 6 milliards de liras par mois, il sera divisé par deux), et ce n'est pas une de ces grèves qui épuisent les travailleurs, bien au contraire ; 3) les ouvriers se rendent finalement compte des cadences qu'ils subissent et leur première réaction est de refuser de revenir aux rythmes antérieurs de travail, de demander des cadences plus « humaines. Cet élément, sera, s'il est bien utilisé, une exigence qui ne pourra plus être négligée par l'entreprise : les ouvriers se rendent compte progressivement que le temps passe et joue contre eux.

Autre question importante : la perte de pouvoir des chefs qui vivent véritablement dans une situation difficile d'équilibre entre la direction et les ouvriers. Durant cette période, ils ne peuvent engager aucune initiative sans tenir compte de la réaction des ouvriers. En fait, s'ils doivent prendre la moindre décision, punir quelqu'un ou faire pression, d'une façon ou d'une autre, sur un ouvrier (cela s'est vérifié dans quelques cas) ils se retrouvent soudain obligés de « discuter » avec une centaine de personnes. Dans ce climat, il est clair que la discipline, telle que l'entend le patron, n'existe plus.

Enfin, la section principale de l'entreprise ne travaille plus que 5 heures par semaine parce que les autres employés, que ce soit les techniciens ou les salariés des bureaux, doivent partir plus tôt ou à cause de la grève des heures supplémentaires, malgré les deux heures hebdomadaires durant lesquelles les employés essaient de récupérer la perte occasionnée par les grèves des ouvriers. Dans cette situation, des groupes de travailleurs s'organisent, pendant leur journée de travail, pour effectuer des tournées dans l'usine et contrôler si tous les employés sortent de la boîte. La tournée peut durer jusqu'à une demi-heure et ces trente minutes ne sont pas comptées

comme dans les heures de grève, parce qu'il n'existe plus de contrôle qui puisse le certifier ».

Ibidem

⁵⁹ Sources : Conseil d'usine de Magneti Marelli, *Piattaforma rivendicativa*, juin 1970 ; « *Analisi della lotta aziendale del 1970* » (Analyse de la lutte de 1970), op. cit. ; tracts de la FIM-FIOM-UILM des 26 juin et 27 juillet 1970.

Il faut signaler un tract de la FIOM, à la mi-juin, dans lequel ce syndicat explique en détails comment on calcule le rendement et démontre comment on peut ralentir beaucoup la production sans perdre trop d'argent.

La grève du rendement représente une nouveauté dans les techniques de lutte au sein de l'usine (grèves perlées, tournantes, improvisées, non-collaboration, etc.) qui ont recommencé à augmenter après que, au début des années 50, la répression patronale aidée par la justice a réussi à chasser de l'usine les actions de grève et l'organisation syndicale. La plate-forme présentée prévoit : a) passage de la prime de production de 21 600 à 130 000 liras annuelles ; b) suppression de la 5^e et de la 4^e catégories pour les ouvriers et de la 4^e pour les employés ; c) élimination du travail aux pièces sur les chaînes et les machines à « rythme obligatoire », calcul de nouveaux minimums, augmentation du pourcentage pour ceux qui touchent une prime de participation, garantie d'un minimum égal à la moyenne de l'établissement ; recomposition des tâches parcellaires en tâches multiples ; e) reconnaissance des délégués et du Comité d'usine ; f) élimination de l'équipe de nuit ; g) hygiène et sécurité : droit d'enquête et création d'un livret de santé ; h) mobilité interne des employés. L'accord est conclu sur les bases suivantes : a) la prime de production augmente et passe à 75 000 liras annuelles ; b) la direction s'engage à réexaminer les tâches des salariés de 5^e et 4^e catégories afin de supprimer progressivement les différences ; passage immédiat de 250 ouvriers à la catégorie supérieure en raison de leurs tâches ; c) sur les tapis roulants et les chaînes, introduction d'un rendement spécial, qui prévoit une valeur fixe de base à un rendement donné indépendamment des inconvénients technico-productifs ; augmentation des pourcentages pour ceux qui touchent une prime de participation et les mensuels ; d) augmentation de la prime de nuit ; e) engagement de communiquer à la Commission interne les résultats des enquêtes menées par l'ENPI [« *Ente nazionale prevenzione infortuni* » (Organisme national de prévention des accidents) ; f) engagement d'annoncer les postes disponibles pour les employés. Dolci Reyneri, op. cit.

Les femmes s'engagent difficilement dans les luttes parce qu'elles ne peuvent quitter leur poste de travail devant les tapis roulants et qu'elles ont une attitude déférente devant les chefs-mâles qui les empêchent de s'exprimer et de communiquer entre elles. *Ibidem*

⁶⁰ Tract unitaire FIM-FIOM-UILM, 28 juillet 1970 et « *Analisi della lotta aziendale del 1970* », op. cit. et Conseil d'usine de Magneti Marelli, « *Bozza di documento per una discussione in C.d.F.* », (Ebauche de documents pour une discussion au CdF), 31 août 1970.

Selon un groupe d'ouvriers proches des organisations marxistes-léninistes : « Tout cela doit nous faire réfléchir, nous les avant-gardes, car il est clair que, lorsque cela l'arrange, la Commission interne se place au-dessus de tous (ouvriers, délégués, etc.) pour décider toute seule. Cela constitue vraiment pour nous un recul par rapport à un passé récent. La Commission interne a craint de perdre son pouvoir car celui-ci s'est, dans un certain sens, écroulé aux yeux de quelques délégués. Elle a cherché, d'une façon ou d'une autre, à s'élever au-dessus de ceux-ci, en se prévalant du poids de sa propre expérience et du privilège dont ses membres jouissent dans l'usine ; mais cela ne peut pas durer longtemps. Les réactions se multiplient contre cet abus de pouvoir de la Commission interne (quand cela l'arrange, car, dans les autres cas, elle cherche à impliquer aussi les autres dans les responsabilités qu'elle assume) », *Analisi della lotta aziendale del 1970*, op. cit.

⁶¹ Selon un témoignage : « Le Cercle ouvrier était un important regroupement de jeunes qui se reconnaissaient dans une série d'expériences et de sentiments communs : le passage par un établissement d'enseignement professionnel, l'émigration depuis le sud de l'Italie, la désillusion éprouvée face au travail aux pièces, la rage contre le patron, la volonté de tout changer et la conviction que ce changement pourrait arriver très rapidement. Tels étaient les points communs entre ces jeunes. Les différents sigles des comités étaient empruntés au monde de la contestation estudiantine. A l'intérieur du Cercle ouvrier, on retrouvait tout l'arc-en-ciel des années 68 : Lotta continua, Servire il popolo, les groupes marxistes-léninistes. Certains, comme moi, étaient inscrits à la FGCI [les Jeunesses du Parti communiste italien, *NdT*]. C'était à l'époque un groupe qui avait une implantation locale et faisait référence au Cercle Lénine de Sesto San Giovanni », *Il terrorismo in fabbrica*, op. cit.

⁶² *Analisi della lotta aziendale del 1970*, op. cit. A propos du ralentissement des cadences: « Il s'agit d'une lutte efficace pour deux raisons : a) Elle permet de nuire au patron non seulement parce que – grâce à la stricte interdépendance des flux de production – un petit nombre d'ouvriers peuvent arriver à bloquer l'usine, mais aussi parce que cela démolit tout l'organigramme de l'usine (celui-ci, lors d'une grève traditionnelle, reste intact, tant pour ce qui concerne son autorité hiérarchique que ses fonctions ; la direction peut continuer à "ajuster" la production, à prévoir et empêcher des actions, donner des ordres) et que cela occasionne une perte financière moins lourde pour les ouvriers ; b) Ce type de lutte stimule au maximum les initiatives spontanées de chaque prolétaire ; tous les ouvriers, quelle que soit leur étiquette partisane ou syndicale habituelle, se trouvent face à une nécessité commune : prendre conscience de l'existence des espaces d'autonomie qui se créent au moment de la lutte, mais aussi les gérer et les défendre. La lutte contre les cadences est une bataille particulière : on ne demande plus à entrer dans le rapport de travail, on l'attaque immédiatement et, dans une certaine mesure, on le change. On met le patron (et son organigramme) devant le fait accompli. » *Lotte operaie e organizzazione del lavoro*, op. cit.

⁶³ *Dibattito unitario*, novembre 1970 et avril 1971.

⁶⁴ *Dibattito unitario*, décembre 1970 et avril 1971.

⁶⁵ *Dibattito unitario*, décembre 1970 et tract du Conseil d'usine de la Magneti Marelli du 25 octobre 1970.

⁶⁶ Le rapport entier se trouve dans l'ouvrage de Dolci-Reyneri qui illustre le mieux les deux positions. Selon un militant de la FIOM : « en réclamant un salaire minimum égal pour tous, les mensuels n'avaient rien à gagner et ils ne créaient pas une unité de lutte entre les travailleurs. Pour les groupes [extraparlimentaires], il n'était pas juste que ceux qui gagnent le plus soient augmentés ; cette idée pouvait être acceptable mais elle ne tenait pas compte de la nécessité de l'unité. »

D'un autre côté, un membre du Cercle ouvrier explique : « Notre position est motivée par la nécessité de l'unité de la classe. Nous n'avons jamais défendu l'idée d'une seule catégorie. Nous disions que certaines différences étaient justifiées au niveau de l'organisation du travail et d'autres ne l'étaient pas. Nous laissions volontairement de côté les catégories les plus élevées ; le syndicat voulait au contraire que le patron accorde de l'argent à plus de salariés parce que cela unissait le personnel. Cette attitude pouvait aussi fonctionner, mais le maintien de ces différences de rémunération légitimait une des armes des patrons dans la question des augmentations au mérite. »

⁶⁷ Sources : tract du Comité de coordination des Comités d'usine du 31 mai 1971 ; tract commun FIM-FIOM-UILM du 24 juin 1971 ; tract du Comité de coordination des Comités d'usine du 25 juin 1971 ; *Circolo operaio* de juillet 1971.

La plate-forme revendicative prévoyait : a) l'augmentation de la prime de production (de 75 000 à 130 000 liras par an) ; b) l'unification du 3^e élément : l'élimination des différences entre les travailleurs postés et les mensuels, les hommes et les femmes, les différences en fonction de l'âge et entre les usines ; c) pour le 4^e élément : définition d'un minimum garanti égal pour tous les ouvriers ; d) travail aux pièces : nouveau calcul des minima contractuels, unification du paiement à la minute, élargissement du rendement spécial, garantie d'un minimum de rendement, plafonnement de la courbe de rendement ; e) augmentation du pourcentage de la prime de participation (jusqu'à 75-100 %) ; f) suppression de l'équipe de nuit ; g) paiement intégral de la demi-heure aux travailleurs postés ; h) améliorations des vacances et indemnité de départ à la retraite ; suppression de la 4^e catégorie des employés. L'accord signé peut être résumé ainsi : a) augmentation de la prime de production fixée à 115 000 liras par an ; b) unification du 3^e élément et définition d'une valeur unique pour toutes les catégories (directement proportionnelles, avec un saut important entre la 2^e et la 1^{re} catégories) ; c) 4^e élément : minimum garanti de 20 liras par heure et pour tous ; d) travail aux pièces : nouveau calcul et unification des taux de calcul, extension graduelle du rendement spécial, augmentation de la garantie du rendement, baisse importante de la courbe de rendement au-delà des niveaux maximums atteints ; e) augmentation du pourcentage de la prime de participation (jusqu'à 50-80 %) ; f) augmentation de la prime de nuit ; g) paiement intégral de la demi-heure aux ouvriers postés ; h) augmentation du nombre de jours de vacances et de l'indemnité de départ de l'entreprise ; i) passages de la 4^e à la 3^e catégorie pour 50% des employés. Dolci-Reyneri, op. cit.

⁶⁸ Selon un militant de la FIOM : « le premier groupe est parti tout seul ; lors des dernières élections, deux de ses délégués n'ont pas été réélus, dont un membre de la Commission exécutive. Leur politique est très différente de celle du Cercle ouvrier ; quand un travailleur se tourne vers eux pour des problèmes concernant un département, ils ne le prennent pas au sérieux, parce qu'ils ne sont pas favorables idéologiquement à ces questions, pour eux, la solution à tous les problèmes est d'abattre le patron. Alors que les autres savent résoudre les problèmes des ouvriers, même les plus insignifiants. S'il faut donner de l'huile de coude militante, ils sont les premiers volontaires. Et cela, les ouvriers le remarquent, au-delà des positions politiques ; entre celui qui ne fait rien pour eux mais leur explique sa ligne politique, et celui qui se démène pour eux, même s'ils ont des divergences avec ce dernier, les ouvriers préfèrent les bosseurs. » Interview d'un militant de la FIOM, in Dolci-Reyneri, op. cit.

⁶⁹ Tract du Conseil d'usine de la Magneti Marelli, 29 septembre 1971 et 6 octobre 1971.

⁷⁰ *Dibattito unitario*, mars 1972.

⁷¹ *Dibattito unitario*, « Un mensuel », mars 1972 et *Dibattito unitario*, avril 1972.

⁷² *Dibattito unitario*, juillet 1972. Les négociations commencent le 10 mars 1972 et l'accord est signé le 24 mars, sans qu'intervienne la moindre grève ou pression sur la direction. Celle-ci reconnaît le Comité d'usine, sa Commission exécutive et le Comité de coordination des Comités d'usine du groupe. Les délégués peuvent se déplacer à l'intérieur des départements, sans la moindre limitation ; les heures de délégation sont calculées d'après le montant d'heures prévu par l'accord seulement si elles sont utilisées en dehors de l'entreprise. Il en résulte que, en théorie, l'activité syndicale ne rencontre pratiquement aucune limite de temps. Les délégués des mensuels se voient reconnaître le rendement qui leur manque, la production des mensuels n'est plus contrôlée. Seuls deux des 9 membres de la Commission exécutive travaillent quelques heures par mois, les autres sont en fait dispensés de travailler. Dolci-Reyneri, op. cit.

⁷³ Les revendications sont présentées à la direction à la mi-avril, mais les négociations ne commencent qu'à partir du 15 mai. Après deux réunions qui n'aboutissent à rien, des grèves éclatent qui se poursuivront jusqu'à la fin des négociations. La plate-forme revendicative est la suivante : a) augmentation de la prime de production ; b) versement intégral du salaire en cas de maladie ; c) définition du 4^e élément ; d) égalisation ultérieure des salaires entre certaines usines du groupe ; e) suppression de l'emploi de la procédure du chômage technique et garantie du poste de travail. L'accord conclu est le suivant : a) passage de la prime de production de 115 000 à 152 000 liras ; b) avance partielle par l'entreprise de l'indemnité de l'INAM (l'assurance maladie) ; c) confirmation des accords d'entreprise et de département pour le 4^e élément (20 liras aux travailleurs postés et 50 liras aux mensuels) et pour les pourcentages des primes de la participation ; d) égalisation de certaines conditions dans les usines non milanaises ; e) lettre de la direction dans laquelle elle annonce que toutes les usines retourneront progressivement à un horaire à temps complet et qu'elle ne prévoit pas de futures réductions des horaires ou de l'emploi.

⁷⁴ Dolci-Reyneri, op. cit.

⁷⁵ Ibidem.

⁷⁶ Ibidem.

Chapitre 3

⁷⁷ « Storia dell'Italia dal dopoguerra a oggi », op. cit., pp. 473 et suivantes

⁷⁸ Andrea Graziosi, « *La ristrutturazione nelle grandi fabbriche 1973-1976* », Feltrinelli, 1979 et Primo Moroni – Nanni Balestrini, « *L'orda d'oro* », SugarCo, 1988.

⁷⁹ En 1977, juste après l'arrestation de sept ouvriers de la Magneti Marelli et de la Falck à Valgrande, le Comité ouvrier Magneti publia un document sous le titre « *Operai et stato* » (Ouvriers et Etat) sur l'histoire des luttes à l'usine : « *au moment même où l'attaque contre les révolutionnaires se fait plus directe et où un saut dans l'organisation ouvrière se fait plus nécessaire* ». La donnée de base est « *l'incapacité du patron et du PCI avec le syndicat à bloquer* » le processus continu de croissance de l'organisation et de la conscience ouvrières à l'intérieur de la Magneti Marelli de via Adriano 81 à Crescenzago.

⁸⁰ « *L'orda d'oro* », op. cit., p. 326.

⁸¹ Dibattito unitario, Noi et il Cile, (Nous et le Chili) n° 12, septembre 1973 et tract « *Contro il colpo di stato in Cile la classe operaia si arma della sua autonomia politica!* » (contre le coup d'état au Chili, la classe ouvrière s'arme de son autonomie politique !) du Circolo Lenin, 12 septembre 1973.

⁸² Tract « *Una nouvelle tassa sui salari Un altro furto sur la busta paga!* » (Une nouvelle taxe sur les salaires, un autre vol sur la feuille de paie) du Circolo operaio Karl Marx, 1 octobre 1973 et tract « *Contro la divisione delle categorie, per un maggior salario, apriamo la lotta in reparto!* » (Contre la division en catégories, pour un meilleur salaire, démarrons la lutte dans les ateliers !) du Circolo operaio Karl Marx, 8 octobre 1973.

⁸³ Ibidem.

⁸⁴ Tract « *Presentate le richieste alla direzione* » (Présentez les revendications à la direction) du Secrétaire du comité de coordination, Milan, 17 septembre 1973 et *Dibattito unitario*, « *Iniziano*

*le trattative con la Direzione » (commençons les négociations avec la Direction) et « Le nostre richieste » (Nos revendications), septembre 1973. Avec le contrat national de 1973, signé en mars avec l'Intersind et l'Asap et en avril avec la Fédération de la Mécanique, on arrive à la conquête de l'encadrement unique, aux 150 heures de formation payées, aux augmentations égales pour tous. Avec l'encadrement unique ouvriers-employés 8 niveaux (sept plus une V super) ont été créés qui remplacent les précédentes catégories et sous-catégories qui comprenaient la présence de 20 catégories. Pour la Coordination Marelli, la nouvelle structure salariale des travailleurs du Groupe devait ainsi être formée : salaire de base mensuel équivalent au minimum contractuel ; une prime d'entreprise (dite troisième élément mensuel) égale pour tous les travailleurs divisés par catégorie et comprenant toutes les primes salariales liées à l'entreprise ; les avancements à l'ancienneté devront être bi-annuels ; les avancements suivant l'inflation doivent avoir une évolution mensuelle. Le nouveau troisième élément d'entreprise va remplacer les troisième et quatrième élément (une sorte de prime de production *ad personam*), le rendement (aux pièces) avec participation, les super-minimums, les incitations, etc., à l'exclusion de la prime de production annuelle. On allait ainsi vers l'abolition du salaire aux pièces. *Dibattito unitario*, « *Struttura salariale e inquadramento unico* » (*Structure salariale et encadrement unique*), n° 12, septembre 1973.*

La plate forme revendicative est la suivante : a) programme d'investissements et nouvelles embauches, surtout dans les usines du Sud, pour les années 1974-1978 ; b) actualisation de l'encadrement unique à partir du premier novembre 1973 avec introduction de la nouvelle structure salariale (troisième élément d'entreprise) ; c) augmentation de la prime de production en 1973 de 65 000 lire annuels ; d) prix du bonus mensuel fixé à 150 lire, indemnité de substitution pour la cantine, gestion directe de toutes les cantines (menus, qualité) et pause pour les repas des travailleurs en équipe ; e) paiement des jours fériés équivalent à 8 heures ; f) autres problèmes relatifs aux pauses, remplacements, avancements à l'ancienneté, travailleurs âgés, étudiants-travailleurs. *Dibattito unitario*, « *Momento critico e di svolta nella vertenza* » (*Moment critique et tournant dans le conflit*), n° 13, novembre 1973.

⁸⁵ Tract « *Oggi in assemblea!* » (Aujourd'hui en Assemblée !) du Circolo operaio Karl Marx, 4 septembre 1973 et tract « *Martedì si sono svolte le assemblee* » (*Mardi les assemblées se sont tournées*) du Nucleo operaio de Lotta continua de la Magneti Marelli, 5 septembre 1973 et tract « *Contro le manovre dei capi, contro i passaggi individuali di qualifica, per il salario: aprire subito la lotta!* » (Contre la manœuvre des chefs, contre els passages individuels de qualification, pour le salaire : ouvrir la lutte maintenant !) du Circolo operaio Karl Marx, s.d. et tract « *Facciamo ancora chiarezza* » (Faisons encore la lumière) du Nucleo operaio de Lotta continua de la Magneti Marelli, 11 septembre 1973 et tract « *3Apriamo la lotta sulla vertenza* » (Ouvrons la lutte sur le conflit) du Circolo operaio Karl Marx, 18 septembre 1973 et tract « *Il padrone vuole smobilitarci prendendo tempo* » (Le patron veut nous démobiliser en prenant son temps) du Circolo operaio Karl Marx, s.d.

⁸⁶ Tract « *'Blocco' dei prezzi, blocco dei salari, se non basta arrivano i parà* » (« Blocage » des prix, blocage des salaires, si on n'arrête pas, les paras arrivent) du Circolo operaio Karl Marx, 10 septembre 1973 et tract « *No!! Alla smobilitazione!!! No! Alla plate forme fumosa!!!!* » (Non à la démobilisation ! Non à la plate forme fumeuse !) du Circolo operaio Karl Marx, 24 septembre 1973 et tract « *I padroni non entrano nel merito e tirano per le lunghe* » (Les patrons n'entrent pas au mérite et tirent en longueur) du Circolo operaio Karl Marx, 28 septembre 1973.

⁸⁷ Tract « *Da oggi durante lo sciopero blocco delle merci* » (Dès aujourd'hui pendant la grève bloquons les marchandises) du Nucleo operaio de Lotta continua de la Magneti Marelli, 18 octobre 1973.

⁸⁸ Tract « *Scendiamo domani in piazza per rompere l'isolamento et ribadire i nostri obiettivi!* » (Descendons demain dans la rue pour rompre l'isolement et confirmer nos objectifs !) du Circolo operaio Karl Marx et du Nucleo operaio Lotta continua, 29 octobre 1973.

⁸⁹ Tract « *I padroni aumentano i prezzi Aumentiamo la lotta per il salario* » (Les patrons augmentent les prix. Augmentons la lutte pour le salaire) du Circolo operaio Karl Marx et Nucleo operaio de Lotta continua, 4 novembre 1973.

⁹⁰ Tract « *Alla direzione il blocco non piace et minaccia!!!* » (Le blocage ne plait pas à la direction et elle menace) du Circolo operaio Karl Marx et Nucleo operaio Lotta continua, 7 novembre 1973 et tract « *Vigilia di provocazione* » (Gare aux provocations) du Circolo operaio Karl Marx et Lotta continua, 8 novembre 1973 et tract « *Oggi in assemblea No!! agli scaglionamenti* » (Aujourd'hui à l'assemblée : non aux échelonnements !) du Nucleo operaio Lotta continua et Circolo operaio Karl Marx, 12 novembre 1973 et tract « *Ieri il padrone ha rotto le trattative* » (Hier, le patron a rompu la négociation) du Nucleo M. Marelli de Lotta continua, 14 novembre 1973 et tract « *Nelle assemblee no agli scaglionamenti sì alla lotta incisiva* » du Nucleo operaio Lotta continua et Circolo operaio Karl Marx, s.d. et tract « *Domani tutti in piazza* » (Demain tous dans la rue) du Nucleo operaio Lotta continua et du Circolo operaio Karl Marx, 20 novembre 1973 et tract « *Gli operai in lotta della Magneti non sono soli* » (Les ouvriers en lutte de la Magneti Marelli ne sont pas seuls) du Circolo operaio Karl Marx et Lotta continua, 23 novembre 73.

⁹¹ Tract « *Le misure sul petrolio non 'colpiscono' tutti allo stesso modo* » (Les mesures sur l'essence ne "frappent" tout le monde de la même façon) du Nucleo di Lotta continua et Circolo operaio Karl Marx, 25 novembre 1973.

⁹² Tract « *Proletari, avanti nella lotta contro i padroni per il salario!* » (Prolétaires, en avant dans la lutte contre les patrons et pour les salaires) du Circolo Karl Marx et Lotta continua, 3 décembre 1973.

⁹³ Tract « *Contro la crisi dei padroni rispondiamo con la lotta* » (Contre la crise des patrons répondons par la lutte) du Circolo Karl Marx Lotta continua, 11 décembre 1973 ; tract « *La riconoscenza non è una virtù del padroni* » (la reconnaissance n'est pas une vertu du patron) du Circolo Karl Marx et Lotta continua, 13 décembre 1973 ; tract « *Il padroni vuole tutto! Solo la lotta paga* » (Les patrons veulent tout ! Seule la lutte paie) du Circolo Karl Marx et Lotta continua, 18 décembre 1973.

⁹⁴ « *Cronaca di un processo* » (Chronique d'un processus) aux soins du comité ouvrier de la Magneti Marelli, *Cronihistoria*, n.u., février 1980.

⁹⁵ « *Cronaca di un processo, 4 anni di lotte 4 anni di rapporto operai- padroni operai - sindacato operai -giustizia* », (4 années de luttes, 4 années de rapport ouvriers-patrons ouvriers-syndicats ouvriers-justice) n.u., février 1980.

⁹⁶ Tract « *Trattativa: la provocazione padronale continua!* » (Négociation : la provocation patronale continue !) du Circolo Karl Marx Lotta continua, 20 décembre 1973 et tract « *Questo accordo sacrifica salario e categorie e ci divide, non possiamo accettarlo* » (Cet accord sacrifie le salaire et les catégories et nous divise, on ne peut l'accepter) de Lotta continua, 1 janvier 1974.

⁹⁷ *Dibattito unitario*, « *Conquesto positivo accordo* », n° 14, janvier 1974. Pour les différents moments de la négociation, voir aussi le tract « *Lavoratrici, lavoratori della Magneti Marelli* » du Comité national de Coordination du Groupe Magneti Marelli, Sesto San Giovanni, 28 septembre 1973 et tract « *La direzione ha interrotto le trattative!* » (la direction a interrompu la négociation) du Comité national de Coordination Magneti Marelli (Cgil-Cisl-Uil)-Fédération

des travailleurs de la métallurgie de la Zone de Sesto S.G., s.d. et tract « *Chiediamo alla direzione risposte precise et concrete* » (nous demandons à la direction des réponses précises et concrètes) des Fédérations des travailleurs de la métallurgie (Fim-Fiom-Uilm)- Zone de Sesto S.G. et Conseil d'usine Magneti Marelli, Sesto San Giovanni, 1 octobre 1973 et tract « *Lavoratrici- lavoratori* » (travailleuses, travailleurs) du Comité national de Coordination du Groupe Magneti Marelli Cgil-Cisl-Uil, Sesto San Giovanni, 9 octobre 1973 et tract « *Oggi assemblea aperta* » (Aujourd'hui assemblée ouverte) de la Flm Sesto San Giovanni, 10 octobre 1973 et tract « *L'F.L.M. di Sesto S.G. sur la vertenza Magneti M.* » (La FLM De Sesto S.G. sur le conflit Magneti) du Comité exécutif F.L.M. zone de Sesto S.G., Sesto San Giovanni, 15 octobre 1973 et tract « *Lavoratrici, lavoratori della Magneti Marelli* » (travailleuses, travailleurs de la Magneti Marelli) du Comité national de Coordination du Groupe Magneti Marelli Cgil-Cisl-Uil, Sesto San Giovanni, 16 octobre 1973 et tract « *Negativo il quattro incontro con la direzione* » (La quatrième rencontre avec la Direction est négative) du Comité national de Coordination du Groupe Magneti Marelli Cgil-Cisl-Uil, Sesto San Giovanni, 25 octobre 1973 et tract « *La direzione sfugge sui problemi concreti* » (La direction fuit les problèmes concrets) du Comité national de Coordination du Groupe Magneti Marelli Cgil-Cisl-Uil et Fédérations des travailleurs de la métallurgie zone de Sesto S.G., 31 octobre 1973 et tract « *La direzione della Magneti Marelli dopo aver interrotto le trattative le sposta ll'Assolombarda* » (La Direction Magneti Marelli après avoir interrompu les négociations les déplace à 'Assolombarda) de la FLM-zone de Sesto S.G., Sesto San Giovanni, 21 novembre 1973 et tract « *Mercoledì 5 dicembre ore 9 riprendono le trattative alla Assolombarda* » (Mercredi 5 décembre à 9h, les négociations à l'Assolombarda reprennent) des conseils d'usine Magneti Marelli A, B, N, Filiales et Flm zone de Sesto S. Giovanni, 3 decembre 1973.

La signature de l'accord advint entre les représentants de l'Assolombarda et trois dirigeants de l'entreprise d'une part et cinq représentants des syndicats provinciaux FIM-FIOM-UILM (Antonio Pizzinato, Guido Laudini, Giampiero Colombo, Rino Caviglioli et Donato Di Meo) de l'autre. Etaient présents les représentants syndicaux d'entreprise (RSA) des établissements Magneti Marelli de Sesto San Giovanni, Batterie Sesto, Crescenzago, Alessandria, Carpi, Romano Lombardo, Potenza, Torino, San Salvo et des filiales. L'accord prévoyait : a) augmentation de la prime de production 1973 de 50 000 liras ; b) augmentation de 5 500 liras mensuelles pour tous ; c) institution du nouveau "troisième élément" salarial ; d) institution de l'encadrement unique avec mobilité progressive entre la 2e et la 3e catégorie pour 4 400 travailleurs ; e) bon repas à prix fixe de 150 liras et indemnité de repas journalière de 75 liras, passage graduel à la gestion directe des cantines ; f) prévisions d'investissements pour l'emploi dans la zone méridionale et sauvegarde du niveau de l'emploi dans les établissements de Carpi et d'Alessandria. *Dibattito unitario*, « *Conquesto positivo accordo* » (Conquête positive de l'accord) n° 14, janvier 1974.

⁹⁸ *Il Sole-24 ore*, « *Ritorna in attivo il bilancio Magneti Marelli* » (le bilan Magneti Marelli redevient positif), 1 mai 1974.

⁹⁹ *4 anni di lotte 4 anni di rapporto*, (4 années de luttes, 4 années de rapport) op. cit.

¹⁰⁰ Tract « travailleuses, travailleurs de la Magneti Marelli » du Conseil d'usine Magneti Marelli de Crescenzago, Crescenzago, 18 février 1974, tract « travailleuses, travailleurs de la Magneti Marelli » du Conseil d'usine Magneti Marelli de Crescenzago, Crescenzago, 5 mars 1974.

La proposition patronale prévoyait l'institution d'une troisième équipe, de nuit, à la II^e section Bureaux et Essais, deux équipes à la II^e section montage, la troisième équipe à l'atelier Vitres et à l'atelier Galvanisation, trois équipes également, le samedi, à la fonderie avec en plus un quota

fixe d'heures supplémentaires le samedi. Tract « La direction menace de Cassa Integrazione à la II^e section » de Lotta continua, 4 février 1974.

¹⁰¹ Tract « La direction menace de Cassa Integrazione à la II^e section » de Lotta continua, 4 février 1974 ; tract « La fonderie refuse les heures supplémentaires et entre en lutte pour de fortes augmentations salariales » de Lotta continua, 8 février 1974.

¹⁰² Tract « Foutons par terre Rumor et reprenons de suite la lutte » de Lotta continua, 21 février 1974 ; tract « Le gouvernement nous vole, La Malfa démissionne, en avant pour la lutte ! » de Lotta continua, 1 mars 1974.

¹⁰³ Tract « *No alla cassa integrazione, imponiamo il salario al 100%* » (Non à la Cassa Integrazione, imposons le salaire à 100 %) du Nucleo operaio die Lotta continua, 6 mars 1974.

¹⁰⁴ Tract « *La fonderia apre lo scontro in fabbrica sul salario* » (La fonderie ouvre l'affrontement sur le salaire dans l'usine) de Lotta continua, 27 mars 1974.

¹⁰⁵ Tract « Dopo mesi et mesi di fumo sull'inquadramento, finalmente la luce: più divisioni, più miseria per i lavoratori, più potere ai capi et al padroni » (Après des mois et des mois de rideau de fumée, enfin la lumière : plus de divisions, plus de misère pour les travailleurs, plus de pouvoir pour les chefs et le patron) du Nucleo operai-impegiati de Lotta continua, 1 avril 1974 ; tract « Un inquadramento che divide, un inquadramento per impedire l'unità dei operai sulla ripresa della lotta in fabbrica! » (Un encadrement qui divise, un encadrement pour empêcher l'unité des ouvriers pour la reprise de la lutte à l'usine) du Nucleo operai-impegiati de Lotta continua, 8 avril 1974.

¹⁰⁶ Tract « Des grèves des sections 2,3 et 4 et de la fonderie aux objectifs pour la lutte de toute l'usine » du Nucleo operai-impegiati de Lotta continua, 15 avril 1974.

¹⁰⁷ Tract « *Il governo licenzia i sindacati e va avanti nel piano antioperaio!* » (Le gouvernement licencient les syndicalistes et le plan anti-ouvrier va de l'avant) du Nucleo operai-impegiati de Lotta continua, 10 mai 1974.

¹⁰⁸ Tract « *Contro il continuo aumento dei prezzi apriamo la vertenza aziendale!* » (Contre l'augmentation continue des prix ouvrons la lutte d'usine) du Nucleo operai-impegiati de Lotta continua, 23 avril 1974.

¹⁰⁹ Tract « *Sgomberate sabato le case occupate da centinaia di famiglie operaie* » (Evacuez dimanche les maisons occupées par des centaines de familles ouvrières) de Lotta continua, 5 mai 1974.

¹¹⁰ *Dibattito unitario*, « *Rinnovo premio di produzione-Istituzione gratifica feriale-Contributo sociale dell'1%* » (Prime de production renouvelée-institution d'une prime des jours fériés-contribution sociale de 1 %) n° 16, mai 1974 et *Dibattito unitario*, « *Mozione conclusiva approvata all'unanimità*, » (motion de conclusion approuvée à l'unanimité) n° 17, juin 1974 et document « *Comunicato a tutti i lavoratori del Gruppo Magneti Marelli* » (Communiqué à tous les travailleurs du Groupe Magneti Marelli) du Congrès national Groupe Magneti Marelli, Sesto San Giovanni, 1-6-74, in *Dibattito unitario*, n° 17, juin 1974.

¹¹¹ Ibidem.

Comme témoignage d'une grande attention aux questions plus générales : dans le numéro 12 de *Dibattito unitario*, un article sur le récent coup d'Etat au Chili fut publié (« *Noi et il Cile* ») (Nous et le Chili) ; dans le numéro 15, trois articles sur le référendum pour l'abrogation du divorce (« *La risoluzione della f.l.m. di Milano, Il testo della legge, Il divorzio in Italia* »). (résolution de la FLM de Milan, le test de la loi, le divorce en Italie).

¹¹² Ibidem.

¹¹³ Tract « *Il padron, i padroni... et noi* » (Le patron, les patrons...et nous) Lotta continua, 25 juin 1974.

¹¹⁴ Ibidem.

¹¹⁵ Tract « *Lavoratrici, lavoratori del gruppo Magneti Marelli* » (travailleuses, travailleurs de la Magneti Marelli) du Comité national de coordination du Groupe Magneti Marelli et FLM zone de Sesto S.G., Sesto San Giovanni, 28 juin 1974.

¹¹⁶ Tract « *Il padron tira alle lunghe per mandarci "in ferie" ancora più in miseria* » (le patron fait traîner pour nous demander pendant les "vacances" encore plus de misère) de Lotta continua, 15 juillet 1974.

¹¹⁷ Tract « *Luglio non est finito, ogni giorno un giorno di lotta!* » (Juillet n'est pas fini, chaque jour est un jour de lutte !) de Lotta continua, 18 juillet 1974.

¹¹⁸ Tract « *Rispondiamo alle minacce del padron con il dibattito et la lotta* » (Répondons aux menaces du patron par la discussion et la lutte) du Noyau ouvriers-employés de Lotta continua, 29-8-74.

¹¹⁹ Tract « *Una settimana di lotta, per l'iniziativa operaia!* » (Une semaine de lutte, pour l'initiative ouvrière!) de Lotta continua, 8 septembre 1974.

¹²⁰ Ibidem.

¹²¹ Tract « *Forme di lotta per saldare la lotta di fabbrica alla lotta generale!* » (Formes de lutte pour transformer la lutte de l'usine en lutte générale) de Lotta continua, 12 septembre 1974 et tract « *Compagni, il padron attacca* » (Camrades, le patron attaque !) de Lotta continua, 18 septembre 1974 et « *4 anni di lotta 4 anni di rapporto* », op. cit. Voici la version de l'entreprise sur l'incident : « Le 12 septembre 1974 quelques fonctionnaires furent injuriés, insultés et portés en cortège dans l'établissement de Crescenzago par parte un fort groupe de salariés ». lettre de Domenico La Monica au juge instructeur Forno, Sesto San Giovanni, 3 décembre 1976, cité dans *Controinformazione*, n° 17, janvier 1980, p. 24. Le 9 octobre 1974, la direction de l'entreprise porta plainte pour ces faits au commissariat de police de Greco-Turro.

¹²² Tract Non ci fanno paura! La nostra risposta sarà ancora più dura di Lotta continua, 16 septembre 1974.

¹²³ Tract « *No alla repressione delle avanguardie No alla repressione delle forme di lotta* » (Non à la répression des avant-gardes. Non à la répression des formes de lutte) de Lotta continua, 25 septembre 1974. En février 1974, le gouvernement annonça une forte augmentation des prix de l'essence et de quelques produits alimentaires, décision qui entraîna immédiatement des grèves spontanées avec manifestations. En août de la même année, une nouvelle forme de protestation vit le jour : quelques groupes de banlieusards de la Fiat Rivalta de Turin décidèrent de réduire eux-mêmes le prix de l'abonnement des transports publics. Leur exemple se diffusa rapidement dans tout le Piémont, s'élargissant au paiement des factures de l'ENEL et du SIP. Pendant l'hiver 1974-75, la protestation s'élargit au Centre et au Nord de l'Italie impliquant des centaines de milliers de citoyens. Cette forme « illégale » de protestation fut soutenue par les structures périphériques des syndicats et par tous les groupes révolutionnaires, tandis que la structure centrale des syndicats et le PCI condamnèrent le mouvement comme aventuriste. « *Storia dell'Italia dal dopoguerra ad oggi* », op. cit.

¹²⁴ Après quelques jours, les Brigades rouges diffusèrent un communiqué dans lequel ils revendiquèrent tous les attentats. Le tract se concluait ainsi : « Filippo Polifroni, demeurant via

Fiume 37, à Sesto San Giovanni, a reçu la visite d'un noyau des BR et, bien que sa voiture a miraculeusement échappé à la destruction, l'avertissement vaut clairement aussi pour lui... Ce dernier est le chef du personnel de l'établissement Magneti Marelli de Crescenzago et il s'obstine à y poursuivre sa politique anti-ouvrière malgré les demandes répétées que lui ont fait les ouvriers en allant "le trouver" en cortège dans son bureau. » Cité dans « *Il terrorismo in fabbrica* », op. cit.

¹²⁵ « *L'orda d'oro* », op. cit. p. 326.

¹²⁶ Lucio Castellano, « *Aut. Op. La storia et i documenti* », Savelli, 1980, p. 111.

¹²⁷ Le 7 mars 1975, après l'annonce d'un raid du MSI, *piazza San Carlo*, dans l'espace d'à peine plus d'une heure, quinze milles travailleurs milanais se mobilisèrent pour l'empêcher. Des dizaines de cortèges organisés par les syndicats et par les organisations de la gauche révolutionnaire se concentrèrent *via Mascagni*, devant le siège de l'ANPI, où se tenait un meeting du secrétaire général de l'UIL, Polotti.

L'initiative étaient partie des usines Innocenti-Leyland, Pirelli et Borletti. La manifestation repartit en prenant les *via Borgogna, piazza san Babila, corso Monforte* et revint *via Mascagni* où parlait le président provincial de l'ANPI, Tino Casali. La gauche révolutionnaire poursuivit la manifestation pendant laquelle eurent lieu quelques incidents et "punitions" de fascistes. *Corriere della sera*, « *Manifestazione antifascista nel centro della città di migliaia di usciti dalle fabbriche* », (Manifestation antifasciste dans le centre de la ville de milliers de travailleurs sortis des usines), 8 mars 1975.

¹²⁸ *Linea di condotta*, « *Documento* », numéro unique, 1975.

¹²⁹ Ibidem.

¹³⁰ Ibidem.

¹³¹ Ibidem.

¹³² Ibidem.

¹³³ Ibidem.

¹³⁴ Ibidem.

¹³⁵ Guicciardi, « *Il tempo del furore* », Rusconi, 1988, p.10 et Procureur de la République de Milan, « *Requisitoria del pubblico ministero Armando Spataro dell'11 luglio 1981 relativa ai procedimenti n° 921/80 F G. I. et n° 228/81 F G. I.* » (Réquisitoire du ministère public Armando Spataro du 11 juillet 1981 relatif aux procédures), p. 833 et Interrogatoire de Roberto Sandalo devant le juge d'instruction de Turin du 21 mai 1980.

¹³⁶ « *Gli ouperai e la giustizia* » (Les ouvriers et la justice), *Lo scontro di classe investe l'istituzione giudiziaria*, 12 novembre 1976.

¹³⁷ Document « *3 anni di lotta alla Magneti Marelli di Crescenzago* » du Comité ouvrier communiste Magneti Marelli, 1977, dans *Lotta continua*, 30 juillet 1977, p. 8 et « *4 anni di lotte, 4 anni di rapporto* », op. cit.

¹³⁸ « *4 anni di lotte, 4 anni di rapporto* », op. cit.

¹³⁹ Ibidem et tract « *No all'uso strumentale della crisi governativa-No alla cassa integrazione Lotta generale!!* » (Non à l'instrumentalisation de la crise gouvernementale – non à la *Cassa Integrazione* – Lutte générale !) de *Lotta continua*, 8 octobre 1974 ; tract « *No ai ponti! Contro lo straordinario al sabato ronda operaia!* » (Non aux ponts ! Contre les heures supplémentaires du

samedi, ronde ouvrière !) de Lotta continua, 14 octobre 1974 ; tract « *La lotta deve pagare!* » (La lutte doit payer !) de Lotta continua, 17 octobre 1974 ; tract « *Contro il ricatto padronale della cassa integrazione et delle elezioni anticipate* » 5 contre le chantage patronal à la *Cassa Integrazione* et aux élections anticipées) de Lotta continua, 15 octobre 1974 ; tract « *Rilanciamo la lotta* » (Relançons la lutte) de Lotta continua, 22 octobre 1974.

¹⁴⁰ Tract « *Una lotta generale et una lotta di fabbrica, di tutti i lavoratori!* » (Une lutte générale et une lutte d'usine de tous les travailleurs !) de Lotta continua, 29 octobre 1974.

¹⁴¹ Tracts : « *Contro i ponti di Agnelli e la ristrutturazione e repressione alla Magneti riprendiamo l'iniziativa* » (Contre les ponts d'Agnelli, la restructuration et la répression à la Magneti, reprenons l'initiative) de Lotta continua, 1 décembre 1974 ; « *Ristrutturazione et repressione non devono passare!* » (Restructurations et répression ne doivent pas passer !) de Lotta continua, 10 décembre 1974 ; « *Continuare la lotta, organizzare la lotta: questa est l'unica garanzia!* » (Continuer la lutte, organiser la lutte : ceci est l'unique garantie !) de Lotta continua, 12 décembre 1974 ; « *Respingiamo la cassa integrazione!* » (Repoussons la *Cassa integrazione* !) de Lotta continua, 15 décembre 1974.

¹⁴² « *4 anni di lotte, 4 anni di rapporto* », op. cit.

¹⁴³ Tract « *No alla cassa integrazione/disoccupazione! No al tentativo padronale di distruggere la forza operaia!* » (Non à la *Cassa Integrazione*, non au chômage ! Non à la tentative patronale de détruire la force ouvrière !) du Comité communiste Magneti, 27 janvier 1975.

¹⁴⁴ Tracts : « *Continuiamo ed estendiamo la lotta operaia contro la provocazione padronale delle casse integrazioni!* » (Continuons et étendons la lutte ouvrière contre la provocation patronale des *Cassa integrazione* !) du Comité communiste Magneti, 3 février 1975 ; « *Prepariamo l'assemblea generale! Per l'unità di tutta la fabbrica* » (Préparons l'Assemblée générale ! Pour l'unité de toute l'usine !) du Comité communiste Magneti, 7 février 1975.

¹⁴⁵ Tracts : « *In cassa integrazione mettiamoci il padron!* » (Mettons le patron en *Cassa Integrazione* !) du Comité communiste Magneti, 10 février 1975 ; « *Andiamo direttamente noi a dire al padron che sulle "casse integrazioni non si tratta!"* » (Allons directement dire au patron qu'on ne discute pas de la *Cassa Integrazione* !) du Comité communiste Magneti, 13 février 1975 ; « *Uscire dalla fabbrica e colpire la direzione di Sesto! Uscire dai reparti colpiti e unire la forza operaia!* » (Sortir de l'usine et frapper la direction de Sesto ! Sortir des ateliers touchés et unir la force ouvrière !) du Comité communiste Magneti, 17 février 75 ; « *Rifiutiamo il compromesso sindacale sui licenziamenti* » (Refusons le compromis syndical sur les licenciements) du Comité communiste Magneti, 3 mars 1975.

¹⁴⁶ Document « *Operai e stato* » du Comité ouvrier Magneti, 1977 et *Controinformazione*, « *Marelli: La guardia rossa racconta* », n° 17, janvier 1980, p. 24 et « *4 anni di lotte, 4 anni di rapporto* », op. cit.

¹⁴⁷ « *Il terrorismo in fabbrica* », op. cit.

¹⁴⁸ Tract « *Dalla fabbrica alla piazza: 30.000 operai a Milano contro i nuovi livelli dell'attacco padronale!* » (De l'usine à la rue : 30 000 ouvriers à Milan contre les nouveaux niveaux de l'attaque patronale !) des Comités communistes d'usine, 10 mars 1975.

¹⁴⁹ Quotidiano dei lavoratori, « *Esemplare mobilitazione alla Magneti M.* », (Mobilisation exemplaire à la Magneti) 14 mars 1975.

¹⁵⁰ Lettre de Domenico La Monica au juge instructeur Forno, Sesto S. Giovanni, 3 décembre 1976, cité dans *Controinformazione*, n° 17, janvier 1980, p. 24. Ces faits avec deux attentats des

BR furent dénoncés par l'entreprise le 28 mars 1975 dans une plainte au commissariat de police de Greco-Turro.

¹⁵¹ Tract « *Allo sciopero generale di Sesto, portiamo in piazza il programma operaio di venerdì 7 mars* » (A la grève générale de Sesto, portons dans la rue le programme ouvrier de vendredi 7 mars) des Comités communistes d'usine, 17 mars 1975.

¹⁵² Guicciardi, op. cit. p. 62 témoignage de Costa. Dans la matinée du samedi 19 octobre 1974, deux « achats politiques » furent réalisées au supermarché SMA de la *via Padova* et à l'Esselunga du *Quarto Oggiaro*, deux quartiers populaires de Milan. Dans les deux cas, une fois arrivés aux caisses, les clients trouvèrent « des jeunes décidés qui mettaient les vieux prix, les invitant à l'auto-réduction » A l'extérieur des supermarchés, d'autres jeunes, femmes et prolétaires du quartier scandaient des slogans comme « Si les prix augmentent, nous prenons les marchandises et ne payons plus ! » Les diminutions de prix s'évaluaient entre 10 et 50 %. La police arriva avec une patrouille de 30 suivie plus tard de carabinieri et de CRS : « Les extrémistes, sans que cette fois la presse du régime puisse le nier, étaient toutes des femmes défaites par la fatigue et la mauvaise alimentation, jeunes immigrants marqués par le chômage et les privations, adolescentes à qui le bien-être capitaliste avait imposé le travail précoce et nourriture absolument insuffisante ». Il y eut de nombreux blessés et arrestations, alors que la valeur des marchandises expropriées s'élevait à environ quatre millions de liras. Dans un tract distribué au *Quarto Oggiaro*, on lisait : « Les marchandises que nous avons prises sont à nous, comme tout ce qui existe car c'est nous qui l'avons produit avec notre exploitation. Ceci est une leçon politique qui va être enregistrée, comprise et perfectionnée. Ce n'est pas de la désobéissance civile, ni de "la débrouille", ni de la rage sous-prolétaire, mais un embryon actif de lutte politique contre l'exploitation, en parallèle sur celle de l'usine. ». Cette initiative s'inscrit dans la campagne simultanée des auto-réductions qui se développe sur tout le territoire national contre l'augmentation vertigineuse du coût de la vie survenue l'année dernière, campagne organisée par la FLM et qui concernent les divers tarifs des services publics (électricité, gaz, transports, loyers des HLM). A *via Padova*, onze personnes furent arrêtées parmi lesquelles, un membre de l'Exécutif du Conseil d'usine de la Clement, une représentante du Cdf de la Magneti Marelli, quatre ouvriers, trois employés et deux ménagères. Un comité fut créé pour la libération des arrêtés qui se plaça à la tête des luttes populaires qui, le 27 octobre organisa une assemblée populaire à la salle Liberty du *Largo Marinai d'Italia* à Milan, pour préparer la journée de mobilisation du 29 octobre, jour du procès en procédure accélérée. Les organisateurs de l'assemblée se composaient de nombreux Cdf, Comités de lutte et Collectifs de la région milanaise. *Controinformazione*, « *La spesa politica* » (Les courses politiques), n° 5-6, novembre 1974.

¹⁵³ Les "journées d'avril" à Milan : *piazza Cavour*, à deux pas de la préfecture, vers 19h30 le 16 avril 1975, le fasciste Antonio Braggion tua à coups de pistolet le camarade de dix-sept ans, Claudio Varalli, militant du MLS (« Il revenait, avec un groupe de ses camarades d'une manifestation de protestation contre l'évacuation par la police des maisons occupées du *corso Garibaldi* [la Casa albergo, N.d.A.]. [...] Les fascistes ont accosté les camarades dans une automobile, une Mini minor (mais il y avait une autre auto à peu de distance, une Volkswagen) ; ils étaient trois, avec un chien de race dobermann. Ils ont hurlé quelque chose [...]. Une provocation des plus vulgaires, auxquelles les camarades, dont Claudio, ont riposté en encerclant la Mini. Il y a eu des éclats de verre. Tout d'un coup, les premiers coups de pistolet sont partis : le fasciste qui était au volant, Antonio Braggion, a tiré une première fois depuis l'auto, perçant une porte, mais sans blesser personne. Puis il est sorti et, froidement, avec un gros revolver de calibre 7,65, il a tiré dans la tête de Claudio qui était devant. Le camarade est tombé. [...] Pendant quelques instants d'incertitude, de nombreuses personnes se sont

précipitées pour secourir Claudio, qui est resté étendu à terre. [...] Alors on l'a chargé dans une ambulance qui est partie à toute allure à l'hôpital *Fatebenefratelli*, qui est à côté. Mais, à l'arrivée, Claudio Varalli était déjà mort. » *Quotidiano dei lavoratori*, « *L'omicidio di Claudio Varalli* », (L'assassinat de Claudio Varelli) 18 avril 1975.

Après la sortie du *Il Giornale nuovo* qui rapporta une version falsifiée des faits, des camarades firent irruption dans l'imprimerie Same, *piazza Cavour* et les camionnettes qui transportaient le journal furent arrêtées, les vitres furent cassées, les machines furent endommagées et l'ascenseur mis hors d'usage. *Quotidiano dei lavoratori*, « *L'omicidio di Claudio Varalli* », (L'assassinat de Claudio Varelli)

Le matin du 17 avril, à Milan, comme dans le reste de l'Italie, une grande manifestation ouvrière et étudiante se déroula à laquelle participèrent 50 000 personnes. Le cortège partit de *via Larga* jusqu'à *piazza Cavour*, traversant le centre-ville. Il y eut un bref meeting, et après deux cortèges distincts partirent, un qui à la vers le *corso XXII marzo*, l'autre vers l'université d'Etat, puis vers le palais de justice pour se rejoindre avec l'autre. « L'attaque des camarades à la fédération milanaise du MSI est survenue en plusieurs fois. La police et les carabinieri qui étaient d'un côté de la *via Mancini* tentèrent de contenir la colère populaire en tirant des grenades lacrymogènes qui étaient récupérées à terre par les camarades et immédiatement retournées à l'envoyeur. Le siège fasciste a subi des dégâts variés : de grandes volutes de fumée noire s'en élevaient [...] C'est à ce moment que depuis le début du *corso XXII marzo*, du côté de la *piazza 5 giornate*, a commencé le carrousel meurtrier mené par les carabinieri. [...] Quasi d'un seul coup, jeeps et camions ont fait irruption dans la rue, avec les sirènes hurlantes, plein phare, à toute vitesse. [...] Les militaires, depuis les fenêtres des véhicules, tiraient comme des fous sur l'autre côté de la rue contre les camarades qui, pour éviter le carrousel, s'efforçaient de courir le long des murs ». C'est dans cette situation tendue que Giannino Zibecchi, 27 ans, professeur d'éducation physique et militant du Comité de vigilance antifasciste du quartier *Ticinese* fut tué par une camionnette des carabinieri ; *via Caminadella*, le conseiller provincial du MSI, Cesare Biglia, fut frappé ; *viale Premuda*, le secrétaire de la CISNAL, Rodolfo Mersi, fut frappé ; des incursions eurent lieu au siège de Lo Specchio et le siège de l'Alemagna incendié, *via Manzoni*, à l'angle de *via Croce Rossa* ; les vitrines de la papeterie du fasciste Carlo Sala furent brisées ; les sièges du MSI furent pris d'assaut *via Murillo* et *via Guerrini* ; les vitrines de la compagnie aérienne Iberia furent brisées ; des cocktails Molotov furent lancés contre le bar fasciste *Gin rosa* et un contre un autre bar, *via Borgogna* ; le bar *Doria di Città* « devra être complètement rénové » ; six cocktails Molotov ont été lancés contre l'Office autonome des HLM, *viale Romagna*, contre la librairie Rusconi, *via Turati*, contre le bar Rallj à Sesto San Giovanni (« connu pour être un repaire de fascistes ») Le soir du 18 avril, à Turin, un camarade de Lotta continua, Tonino Micciché, de 23 ans, fut tué par le vigile, Paolo Fiocco. Le vigile était un sympathisant de droite et il voulait utiliser un garage abandonné dans une maison occupée alors que le Comité de lutte de l'immeuble voulait y installer son propre siège. Ce jour, une violente discussion éclata entre le vigile et un groupe de membres du comité durant laquelle Fiocco sortit un pistolet et tira touchant mortellement à l'œil gauche Micciché. Tout de suite après, il prit la fuite. Des manifestations de protestation des déroulèrent dans toute l'Italie, mais une fois encore, la plus violente eut lieu à Milan : « Des dizaines de cortèges, petits et grands, se mirent en branle dès le début de la journée et confluèrent *piazza del Duomo*, où était prévu le rassemblement. De là se mit en branle un cortège qui pendant des heures parcourut les points chauds des événements des deux derniers jours. Pendant le parcours, on fit irruption dans le bar Moquito à l'angle de la *piazza Fratelli Bandiera* et de la *via Pisacane* où allaient des policiers et on y mit le feu ; on jeta des cocktails Molotov contre la porta blindée et sur le balcon de l'appartement du sénateur Gastone Nencioni, *corso di Porta Vittoria 32* ; on défonça la porte et

on mit le feu à l'appartement de l'avocat Benito Bollati, député du MSI ; on fracassa les vitres d'une auto de la Mondialpol, société pour laquelle travaillait l'assassin de Micciché ; on fit irruption au siège de la CISNAL, au quatrième étage, *via delle Erbe 1*, où fut blessé Francesco Moratto et on mit le feu au local ; on détruisit un autre bar, *via Modena* ; le siège provincial du PSDI [Parti Social Démocrate Italien, scission de droite du PSI en 1948], de la *via Dogana 4*, fut dévasté et l'action revendiquée par le groupe Lotta armata per il comunismo ; un autre attentat incendia le siège du PSDI, *via mar Jonio*, dans le quartier de San Siro, le plus important de la ville avec plus de 1 200 inscrits. A 23 heures, pendant une manifestation analogue de protestation à Florence, la police un ouvrier de 28 ans Rodolfo Boschi, inscrit au PCI.

Les faits de cette chronique sont cités dans : Controinformazione, « Guerra interna o guerra di classe? », (Guerre interne ou guerre de classe ?) n. 7-8, juin 1976 ; Quotidiano dei lavoratori, « Esplode a Milano la collera popolare contro i fascisti e la DC » (la colère populaire explose à Milan contre les fascistes et la DC) et « Schiacciato a terra dal camion dei carabinieri », (Ecrasé par un fourgon de carabinieri) 18 avril 1975 ; Quotidiano dei lavoratori, « Milano: una fiumana » (Milan : un flot), 19 avril 1975 ; Quotidiano dei lavoratori, « Firenze: ucciso uno compagni », (Florence : un camarade est tué) 20/21 avril 1975.

¹⁵⁴ Tract « *Più avanti del 7 mars!* » (Plus en avant que le 7 mars !) du Comité communiste d'usine, 21 avril 1975 et « *Per il 1° maggio* », (Pour le 1^{er} mai) *Compagni*, 29 avril 1975.

¹⁵⁵ *Comunismo*, « *Nell'arco di una settimana...* », (Dans l'espace d'une semaine) numéro unique., avril 1975.

¹⁵⁶ Ibidem.

¹⁵⁷ Ibidem.

¹⁵⁸ Ibidem.

¹⁵⁹ Enrico Berlinguer publia un long article sous le titre « *Riflessioni sull'Italia dopo i fatti del Cile* », (Réflexions sur l'Italie après les faits du Chili), à l'intérieur duquel il faisait référence pour la première fois au « compromis historique » ; la proposition du compromis fut débattue et améliorée dans son rapport au Comité central du PCI, en préparation du XIV^e congrès de 1974, qui contenait l'analyse de la crise du capitalisme mondial, le problème des rapports entre les forces politiques italiennes, la proposition communiste pour sortir de la crise. *Rinascita*, « *Riflessioni sull'Italia dopo i fatti del Cile* », 28 septembre 1973, 5 octobre 1973 et 9 octobre 1973 et « *Relazione al Comitato centrale per il XIV congresso del Pci* », Roma, 10 décembre 1974 et « *Relazione al XIV congresso del Pci* », Roma, 18/23 mars 1974.

Déjà avant, Berlinguer avait anticipé la recherche d'un nouveau rapport politique avec la DC, voir son rapport au XIII^e congrès du PCI, Milan, 13/17 mars 72.

¹⁶⁰ « *Per il 1° maggio* », *Compagni*, 29-4-75.

¹⁶¹ Ibidem.

¹⁶² « *Per il 1° maggio* », « *Lotta di classe internazionalismo proletariato in armi per il comunismo* » (lutte de classe, internationalisme prolétarien en arme pour le communisme), 29 avril 1975. Le 25 avril 1974 le *Movimento das Forças Armadas* (MFA – Mouvement des Forces Armées), formé de nombreux officiers et hommes de troupe appartenant aux commandos des différentes forces armées, occupa militairement Lisbonne et les autres villes principales du Portugal, mettant fin à une des plus vieilles dictatures européennes, celle de Antonio De Oliveira Salazar, établie en 1932. Le soulèvement militaire est resté dans l'histoire comme la « Révo-

lution des œillets », qui fut immédiatement appuyé par le peuple qui envahit joyeusement les rues et offrit des œillets rouges aux soldats.

¹⁶³ Tract « *Dai trasferimenti di reparto ai licenziamenti! Dalla cassa integrazione alla chiusura di intere sezioni!* » (Des transferts d'ateliers aux licenciements ! De la *Cassa Integrazione* à la fermeture de sections entières ! » du Comité communiste Magneti Marelli, 6 mai 1974.

¹⁶⁴ Document « *Operai e stato* » du Comité ouvrier Magneti, 1977.

¹⁶⁵ « *Cronaca di un processo* » (Chronique d'un procès), *Cronihistoria*, février 1980 et lettre de Domenico La Monica au juge instructeur Forno, Sesto San Giovanni, 3 decembre 1976, dans *Controinformazione*, n° 17, janvier 1980, p. 24. Les faits furent dénoncés par la Direction de l'entreprise, le 16 mai 1975, par une plainte envoyée au Procureur de la république de Milan d'où découle la procédure n° 15308/75 section I de la Préture pénale du tribunal de Milan, puis passée en P.M. 10713/75 et puis réunie à la procédure pénale n° R.G. 3235/76 Istr. A la suite d'un accord syndical, auprès du Ministre du travail grâce à la médiation du sous-secrétaire éminent Tina Anselmi, la Magneti Marelli s'engagea, par une lettre du 6 decembre 1975, à retirer, « au cas où ce serait en accord avec la procédure », les faits présentés, à ne pas se porter partie civile et à faire éteindre la plainte. Pour l'agression présumée lors des affrontements avec le chauffeur routier, le 16 mai 1975, la direction de l'entreprise présenta une plainte au Commissariat de police de Greco-Turro.

¹⁶⁶ « *4 anni di lotte, 4 anni di rapporto* », op. cit.

¹⁶⁷ Ibidem.

¹⁶⁸ Tract « *Comitati comunisti di fabbrica* » des Comités communistes d'usine, 21 juillet 1975.

¹⁶⁹ « *4 anni di lotte, 4 anni di rapporto* », op. cit.

¹⁷⁰ « *Operai e stato* », op. cit. et « *4 anni di lotte, 4 anni di rapporto* », op. cit.

Les trois ouvriers suspendus sont Enrico Baglioni, Sergio Folloni et Antonio Reale, défendus par les avocats Giuliano Spazzali et Alberto Medina ; dans la sentence, le juge de Milan, Massimo Trois, soutint également que « Le but de la visite, certainement de nature syndicale, était aussi socialement louable, en apportant du réconfort à de nombreux travailleurs qui dans cette période ont été frappés de licenciement. » Phrase citée dans *Cronaca di un processo*, pièce jointe n° 1, février 1980.

¹⁷¹ *Gli operai e la giustizia*, « *Lo scontro di classe investe l'istituzione giudiziaria* » (L'affrontement de classe investit l'institution judiciaire), 12 novembre 1976.

¹⁷² Lettre de Domenico La Monica au juge instructeur Forno, Sesto San Giovanni, 3 decembre 1976, citée dans *Controinformazione*, n° 17, janvier 1980, p. 24 et Document « *3 anni di lotta alla Magneti Marelli di Crescenzago* » du Comité ouvrier communiste Magneti Marelli, 1977, cité dans *Lotta continua*, 30 juillet 1977, p. 8.

¹⁷³ Tract « *Dopo una serie di provocazioni, l'attacco padronale arriva al dunque: 2 avanguardie licenziate! Cassa integrazione dal 1° ottobre!* » (Après une série de provocations, l'attaque patronale arrive : 2 avant-gardes licenciées ! Cassa integrazione à partir du 1^{er} octobre !) du Collectif autonome et du Comité communiste, 10 septembre 1975.

¹⁷⁴ Lettre de Domenico La Monica au juge instructeur Forno, Sesto San Giovanni, 3 decembre 1976, citée dans *Controinformazione*, n° 17, janvier 1980, p. 24 et « *3 anni di lotta alla Magneti Marelli...* », op. cit.

¹⁷⁵ Tract « *Padron attento!! Oggi i compagni licenziati sono al loro posto di lotta!!* » (Patron fait attention ! Aujourd'hui, les camarades licenciés sont à leurs postes de lutte !) du Comité de lutte contre les licenciements, 15 août 75.

¹⁷⁶ 176. *Quotidiano dei lavoratori*, « *Grossi cortei alla Magneti I licenziati in fabbrica* », (Imposants cortèges à la Magneti : les licenciés sont dans l'usine) 18 septembre 1975. Sur les licenciements politiques à la Magneti Marelli, les BR s'exprimèrent aussi par un article dans leur journal clandestin *Lotta armata per il comunismo* intitulé « *Licenziamenti politici: sindacato e autonomia operaia* », (Licenciements politiques : syndicats et autonomie ouvrière) publié en septembre 1975. Pour les BR, la situation des luttes dans les usines milanaises est caractérisée par deux exemples « bruts », celui de l'Alfa Romeo (« Les ouvriers sont entrés pour travailler et non pour lutter parce que les journaux ont pu les faire passer pour de braves garçons peu absentéistes ») et celui de l'Innocenti (où « les ouvriers semblent plus se bouger pour la patrie que se battre contre les licenciements »). La lutte de la Magneti Marelli, au contraire, devait être prise en exemple, où les travailleurs décidèrent de faire entrer les licenciés dans l'usine « à leur poste de lutte », malgré que le syndicat se soit prononcé contre toute mobilisation (« Le rôle du syndicat dans cette phase est celui de gestionnaire de la légalité bourgeoise dans l'usine »). L'expérience du Comité de lutte contre les licenciements fut considérée par les BR comme une vraie nouveauté, puisque c'est « la première fois qu'une structure autonome réussit à diriger une lutte avec continuité en comptant entièrement sur ses propres forces. Et de plus, c'est un affrontement politique et non économique ». Cette lutte « est devenue une mine d'éclaircissement pour le débat politique à la fois au sein des masses (comme le montre la participation nouvelle des femmes) sur le rôle revêtu par les patrons et la droite du M. O. [Mouvement Ouvrier traditionnel, celui qui fait référence aux syndicats, N.d.A.], soit au sein des avant-gardes sur le problème des nouvelles formes d'organisation. ». Le jeu se fait pressant et même les « néo-révissionnistes » d'Avanguardia operaia « commencent à faire des tracts dans les quels ils prennent leur distance ». *Lotta armata per il comunismo*, « *Magneti Marelli. Licenziamenti politici: sindacato et autonomia operaia* », septembre 1975, dans *Controinformazione*, n° 7-8, juin 1976.

¹⁷⁷ *Quotidiano dei lavoratori*, « *Oggi tutti al processo ai compagni della Magneti Marelli* » (aujourd'hui tous au procès des camarades de la Magneti Marelli), 8 octobre 1975 ; *Quotidiano dei lavoratori*, « *I lavoratori della Magneti entrano in corteo dentro il Tribunale* » (les travailleurs de la Magneti entrent en cortège au tribunal), 9 octobre 1975 (avec photo) ; Lettre de Domenico La Monica au juge instructeur Forno, Sesto San Giovanni, 3 décembre 1976, citée dans *Controinformazione*, n° 17, janvier 1980, p. 24 et « *3 anni di lotta alla Magneti Marelli...* », op. cit. Le 3 octobre 1975, le procès, pour l'irruption dans le bureau du chef des gardes, Palmieri, devait avoir lieu mais il fut renvoyé à une date ultérieure.

¹⁷⁸ Tract « *L'unica giustizia est quella proletaria* » (L'unique justice est la justice prolétarienne) du Comité communiste Magneti, 10 octobre 1975. Dans les deux premiers mois après les licenciements, 700 000 liras furent récoltées par les souscriptions des ouvriers de l'établissement B de Crescenzago. Tract « *Lavoratori dello stabilimento "A"* » (Travailleurs de l'établissement A) du Comité de lutte contre les licenciements, 12 novembre 1975.

¹⁷⁹ « *Cronaca di un processo* » (Chronique d'un procès) sous la responsabilité du Comité ouvrier de la Magneti Marelli, *Cronihistoria*, numéro unique., février 1980.

¹⁸⁰ *Senza tregua*, « *Come si costruisce lo schieramento degli operai rivoluzionari* », (Comment se construit le déploiement des ouvriers révolutionnaires) 14 novembre 1975 et document « *Operai e stato* » du Comité ouvrier Magneti, 1977.

-
- ¹⁸¹ Lettre de Domenico La Monica au juge instructeur Forno, Sesto San Giovanni, 3 décembre 1976, cité dans *Controinformazione*, n° 17, janvier 1980, p. 24 et « 3 anni di lotta alla Magneti Marelli di Crescenzago », op. cit.
- ¹⁸² « *Operai e stato* », op. cit.
- ¹⁸³ Senza tregua, *Come si costruisce lo schieramento degli operaio rivoluzionari* » (Comment se construit le déploiement des ouvriers révolutionnaires), 14 novembre 1975.
- ¹⁸⁴ Tract « *A che punto est la situazione Magneti?* » (Où en est la situation à Magneti ?) du Comité communiste Magneti, 19 novembre 75 ; article dans le *Quotidiano dei lavoratori*, « *Per la Magneti accordo negativo* » (Pour la Magneti, accord négatif), 11 décembre 1975.
- ¹⁸⁵ Tract « *Non est un inventario ma solo straordinario e come tale va respinto!!* » (Ce n'est pas un inventaire mais seulement des heures supplémentaires et comme tel on va le repousser !) du Comité communiste Magneti, 19 décembre 1975.
- ¹⁸⁶ Tract « *Compagni, operai della viteria et della tranceria!* » (Camardes, ouvriers du Vitrage et du Découpage), 22 décembre 1975.
- ¹⁸⁷ Tract « *Basta con le piattaforme del padron Discutiamo i nostri obietivi* » (Assez de la plateforme du patron. Discutons de nos objectifs) des Comités communistes, 10 novembre 1975.
- ¹⁸⁸ « *Cronaca di un processo* », Cronihistoria, février 1980.
- ¹⁸⁹ Tract « *Questa notte alle ore 2* » (cette nuit à 2 heures) de *Giustizia proletaria*, 20 janvier 1976 ; article dans *Controinformazione*, « *Marelli: La guardia rossa racconta* », (Marelli : la garde rouge raconte) n° 17, janvier 1980.
- ¹⁹⁰ Tract « *Questa notte alle ore 2* » (Cette nuit à 2 heures) de *Giustizia proletaria*, 20 janvier 1976.
- ¹⁹¹ 191. Tract « *Lunedì alla Magneti, gli operai cominceranno ad essere a spasso, senza posto di lavoro* » (Lundi, à la Magneti, les ouvriers commenceront à être au chômage, sans poste de travail) des Comités communistes pour le pouvoir ouvrier, 23 janvier 1976.
- ¹⁹² « *Operai e stato* », op. cit.
- ¹⁹³ « *La guardia rossa racconta* », op. cit. et « 3 anni di lotta alla Magneti Marelli... », op. cit. et « *Operai e stato* », op. cit.
- ¹⁹⁴ Tract « *Nueva forza, nueva organizzazione, nueva prospettiva esce dalla lotta di questi mesi alla Magneti* » (De nouvelle forme, nouvelle organisation, nouvelle perspective surgissent de la lutte de ces mois à la Magneti) de *Per il potere operaio*, 13 février 1976.
- ¹⁹⁵ Tract « *Martedì 17 ore 11.30 al tribunale di Milano* » (Mardi 17 à 11h30 au tribunal de Milan) de *Per il potere operaio*, 16 février 1976.
- ¹⁹⁶ « *Operai e stato* », op. cit. et « 3 anni di lotta alla Magneti Marelli... », op. cit.
- ¹⁹⁷ *Corriere della sera*, « *Un misterioso commando irrompe nella Marelli ferendo con un colpo di pistola il capo dei sorveglianti* » (Un mystérieux commando fait irruption à la Marelli et blesse d'un coup de pistolet le chef des surveillants), 3 avril 1976 et *Il Giorno*, « *Anni di piombo: nuovi mandati di cattura* » (Années de plomb : nouveaux mandats d'arrêt), 12 août 1984 et communiqué de La Direction Magneti Marelli, 2 avril 1976 et Tribunal de la République de Milan, « *Rinvio a giudizio contro Baglioni Enrico+17* » (Renvoi en justice d'Enrico Baglioni), 23 décembre 1977 et Sentence n° 24/86 de la Troisième Cour d'assises de Milan du 20 mars 1986 et « *Il terrorismo in fabbrica* », op. cit.

¹⁹⁸ Tract « *Né un minuto di sciopero, né una lacrima per il capo-guardia Palmieri!* » (Pas une minute de grève, pas une larme pour le chef des gardes Palmieri !) du Comité ouvrier Marelli, 5 avril 1976, cit. in *Senza tregua*, 14 juillet 1976, p. 3.

¹⁹⁹ « Operai e stato », op. cit. et « 3 anni di lotta alla Magneti Marelli... », op. cit.

²⁰⁰ Communiqué « *Alla Direzione del personale Magneti Marelli* » (A la direction du personnel de la Magneti Marelli) de la F.L.M. et du Conseil d'usine de l'établissement de Crescenzago, 6 avril 1976.

²⁰¹ Communiqué du Conseil d'usine Magneti Marelli-Crescenzago, 5 avril 76.

²⁰² Tract « *Chi siamo noi-chi sono loro Chi sta nel movimento operaio-chi sta col padron* » (Qui sommes-nous, qui sont-ils. Qui est dans le mouvement ouvrier. Qui est avec le patron) du Comité ouvrier Magneti, 8-4-76. La *legge Reale* (n° 152 du 22 mai 1975 – du nom du ministre de la justice, Oronzo Reale, qui l'a rédigée. [NdT]) augmenta les cas pour lesquels l'usage des armes par les forces de police était considéré comme légitime, rendit possibles les perquisitions à domicile sans l'autorisation d'un magistrat, étendit la définition des armes illégales, interdit de participer à des manifestations « avec le visage tout ou partie couvert grâce à quelques moyens empêchant l'identification de la personne », rétablit l'institution fasciste de la rélégalation pour raisons politiques.

²⁰³ Tract « *Chi provoca chi?* » (Qui provoque qui ?) du Comité ouvrier Magneti, 26 avril 1976.

²⁰⁴ Interrogatoire d'Enrico Baglioni devant la Cour d'assises de Milan, le 1 février 1984, cité dans les actes du procès de PL. Milan n° 921/80 et *Il Giorno*, « *Rapine, attentati et sequestri* » (Vols, attentats et enlèvements) 24 février 1984 et tribunal de la République de Milan, « *Requisitoria del pubblico ministero Armando Spataro dell'11 luglio 1981 relativa ai procedimenti n° 921/80 F G. I. et n° 228/81 F G. I.*, pp. 843-844 » (Réquisitoire du ministère public Armando Spataro du 11 juillet 1981 relatif aux procédures) et Tribunal de Milan, « *Sentenza-ordinanza del Giudice istruttore Elena Paciotti relativa al procedimento penale n° 921/80F del 3 juin 1982 contro Antonio Achilli ed altri.* » 5 sentence du juge instructeur Elena Paciotti relative à la procédure pénale du 3 juin 1982 contre Antonio Achilli et consorts)

²⁰⁵ Tract « *Compagni operai, compagne proletarie* » (Camarades ouvriers, camarades prolétaires) du Comité communiste pour le pouvoir ouvrier, 18 mai 1976.

²⁰⁶ Tract « *Dopo il voto ritorna a decidere la lotta!* » (Après le vote, on retourne à la lutte !) du Comité communiste Magneti Marelli, 30 juin 976. « L'échelle mobile » est un mécanisme qui détermine, au moyen du déclenchement des points de vie chère, un lien entre salaires et augmentation du coût de la vie. « L'échelle mobile » sert donc à défendre, toutefois de façon partielle, le pouvoir d'achat des salariés. Après une série de luttes, le mouvement ouvrier obtint l'application de « l'échelle mobile », résultat d'accords signés avec la Confindustria entre 1945 et 1968. Le mécanisme de fonctionnement de « l'échelle mobile », comprend deux phases : la première consiste dans le calcul, sur la base des variations moyennes de quelques biens de consommation, de l'augmentation du coût de la vie reposant sur la consommation d'une « famille type » composée de quatre personnes (deux époux d'âge moyen et deux enfants de 9 et 14 ans) ; la seconde consiste dans la transformation du pourcentage de variation des prix moyens en points de vie chère et donc en augmentation du salaire.

²⁰⁷ Tracts : « Camarades ! » du Comité communiste de la Magneti, 5 juillet 1976 ; « Lutte et mobilisation ouvrière contre les licenciements des militants d'avant-garde à la Carlo Erba, l'OM-FIAT, l'Alfa et la Magneti Marelli ! » du Comité communiste ouvrier de la Magneti Marelli et du Comité communiste ouvrier de la Carlo Erba, 9 juillet 1976.

²⁰⁸ Tract « Contre les licenciements des avant-gardes : dans l'usine, au tribunal, c'est la lutte qui décide ! » du Comité communiste de la Magneti, 15 juillet 1976.

²⁰⁹ « Les ouvriers et la justice », éditorial et « L'affrontement de classe investit l'institution judiciaire », 12 novembre 1976 ; « *3 anni di lutte alla Magneti Marelli...* », op. cit. ; communiqué du Comité de défense des camarades licenciés, 16 juillet 1976 ; *Corriere de la sera*, « Violents affrontements au palais de justice. Une salle envahie par les extrémistes de gauche », 16 juillet 1976 ; *Corriere d'informazione*, « Justice et violence », 16 juillet 1976 ; *Corriere d'informazione*, « Les protagonistes parlent des incidents », 16 juillet 1976 ; *Il giornale di Milano*, « Affrontements à l'intérieur du "palais de justice" entre les carabinieri et des centaines d'extraparlementaires », 16 juillet 1976 ; *Corriere de la sera*, « Il a suffi de l'intervention de 30 extrémistes pour provoquer de graves incidents dans le tribunal », 17 juillet 1976.

²¹⁰ Tract « Les camarades licenciés rentrent dans l'usine une nouvelle fois et cela va continuer ! » du Comité de lutte de la Magneti Marelli contre les licenciements, des Comités communistes pour le pouvoir ouvrier, de la Coordination des organismes autonomes des usines et des quartiers, du Comité communiste (marxiste-léniniste) d'unité et de lutte, le Parti communiste (m-l) italien, 16 juillet 1976.

²¹¹ « Les ouvriers et la justice », éditorial, 12 novembre 1976

²¹² *L'Unità*, « Graves incidents au palais de justice provoqués par quelques groupes extrémistes », 16 juillet 1976 et *L'Unità*, « Désordres au palais de justice provoqués par des éléments de l'«Autonomie» », 17 juillet 1976.

²¹³ *L'Unità*, « Actions inadmissibles », 17 juillet 1976.

²¹⁴ Tract « Ce matin à 8h30 » du Comité ouvrier, 20 juillet 1976.

²¹⁵ Citations extraites de « *La guardia rossa racconta* », op. cit., et de « *3 anni di lutte alla Magneti Marelli...* », op. cit.

²¹⁶ Tract « Force et organisation ouvrières – Gardiens, chefs, espions et syndicalistes » du Comité ouvrier de la Magneti Marelli, 14 septembre 1976.

²¹⁷ Tract « Contre les mesures gouvernementales et ceux qui les soutiennent – Imposons les intérêts des prolétaires – Force et organisation ouvrières » du Comité ouvrier de la Magneti, 12 octobre 1976.

²¹⁸ « *La guardia rossa racconta* », op. cit. et « *3 anni di lutte alla Magneti Marelli* », op. cit. L'entreprise dépose un appel en cassation contre la décision du magistrat, mais il est rejeté.

²¹⁹ « " *Operai e stato* » », op. cit. et « *3 anni di lutte alla Magneti Marelli* », op. cit.

²²⁰ « Les ouvriers et la justice », éditorial, 12 novembre 1976 et *ibidem*, « L'affrontement de classe investit l'institution judiciaire » et le tract « Ouvriers et justice » signé par le Comité communiste (marxiste-léniniste) d'unité et de lutte, les Comités communistes pour le pouvoir ouvrier, les Collectifs politiques ouvriers, le Parti communiste (marxiste-léniniste) italien, l'Organizzazione Lotta anarchica, l'Assemblée autonome de l'Alfa Romeo, Lotta Continua, le Movimento degli lavoratori per il socialismo (Mouvement des travailleurs pour le socialisme), Avanguardia comunista, Milan, 12 novembre 1976 et *La voce operaia*, « Procédure disciplinaire contre 5 avocats qui défendent les militants de la gauche révolutionnaire depuis des années », n° 296, 20 novembre/3 décembre 1976. On peut lire, dans le texte justifiant les mesures disciplinaires contre eux : « Les défenseurs ne se sont pas dissociés de la foule qui voulait intimider les juges et les avocats de la partie adverse et n'ont rien fait pour essayer de freiner de tels actes d'intimidation; ils ont ainsi montré, par leur comportement, qu'ils les approuvaient. Ils ont

ensuite abandonné leur mandat de défenseurs pour polémiquer avec la façon dont les juges ont continué le procès à huis clos. Ils ont enfin, dans un manifeste, dans un communiqué de presse et dans un document adressé au Conseil de l'Ordre lui-même, exposé les faits d'une façon contraire à la réalité. » « Les ouvriers et la justice », « Le "compromis" contourne les articles de la loi », 12 novembre 1976. Quant à la section italienne du Comité international pour la défense des détenus politiques en Europe, elle publie le communiqué suivant : « On tente donc de d'étouffer toute contestation du rôle intouchable des institutions, d'affirmer, encore une fois, que ceux qui veulent contester les règles du jeu n'ont pas le droit de s'asseoir à la table de la justice bourgeoise, afin de rendre totalement inefficace la défense des prolétaires et des militants. Il ne s'agit donc pas d'une répression dirigée contre les seuls avocats, mais contre le droit même d'un accusé à être défendu. Tout cela apparaît aujourd'hui encore plus grave si on l'envisage dans le cadre de la tactique générale de l'ennemi de classe. En Allemagne, on fabrique des lois qui empêchent la création d'un collège d'avocats, qui empêchent, dans la pratique, aux inculpés politiques de choisir des avocats en lesquels ils ont confiance, et on exclut de la fonction publique les personnes suspectées d'avoir des idées communistes ; de même, en Italie, avec des méthodes moins ouvertes, on laisse s'exprimer quelques voix dissidentes, mais on étouffe ces voix quand elles se concrétisent dans la lutte de classe ; la défense des droits est formellement admise, mais on empêche son exercice sur le plan concret et de façon significative ; on feint d'ouvrir les institutions à des secteurs plus démocratiques, mais ce n'est qu'afin de dissimuler les contradictions. Partout, en Italie comme en Allemagne, la classe dominante tente ainsi de renforcer son pouvoir et son contrôle pour reconstituer, sans opposition et en pleine liberté, son ordre public et son ordre économique, encore une fois en faisant payer tout le prix à la classe ouvrière. » *La voce operaia*, « Procédure disciplinaire contre 5 avocats, défenseurs depuis des années de militants de la gauche révolutionnaire », n° 296, 20 novembre/3 décembre 1976.

²²¹ Ibidem.

²²² « Les ouvriers et la justice », « Le souffle de la justice est de plus en plus court », 12 novembre 1976. Cet article cite quelques exemples du comportement des ouvriers face à la justice. Le premier est celui adopté en mai 1975, suite au licenciement de 3 ouvriers et à la suspension de 7 autres par l'Alfa Romeo « parce qu'ils ont participé à un défilé interne de plus de 1 000 ouvriers contre la présence dans l'usine de l'ambassadeur américain, le putschiste John Volpe » Les syndicats sont les premiers à condamner cette manifestation, suivis par le Parti communiste italien qui, dans son quotidien L'Unité, qualifie le cortège ouvrier de « chahut » Dans de telles conditions, les licenciements ne se font pas attendre. Le jour de l'ouverture du procès, les ouvriers se mobilisent, ils envahissent le tribunal et obtiennent que les licenciements soient déclarés illégaux. Au palais de justice, arrivent 4 à 500 ouvriers de l'usine en lutte ; ils entrent en cortège dans le bâtiment « avec des banderoles, des drapeaux rouges et des slogans contre les patrons et leurs larbins, contre la justice de classe, devant les visages stupéfaits des momies de la justice » Le « grand serpent » du cortège se déploie dans le palais, et tous les prolétaires qui ont subi, dans ces salles lugubres, la sinistre liturgie de la justice, éprouvent un sentiment de soulagement et de libération. Et cela fait grincer les dents verdâtres des sordides agents de l'appareil judiciaire – de Trimarchi, le président du tribunal, qui disparaît l'après-midi, à Pomarici qui agresse un travailleur de l'Alfa Romeo. Pris sur le fait, il fait tout pour que son visage soit frappé d'une grêle de coups de poings par un groupe de prolétaires. La manifestation se termine par une assemblée dans le hall, qui se dissout au chant de L'Internationale et de Bandiera Rossa. Les jours suivants, le juge de première instance Cecconi est accusé d'avoir favorisé « la présence active des camarades ouvriers » durant le procès. Les ouvriers de l'Alfa Romeo organisent immédiatement une conférence de presse et distribuent un tract à l'extérieur du tribunal milanais pendant deux jours : « Aujourd'hui, le système tente de résorber les

contradictions apparues entre ce que l'on appelle les administrateurs de la "justice", en exerçant des pressions et une répression contre les juges et les avocats qui ont fait un choix de classe précis. Hier comme aujourd'hui, les patrons veulent éliminer tout type d' "accroc" dans les mailles de l'appareil capitaliste. Les patrons et leur Etat essayent de frapper des catégories de plus en plus qualifiées de la classe ouvrière. Sur ce chemin, il n'y a pas de demi-mesures: soit vous êtes avec la classe ouvrière, soit vous êtes contre elle, le prolétariat a une bonne et longue mémoire. » Document de l'Assemblée autonome de l'Alfa Romeo. Le deuxième exemple est celui qui, le 23 mars 1976, implique la dixième section civile du tribunal de Milan, qui aurait dû traiter l'appel contre une décision de réintégration de 48 travailleurs saisonniers chez Alemagna, décision prise par le juge Stanzani. L'avocat Prisco, avocat de l'entreprise et président de l'Ordre des avocats de Milan, ne se présente pas, ce qui oblige le juge à reporter l'audience. Les travailleurs protestent en organisant une réunion et un défilé dans le palais de justice. Les carabinieri interviennent et s'affrontent avec les travailleurs. Dernier exemple de conflit : le premier jour d'avril, des affrontements et des arrestations ont lieu au cours du procès contre Pietro Di Gennaro, accusé d'avoir lancé des cocktails Molotov contre un local de lieu de [l'organisation catholique] Comunione et liberazione. Le procès se termine par une condamnation encore plus dure que celle demandée par le ministère public et sans une peine avec sursis. Les camarades présents dans la salle du tribunal n'acceptent pas le verdict et crient leur protestation contre la décision du pouvoir judiciaire : « encore une fois, ils ne reconnaissent pas à un tribunal bourgeois le droit d'utiliser les critères de jugement du pouvoir établi »

²²³ L'orda d'oro, op. cit. p. 326.

²²⁴ Il tempo du furore, op. cit, p. 10.

²²⁵ Il tempo du furore, op. cit. p. 115; témoignage de Baglioni et réquisitoire de Spataro..., op. cit.

²²⁶ Ibidem.

²²⁷ Réquisitoire de Spataro et Bureau d'instruction du tribunal de Turin, interrogatoire de Marco Donat Cattin, 9-4-81.

²²⁸ Ibidem.

²²⁹ « Storia dell'Italia dal dopoguerra ad oggi », op. cit.

²³⁰ Tract « Force et organisation ouvrières contre les jeunes chefs qui veulent faire carrière sur notre dos » signé « Quelques camarades de la 5^e section », 23 septembre 1976.

²³¹ « Chronique d'un procès », *Cronistoria*, février 1980. La direction de l'usine avait présenté, au sujet de ces événements, divers rapports et plaintes: contre l'introduction « abusive » des quatre licenciés dans l'établissement (plaintes du 1^{er} octobre 1975 et du 5 novembre 1975 qui ont abouti à la procédure n° 16893/75, auprès de la 1^{re} chambre du tribunal pénal de Milan, jointe ensuite à la procédure d'instruction n° R.G. 3235/76); contre l'irruption répétée des quatre licenciés dans l'usine (plainte du 15 octobre 1976 qui a donné lieu à la procédure n° 17061/76 devant la 5^e chambre). La procédure judiciaire continue le 17 décembre 1976 lorsque les carabinieri envoient un nouveau rapport accompagné de l'interrogatoire de Palmieri et une copie des documents trouvés au domicile de Walter Alasia à Sesto San Giovanni. Entre janvier et février 1977, les travailleurs visés par ces plaintes se présentent spontanément devant le juge d'instruction, tandis que Palmieri, dans un procès auprès du Tribunal du travail, exonère l'accusé pour les événements du 9 mai.

²³² « *Il terrorismo in fabbrica* », op. cit.

²³³ *Senza tregua*, « Trois jours de terrorisme idéologique, psychologique et policier contre la classe ouvrière de Sesto San Giovanni », janvier 1977; *Corriere de la sera*, « Le sang coule aussi à Milan : un membre des BR tue un sous-préfet et un sergent des carabinieri, puis est abattu », 16 décembre 1976; *Corriere de la sera*, « Un jeune de 20 ans dormait avec un PM sous son lit », 16 décembre 1976 » ; *Corriere de la sera*, « Deuil citoyen et grèves de protestation à Milan et à Sesto San Giovanni contre le féroce assassinat du sous-préfet et du sergent des carabinieri », 16 décembre 1976 ; *Corriere de la sera*, « “Cela a été terrible” a déclaré Bazzega avant de mourir », 16 décembre 1976 ; *Corriere de la sera*, « 5 heures: la radio crie : “Ambulance” », 16 décembre 1976.

²³⁴ Tract des Comités communistes pour le pouvoir ouvrier, 16 décembre 1976, cité dans *Senza tregua*, janvier 1977, p. 4 ; *Corriere de la sera*, « Aujourd’hui dans la basilique de San Ambrogio se déroulent les funérailles du sous-préfet et du sergent des carabinieri », 17 décembre 1976 ; *Corriere de la sera*, « Le brigadiste mort avait participé à l’opération contre le siège de Démocratie Nouvelle », 17 décembre 1976 ; *Corriere de la sera*, « Trois cents agents de la sécurité publique manifestent dans la cour de la préfecture », 17 décembre 1976 ; *Corriere de la sera*, « A Milan et à Sesto San Giovanni toutes les abbassate toutes les saracinesche », 17 décembre 1976 ; *Corriere de la sera*, « Le grand silence d’une foule bouleversée », 18 décembre 1976 et *Corriere de la sera*, « Ultimatum du PCI aux groupes de l’ultragauche », 18 décembre 1976 ; *Corriere de la sera*, « Les enquêtes sur la fusillade de Sesto San Giovanni sont confiées aux juges milanais », 18 décembre 1976 ; *Corriere de la sera*, « Funérailles du brigadiste à Sesto San Giovanni », 18 décembre 1976.

²³⁵ *Senza tregua*, « Trois jours de terrorisme idéologique, psychologique et policier contre la classe ouvrière de Sesto San Giovanni », janvier 1977 et *Controinformazione*, « Marelli: La Garde rouge raconte », n° 17, janvier 1980.

²³⁶ Ibidem.

²³⁷ *Senza tregua*, « Que pensent les avant-gardes des événements de Rome, Sesto San Giovanni et Brescia? », janvier 1977.

²³⁸ Ibidem.

²³⁹ Ibidem.

²⁴⁰ « *4 anni di lotte, 4 anni di rapporto* », op. cit. Le matin du 5 juin 1975, une patrouille de carabinieri opère une descente dans la ferme Spiotta Melazzo d’Acqui Terme (province d’Alexandria) : deux militants des Brigades rouges se trouvent à l’intérieur avec leur otage, l’industriel Vittorio Vallarino Gancia, enlevé la veille. Il s’ensuit un échange de coups de feu qui fait trois blessés parmi les carabinieri, dont l’un mourra six jours plus tard. Un quatrième carabinière capture Margherita Cagol qui, légèrement blessée, est abattue alors qu’elle a les bras en l’air. In « *La mappa perduta, Sensibili alle foglie* », p. 285.

A Rome, le 8 juillet 1975, Anna Maria Mantini « Luisa » militante des NAP (Noyaux armés prolétariens) est tuée d’un coup de fusil en plein visage tiré par le sous-brigadier Antonio Tuzzolino, au moment où elle entre dans son appartement qui avait été repéré par la police. Le 9 février 1976, quelques militants des NAP, à Rome, blessent intentionnellement l’agent Tuzzolino, qui reste paralysé des membres inférieurs. « *La mappa perduta* », p. 288.

Le matin du 9 mai 1976, les gardiens de la prison de Stammheim retrouvent Ulrike Meinhof, de la Fraction Armée rouge (RAF), pendue dans sa cellule ; les avocats de la défense et la famille de la victime se voient refuser l’accès au lieu de sa mort et ne sont pas autorisés à voir le corps

de la défunte, ni à participer à l'autopsie. Celle-ci exclut une action par un tiers, ce qui permet de confirmer la thèse du suicide de Meinhof.

A Rome, le 14 décembre 1976, le militant des NAP Martino Zicchitella meurt au cours de l'attaque contre Alfonso Noce, le chef des services de sécurité de Rome et du Latium. L'agent de police Prisco Palumbo périt aussi dans l'échange de coups de feu, tandis que Noce et un autre agent sont blessés. « *La mappa perduta* », p. 291.

²⁴¹ 241. « La guardia rossa racconta », op. cit.

²⁴² Tract « *Nessun sacrificio! Non collaborare!* » des Comités politiques ouvriers, des Comités communistes pour le pouvoir ouvrier, du Comité communiste (marxiste-léniniste) d'unité et de lutte, du Parti communiste (marxiste-léniniste) italien, octobre 1976, in Recupero Nino (dir.), 1977 : « *autonomia/organizzazione* », Pellicanolibri edizioni, Catania, 1978.

²⁴³ Projet de plate-forme pour la Coordination ouvrière du Parti communiste(marxiste-léniniste) italien et des Comités politiques ouvriers avec l'accord du Comité communiste (marxiste-léniniste) d'unité et de lutte et des Comités communistes pour le pouvoir ouvrier, Milan, fin 1976, in *La voce operaia*, « Projet de plate-forme pour la Coordination ouvrière » (Milan), n° 297, 11/12-25/décembre 1976.

²⁴⁴ Manifeste « Les luttes autonomes s'organisent » signé par les Collectifs politiques ouvriers, les Comités communistes pour le pouvoir ouvrier, le Comité communiste (marxiste-léniniste) d'unité et de lutte, et le Parti communiste (marxiste-léniniste) italien, *La voce operaia*, n° 298, 15/28 janvier 1977; article de *La voce operaia*, « La "Coordination" commence son travail politique », n° 298, 15/28 janvier 1977.

²⁴⁵ « Operai e stato », op. cit. et « 3 anni di lotta alla Magneti Marelli », op. cit.

²⁴⁶ *Lotta continua*, « Demain manifestation à Milan », 4 février 1977 ; *Lotta continua*, « Développons l'opposition ouvrière organisée », 8 février 1977.

La manifestation est soutenue par les Comités d'usine de Magneti Marelli, Siemens, Carlo Erba, Face-Standard, Soilax, Breda et Falck, la Coordination milanaise des travailleurs des hôpitaux, la Coordination milanaise des travailleurs du secteur public, le Comité de lutte de la Binda, les travailleurs de l'Imperial, l'Organisation communiste (marxiste léniniste), les Groupes communistes révolutionnaires (Quatrième internationale), les Comités communistes pour le pouvoir ouvrier, le Comité communiste (marxiste léniniste) d'unité et de lutte, le Comité des chômeurs organisés de Milan, l'Assemblée de toutes les occupations de maisons de Milan, la Coordination des Cercles du prolétariat juvénile, le Mouvement des travailleurs pour le socialisme et *Lotta continua*.

« Encore une fois, les forces opportunistes comme Avanguardia Operaia et le PDUP ont ignoré cette échéance, la première est allée à une réunion ne réunissant pas plus de mille personnes, et les militants du second se sont enfermés pour discuter de leurs querelles internes_» *Lotta continua*, « Développons l'opposition ouvrière organisée », 8 février 1977.

²⁴⁷ *Lotta continua*, « Milan : 3 manifs aujourd'hui », 11 février 1977 ; *Lotta continua*, « Milan : 10 000 manifestants à Sesto », 12 février 1977.

²⁴⁸ « Libérons nos camarades emprisonnés », motion signée par 470 ouvriers, 5 janvier 1978.

²⁴⁹ *Lotta continua*, « Gigantesque manifestation de camarades », 19 mars 1977 et *Senza tregua*, « Milan : la lutte ouvrière s'élargit au territoire. », avril 1977 et actes du procès de Prima Linea à Milan n° 921/80 dossier 23, volume 5 et Bureau du procureur de la République de Milan, « Réquisitoire du représentant du ministère public Armando Spataro, le 11 juillet 1981 relatif

aux procédures n° 221/80 F G. et n° 228/81 F G. », pp. 864-865 et Tribunal de Milan,
« Sentence-ordonnance du juge d’instruction Elena Paciotti concernant la procédure pénale n°
921/80F du 3 juin 1982 contre Antonio Achilli et d’autres personnes »

Voici les slogans de la manifestation autonome du 18 mars :

- 1 – 35 heures – salaire garanti – le profit – doit être aboli !
- 2 – Le PCI fricote avec les patrons – voilà– la vraie – provocation !
- 3 – Social-démocratie = répression – Vive la lutte de classe pour la révolution !
- 4 – Non à la restructuration et au pacte social – Front prolétarien contre le Capital !
- 5 – Contre les patrons en cheville avec le syndicat – Organisons l’absentéisme !
- 6 – Bonzes – technocrates – et camarades – chassons les nouveaux flics !
- 7 – Travail domestique non payé ; Non aux attaques de l’Etat contre les femmes !
- 8 – Travail au noir, chômage, restructurations, les femmes en ont marre !
- 9 – Féminisme, oui ! Pacifisme, non ! Lutte de classe contre le capitalisme !
- 10 – Tina Anselmi – t’inquiète pas – dans les mines – la parité est respectée !
- 11 – Ne déléguons pas notre libération ! Organisons l’insubordination !
- 12 – Réforme – Malfatti – réforme du PCI – les précaires s’organisent !
- 13 – 35 heures – salaire social – qui pille le pays ? le Capital !
- 14 – Lutte de classe, organisation, voilà notre requalification !
- 15 – Travail au noir, travail marginal, pacte social !
- 16 – Après – Lama – on essaie Benvenuto – au Tibet – y’a de la place pour un autre cocu !
- 17 – Cossiga et Berlinguer veulent le pouvoir – et nous on va faire sauter le quartier général !
- 18 – Il ne restera plus rien des tribunaux – Nous sommes tous moralement responsables !
- 19 – Contre le Capital : grève sauvage – blocages – absentéisme – sabotage !
- 20 – PCI, syndicats : provocateurs, lèches-cul de l’Etat !
- 21 – DC (démocratie chrétienne)-PCI = répression – Organisons l’insubordination !
- 22 – Salaire – pause – non au travail noir – La meilleure manière de lutter !
- 23 – Contre les heures supplémentaires et les décentralisations – augmentations salariales – aucun licenciement !
- 24 – Personne ne doit être contrôlé – A bas les flics de l’assurance maladie !

Cité dans Recupero Nino, 1977 « *Autonomia/organizzazione* », Pellicano libri, Catania, 1978, p. 68.

²⁵⁰ « *L’orda d’oro* », op. cit., p. 326 témoignage de Lucia Martini et Oreste Scalzone.

²⁵¹ Tract du Comité ouvrier de la Marelli et Comité ouvrier de la Falk, signé aussi par les Organisations autonomes d’usine d’Alfa, Siemens, Face, Eni, Breda, Telettra, Carlo Erba, Snia ; les Rondes ouvrières et prolétariennes des quartiers de la Porta Romana, Vigentina, Lambrate, Bovisa et San Siro; les Comités communistes pour le pouvoir ouvrier ; les Collectifs politiques ouvriers ; les Comités prolétariens communistes pour l’autonomie organisée pour le pouvoir

ouvrier ; le Comité communiste (marxiste-léniniste) d'unité et de lutte et le Parti communiste (marxiste-léniniste) italien, Milan, avril 1977.

²⁵² « *La guardia rossa racconta* », op. cit. Pour la Commission exécutive du Conseil d'usine, l'épisode de Verbania confirme, « sur la base d'une évaluation explicite d'un comportement contraire aux intérêts des travailleurs et des masses populaires », la justesse de la décision prise par le Comité d'usine, l'année précédente, quand il avait exclu certaines personnes du syndicat après que Palmieri eut été blessé. La Commission exécutive « appelle tous les travailleurs au maximum de vigilance et d'unité afin d'isoler dans l'usine les provocateurs, et de défendre les institutions républicaines, aujourd'hui plus que jamais attaquées par les forces conservatrices et réactionnaires. » La section Lénine du PCI, à l'intérieur de l'usine, est encore plus explicite. Dans un tract, elle affirme que « Baglioni, Rodia et Cominelli ont déclaré dans l'usine appartenir à l'aire de l'autonomie, mais ils n'ont jamais caché leurs sympathies pour les BR et les NAP. » Le PCI souligne également la responsabilité de l'usine « les agissements de ces personnages/individus [les travailleurs arrêtés, NdA] dans l'usine sont ouvertement antisyndicaux et surtout anticommunistes ; leurs actions se déroulent toujours dans les moments les plus difficiles pour l'entreprise et elles font clairement son jeu. Nous devons condamner certains éléments de la direction qui, soutenus par le travail de ces provocateurs, ont défendu par tous les moyens (recrutement d'individus louches, espace laissé aux provocations) le discours de l'ingouvernabilité de l'usine afin de réduire fortement l'emploi, en particulier à Crescenzago, en en faisant porter la responsabilité aux travailleurs et au mouvement ouvrier. »

Le tract de la section de Lotta Continua de Sesto San Giovanni dénonce « le montage fabriqué autour du cas des 7 camarades dont les travailleurs savent qu'ils ont toujours été aux premiers rangs des luttes : en les faisant passer pour des provocateurs, on veut infliger une peine exemplaire à tous les ouvriers opposés aux sacrifices dans les usines de Sesto San Giovanni. » « *Il terrorismo in fabbrica* », op. cit.

²⁵³ « *Operai e stato* », op. cit.

²⁵⁴ « Chronique d'un procès », *Cronistoria*, février 1980. De sa prison, Enrico Baglioni écrit une lettre à ses camarades de travail dans laquelle il reconnaît uniquement les accusations d'ordre politique :

« Il est juste qu'il en soit ainsi, tout est politique et rien n'est légal, cela illustre bien la crise qui frappe le pouvoir des patrons et souligne la force des travailleurs et des communistes révolutionnaires. »

La véritable accusation qui pèse sur nous est « d'être des ouvriers et de vouloir instaurer le communisme en renversant cette société ; ceux qui pensent ainsi ont raison parce que c'est la seule façon d'agir. » Les arrestations visent à éliminer au moins la moitié de ceux qui s'opposent à la restructuration de la Magneti Marelli. Dans sa lettre, Baglioni se différencie des Brigades rouges, « non pas parce que ce ne seraient pas des camarades communistes » mais parce que le moment de la « prise du Palais d'Hiver » n'est pas encore arrivé, même s'il est vrai que le communisme approche : les ouvriers sont désormais conscients de la possibilité de parvenir à la libération du travail, grâce aux progrès de la science et de la technique », car « le caractère social de la production nous lie de plus en plus entre nous, les prolétaires. » Baglioni revendique son intention de participer une bataille juridique qui souligne « l'ensemble de leurs contradictions. »

Lettre « On nous accuse d'être des ouvriers. » d'Enrico Baglioni, juillet 1977, citée dans *Lotta continua*, section courrier des lecteurs.

²⁵⁵ *Lotta continua*, « Nouveaux mandats d'arrêt lancés contre 7 camarades de la Magneti déjà emprisonnés. », 26/27 juin 1977 et « *Operai e stato* », op. cit. Selon le témoignage d'Oreste Scalzone dans « *L'orda d'oro* », les ouvriers licenciés ont reversé l'argent qu'ils avaient reçu de l'entreprise à une crèche qui devait être construite pour les ouvrières de la Marelli. « *L'orda d'oro* », op. cit.

²⁵⁶ « Chronique d'un procès », *Cronistoria* et « *4 anni di lotta 4 anni di rapporto* », op. cit.

²⁵⁷ Citations extraites de *Lotta continua*, « Milan: série d'attentats », 21 juin 1977 ; *La Prensa*, « Ils tirent sur un chef d'atelier à la Siemens – 5 000 personnes sans travail à cause des incendies », 21 juin 1977 ; *Corriere de la sera*, « Autres visages des terroristes de Prima linea », 20 juin 1977 ; *Lotta continua*, « Prima Linea, vue de dos », 22 juin 1977 ; actes du procès de Prima Linea à Milan n° 921/80 dossier 15, volume 3 ; interrogatoire de Massimo Libardi devant la cour d'assises de Milan du 15 décembre 1983, cité dans les actes du procès Prima Linea à Milan n° 921/80 ; Bureau du procureur de la République de Milan, « Réquisitoire du représentant du ministère public Armando Spataro du 11 juillet 1981 concernant les procédures n° 221/80 F G. et n° 228/81 F G. », pp. 875-876 ; Tribunal de Milan, « Sentence-ordonnance du juge d'instruction Elena Paciotti concernant la procédure pénale n° 921/80F du 3 juin 1982 contre Antonio Achilli et d'autres » ; *Il Giorno* article sur le procès Comités communistes révolutionnaires-Prima Linea à Milan, 23 février 1984, p. 22.

²⁵⁸ *Corriere della sera*, « Attentat contre l'entrepôt de FIAT à Prato. 13 voitures et deux camions en flammes », 20 juin 1977 ; Bureau d'instruction-Tribunal de Florence, « Mandat d'arrêt n° 309/79A r.m.c. n° 69/80, 9 juin 1980. »

²⁵⁹ Tract « Libérons nos camarades emprisonnés » du Comité ouvrier de la Magneti, Comité ouvrier de la Falk, Collectif autonome ouvrier de l'Alfa Romeo, Collectif communiste de la Snam, Comité de lutte de la Niguarda, Collectif de la Polyclinique de Milan, 5 janvier 1978.

²⁶⁰ Ibidem.

²⁶¹ « Chronique d'un procès », *Cronistoria* et « *4 anni di lotta 4 anni di rapporto* », op. cit.; annexe n° 3, février 1980. Le juge d'instruction justifie sa décision d'éloigner de Milan les militants Rodia et Baglioni en ces termes : « la personnalité de BAGLIONI et de RODIA et la gravité des faits qui leur sont imputés exigent l'adoption, au moment de leur libération, des précautions nécessaires pour éviter que leurs comportements hostiles à la loi puissent se poursuivre dans le cadre de l'usine où ils ont jusqu'ici travaillé. Il ne fait aucun doute qu'un climat de peur a été instauré parmi les salariés de Magneti Marelli à cause de l'«escalade» du terrorisme et des méthodes d'intimidation collective pratiquées par les accusés. Il faut donc les empêcher d'approcher toute ville située dans la province de Milan, notamment dans la zone où se déroule l'activité productive des parties concernées par cette procédure et qui ont été lésées. »

²⁶² Ibidem.

²⁶³ Ibidem.

²⁶⁴ Ibidem.

²⁶⁵ « *Storia dell'Italia dal...* », op. cit., p. 523.

²⁶⁶ Article paru dans *Lotta continua*, « Mario Grieco, ouvrier de la Marelli, sarde, licencié : un de ceux que le syndicat ne défendra pas », 26 octobre 1979.

²⁶⁷ « La «normalisation» à la Magneti Marelli » texte du Collectif ouvrier Magneti Marelli, in *Il Bollettino*, n° 4, février 1982.

²⁶⁸ Article « Chronique d'un procès », *Cronistoria*, février 1980.

²⁶⁹ Lettre d'Enrico Baglioni, « Aux ouvriers de la Magneti Marelli. Aux camarades de ces douze années », Brescia, 1980.